



Un homme fort à Kaboul

La « démission » de M. Babrak Karmal et son remplacement à la tête du PC afghan par M. Najibullah montrent bien la détermination de l'URSS à défendre ce qu'elle considère comme ses intérêts en Afghanistan.

L'intensification des opérations menées ces derniers temps contre la résistance témoignait déjà de la volonté des Soviétiques de ne pas céder le terrain devant une guérilla qui, si elle n'a pas remporté de succès décisif, n'a cessé de se renforcer depuis six ans. Dans cette politique, M. Karmal en était venu à constituer un maillon faible, son autorité ne parvenant pas plus à s'imposer à l'intérieur de son propre pays que sur la scène internationale.

Ce que l'on sait de M. Najibullah le fait apparaître comme un personnage beaucoup plus solide que son expérience à la direction de la police secrète et des services de sécurité rend apte à contrôler la situation plus étroitement que son prédécesseur. A en croire l'avis général, sa fidélité envers Moscou est, de surcroît, au-dessus de tout soupçon.

Est-ce à dire que la voie est ainsi fermée à la recherche d'un « règlement politique » que M. Gorbatchev déclare officiellement souhaiter ? La coïncidence ne peut évidemment être fortuite entre le changement de personnes intervenu dimanche à Kaboul et la reprise lundi 5 mai à Genève des négociations indirectes sur le problème afghan. M. Diego Cordovez, médiateur de l'ONU sous l'égide duquel se déroulent ces conversations, s'est montré prudemment optimiste à leur sujet. Les négociateurs pakistanais ne démentent pas, de leur côté, que des progrès aient effectivement été réalisés ces derniers mois, en particulier sur les garanties internationales qui pourraient accompagner un règlement.

Deux questions majeures restent toutefois en suspens. L'établissement, d'abord, d'un calendrier d'évacuation des forces soviétiques - qui relèverait théoriquement d'un accord bilatéral entre Kaboul et Moscou - en corrélation avec la cessation de l'aide militaire extérieure (américaine et pakistanaise) à la guérilla. La nature, d'autre part, du futur régime afghan, l'intégration des mouvements de résistance à un gouvernement communiste étant impensable.

Si les Soviétiques ont en tête la mise sur pied d'un régime dont les bases politiques seraient « élargies », c'est-à-dire dont les communistes ne seraient qu'une des composantes, il est essentiel de leur point de vue que le PC afghan se présente en position de force. C'est à cette préoccupation que pourrait répondre la promotion de M. Najibullah.

Reste que les antécédents et la réputation de ce personnage n'en font guère un interlocuteur très encourageant pour les hommes engagés dans un combat à la fois contre la présence militaire soviétique et contre le communisme. Leurs dirigeants n'ont d'ailleurs pas tardé à faire savoir que ni le départ de M. Karmal ni un éventuel accord entre diplomates à Genève - où eux-mêmes ne sont pas représentés - ne suffiraient à les inciter à cesser la lutte.

(Lire nos informations page 3.)

LE SOMMET DE TOKYO ET LA SÉCURITÉ

Les Sept mettent en cause la Libye dans leur déclaration sur le terrorisme

Les dirigeants des sept pays occidentaux participant au sommet de Tokyo se sont mis d'accord ce lundi 5 mai sur deux déclarations spécifiques, l'une concernant un renforcement de la lutte antiterroriste, l'autre la prévention des accidents nucléaires. Cet accord est intervenu après plusieurs heures de discussion. Le texte

sur le terrorisme met en cause notamment la Libye.

M. Chirac, qui est arrivé à Tokyo lundi en début d'après-midi, avait été tenu au courant de ces discussions. Il s'est joint à la session plénière de lundi après-midi, qui a été consacrée aux questions économiques, commerciales et monétaires.

La déclaration sur le terrorisme condamne naturellement celui-ci « sous toutes ses formes », ainsi que les Etats qui y ont ou y auraient recours. Les Sept insistent sur le fait qu'une telle forme d'action, comme substitut à l'action politique, ne peut trouver de justification, pas plus que l'attitude des Etats « qui parviennent ou soutiennent » le terrorisme.

Les pays industrialisés préconisent un ensemble de mesures destinées à identifier et à dissuader les auteurs éventuels d'actes de terrorisme et leurs complices, et que pourrait appliquer tout gouvernement « à tout Etat nettement impliqué, et en particulier à la Libye ».

Ces mesures rappellent assez exactement celles que la Communauté européenne a déjà adoptées

dans différentes réunions récentes des Douze : limitation de la taille (voire suppression) de certaines représentations diplomatiques ou consulaires, restriction à la liberté de circulation des « diplomates » des pays en question, établissement de procédures de contrôle de l'immigration, en particulier de visas, amélioration des procédures d'extradition.

Par ailleurs, les pays participants au sommet de Tokyo affirment leur volonté de développer toutes les formes de coopération bilatérale et multilatérale en faveur de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme, en « travaillant dans les organismes internationaux dont ils sont membres ». Ainsi est clairement établi qu'il n'est plus question de créer une organisation supplémentaire.

La déclaration sur la sécurité nucléaire réaffirme, quant à elle, la sympathie des pays industrialisés pour ceux qui ont été victimes de l'accident de la centrale de Tchernobyl, et indique que ces pays sont prêts à apporter toute l'aide médicale et technique désirée. Les Sept réaffirment en même temps leur conviction que le nucléaire restera une source d'énergie de plus en plus utilisée.

Ils précisent en outre que, pour eux, chaque pays est responsable des informations sur les situations ou les accidents qui peuvent se produire sur son territoire et pourraient avoir des conséquences au-delà de ses frontières. Ils demandent donc à l'Union soviétique de rendre publics tous les renseignements sur cet accident et ses conséquences.

(Lire nos informations page 6.)

CONTESTATION, MANIFESTATIONS, GRÈVES

Le Paraguay n'est plus ce qu'il était...

Des incidents ont eu lieu à Asuncion à l'occasion du trentième anniversaire de l'accession au pouvoir du général Stroessner. Des partisans du gouvernement ont détruit une statue de « sainte » d'opposition et occupé un hôpital où étaient soignés des manifestants blessés par des policiers lors d'une échauffourée le 1^{er} mai.

Opposants à cet blanc qui braver les coups de matraque, syndicalistes qui font de même le 1^{er} mai, étudiants en droit qui se révoltent parce qu'un des leurs a été assassiné, médecins et infirmières en grève dans le principal hôpital de la capitale, journalistes qui disent tout haut et publient ce qui se s'écrivait, hier, que dans des tracts, le Paraguay, décidément, n'est plus ce qu'il était.

C'était « le pays de la peur », dit Mgr Mario Melanio Medina, l'un des quinze évêques paraguayens. Un pays dont « le peuple avait été domestiqué » - sans bruit, sans qu'on s'en émeuve beaucoup à l'étranger. La longévité du général Stroessner, qui règne depuis trente-deux ans, tient d'abord à ce long dressage, dont un seul chiffre témoigne : trois cent soixante mille Paraguayens - sur trois millions - sont passés depuis 1954 par les prisons du régime, selon une estimation de Americas Watch, orga-

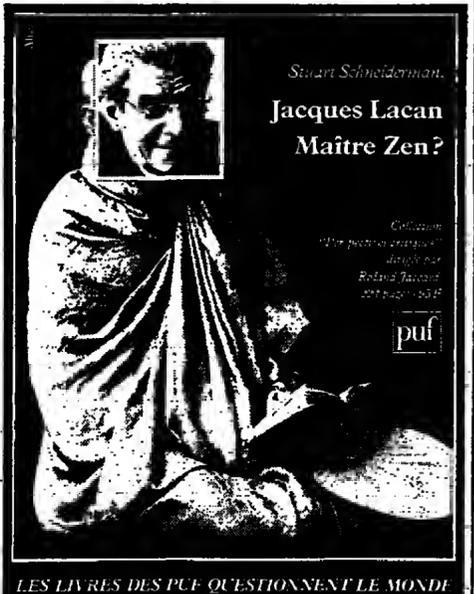
nisation américaine de défense des droits de l'homme. Un chiffre impressionnant, sans doute, sauf pour ceux qui disent que la « poignée » était nécessaire dans un pays propice aux querelles et à la décomposition.

Aujourd'hui, le silence est rompu. Ceux qui parlent le font sans précaution : ils ont surmonté leur peur. Il y a deux ans que le journal ABC Color - qui fut le plus populaire - est interdit. Son directeur, M. Aldo Zuccolillo, s'assoit pourtant tous les jours à son bureau. Espère-t-il une levée de la censure ? Il répond que non : « Stroessner sait bien que, cette fois, c'est à lui, directement, que je m'en prendrais ». ABC Color avait été courageux en dénonçant la corruption du régime. Mais M. Zuccolillo regrette de ne pas l'avoir été assez et d'avoir éparné - par crainte - le président et son armée.

CHARLES VANHECKE.
(Lire la suite page 7.)

De notre envoyé spécial

Asuncion. - Fini le paradis ? Les anticommunistes de choc, les rescapés des régimes d'ordre moral, les généraux contrebandiers, les nazis et escrocs ou cavale ne reconnaissent plus, depuis quelques semaines, leur paradis. Odeur infecte des gaz lacrymogènes, défilés jamais vus de manifestants à pancartes et à porte-voix : le Paraguay sort de sa torpeur et s'actualise - en affrontant la police dans les rues.



Stuart Schneideman.
Jacques Lacan Maître Zen?

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

M. Waldheim en ballottage favorable



En Autriche, l'ancien secrétaire général de l'ONU a obtenu 49,64 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle. Au second tour, le 8 juin, il retrouvera le candidat socialiste, M. Steyrer.

PAGE 4

Tchernobyl : 49 000 personnes évacuées

L'URSS accepte la visite du directeur de l'Agence internationale pour l'énergie atomique.

PAGE 14

Le découpage des circonscriptions

Le gouvernement devra parer à de possibles défections dans sa majorité.

PAGE 8

La crise des matières premières

La chute des prix du pétrole cache une sévère bataille sans vainqueur.

PAGE 36

Satellites américains cloués au sol

Après l'accident de Challenger et l'échec d'un Titan, le lancement raté d'une fusée Delta porte un nouveau coup à la NASA.

PAGE 15

Le Monde

ECONOMIE

Turbulences dans l'industrie aéronautique
Dassault-Breguet face au projet d'avion de combat européen
Un entretien avec le président d'Airbus
Boeing ou les « frappeurs » d'un géant
La percée de la RFA

La chronique de Paul Fabra
Pages 31 à 34

Débats : Nouvelle donne politique (2) • Etranger (3 à 7) • Politique (8 à 11) • Société (12 à 15) • Culture (16 et 17) • Communisme (17) • Histoire (29) • Sports (30) • Economie (35 à 37) • Programme des spectacles (18) • Radio-télévision (19) • Informations services : Météorologie, Mots croisés, Loto (19 et 20) • Carnet (20) • Annonces classées (21 à 28)

UN DOSSIER EN SUSPENS POUR LE GOUVERNEMENT

Les immigrés dans l'ombre

Et les immigrés ? Les aurait-on oubliés, après s'en être tant inquiété pendant la campagne électorale ? Ils ne semblent guère intéresser le gouvernement de M. Chirac, sinon sous l'angle de la sécurité. Dans le discours du premier ministre à l'Assemblée nationale - tout le monde l'a remarqué - l'immigration était abordée dans la foulée du terrorisme.

Une erreur malheureuse, explique-t-on... Impression confortée cependant par la multiplication des contrôles d'identité qui, depuis le 16 mars, visent essentiellement les personnes d'aspect étranger. « Dût de facies ? » Il est difficile de reprocher à la police de prendre des précautions en cette période d'attentats. Mais comme rien ne semble être fait ou dit par ailleurs à propos des immigrés, c'est la seule image que l'on retient. Déjà, l'immigration était assimilée à la délinquance. Il n'en faudrait pas beaucoup pour qu'elle soit associée au terrorisme.

« Attention aux amalgames ! », avertit M. Claude Malhuret, qui a été nommé secrétaire d'Etat aux droits de l'homme et, à ce titre, aura son mot à dire sur l'immigra-

tion. Cet ancien militant du FSU, animateur de Médecins sans frontières, n'appartient pas à la même planète que M. Le Pen. Il a longtemps vécu au Maroc et porte sur les Maghrébins, en particulier un regard différent de celui de la majorité des Français. Mais il n'est pas chargé du dossier immigration. Son rôle se limitera à surveiller d'éventuels dérapages et à prendre quelques initiatives pour favoriser une meilleure compréhension entre Français et étrangers.

Pour l'immigration, M. Chirac n'a voulu se donner ni un ministre ni même un secrétaire d'Etat : il craignait sans doute de dramatiser un sujet qui l'est déjà bien assez. Le dossier reste donc éparpillé entre plusieurs ministères, notamment l'intérieur, la justice et les affaires sociales. Cela ne contribue pas à affirmer une politique cohérente, fondée sur l'intégration des étrangers qui resteront définitivement en France. Chaque ministère travaille de son côté... ou n'a pas encore commencé.

L'objectif du premier ministre et de son entourage semble se résumer d'un mot : clarification.

« Il faut clarifier la situation des étrangers en France », affirme M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR. Les tensions entre Français et étrangers seraient dues, selon lui, à des incertitudes et à des confusions que les socialistes auraient aggravées par leurs initiatives. N'ont-ils pas entrepris l'image d'une société multiculturelle, ou laissé croire que les étrangers pourraient voter aux élections municipales ?

La clarification souhaitée par le nouveau gouvernement vise d'abord une maîtrise aussi complète que possible de l'entrée et du séjour des étrangers en France. Il est envisagé d'instituer des visas pour les ressortissants non européens, d'introduire (dès le 15 juin prochain) un « titre de séjour infalsifiable », de réprimer plus sévèrement le trafic de main-d'œuvre clandestine, de modifier l'ordonnance de 1945 sur les réfugiés, de renvoyer les condamnés étrangers dans leurs pays et de rétablir les expulsions par voie administrative (supprimées en octobre 1981).

ROBERT SOLÉ

(Lire la suite page 9.)

سكنا من الاجل

débats

LA NOUVELLE «DONNE» POLITIQUE

Un large champ d'initiatives est ouvert avec le changement de l'équipe au pouvoir. Georges Hourdin souhaite que les réformes entreprises, ou à venir, ne remettent pas en cause celles sur lesquelles le général de Gaulle avait bâti le régime qui est encore le nôtre, et Jean Miallet espère que ne sera pas bientôt ébranlé l'«état de grâce» qui voit nos concitoyens se rapprocher, comme rarement dans notre histoire.

Sur les traces d'Henri IV ?

La réconciliation des Français, chance unique pour notre société

par JEAN MIALET (*)

LES Français ont changé l'équipe au pouvoir mais ils refusent de sanctionner trop durement celle dont ils ne voulaient plus. Ils aspirent à une vie publique moins tumultueuse, moins querelleuse que celle qu'ils connaissent, à vrai dire, depuis, sauf éclaircies, un siècle sinon des siècles.

Lorsqu'on interrogeait, il y a peu de temps encore, les uns et les autres sur cette préférence donnée à la bataille, ils répondaient, pour se justifier, qu'elle correspondait au vœu de la population. Celle-ci aspirait, assurément, à voir se poursuivre, sur les multiples scènes qu'offre notre société de communication, l'antagonisme épiquodémocratique entre chefs, grands ou petits. A lire, voir, ou entendre les propos tenus, ces jours-ci, par la plupart des spécialistes des mass-media, on est fondé à penser qu'ils estiment que rien de substantiel n'a changé de ce point de vue dans ce pays. Ils jugent, et sans doute souhaitent, que les acteurs de la vie publique reprennent, sous l'œil redoublé de la population, les chaussetrappes et coups de Jarzac dont les descendants de nos ancêtres les Gantois ont toujours été friands.

C'est que notre organisation sociale et notre culture foncière mêmes comportent de graves carences qui rendent la pratique de la tolérance difficile ardeur de notre société. Alors que les hommes et les groupes qui cherchent à développer les spécificités, les différences, voire les particularismes, disposent de moyens et d'institutions multiples pour soutenir leur action, ceux qui veulent entretenir le sens et le goût de ce qui est commun n'en trouvent pratiquement aucun. Il faut avoir tendu la scie, pendant des décennies, auprès des particuliers, des entreprises, des fondations ou des administrations, pour mesurer à quel point l'idée que la tolérance puisse faire l'objet de soins et de quelques concours est étrangère à notre peuple.

Rien, si ce n'est le service militaire, n'est en place pour habituer nos compatriotes à admettre qu'il faut, au moins, se supporter entre nous, au nom de l'intérêt commun. Sans la contrepartie qui leur est nécessaire, les utiles efforts pour la défense de la foule de groupes, corps, professions, familles de pensée qui composent ce pays, aboutissent à des oppositions multiples qui ont fini par engendrer cette indifférence mutuelle dont est malheureusement atteinte notre société. Bien résolu pour une nation qui fait la fière, ainsi de l'Eglise, d'une religion qui proclame qu'il faut aimer les uns les autres et qui, dans sa devise nationale, invoque toujours la fraternité !

Ils ont changé

Il sera donc intéressant de suivre, dans les jours et mois à venir, le comportement des Français dont il est difficile de nier, à la lumière de la récente élection, qu'ils ont changé. La majorité d'entre eux paraissent avoir épuisé les charmes de l'affrontement, de l'antagonisme et à vrai dire de la guerre civile qui, comme l'a écrit Henri Amouroux, a été «importable» en 1943-1944, a repris pendant la guerre d'Algérie, et menacé aux alentours de 1968. Devant les excès de cette longue période, on cours de laquelle «dialoguer, c'était trahir», la tolérance, au moins dans les mots, a connu une certaine réhabilitation. Dans le même temps, le sentiment de ce que l'on appelle les consensus s'est multiplié. Ainsi, en 1981, l'alternance a-t-elle pu intervenir dans de telles conditions satisfaisantes. Cependant, le triomphalisme auquel la gauche n'a pu échapper devant l'importance inattendue de son succès, la hargne vengeresse de la nouvelle opposition, ont interrompu, pendant quelques années, la lente remontée de l'esprit de paix civile qui, semble-t-il, a repris à l'occasion des législatives de 1986.

(*) Président des groupes Réconciliateurs.

Les acquis de la Libération

Préserver les fondements de la V^e République

J'ÉCRIS ces quelques lignes à Assise, en Italie, dans une modeste auberge pour pèlerins. Je n'ai sous la main aucun livre de références me permettant de vérifier mes souvenirs. A l'âge auquel je suis parvenu, il arrive qu'une mémoire laissée à elle seule connaisse des défaillances. Je ne le crois pas pour l'essentiel.

C'était en 1945. Le cauchemar de la deuxième guerre mondiale s'était dissipé pour la France. Il s'était bien terminé. Grâce aux efforts conjugués de la Résistance intérieure et des Forces françaises libres, la France, d'abord vaincue, était présente à la victoire. Elle retrouvait sa place parmi les nations qui comptent. L'action politique et la tenace détermination du général de Gaulle y étaient pour beaucoup. Il restait à tirer les leçons du passé et à établir, pour notre patrie, un nouveau régime politique, économique et social.

Un gouvernement provisoire de la République avait été constitué. Il était présidé par le général de Gaulle. Il était assisté à titre législatif par une Chambre consultative qui rassemblait les représentants des cinquante-quatre groupes de la Résistance et qui siégeait à Luxembourg. J'avais été désigné par les éléments

par GEORGES HOURDIN (*) démocrates-chrétiens pour tenter de réunir les personnalités capables de constituer le noyau de ce qui allait devenir le premier groupe parlementaire du Mouvement républicain populaire. J'avais pu faire réquisitionner la moitié de l'appartement d'un questeur de l'ancien Sénat. C'est de là que j'assistais à la reprise d'une activité parlementaire nationale et libre et à l'adoption des grandes réformes qui n'ont cessé de constituer, sous la V^e République, les acquis de la Libération. Ils sont, si je compte bien, au nombre de cinq.

1) Il y eut, d'abord, les nationalisations. Elles étaient nombreuses. Elles comprenaient les grandes entreprises de communication, d'information et de transport. Elles atteignaient aussi trois banques importantes. Les principales compagnies d'assurances furent nationalisées en dernier. Il s'agissait, selon le général de Gaulle et les hommes de la Résistance, d'assurer l'indépendance de l'Etat français à l'égard des forces financières.

Le gouvernement Chirac demanda au Parlement le droit de réaliser une très large privatisation même en ce qui concerne les entreprises rattachées à l'Etat en 1945. J'ai entendu à la radio la partie du discours de M. Balladur qui en fait une question de principe et de remise en ordre de la doctrine gaulliste. J'ai été sensible à sa volonté de ne pas passionner le débat. Je n'ai pas été convaincu.

la nation française avaient désormais le droit d'être représentés selon leur importance dans les Assemblées et le gouvernement du pays.

On reproche à ce mode de scrutin d'empêcher la constitution d'une majorité. Cela n'avait alors pas d'importance, car l'exécutif allait être renforcé.

4) Le projet de Constitution devait fonder un régime à prédominance présidentielle. Il s'agit, bien sûr, de la présidence de la République. Cette partie de la fondation d'un régime nouveau fut plus difficile à faire admettre. Il fallut attendre 1962 et la désignation du président au suffrage universel pour que la construction du tout soit achevée. J'ai peur qu'elle ne soit aujourd'hui menacée par la façon dont la cohabitation est pratiquée.

5) Enfin, un plan social, les comités d'entreprise étaient créés à partir de cinquante salariés. La Sécurité sociale était fondée. Elle consistait à généraliser à tous les travailleurs le régime des assurances sociales qui avait été voté en 1931.

Justice et représentation pour tous par le biais du mode de scrutin. Renforcement et indépendance de l'Etat par les nationalisations. Suprême de l'autorité reconnue au vote désignant le président de la République. Couverture large des risques sociaux. Tels sont les fondements de la V^e République, de ce qui fut et de ce qui reste le gaullisme. Ils doivent être préservés.

Le fruit de nos sacrifices

Ces nationalisations sont le fruit de nos sacrifices, de nos larmes, du sang de nos déportés pendant la deuxième guerre mondiale. Nous luttons pour inventer une troisième voie économique et politique. Les nationalisations une fois faites ont prouvé leur efficacité. Elles ont contribué à assurer à la France, entre 1945 et 1975, trente ans d'une prospérité sans précédent. Il n'est pas raisonnable d'y renoncer sous prétexte de mettre fin au chômage. C'est un pari douteux.

2) En ce qui concerne le mode de scrutin, le droit de vote était en accord avec les femmes. C'était, chez nous, une nouveauté et un progrès considérable, qui ne sera définitivement que lorsque le nombre de députés femmes deviendra aussi grand que celui des députés hommes.

3) La représentation proportionnelle était également accordée. Les courants d'idées qui constituaient la culture politique de

(*) Ancien président-directeur général des Publications de la Vie catholique.

COURRIER DES LECTEURS

Le pape, les juifs et l'Islam

Au sujet de l'article sur «La Rome des juifs» (Le Monde daté 13-14 avril) et du port de la rouelle jaune par «les juifs du pape», il aurait peut-être fallu rappeler l'origine probable de ce signe distinctif: ce sont les califes abbassides de Bagdad qui, au neuvième siècle, le rendirent obligatoire chez eux pour les juifs et... les chrétiens. (...)

DAVID LITMAN (Lansanne.)

«LA FRANCE RESTAURÉE» (1944-1954) de François Bloch-Lainé et Jean Bouvier

Un parcours en «partie double»

C'EST une riche idée qu'ait Jean Bouvier de suggérer à François Bloch-Lainé de rassembler ses souvenirs sur le décennium 1944-1954 et d'en tirer le leçon pour le public. Voici son témoignage. Mais il est à cœur de le confronter avec des recherches d'un historien; sur la même période: Jean Bouvier. Du coup, ce livre «en partie double», d'une facture insolite, prend un relief attendu. Le regard de l'acteur et celui, plus détaché, de l'observateur se croisent durant huit chapitres qui ont su attirer l'attention toujours plus. Surtout si l'on a vécu, comme journaliste, une bonne partie du chemin retracé.

En ouverture, Jean-Pierre Rioux nous parle de l'«héritage» (d'après), c'est-à-dire des «contraintes de la Libération», du vainqueur «grogny», du «tout à l'état» (peur dans les préparatifs à Londres et à Alger des premiers textes du nouveau pouvoir). Dans le titre la France restaurée, nos auteurs ont joué l'ambivalence de sens: un pays qui renait de ses ruines, mais aussi une restauration, dans la mesure où certains espoirs nés de la Résistance n'ont pu être comblés. Mais «seuls ceux qui mettaient dans la Résistance plus qu'elle ne pouvait contenir ont pu... conduire d'insensibles détournements d'intention.»

Plus tôt que la «Restauration» dont parlait Claude Bourdet, François Bloch-Lainé préfère au reste évoquer la «récupération», par les groupes sociaux dominants des affaires politiques et économiques de valeurs anciennes. Pouvait-il en être autrement? Nos auteurs en doutent.

Pas de nouvelle doctrine forte, et faite d'une relative d'hommes. Durant les dix années où la France reprit corps, il pouvait apparaître que le dessin politico-économique était tout tracé, le premier plan Marquet ayant au reste jalonné une bonne partie des parcours. Mais nos concitoyens sont ainsi faits qu'ils ne peuvent se passer de querelles. Nos auteurs éclaircissent les dessous du fameux débat Mandès-Pleven (1944-1945), les begarres plus ou moins «traquées» et les défenseurs de l'«Economie» et ceux des «Finances», le désordre des esprits dans le domaine des nationalisations. Passionnantes pages également sur le comportement du patronat (on regrette seulement de ne rien lire sur son opposition feroce au Plan Schuman de pool charbon-acier) et la relance de la modernisation de 1953-1955 réussie malgré les antagonismes de tempérament entre Mandès et Edgar Faure. Fr. Bloch-Lainé n'a pas cherché à faire un plaidoyer pro domo, ce qui fait aussi le prix de ce livre. Il a conscience de certaines fragilités, de certaines maladrotesse de la haute fonction publique. Elles eussent pu sans doute être évitées si le carence des appareils politiques, et singulièrement celle de la SFIO, n'étaient été aussi manifestes. A la lecture de ces pages très vivantes, on comprend beaucoup mieux pourquoi la social-démocratie française que Fr. Bloch-Lainé appelle de ses vœux a manqué la plupart de ses rendez-vous.

PIERRE DROUIN. Editions du Seuil, 338 p., 98 F.

Advertisement for BOUCHARD PÈRE & FILS, BEAUNE DU CHATEAU. Includes text about wine and a list of products: Les Portinçais, Les Anaux, Les Luyillans, Les Bélandans, Les Surry, Les Rencard, Les Châ de Roi, Les Coteaux de Beaune, Les Brezandans, Les Toussaints, Les Grèves, Les Ternans, Champ Pinot, A l'ère.

Advertisement for Le Monde magazine. Includes contact information: 7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09. Tel: (1) 42-25-91-82 or 45-55-51-71. Also includes subscription rates and a list of foreign agents.

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off. Includes words like 'Le rempl', 'La crédib', 'Huit sangl', 'de «r»'.

étranger

Le remplacement de M. Babrak Karmal à la tête du PC afghan

M. Babrak Karmal (cinquante-sept ans) a été remplacé dimanche 4 mai à la tête du Parti communiste afghan, au pouvoir, par M. Mohammed Najibullah un médecin de formation soviétique, numéro trois du régime proutitaire de M. Karmal et ancien grand patron de la police politique. M. Karmal a présenté sa démission « pour raisons de santé » devant le comité central du Parti démocratique populaire afghan (PDPA, communiste). Il conserve cependant ses fonctions de chef de l'Etat et de membre du bureau politique du parti.

M. Karmal était resté jusqu'à son long séjour privé en URSS. Officiellement, il s'y faisait soigner, cependant, son absence lors des cérémonies commémoratives de la révolution, le 27 avril dernier, avait alimenté les spéculations sur ses véritables intentions. D'autant plus que la « Pravda » s'était étonnée, à cette date, à des critiques de son régime, lui reprochant notamment sa lenteur dans l'introduction des réformes.

A Moscou, l'annonce du remplacement de M. Karmal par M. Najibullah, « un grand ami de

l'Union soviétique », a été faite rapidement par l'agence Tass.

A Washington, le département d'Etat « n'attache pas une importance excessive » à ce changement. Ce qui compte, souligne-t-on, c'est moins l'identité des dirigeants que la présence de 120.000 soldats soviétiques en Afghanistan. Pékin, pour le moment, garde le silence.

On estime, par ailleurs, que le remplacement de M. Karmal peut être lié à la reprise des négocia-

tions indirectes Afghanistan-Pakistan ce lundi à Genève sous l'égide de l'ONU.

Dans les rangs de la résistance on rejette par avance toute concession qui pourrait sortir de ces entretiens. Enfin, les premières déclarations du nouvel homme fort afghan ont mis l'accent sur le « renforcement des forces armées » afghanes et l'amélioration de leur capacité de combat. - (AFP, Reuter.)

LE DOCTEUR MOHAMMED NAJIBULLAH

L'homme de la police politique

Le docteur Najibullah est l'étoile montante du régime depuis plusieurs années. Homme de confiance des Soviétiques, il dirigeait la seule institution gouvernementale qui se soit révélée efficace, la police politique (khad : services d'information de l'Etat).

Né en 1947, Najibullah est un Pachtoune de la province du Logar. Son père, Akhtar Mohammad, dirigeait l'Office des transports afghans à Peshawar, au Pakistan. Ce poste, anodin en apparence, était en fait celui des services secrets afghans : le responsable était chargé, pour le compte du gouvernement de Kaboul, des contacts avec les tribus pachtounes établies du côté pakistanais de la frontière. Comme ces tribus agissent plus en fonction de rivalités tribales qu'en fonction de choix idéologiques et nationalistes, le jeune Najibullah a été à très bonne école pour ses activités futures. Ses deux langues étrangères sont l'ourdou et l'anglais.

Le jeu tribal

Najibullah fait ses études secondaires au lycée moderniste de Habibia, dont la langue est l'anglais. Il est sorti en 1964 pour entrer à la faculté de médecine. Il est membre du Parti communiste (Parti démocratique du peuple afghan) dès sa création le 1^{er} janvier 1965. Entre deux séjours en prison, il termine ses études de médecine et entre, en 1977, au comité central du parti. Cette date est importante car c'est celle de la réunification entre les deux tendances du parti, le khaki et parcham, en vue du coup d'Etat d'avril 1978. La réunification a été manifestement voulue par l'URSS qui s'est portée garante d'intervenir directement. Najibullah est membre de la fraction parcham du parti. Lors du coup d'Etat du 27 avril 1978, il est membre du conseil révolutionnaire, mais ne détient aucun portefeuille ; le 28 juin, il est nommé ambassadeur à Téhéran, signe précurseur de la disgrâce puis de la réussite qui vont toucher tous les membres importants du parcham entre août et septembre 1978. Démis de son poste en septembre, il disparaît, probablement en URSS, comme Babrak Karmal et les autres membres du parcham.

On le retrouve, tout normalement, avec Babrak Karmal au lendemain de l'invasion soviétique du 27 décembre 1979. Il devient l'homme des services secrets, nouvellement créés à l'imitation du KGB. Le khad a pour fonction essentielle de pérenniser la résistance, d'assurer le retour-nement des tribus frontalnières (tant

du côté afghan que pakistanais) et d'assurer de manière générale la politique de pacification.

Très vite, le khad devient l'institution gouvernementale la plus efficace. Najibullah tire les leçons de l'activisme révolutionnaire de ses prédécesseurs khakis. Bon connaisseur des tribus, il revient au système traditionnel de pacification, où les Anglais étaient devenus maîtres. Au lieu de jouer la subversion idéologique, on retourne les notables en utilisant les mécanismes de la société traditionnelle : émigration entre chefs de clans, prébendes et distributions d'armes, exploitation de la volonté d'autonomie des tribus.

Les tribus frontalnières sont l'objectif prioritaire de la politique de pacification : en les retournant, on fait d'une pierre deux coups - le régime pachtoonais est déstabilisé et les routes d'approvisionnement de la résistance sont coupées. Dans ce rôle, Najibullah joue habilement de ses origines. L'Afghanistan, en effet, compte trois grandes confédérations de tribus pachtoones : les Dourranis à l'Ouest, les Ghilzai au Centre-Est et les Pachtoons de l'Est à la frontière avec le Pakistan ; or, Najibullah, Pachtoone du Logar, est un Ghilzai ; son père a entretenu les meilleures relations avec ceux de l'Est et lui-même est marié à une Dourrani de sang royal, ce qui suffit à le dédouaner par rapport à la confédération de l'Ouest. Dans les zones non tribales du Nord et de l'Ouest, où il est moins implanté, le khad s'efforce de susciter des conflits internes à la résistance en jouant de l'opposition entre jeunes intellectuels islamistes et notables traditionnels ; c'est ainsi que le commandant Zabihullah de Mazar est assassiné, ainsi qu'une dizaine de chefs locaux dans différentes régions.

Une ascension régulière

Ces succès, qui contrastent avec l'impéritie de l'administration gouvernementale, font de Najibullah l'homme de l'avenir pour les Soviétiques. En effet, si Babrak Karmal offre toutes garanties de loyauté, son image d'homme venu dans les fourgons soviétiques, et associé aux échecs du régime, lui a enlevé toute crédibilité. Le numéro deux du régime, Sultan Ali Kechtmann, a pour rare réhabilitateur d'être un chéïche hazzari, ethnique méprisée par les Pachtoons, qui domine la vie politique. Sa nomination comme numéro un aurait été ressentie comme une véritable provocation par la tendance khaki, encore majoritaire parmi les cadres moyens du parti, surtout les militaires.

La carrière de Najibullah est donc une ascension régulière. Chef

Chine

Aux commandes d'un Boeing 747 un transfuge de Taiwan se pose à Canton

De notre correspondant

Pékin. - La télévision chinoise a montré, dimanche 4 mai, l'atterrissage à Canton d'un Boeing 747 chinois. L'affaire serait banale s'il ne s'agissait d'un avion-cargo appartenant à l'« autre » Chine. L'appareil, qui effectuait une liaison Bangkok-Taïpei via Hong-kong, portait les couleurs des China Airlines et son pilote, le commandant Wang Xijue, avait décidé de « choisir la liberté » en Chine populaire. Les deux autres membres de l'équipage ont demandé à rentrer chez eux. Le commandant Wang appartient au Koumintang : âgé de quarante ans, il est sorti en 1948 de l'école de l'air nationaliste avant de se réfugier à Taïwan l'année suivante. Il a, bien entendu, été reçu avec tous les honneurs par les responsables de Canton.

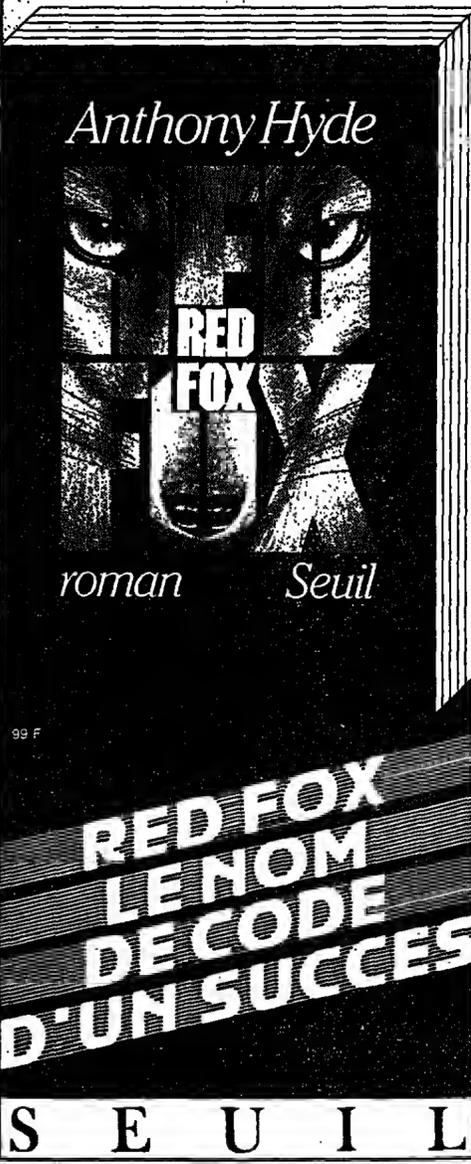
Ces dernières années, les défections avaient plutôt lieu en sens inverse : en février, un pilote militaire chinois s'était réfugié en Corée du Sud, d'où il vient de partir pour Taïwan. L'an dernier, une vedette rapide de la marine chinoise avait été contrainte par une partie de l'équipage à se diriger vers un port sud-coréen. Comme il y avait eu

mort d'homme, le bateau, son équipage et les mutins avaient été restitués à la Chine. En 1983, un avion de transport de la compagnie nationale chinoise CAAC avait été détourné sur Séoul. Le gouvernement du général Chou avait exigé et obtenu de Pékin, qui ne reconnaît que le régime de Pyongyang, qu'une délégation officielle de la CAAC se rende à Séoul pour négocier le retour de l'avion et des passagers.

Cette fois-ci, c'est Pékin qui demande aux China Airlines d'envoyer ses négociateurs sur le continent. Taïwan, qui se politise par contact direct ou indirect avec Pékin, en dépit des multiples appels du pied des communistes, a chargé la compagnie de Hongkong Cathay Pacific de représenter ses intérêts. Nul doute que cette affaire sera utilisée au maximum ici pour embarasser Taïwan, Pékin mettant en valeur sa bonne volonté et son « ouverture » face à l'« obstination » des nationalistes. C'est de bonne guerre. La bataille de la propagande est après tout moins meurtrière que les échanges d'abus qui étaient jadis le seul « dialogue » entre les deux régimes.

P. de B.

Un « thriller » dans la meilleure veine, conjuguant qualité d'écriture et intrigue à rebondissements qui conduira le lecteur de Halifax et ses brumes à Leningrad, en passant par Washington, Paris... Comparé à Deighton, Graham Greene, Le Carré et Forsyth... Voici RED FOX.



La crédibilité perdue

Babrak Karmal (Babak : le petit lion, nom donné par sa famille, Karmal : ami du travail, nom de son choix) est un cas typique d'intellectuel communiste issu de la grande bourgeoisie, qui passe du côté de la révolution prolétarienne. Né en 1929, fils de général, il est diplômé du lycée Amani, créé par les Allemands dans les années 20 et foyer de la contestation à cette époque.

Activiste étudiant, il est arrêté en 1953 mais retrouve dès sa sortie de prison en 1956 des postes administratifs. Militant laïque et progressiste, sa conversion au marxisme est tardive. En 1955 on le retrouve à la fois parmi les membres fondateurs du Parti démocratique du peuple afghan et député à la première Assemblée démocratiquement élue.

Très vite, son aristocratie l'oppose à la majorité des membres du PDPA, d'origine plus humble et tribale. En 1967, il fonde la fraction parcham (le drapeau), se sépare de la majorité khaki et prône une politique d'extrême dans la haute administration. Cette stratégie, qui vaudra à sa faction le surnom de « royal communiste », se révèle payante : les parchamis sont actifs dans le coup d'Etat du président Daoud en juillet 1973 et placent leurs hommes aux postes-clés. Cependant, le parcham, par cette collaboration, perd beaucoup de son prestige parmi les militants de base. Lors du coup d'Etat communiste de 1978, il se retrouve minoritaire, malgré un partage égal des postes de direction.

Coinçant de cette faiblesse, Karmal prépare sans doute un autre coup d'Etat lorsqu'il est limogé et envoyé comme ambassadeur à l'étranger en août 1978

avec les membres les plus importants de sa faction.

Rappelé en septembre, il se garde de rentrer et disparaît (réassemblé en URSS) ; il revient en décembre 1979 dans les fourgons de l'armée soviétique après la diffusion d'un appel lancé probablement à partir de Tachkent. Devenu président du conseil révolutionnaire, membre du bureau politique et secrétaire général du parti, il place sa famille et ses fidèles aux postes de commande ; son demi-frère Mahmoud Barzelay est suppléant au bureau politique et secrétaire du comité central, son gendre Razmjou est aussi suppléant au bureau politique et sa maîtresse Anahita Rastakzad est membre.

Bien qu'inspirant son régime sur des bases plus réalistes et réformistes que ses prédécesseurs khakis (Karmal reconnaît l'islam comme religion officielle, modère la réforme agraire et lance une politique tribale), il adhère à ce point à la politique soviétique qu'il perd toute crédibilité (c'est ainsi, par exemple, que la libération du journaliste Jacques Abouche est annoncée de Moscou) sans pour autant réussir à se concilier les secteurs prisés au compromis (notables traditionnels et petite bourgeoisie urbaine). Un certain culte de la personnalité se développe dans les médias. Il se termine abruptement en mars 1986. Cependant, l'incertitude demeure sur les raisons de sa chute. Il est probablement vraiment malade, mais l'annonce de son remplacement à la veille du septième round des négociations de Genève a un sens politique : c'est moins son déclin qui fait problème que la personnalité de celui qui le remplace.

O. R.

Huit sanglantes années de « révolution »

Le remplacement de M. Babrak Karmal à la tête du Parti communiste afghan intervient huit ans après le 28 avril 1978, le début de la « révolution », dont voici les principales étapes :

- 27 avril 1978 : un coup d'Etat militaire renverse le prince Mohammed Daoud, qui est tué, et institue un Conseil révolutionnaire des forces armées. Environ 3 000 morts ;
- 30 avril 1978 : instauration d'une République démocratique d'Afghanistan, que l'Union soviétique est le premier Etat à reconnaître. Nur Mohammed Taraki devient chef de l'Etat, M. Karmal est son premier ministre. Une « résistance islamique » prend les armes contre le régime marxiste ;
- 17 août 1978 : échec d'une tentative de coup d'Etat du général Abdul Kader ;
- Mars 1979 : soulèvement de la région d'Hérat. Environ 30 000 morts ;
- 15 septembre 1979 : coup d'Etat du premier ministre Hafizullah Amin et assassinat de Taraki ;
- 27 décembre 1979 : intervention soviétique. Amin, assassiné, est remplacé le 28 décembre par M. Babrak Karmal. Dès le 2 janvier, l'armée soviétique contrôle Kaboul ;
- 14 janvier 1980 : l'ONU condamne l'intervention soviétique et demande la « retraite immédiate, inconditionnelle et totale des forces étrangères ». Elle réitérera ce vote chaque année ;
- 27 janvier 1980 : union d'organisations de la résistance en une « alliance islamique » ;
- 22 février 1980 : manifestations antisoviétiques à Kaboul : loi martiale et couvre-feu. Au moins 1 000 morts ;
- 14 mars 1980 : accord soviéto-afghan sur le « séjour provisoire » d'un contingent militaire soviétique alors fort de 85 000 hommes. Selon les Etats-Unis, il est estimé actuelle-

ment à près de 120 000 hommes ;

- 8 et 9 septembre 1981 : violentes manifestations à Kaboul après le rappel de tous les résidents étrangers ;
- 23 sur 28 avril 1982 : importante offensive de la résistance afghane : près de Khoest (province du Paktia) ;
- Mai-juin 1982 : offensive soviéto-afghane au Panjshir ;
- 30 octobre 1982 : un « accident » dans le tunnel de Salang fait plus de 1 000 morts, dont 700 militaires soviétiques. La résistance revendique cet « attentat » ;
- Avril 1983, avril 1984 et mai-juin 1985 : importantes offensives soviéto-afghanes contre la résistance à Hérat, dans la vallée du Panjshir et au Kunar ;
- Août 1985 : grande offensive soviéto-afghane dans la province du Paktia, autour de la ville de Khoest ;
- 10 septembre 1985 : seize morts lors d'une fusillade dans l'enceinte du palais présidentiel à Kaboul. Annonce officielle d'un « complot » le 3 octobre ;
- 6 décembre 1985 : pour la première fois, la violation des droits de l'homme en Afghanistan est examinée à l'ONU. Adoption d'une résolution ;
- 30 mars 1986 : départ de M. Karmal pour Moscou, pour « raisons médicales » ;
- Avril 1986 : combats à Jahwar (près de la frontière avec le Pakistan). Les incidents frontaliers se font de plus en plus fréquents ;
- 27 avril 1986 : huitième anniversaire de la « révolution » en l'absence du chef de l'Etat et du parti, M. Karmal ;
- 4 mai 1986 : annonce officielle du remplacement de M. Karmal par M. Najibullah. - (AFP.)

سكنا من الاصل

ASIE

Sri-Lanka

L'attentat de Colombo complique la recherche d'une solution à la question tamoule

De notre correspondant

New-Delhi. - Des membres des Tigres libérateurs de l'Éelam tamoul... le plus puissant des groupes armés séparatistes qui veulent l'établissement à Sri-Lanka d'un État tamoul indépendant (l'Éelam) - ont revendiqué, dimanche 4 mai, l'attentat à la bombe qui a fait vingt-deux morts et vingt-trois blessés, samedi à Colombo.

Selon des informations fournies à Colombo, des affiches signées des Tigres et revendiquant la paternité de l'attentat - le premier du genre dans une guerre civile qui a déjà fait, par ailleurs, sept mille morts en trois ans - auraient été placardées dimanche matin sur certains murs de Jaffna, le bastion séparatiste du nord de l'île, avant d'être retirées peu après. Par ailleurs, des membres des Tigres à Colombo ont assumé la responsabilité de l'explosion. A Madras, capitale du Tamil Nadu indien, où les séparatistes tamouls srilankais ont leurs quartiers généraux, un porte-parole officiel des Tigres avait pourtant nié que son organisation soit impliquée dans l'attentat. Les enquêteurs n'excluent pas que cette action soit l'œuvre d'une faction dissidente des Tigres.

L'appareil, un Tristar d'Air Lanka, qui venait de Londres après deux escales à Zurich et Bahrain, a été coupé en deux. D'après les premières expertises, une charge de 50 kg d'explosifs avait été déposée dans la partie cargo, à l'arrivée de l'appareil, et dissimulée dans un chargement de victuailles à destination des Maldives. L'opération a été réalisée à l'aéroport de Colombo

même, tandis que les passagers embarquaient.

L'Inde ayant fermement condamné l'attentat et les Tigres ne souhaitant pas s'attirer d'ennuis avec les autorités de ce pays, les délégations de l'Organisation n'ont pas vraiment le gouvernement srilankais, pas plus qu'elles ne le convoient de l'innocence des LTTE (sigle anglais des Tigres).

Une seule certitude pour l'instant : la bombe de Colombo donne une publicité médiatique sans précédent à la « question tamoule » et comble sans doute les vœux de tous les « faucons » - Tamouls et Cinghalais - qui voyaient avec inquiétude la nouvelle médiation indienne s'orienter de façon plutôt positive. La délégation de New-Delhi, qui était dirigée par M. Chidambaram, un ministre de M. Rajiv Gandhi, est rentrée dimanche de Colombo avec « un peu plus de propositions précises et spécifiques » qu'auparavant. Les conversations intenses qui ont eu lieu pendant quatre jours entre le président Jayewardene et la mission indienne ont été jugées « utiles » par le ministre.

Des contacts utiles

En clair, laisse-t-on entendre dans l'entourage de la délégation, « un règlement négocié de la question tamoule n'est pas encore en cours de la rue, mais, avec ce que nous avons obtenu, les négociations directes entre les adversaires ont une chance d'être renouées ». Il y a eu six mois que Cinghalais et Tamouls ne se sont pas rencontrés pour discuter autour d'une table.

L'attentat, quels qu'en soient les auteurs, avait-il pour objectif de tor-

pillier la reprise des pourparlers avant même qu'elle n'ait lieu ? Nul doute qu'il sera plus difficile désormais de convaincre les 40 millions de Tamouls dans le sud du pays, vu son tour plus compliqué encore.

On ignore le détail des nouvelles concessions que le vieux président srilankais (quatre-vingts ans) se serait vu arrachées après une vingtaine d'heures de discussions avec les Indiens, mais une chose est certaine : il n'est pas question pour Colombo d'accorder l'Éelam à la minorité tamoule (2,7 millions), pas plus d'ailleurs qu'une unité autonome provinciale réunissant le nord et l'est de l'île, comme le souhaitent les séparatistes. La dernière idée qui circulait récemment dans la capitale srilankaise était de diviser l'île en neuf « conseils régionaux », dont un dans l'extrême nord, et deux dans l'est, avec, à la tête de chacun, une sorte de ministre en chef, selon le modèle fédéral indien.

Ces unités régionales semi-autonomes auraient le pouvoir de lever des impôts locaux. Des forces de police auxiliaires viendraient à l'appui de la police nationale qui resterait présente partout, sous les ordres directs du gouvernement central. Tout cela est jugé « inacceptable », voire « ridicule », par les « Éelamistes ». New-Delhi espère néanmoins pouvoir convaincre les plus modérés du mouvement séparatiste. A condition que Colombo apporte quelques aménagements à son offre.

PATRICE CLAUDE.

UN PARADIS TOURISTIQUE MENACÉ

(De notre correspondant.)

New-Delhi. - L'île de l'Éelam tamoul, vantée par les délégués touristiques ne faisant déjà plus beaucoup recette. Les vingt-deux morts de samedi devraient peser lourd dans la balance fortement déficitaire des échanges extérieurs srilankais.

Naguère deuxième source de devises après les exportations de thé, le tourisme est tombé, en 1985, à la quatrième place, derrière les transferts de fonds des travailleurs srilankais dans les pays du Golfe et les textiles.

Les vacances étrangères, qui s'étaient déjà raréfiées en 1984, étaient encore moins nombreuses en 1985 (moins de cent cinquante mille à la fin juillet). Les chaînes hôtelières, qui ont toutes fermé boutique dans le Nord et sur la côte est, consentent, à Colombo, des rabais de 40 à 50 % pour boucler leurs fins de mois et payer leurs notes d'électricité.

Avant l'attentat de samedi, on reconstruit de temps à autre dans la capitale des groupes de vacanciers français, dignes de ne pas trouver dans l'île l'atmosphère conviviale et la douceur de vivre qui faisaient autrefois l'inégalable charme de ce paradis ensoleillé. Peut-être les « tour opérateurs » devront-ils à l'avenir se montrer plus pressés et renseigner un moment leurs clients sur les risques qu'ils encourrent désormais sous les cocotiers de l'ancienne Ceylan.

P. C.

PROCHE-ORIENT

LE RAPPROCHEMENT ENTRE LA SYRIE ET LA JORDANIE

Le président Assad en visite à Amman

De notre correspondant

Amman. - Pour la première fois depuis 1977, le président syrien Hafez el Assad fait, ce lundi 5 mai, une visite officielle en Jordanie consacrant un rapprochement engagé en septembre 1985 et qui s'était longtemps fait attendre. Le premier ministre jordanien, Zaid Rifai, avait transmis le chef d'État syrien une invitation du roi Hussein en novembre dernier. C'est le souverain hachémite qui est allé à Damas fin décembre. Depuis lors, la rumeur a couru, à plusieurs reprises, à Amman, de la venue « imminente » du président Assad, sans que cela se concrétise. Ce manque d'empressement de la part de Damas devenait embarrassant pour les Jordaniens.

Les relations bilatérales se sont nettement améliorées. Damas a cessé son propagande et toute activité hostile à l'encontre de la Jordanie. Toutefois, le roi Hussein avait également souhaité le soutien de la Syrie à ses efforts de relance d'un processus de paix au Proche-Orient, et une attitude moins négative de Damas à l'égard de l'Irak. Sur aucun de ces deux points il n'a obtenu satisfaction.

Preuve en a encore été donnée dernièrement lorsque la convocation d'un sommet arabe au Maroc a été ajournée faute d'accord sur l'ordre du jour, la Syrie exigeant, comme le Liban, que la réunion ne porte que sur le raid américain sur Tripoli et Benghazi, tandis que les pays arabes modérés, Jordanie en tête, souhaitent aborder la question de la guerre du Golfe. Quant à un

règlement pacifique de la crise du Proche-Orient, les Syriens croient qu'il n'est pas envisageable tant qu'un « équilibre stratégique » ne sera pas établi dans la région.

Le chef de l'État syrien « n'est pas homme à faire des visites de courtoisie », nous disait récemment un haut fonctionnaire du ministère jordanien des affaires étrangères. « Il n'est allé à Amman qu'avec une idée derrière la tête ». S'agit-il de sander les intentions des Jordaniens en cas de, comme on paraît le craindre à Damas, les États-Unis ou Israël décidant de lancer contre la Syrie une opération de représailles semblable au raid sur Tripoli et Benghazi ? De redorer un blason passablement terni par l'échec des tentatives de Damas pour « pacifier » le Liban ? Ou de sortir d'un certain isolement au moment où les attentats et tentatives d'attentats se multiplient en territoire syrien ? Sans doute y a-t-il un peu de tout cela.

Les réactions à ce discours n'ont pas été celles escomptées à Amman : les Palestiniens des territoires occupés ont, au contraire, manifesté sans ambiguïté leur soutien à l'OLP et à son chef Yasser Arafat, notamment lors des funérailles du maître de Naplouse, Yasser el Mawzi, assassiné le 2 mars dernier. À cette déception, il faut ajouter le refus des États-Unis de livrer des armes ultramodernes au royaume et des difficultés économiques persistantes : autant d'éléments qui font que le visite de président Assad est aujourd'hui la bienvenue.

EMMANUEL JARRY.

EUROPE

LE SCRUTIN PRÉSIDENTIEL EN AUTRICHE

M. Kurt Waldheim a manqué de peu l'élection au premier tour

Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle autrichienne, où M. Kurt Waldheim n'a manqué que de très peu son élection, n'avait suscité, lundi 5 mai, que fort peu de réactions hors d'Autriche.

A JERUSALEM, M. Moshe Arens, qui assure l'intérim du ministre israélien des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir, a cependant qualifié de « choquant » ce résultat. De son côté, le premier

ministre, M. Shimon Peres, a déclaré que, s'il était prouvé que l'ancien secrétaire général de l'ONU avait commis des crimes de guerre, Israël en tirerait toutes les conclusions nécessaires.

A NEW-YORK, le directeur adjoint du Congrès juif américain, M. Elan Steinberg, a déclaré qu'il n'était pas surpris par le résultat de ce premier tour. « La seule élection qui nous concerne est celle de

M. Waldheim aux Nations unies. Ce fut une véritable obscénité historique », a-t-il ajouté. Il a, par ailleurs, annoncé que le CIM allait publier, cette semaine, de nouveaux documents relatifs au rôle joué par M. Waldheim pendant la deuxième guerre mondiale.

A BERLIN-OUEST, le porte-parole du gouvernement militaire français, M. Philippe Trignoult, a déclaré, dimanche, que le dossier des États de service

de M. Waldheim pourrait être réouvert dès que les juges militaires français en 1972 et 1979.

Le Congrès juif mondial avait indiqué, vendredi 2 mai, qu'il possédait une copie d'une lettre du gouvernement militaire français datée du 21 mars 1979 précisant que M. Waldheim avait été tenu dans les Balkans en mars 1942. (AFP, AP, Reuters.)

De notre correspondant

Vienne. - M. Kurt Waldheim, candidat conservateur à l'élection présidentielle, qui a eu lieu dimanche 4 mai en Autriche, a obtenu un net succès sans remporter la victoire. Il lui a manqué 16 594 voix sur 4 719 960 suffrages exprimés

pour être élu au premier tour. M. Waldheim a remporté 49,64 % des suffrages, soit près de 6 points de plus que son concurrent socialiste, M. Kurt Steyrer, qui en a obtenu 43,66 %. Il y aura donc un deuxième tour le 8 juin prochain.

Deux autres candidats en lice, l'écologiste M^{me} Freda Meissner-Blau a réalisé un score largement

supérieur à ses espérances en remportant 5,5 % des voix. En revanche, le candidat de l'extrême droite pangermanique, M. Otto Sornizl, n'a obtenu que 1,2 % des voix.

L'ancien secrétaire général de l'ONU considéré, dans une première déclaration dimanche soir à l'issue du scrutin, qu'il avait remporté un « succès impressionnant ».

Il estime que « la majorité de la population a approuvé sa conception de l'exercice des fonctions de président ». M. Waldheim avait annoncé au cours de sa campagne qu'il avait l'intention d'être un « président actif et fort », qui ne se contenterait pas d'être le « simple notaire de la nation ».

M. Kurt Steyrer, dont le score est

resté largement au-dessous du résultat espéré par le Parti socialiste, s'est déclaré « satisfait » du résultat sans cacher néanmoins sa déception. Il a estimé que la discussion sur les activités de M. Waldheim pendant la seconde guerre mondiale a été « plutôt favorable » à son concurrent.

Une première analyse des résultats électoraux de dimanche est incontestablement défavorable aussi bien à M. Steyrer qu'au parti socialiste (SPO). Le candidat socialiste n'a remporté la majorité absolue des voix que dans la seule province de Vienne qui vote traditionnellement

partie conservateur : « Nous autres Autrichiens sommes pour, qui nous voulons. Alors justement maintenant Waldheim n'a pas vraiment mobilisé les électeurs au point d'assurer au candidat conservateur une victoire écrasante au premier tour. L'effet de solidarité que certains craignaient contre l'« ingérence » du Congrès juif mondial dans la campagne électorale n'a pas joué à plein. Un sondage publié quelques jours avant les élections révélait que si 85 % des personnes interrogées désigneraient par cœur M. Waldheim, 49 % seulement estimaient qu'il disait la vérité

Advertisement for the new Volvo 340, 171 7CV. The ad features a photograph of the car and text describing its features, starting from 68,600 FF. It also includes a list of Volvo dealerships across various French cities.

Table titled 'Les résultats' showing election statistics for Kurt Waldheim (conservateur) and Kurt Steyrer (socialiste). Waldheim received 4,864,710 votes (81.4%), while Steyrer received 2,061,562 votes (43.6%).

pour le SPO. M. Waldheim a obtenu, pour sa part, la majorité absolue dans les cinq des neuf provinces autrichiennes qui sont des fiefs des conservateurs. Au lendemain de l'élection présidentielle, les socialistes ont dû constater avec amertume que leur candidat a recueilli presque 4 % de voix de moins que le parti aux élections législatives de 1983 et que les pertes ont été notamment sensibles dans certaines grandes villes industrielles et des quartiers ouvriers de Vienne.

M. Waldheim a, lui, amélioré de 6,4 % le score du parti populiste réalisé aux législatives de 1983. L'analyse du scrutin révèle notamment que 9 % d'électeurs socialistes lui ont donné cette fois-ci leur voix. Au total, il a été choisi par 19 % d'électeurs qui, traditionnellement votent pour une autre formation politique que le parti populiste.

Il semble, au vu de ces résultats, que les révélations sur les activités de M. Waldheim pendant la seconde guerre mondiale et sur son passé nazii n'ont apparemment que très peu influencé les électeurs autrichiens. Elles lui ont certes coûté un coup de pouce, mais n'ont pas forcé la décision, le slogan « Électorat du

Advertisement for the Institut International de Communication de Paris, featuring a portrait of Waltraud Baryll and contact information.

PROCHE-ORIENT

QUATRE MOIS APRÈS LE COUP D'ÉTAT AU YÉMEN DU SUD

Les dirigeants de Sanaa ne craignent plus le régime d'Aden

De notre envoyé spécial

Sanaa. — La République arabe du Yémen a-t-elle envisagé en janvier dernier d'intervenir militairement dans le sanglant conflit qui déchira pendant plus d'une semaine la République sud-yéménite d'Aden? La réponse à cette question est difficile à donner, tant demeure ici mystérieux tout ce qui a trait aux relations avec le Sud, qui pourtant est proclamé partie intégrante du Grand Yémen, auquel aussi bien Sanaa qu'Aden affirment appartenir.

Dès le début des affrontements, l'ensemble des médias officiels sont restés étonnamment discrets, et tandis qu'à quelques dizaines de kilomètres de Sanaa les frères du Sud s'entre-tuaient féroce, les manchettes des quotidiens nord-yéménites étaient consacrées aux résultats du recensement de la population, sans que les affrontements d'Aden soient mentionnés, fût-ce dans les pages inférieures.

Ce silence officiel reflète surtout le profond embarras des responsables. Ceux-ci, en effet, n'ont jamais dissimulé leur préférence pour le président Ali Nasser, qui avait en 1962 gagné la sympathie du Nord, et de son président, Abdallah Saleh. On affirme ici qu'en 1979 M. Ali

Nasser, qui n'était alors que le premier ministre de M. Abdel Fattah Ismail, avait tout fait pour éviter la petite guerre de dix jours qui opposa les deux Yémens, à la suite, s'empressa-t-on d'ajouter, de la politique aventureuse menée par l'ancien chef de l'Etat et idéologue du parti, qui était originaire du Nord.

On ajoute que le président Ali Nasser, par la suite, tout fait, dès son accession à la tête de l'Etat, pour normaliser la situation entre les deux Yémens et a payé de sa personne pour mettre sur pied les institutions prévues par l'accord d'unité qui avait suivi la fin des combats de mars 1979.

On rappelle également que l'ancien chef de l'Etat d'Aden était intervenu personnellement auprès des dirigeants nord-yéménites du Front national démocratique (FND) pour les convaincre de faire la paix avec le pouvoir central de Sanaa. Il avait même, semble-t-il, précipité la démission des maquisards du front, qui pourtant se réorganisaient au régime du Sud, en faisant arrêter à la frontière une compagnie armée de fusilles sol-sol que son ministre de la défense, le colonel Ali Azzar, tentait d'acheminer vers le Nord juste quelques semaines avant l'effondrement des maquis rebelles en mai 1982. De même, le président Ali Nasser avait

répondu négativement à une requête de secours urgents qui lui avait été adressée à la même époque par les maquisards du FND. Ces derniers, dans un appel pathétique au gouvernement d'Aden, exigeaient l'intervention de l'armée du Sud « pour une période limitée de six jours », afin de desserrer l'étan dans lequel les avaient enfermés les troupes gouvernementales, aidées par les tribus pro-soviétiques du Nord.

On peut donc affirmer, sans aller jusqu'à accuser M. Ali Nasser de trahison à l'égard du FND, ainsi que le font aujourd'hui certains de ses adversaires d'Aden, qu'il a tout fait pour « étouffer » un foyer de rébellion qui constituait un obstacle à la réconciliation entre le Nord et le Sud. Ne fallait-il pas, dans ces conditions, voler au secours d'un ami précieux qui autrefois avait été un allié loyal et courageux? Il est évident que ce point a été à l'ordre du jour des discussions animées qu'a eues à Taaz, à partir du 13 janvier dernier, le colonel Saleh, installé dans son palais de la grande ville méridionale du Yémen du Nord pour suivre de plus près les événements du Sud. On admet aujourd'hui, dans les milieux officiels et diplomatiques de Sanaa, que l'idée d'une éventuelle intervention a bien été au centre de ces débats, mais qu'elle n'a jamais été retenue, ayant été jugée peu prudente et réaliste, et contraire aux principes de Sanaa, qui n'entend faire l'unité avec « la partie méridionale de la patrie » que sur la base d'un dialogue pacifique et confraternel.

Autre grief adressé au président déchu: il ne s'est guère montré pressé d'établir des contacts avec le Nord, et ce n'est que le 17 janvier, soit cinq jours après le début de l'insurrection, qu'il envoya un émissaire à Sanaa en la personne de son ministre de la santé, M. Boukheir. Curieusement, ce dernier fit part aux dirigeants nord-yéménites de la gratitude du peuple sud-yéménite à l'égard de la politique de non-intervention suivie par le Nord et affirma, en dépit de tout ce qui était connu déjà à Sanaa, que le président Ali Nasser « contrôlait entièrement la situation d'Aden et dans les autres gouvernorats du pays ». Les dirigeants de Sanaa pouvaient-ils dans ces conditions être plus royalistes que le roi? Pourtant c'est ce moment que choisit le colonel Saleh pour lancer dans la soirée

meets ont pratiquement cessé, et la victoire des « rebelles » ne fut plus de doute.

L'appel solennel du colonel Saleh n'a sans doute constitué qu'un baroud d'honneur chargé de rappeler que le chef de l'Etat du Yémen du Nord ne se désintéressait pas du sort de la « partie méridionale de la patrie ». Mais les dés étaient déjà jetés, et la pitoyable expédition aux drapeaux blancs « entreprise par M. Yasser Arafat, vraisemblablement pour redorer son blason, fit long feu. Depuis, une nouvelle étape de silence s'est abattue sur toutes les informations en provenance d'Aden. C'est ainsi que, théoriquement du moins, les Yéménites du Nord ignorent que les combats à Aden ont cessé, et qu'il existe en République démocratique du Sud un nouveau gouvernement, un nouveau chef de l'Etat et une nouvelle direction du parti.

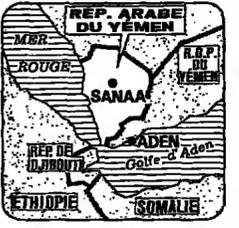
reconsidérer leurs relations avec Aden. Pour l'instant, trois des Etats membres du Conseil de coopération du Golfe — le Koweït, les Emirats arabes unis et Oman — ont reconnu pratiquement le nouveau régime en affirmant que les événements d'Aden relevaient des affaires intérieures du pays. L'Arabie saoudite, pour sa part, fait tout son possible pour empêcher que les pays arabes du Golfe n'aillent trop vite dans l'entreprise de normalisation, qui, selon Ryad, ne devrait être que progressive, la reprise d'une aide économique n'intervenant qu'en dernier lieu.

Sanaa et Aden, pour leur part, ont limité leurs ambitions unitaires et ne discutent que des moyens de régler le problème créé par l'arrivée au Nord de nouveaux réfugiés sud-yéménites hautement politisés (cadres du parti, officiers de l'armée et membres de l'administration). Selon les autorités compétentes de Sanaa, le nombre de ces nouveaux réfugiés, qui ont été installés dans les camps situés dans la région de Beyda et de Roda, près de la frontière, est d'environ deux mille sept cents, et l'on estime ici avec quelque inquiétude que leur majorité au Nord coïncidera à la fin de l'année 1986 la coquette somme de 300 millions de francs.

Les discrètes négociations en cours entre les deux capitales tournent autour des modalités du retour des réfugiés à Aden. Les autorités du Nord insistent pour que la grande majorité de ces réfugiés, qui n'ont pas été directement impliqués dans les événements de janvier, puissent regagner leurs pays sans être inquiétés outre mesure. Pour cela, ils voudraient obtenir des garanties soviétiques qui s'appliqueraient également aux cas des militaires — une centaine d'officiers de la marine — qui se sont réfugiés en Ethiopie, à bord des quatre vedettes et du petit sous-marin qui constituaient la presque totalité de la marine sud-yéménite.

Cependant, les responsables d'Aden ne semblent guère pressés d'accorder des assurances qui leur lieraient les mains. Ils sont persuadés qu'avec le temps, et la lassitude aidant, la plus grande partie des réfugiés qui ont suivi le président Ali Nasser en Ethiopie et au Yémen du Nord reviendront au pays.

JEAN GUEYRAS.



Le fardeau des réfugiés

Les relations entre les deux pays sont au plus bas: la ligne aérienne Aden-Sanaa a été interrompue, mais les liaisons téléphoniques ont été rétablies après une courte interruption. Il y a certes échanges d'émissaires « très discrets », mais leur mission n'est jamais annoncée officiellement. La seule allusion publique à la situation au Sud a été, vers la fin de février, une petite phrase du premier ministre de Sanaa, qui répondait à un appel du pied de M. Saleh Salem, secrétaire général adjoint du Parti socialiste yéménite d'Aden, a affirmé que « le dialogue se poursuivait ». Mais sur quelles bases?

Les dirigeants du Nord se savent pour une fois en position de force et affirment qu'ils ne sont pas pressés. Pour eux, l'équilibre des forces a fondamentalement changé. Nous sommes maintenant, disent-ils, plus forts au Nord, et eux se sont dangereusement affaiblis au Sud. Ils ne font plus peur à personne. Les responsables de Sanaa ont donc adopté une solution d'attente. Ils ne veulent pas brusquer les choses et surtout influencer par « une normalisation hâtive » les autres pays arabes du Golfe qui sont en train de

Un message sans équivoque de Moscou

Dans certains milieux bien informés, on souligne que le président Abdallah Saleh s'est opposé à toute proposition qui tendrait à faire du Yémen du Nord un « tremplin » pour la lutte contre l'idéologie communiste, ce que, apparemment, souhaitaient certains des chefs tribaux et les éléments traditionalistes liés à l'Arabie saoudite. D'ailleurs, le chef de l'Etat, qui est le commandant en chef des forces armées, a refusé à 80% par l'URSS et qui entretient d'excellentes relations politiques avec Moscou, ne serait-ce que pour pouvoir faire face à ce que l'on qualifie ici d'« hégémonie rampante de l'Arabie saoudite », peut-il se payer le luxe de contre la politique soviétique dans la région?

Or, dès le 15 janvier dans la soirée, le président Saleh reçoit à Taaz l'ambassadeur soviétique, qui lui remet un message de son gouvernement, dont la teneur se résume ainsi: 1° nous ne sommes pour rien dans ce qui se passe actuellement à Aden et avons été surpris par les événements autant que vous; 2° nous vous conseillons vivement de ne pas intervenir dans ce qui semble être une affaire intérieure à la République du Yémen du Sud. Les dirigeants de Sanaa perçoivent, dans cette mise en garde non équivoque, un tournant dans la politique de Moscou, qui semble prendre ses distances à l'égard du président Ali Nasser. Certains estiment même que les Soviétiques se sont rangés politiquement aux côtés des « rebelles », dans l'après-midi du 16 janvier, lorsque les blindés de l'armée commencèrent à contrôler la presque totalité de la capitale.

D'ailleurs, pourquoi voler au secours d'un président « même ami » dont le comportement paraît insolite? Voilà un chef d'Etat qui, le 13 janvier, déclenche un bain de sang qui inévitablement conduit à une insurrection généralisée dans Aden et qui ne prend même pas l'initiative de demeurer sur place pour diriger les opérations de reconquête de la capitale.

En privé, les dirigeants nord-yéménites sont plutôt amers et affirment ne pas comprendre les motivations de M. Ali Nasser, qui tergiverse et évite de prendre des décisions fermes. « Dans les moments difficiles, dit-on ici, un chef doit être à la tête de ses troupes », faisant allusion à la fuite éperdue de M. Ali Nasser et de ses partisans vers la frontière du Yémen du Nord. Certains ajoutent: « Il aurait quand même pu organiser un début de guérilla dans le gouvernorat d'Abyana, son fief, où il prétendait pouvoir mettre sur pied une armée de quarante mille guerriers redoutables... Or il n'y a pas eu pratiquement de combats à Abyana, sa pacification n'a pas posé de problèmes ».

Le gouvernement éthiopien semble se résigner...

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — La récente visite à Addis-Abeba d'une délégation sud-yéménite, conduite par M. Salem Almassar El Sealy, vice-premier ministre et ministre de l'intérieur, semble montrer que le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat éthiopien, s'est enfin décidé à prendre officiellement acte du changement de pouvoir intervenu à Aden. Les nouveaux dirigeants — d'obédience communiste aux aussi — ont souligné les moments de coopération stratégique qui ont existé, entre 1981 et 1982, avec Addis-Abeba et Tripoli, dans le cadre d'un « traité d'amitié, de coopération et de défense mutuelle ».

Lors de la lutte sanglante pour le pouvoir entre factions sud-yéménites, le président Mengistu avait apporté un soutien sans équivoque à M. Ali Nasser, Mohammed, son plus fidèle et son plus proche allié. Une attitude qui avait contrasté avec celle de Moscou.

Il semble d'ailleurs que M. Mengistu en ait voulu au Kramin d'avoir « lâché » l'ancien chef de l'Etat sud-yéménite. Au début de février, une délégation éthiopienne, conduite par M. Fikre Salesele, le numéro deux du régime, prit le chemin de Moscou pour tenter de régler ce différend. L'agence Tass rendit compte de cette visite très laconiquement en parlant d'un « échange de vues ». La tâche de ce commentaire donne à penser qu'entre « pays frères » l'entente n'était pas parfaite...

Ces derniers temps, le chef de l'Etat éthiopien a essayé de prendre quelque distance envers son

protecteur soviétique. A la mi-janvier, il a signé l'adhésion de son pays à l'autorité intergouvernementale de lutte contre la sécheresse et pour le développement en Afrique de l'Est (IGADD), passant outre aux objections de ceux qui évoquaient les risques de manipulation de cette nouvelle organisation par les puissances occidentales. A la mi-janvier aussi, il a eu, à Djibouti, de longs tête-à-tête avec le général Siyad Barre, son homologue somalien, qu'il n'avait pas vu depuis la guerre de l'Ogaden. A la mi-avril, devant le comité central du PTE, il a évoqué la contribution de son pays au maintien de la paix dans la région en prenant les exemples de la Somalie et du Soudan mais sans souffler mot du Yémen du Sud.

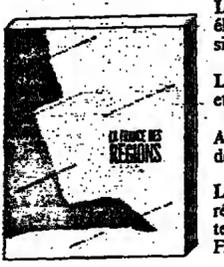
Comme M. Ali Nasser, l'empereur rouge a ainsi pu apparaître comme un nationaliste avant tout soviétique, en ménageant les fureurs d'exploiter les quelques espèces de libertés qui Moscou lui octroie. Le tout est de savoir jusqu'où ne pas aller trop loin dans l'expression d'un certain esprit d'indépendance. Après Cuba, l'Ethiopie n'est-elle pas le pays du tiers-monde qui reçoit, de l'Union soviétique, l'aide la plus massive? Sa dette militaire serait de l'ordre de 2,5 à 4 milliards de dollars et sa dette civile, d'environ 2 milliards.

Relation de cause à effet? La visite du vice-premier ministre sud-yéménite à Addis-Abeba a eu lieu une semaine après le retour de M. Mengistu de Berlin-Est, où il avait assisté au onzième congrès du Parti communiste est-allemand et rencontré, à cette occasion, M. Mikhail Gorbatchev...

JACQUES DE BARRIN.

Le Monde

RADIOSCOPIE DES RÉGIONS FRANÇAISES



Les résultats complets des élections régionales. La fiche signalétique de chaque région.

L'enjeu régional. Les budgets et les pouvoirs des régions.

Atlas statistique en couleurs des régions.

Les nouveaux provinciaux: région par région, les comportements socio-politiques des Français.

LA FRANCE DES RÉGIONS

VENT DE PARAÎTRE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX 112 PAGES - 42 F

MONDES EN DEVENIR

Rapports à la Commission indépendante sur les questions humanitaires internationales:

- Famine. Mieux comprendre: mieux aider.
- La déforestation: aspects humanitaires.
- La désertification.

Editions BERGER-LEVRULT

Avec IBERIA, dans le monde vous êtes toujours quelqu'un.



IBERIA, compagnie aérienne internationale, dessert 21 villes d'Europe, 15 villes du Moyen-Orient et d'Afrique, 27 villes d'Amérique du Nord et du Sud, ainsi que Tokyo et Bombay à partir du 1^{er} mai 1986.

IBERIA, grande compagnie par son réseau et par sa flotte, est aussi une très grande compagnie par la chaleur et la qualité de son accueil.

Spécialiste des vols long-courriers, elle offre, par son service, des conditions de voyage exceptionnelles, conçues pour le confort et l'agrément de ses passagers.

QUELS QUE SOIENT LES VOLS OU LA CLASSE CHOISIS, IBERIA VOUS RECOIT TOUJOURS COMME UN AMI.



سكوتيا من الامارات

DIPLOMATIE

LE SOMMET DES PAYS INDUSTRIALISÉS A TOKYO

Un consensus s'est facilement dégagé à propos du terrorisme et de la sécurité nucléaire

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Le terrorisme a salué à sa façon dimanche 4 mai un sommet des Sept qui, bon gré mal gré, devait lui être assez largement consacré : on lui tirait dessus. A défaut de pouvoir s'insérer dans le périmètre où a lieu la rencontre et où sont hébergés journalistes et membres des délégations, les extrémistes japonais ont eu recours à une technique déjà employée en mars dernier contre l'ambassade des États-Unis : le tir de mortier.

En tout cas, cet attentat manqué n'aura pas eu pour effet de paralyser les réflexions des Sept sur le terrorisme : non seulement l'examen du projet de déclaration commune n'a donné lieu à aucune véritable opposition entre Américains, Européens

et Japonais, mais chacun semble au contraire avoir eu à cœur de favoriser une unanimité rapide. La France s'est même ostensiblement félicitée de la qualité des propositions britanniques et de la modération relative des demandes américaines, alors que l'on avait craint jusqu'à tout bout de mesure un spectaculaire de la part de M. Reagan.

C'est au cours du dîner des chefs d'État et de gouvernement, dimanche, que les grandes lignes de la déclaration commune sur le terrorisme — ainsi d'ailleurs que celles du texte, conçu à la sécrétariat de la sécurité — ont été élaborées par les Sept. Conformément à la tradition de ces sommets, les « sherpas » ont travaillé une partie de la nuit pour aboutir à une rédaction détaillée qui a reçu ce lundi l'agrément des chefs de délégation.

Si tout le monde convenait dès l'origine de la nécessité de parler sérieusement de la coordination de la lutte antiterroriste, le débat sur ce problème risquait d'achopper sur trois questions complexes. La première était de savoir s'il fallait nommer explicitement la Libye. Citer Tripoli sans mettre en cause d'autres capitales comme Damas et Téhéran risquait d'apparaître comme une complaisance à l'égard de ces derniers. Mais comme n'envisageait de décrire les responsabilités syriennes ou iraniennes dans la vague actuelle de terrorisme. Ne pas citer Tripoli, alors que la Communauté européenne s'y était récemment risquée à plusieurs reprises, pouvait d'autre part passer pour un recul. C'est pourquoi, finalement, le texte mentionne la Libye.

Le colonel Kadhafi, il est vrai, ne s'est pas embarrassé de telles pudeurs puisqu'il a invité sans ambages, dimanche, la population de Tokyo à « manifester par millions contre la présence des dirigeants occidentaux dans la capitale japonaise » et qu'il a qualifié leur rencontre de « crime contre l'humanité ».

En second lieu certains, notamment du côté américain, avaient envisagé pour ce sommet la création d'un organisme international de lutte contre le terrorisme, éventuellement qui ne s'occuperait que de plusieurs pays européens, dont la France. Les adversaires d'une telle suggestion ne semblent guère avoir eu de mal à faire prévaloir leur point de vue. Enfin il fallait régler un certain nombre de problèmes pratiques touchant les extraditions et les expulsions. Le texte élaboré dans la nuit de dimanche à lundi par les « sherpas » a été sur ce point complet le lundi matin, notamment par une proposition française, occidentale et américaine.

Quant à la sécurité nucléaire, là aussi le consensus devait être relativement facile à établir en dépit

d'une proposition japonaise, au demeurant peu insistante, tendant à la création d'une nouvelle agence — celle de Vienne n'ayant pu fonctionner de façon satisfaisante dans l'affaire de la centrale de Tchernobyl. Les dirigeants des pays industrialisés sont rapidement tombés d'accord sur le fait qu'il fallait mieux renforcer les structures exist-

antes que pour motif réel, non un ultime arrangement de forme, mais le souci de ne pas donner au premier ministre français le sentiment d'arriver quand tout est déjà dit et même écrit ?

On l'interdit dans l'entourage du président de la République de donner corps à une interprétation



tantes, au besoin en leur assignant de nouvelles missions et en les dotant de moyens accrus, que de multiplier les instances compétentes en matière de nucléaire civil.

En outre, quelle que soit leur irritation à l'égard de la politique de l'information (ou plutôt de censure de presque toute information) suivie dans cette affaire comme dans bien d'autres par le Kremlin, les participants au sommet de Tokyo ont manifestement tenu à ne pas adopter vis-à-vis de l'Union soviétique un ton vindicatif. La réévaluation en baisse du nombre de victimes des accidents nucléaires à laquelle on procède actuellement du côté occidental n'est sans doute pas étrangère. Pas plus que la volonté de ne pas rendre plus problématique l'organisation d'un nouveau sommet. Reagan-Gorbatchev avant la fin de l'année.

Outre ces deux sujets redoutés, les Sept ont abordé, tant au niveau des chefs d'État et de gouvernement qu'à celui des ministres des affaires étrangères, différentes autres questions diplomatiques. A leur traditionnel tour d'horizon de la situation internationale, s'est en particulier ajoutée l'analyse détaillée présentée par M. Schultz à la suite de la tournée asiatique du président Reagan. Le secrétaire d'État américain a notamment insisté sur le fait que les Occidentaux devraient aider les Philippines, même si le nouveau régime de Manille ne sollicite pas officiellement leur assistance.

Ce lundi en début d'après-midi (heures de Tokyo) est arrivé M. Jacques Chirac, comme il avait été convenu entre l'Élysée et Matignon. Le léger retard apporté à la publication des textes sur le terrorisme et sur la sécurité nucléaire n'aurait-il

aussi franco-français du déroulement des travaux des Sept, mais l'unanimité qui règne pour l'instant à Tokyo ne laisse guère le choix à M. Chirac de d'arriver soit comme un ouvrier de la ouïze heure, soit comme un trouble-fête. Il est vrai que son ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, a assisté à tous les entretiens politiques importants de M. Mitterrand (y compris dans l'après-midi) et que le gouvernement français, président en exercice du Conseil européen. Et que le premier ministre doit s'entretenir longuement mardi matin avec le chef de l'État.

Il est vrai aussi que le texte de la « déclaration de politique générale » qui commentait à l'origine à Tokyo ce lundi n'était pas de nature à donner à M. Chirac le sentiment d'avoir manqué quelque chose d'essentiel. Intitulée « Pour un monde meilleur », cette déclaration énumère un certain nombre d'engagements des Sept en faveur de la paix, du progrès, de l'aide aux pays en voie de développement, de la réduction des armements, du dialogue Nord-Sud et Est-Ouest, de la défense de la culture et de l'environnement. Et une liste d'initiatives individuelles, peut-être à titre de petite touche néo-biblique.

BERNARD BRIGOLEUX.

Le « pied de nez » des gauchistes nippons

De notre correspondant

Tokyo. — Le sommet de Tokyo, « son » sommet, n'a pas commencé sous les meilleurs auspices pour M. Nakasone qui est en l'honneur. Le premier ministre était en train d'accueillir solennellement, dimanche après-midi 4 mai, dans une cérémonie de tapis rouges et une succession d'hymnes nationaux, des chefs d'État et de gouvernement dans la cour du palais d'Atsuta, quand soudainement se succèdent des groupes d'hommes, cinq « projectiles » selon la police, sortes de roquettes artisanales qui s'envolent à 500 mètres de là, près de l'ambassade du Canada.

Il était 16 h 20. M. Nakasone, qui venait de recevoir M. Mitterrand, s'apprêtait avec lui à retourner à son hôtel. Le tir était trop long et le passage des sept « projectiles » avait été remarqué dans le quartier de Kagurazaka, à 2,5 kilomètres du palais d'Atsuta. La police, qui avait inspecté cinquante mille maisons au cours de ces dernières semaines, n'avait jamais pu questionner le couple qui habitait l'appartement où furent retrouvées installées sur le rebord d'une fenêtre les cinq cylindres de lancement. Celui-ci avait été actionné par un système à retardement. L'opération a été revendiquée par le groupe gauchiste Chūkaku-Ka, le plus important numériquement, qui avait annoncé son intention de « punir le gouvernement ».

Ce qui n'est pour l'instant qu'un « pied de nez » des gauchistes nippons aux participants du sommet n'en constitue pas moins un coup de théâtre : un système de sécurité mobilisant trente mille policiers a dû intervenir dans la nuit de dimanche à lundi, mais que celle-ci n'en constitue pas moins un élément pour remédier à l'insécurité communautaire.

À l'exception de M. Nakasone s'en est ajouté une autre : M. Delors ne l'a pas non plus suivi sur la question monétaire. Après, l'Assemblée qui s'est tenue mardi à l'Élysée, M. Nakasone a déclaré qu'il n'avait pas eu de contact avec le président Reagan, ce qui de Tokyo est un succès.

Le centre de la ville est complètement vide, puisque tous les commerces et les bureaux sont fermés. L'hôtel New Otani, où logent les délégations, est devenu un camp retranché, et cinq mille barreaux de police entourent le lieu où se tient le sommet. Les 300 mètres au-dessus de cette manifestation ministérielle de Versailles qui est le palais d'Atsuta, occupe un drôle de rôle de surveillance des plus sophistiqués.

« Sympathie réciproque »

M. Nakasone a dû être d'autant plus irrité de l'incident de dimanche après-midi que les entretiens privés qu'il avait eu auparavant avec son « ami » Reagan ne sont déroulés dans une atmosphère plus fraîche qu'il ne l'attendait. Dans un geste de bienveillance, M. Nakasone a déclaré à M. Reagan que, en ce qui concerne les rapports américains-japonais, une question sur laquelle Tokyo, pour ménager les Arabes, est resté plus réservé, le Japon a eu avant convention son information» et que l'application de la Libye dans des conditions similaires, et qu'il s'agissait avec les États-Unis de prendre des mesures. Cette manifestation de sympathie japonaise qui a suscité le colère de Tripoli a été interviewé le ministre des affaires étrangères car elle n'était pas prévue : elle n'a pas pour autant pleinement convaincu M. Reagan.

Celui-ci a retourné sa sympathie à M. Nakasone lorsque ce dernier lui demanda de soutenir le Japon dans son effort pour parvenir à une politique d'intervention économique sur les monnaies. Le président américain a déclaré qu'il était sympathique à l'égard du Japon, mais qu'il ne constituait pas un élément pour remédier à l'insécurité communautaire.

PHILIPPE PONS.

QUAND LA DÉLÉGATION FRANÇAISE VEUT TROP BIEN FAIRE...

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Manifestement, la délégation française est arrivée dans la capitale japonaise bien décidée à profiter de l'occasion pour faire un peu de publicité à la technologie française. Intention particulièrement louable, dans un pays qui excelle à exporter la sienne, mais que l'entourage de M. Mitterrand a mise en œuvre avec une insistance qui devait tantôt faire sourire, tantôt irrité.

C'est ainsi que tous les journalistes ont pu entendre les conseillers du chef de l'État vanter, parfois à la tribune de la salle de presse, le confort et la rapidité du TGV Paris-Tokyo au Concord de sept heures, via Novosibirsk, c'est évidemment impressionnant, mais l'entourage présidentiel n'en était pas à son premier voyage dans la supersonique franco-japonaise, puis la merveilleuse qualité et la précision des photos prises par le satellite Spot.

Si tôt arrivé, le président de la République a d'ailleurs offert à son hôte, M. Nakasone, plusieurs de ces précieux clichés, représentant le Fuji-Yama. Le lendemain matin, pour faire bonne mesure, il a produit à M. Kohl quelques autres photos — de la centrale de Tchernobyl, cette fois — que son nouveau porte-parole, M. Genard, a présenté à Massaloux, devant offrir aux regards des journalistes, lors de son briefing, comme une gourmandise. On ignorait encore, ce lundi à Tokyo, si M. Chirac serait, lui aussi, porteur de vues prises par un si merveilleux engin : le plateau de Milleveches, où l'hôtel de Ville de Paris, peut-être ? — B. B.

Les pays du tiers-monde souhaitent que leurs difficultés ne soient pas sous-estimées

Absents du sommet de Tokyo, les pays d'Asie, d'Amérique latine et du Moyen-Orient souhaitent faire entendre leur voix auprès des nations industrialisées. A Bali, les ministres des affaires étrangères de l'ASEAN (1) ont mis l'accent sur la nécessité de lutter contre le protectionnisme des pays industrialisés et sur l'importance d'une stabilisation des cours des matières premières. Les onze pays les plus endettés d'Amérique latine, réunis au sein du groupe de Cartagena, lançaient pour leur part un appel à l'allégement du fardeau de l'endettement du tiers-monde, alors que les pays du Moyen-Orient espèrent une initiative politique — le président Reagan n'a-t-il pas présenté le lancement d'un plan Marshall de soutien à cette région ?

An-déjà des difficultés et des intérêts propres de chacun, la conclusion du ministre indonésien, M. Mochtar Kusumahatmaja, paraît symptomatique : « Il serait « tragique et frustrant » que les pays en développement, qui ont appris à « marcher sur leurs deux pieds » se heurtent au protectionnisme des pays industrialisés. D'autant qu'il n'est pas encore assuré que le surplus de croissance attendu par les sept représentés au sommet de Tokyo soit générateur de croissance dans le tiers-monde, comme l'a rappelé le premier ministre de Singapour, M. Lee Kuan Yew. Ce double souci — expansion et aide financière — a dominé la dix-neuvième réunion annuelle de la Banque asiatique de développement (BAD), qui s'est terminée le 2 mai à Manille, aux Philippines.

En fait, la BAD est en plein remodelage de sa stratégie. Selon ses administrateurs, la voie à suivre est indéniablement celle de la « libre entreprise », ce qui n'a guère été le représentant de Pékin, M. Chen Muhua, qui a promis que son pays ferait « de plus grands efforts pour encourager le commerce extérieur et faciliter l'utilisation des capitaux étrangers ». Mais la direction a retenu une proposition, soumise durant la réunion, consistant à renforcer le rôle de conseiller de la Banque pour convaincre les « dinosaurs » du tout, État de la région du bien-fondé du choix de la privatisation. La prochaine assemblée annuelle se tiendra en 1987 à Osaka.

(1) Association des nations du Sud-Est asiatique : Indonésie, Philippines, Malaisie, Singapour, Thaïlande et Brunei.

Les Américains proposent la création d'un groupe de surveillance des politiques économiques des Sept

De notre envoyé spécial

Tokyo. — Perspective d'un débat moulté dans l'absence de tension sur les problèmes concernant le commerce international, un tel débat complet des dossiers imbriqués du tiers-monde. Telle était l'ambiance dans laquelle les chefs d'État et de gouvernement des Sept ont abordé, lundi 5 mai, le volet économique de leurs entretiens.

Les États-Unis et le Canada ont proposé de renforcer la coopération économique et monétaire entre les Sept. Leurs documents qui, lundi matin, n'avaient encore été présentés qu'aux seuls ministres des finances, visaient à instaurer un système de surveillance collective des politiques économiques suivies par les principaux pays industrialisés avec, comme principal objectif, de parvenir à une stabilisation durable des relations entre les monnaies, et d'améliorer, par conséquent, le fonctionnement du système monétaire international.

Ce nouveau « plan Baker » illustre, si besoin était, l'évolution qui s'opère dans le sens souhaité par Paris. Les Américains reconnaissent ainsi le caractère bénéfique de la politique concertée d'intervention sur les marchés des changes pratiquée par le groupe des Cinq (G 5) (1) depuis septembre 1985 et suggèrent d'élargir son champ d'application.

Qu'y a-t-il de nouveau dans ce plan Baker conforme aux orientations données par le comité interministériel de la surveillance de la Banque mondiale du FMI ? La tâche de surveillance des économies industrialisées serait réalisée par un groupe des Sept (G 7) ; émanation des pays participant au sommet. Cette innovation répond au moins en partie à la demande pressante présentée à Tokyo par l'Italie et par le Canada d'être associés au G 5. Lundi, M. Craxi, le président du conseil italien, laissait entendre qu'il pourrait ne pas participer aux délibérations si

De notre correspondant

Ils ne donnaient pas satisfaction à cette demande.

Autre élément nouveau, la concertation du G 7 ne se limiterait pas, comme c'est le cas pour le G 5, aux taux de changes, mais porterait sur plusieurs indicateurs économiques : tels les taux d'intérêt, la masse monétaire, le taux d'inflation, etc. Le G 7 se réunirait pour faire le point avant chaque sommet et pourrait, sans doute, tenir d'autres rencontres en cas d'urgence ou de tension monétaire internationale, rendant une telle concertation nécessaire.

La création du G 7 ne signifie-t-elle pas la disparition de l'actuel G 5. Le premier, grâce à une surveillance étroite, aurait supposé faciliter la tâche du second. A cet égard, il restait à décider d'éventuelles interventions sur les marchés dans le cas où l'évolution des taux de change serait jugée anormale par rapport à celle d'autres données économiques. Le problème de l'articulation exacte des missions du G 7 et du G 5, si moins de ses confondre, ne manquera sans doute pas de soulever des difficultés, notamment en raison de la position de l'Italie et du Canada.

Eviter toute « dérive »

Selon le porte-parole de l'Élysée, M. Genard-Massaloux, les Allemands seraient-ils associés à l'élaboration du nouveau plan Baker. C'est là une information qui peut surprendre dans la mesure où, jusqu'à présent, les Allemands, comme d'ailleurs les Britanniques, s'étaient montrés très réservés à l'égard de tout mécanisme de surveillance globale.

Les Japonais ont fait savoir qu'ils appuieraient une initiative américaine qui a pour objet, à moyen terme, l'amélioration durable du système monétaire international.

Cependant, la préoccupation prioritaire des Japonais est, plus immédiate, ils ont vivement insisté auprès de leurs partenaires pour que ceux-ci

ne les aident à cesser l'appréciation du yen par rapport au dollar. Il apparaît qu'ils ont trouvé pas d'écho auprès des Allemands, qui, avec l'appréciation du mark, connaissent un problème similaire. M. Nakasone, le premier ministre japonais, peut donc tout au plus espérer que ses interlocuteurs attentifs décerneront l'opportunité d'amplifier le mouvement comme il leur a reproché de le faire, en multipliant les déclarations favorables à une appréciation supplémentaire de la monnaie japonaise.

En reprenant compte de l'entretien que M. Nakasone a eu avec le président Reagan, M. Genard-Massaloux, porte-parole de l'Élysée, a souligné que le premier ministre japonais avait été d'accord avec le président de la République pour s'employer à « éviter tous débordements de dernière minute ». Le souci de refuser à l'avenir toute « dérive », en d'autres termes de ne pas se laisser emporter dans une quelconque initiative surprise du président Reagan, pouvait concerner aussi bien la lutte contre le terrorisme que les négociations du GATT ou encore l'organisation des élections agricoles.

Lundi matin, les Américains ont proposé un plan qui prévoit une coopération étroite entre les sept chefs de gouvernement pour reprendre leur offensive contre le protectionnisme commun. Le sujet, cependant, restait dans l'air. Ainsi, lundi, les chefs de gouvernement, lorsqu'ils ont convenu de leurs entretiens économiques, ont exposé les uns après les autres la situation dans leur pays respectif et a précisé le porte-parole de l'Élysée, notamment évoqué ce qu'étaient leurs problèmes agricoles. « On sentait bien que la sensibilité exprimée était très liée à des situations différentes d'un pays à l'autre », a précisé à ce sujet, M. Genard-Massaloux.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

(1) Le groupe des Cinq comprend : les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, la Grande-Bretagne, le Japon.

TRAVERS
GRANDE-BRETA
Volants affrontant
avant les impr
REPUBLIQUE DOM
LES MORTS
Un affrontement
CRÉE DU SUD
Les contours d'état

AMÉRIQUES

Le Paraguay n'est plus ce qu'il était...

(Suite de la première page.)

M. Humberto Rubin se sent, lui aussi, tous les courages. A vrai dire, il n'en a jamais manqué. Radio-Nanduti, qu'il dirige, est la seule station, avec celle des franciscains - sur la cinquantaine existantes - à refuser les vices du pouvoir. Cela lui a valu bien des ennemis. Il dit qu'aujourd'hui il a les cordées plus franches, que « la dictature a été beaucoup d'espace, contre son gré » et qu'il peut désormais « parler de tortures sans aller en prison ». Du moins, c'est ce qu'il disait, quelques jours avant que des commandos d'inconnus ne détruisent, à la fin d'avril, ses équipements.

Tout le monde, à Asuncion, parle des « espaces » qui ont été conquis. La presse, entre deux éditeurs à la gloire du Liden, en dit plus qu'avant. Les guitaristes de l'opposition parlent de « dictature » sans être punis. Les opposants descendent dans les rues, sans risque, eux, de ne faire talismanes. Ceux qui n'ont jamais accepté l'arbitraire et la corruption s'éparpillent entre quatre partis réunis depuis 1979 par un accord national. Il y a les Mopoco (Mouvement populaire Colorado), une vieille dissidence du parti Colorado officiel. Les « fédératistes », adhérents à l'Internationale socialiste, les démocrates chrétiens, et enfin, les plus nombreux, les libéraux radicaux authentiques. Une constitution d'environ cent mille personnes, si l'on en croit l'un des idéologues.

Les libéraux radicaux authentiques sont considérés comme des « irréguliers » par le gouvernement. Ils refusent de participer aux élections, pour ne pas cautionner un pouvoir qu'ils accusent de se maintenir par la fraude et l'intimidation. Car c'est la consécration de « plus d'années de dictature du monde », en effet, que de vouloir se faire élire tous les cinq ans. Et pour se donner une façade légale, tous les moyens sont bons.

Au Parlement, deux fractions du vieux Parti libéral - à qui la Constitution accorde « généralement » un tiers des sièges, même si elles ne gagnent ensemble que 10 % des voix - servent, au général-président et à son

système, de misérable contrepoids. Une session par semaine, le jeudi après-midi. Et le lendemain, la joie, pour les opposants de l'opposition, de lire dans les journaux un résumé de leurs philippiques.

L'Eglise, elle aussi...

Cesont ces libéraux-là que les radicaux authentiques ont quittés. Leur président, M. Miguel Angel Martínez, est un optimiste : le régime, selon lui, touche à sa fin. Non qu'il croie beaucoup aux rumeurs sur la santé du chef de l'Etat, dont des ennemis de prestige ont fait flamber le dollar en août dernier. « Nous ne spéculons pas sur sa mort biologique, dit-il. Ce que nous voulons, c'est sa mort politique. Nous allons donc multiplier les mobilisations populaires, et lancer une campagne de désobéissance civile pour désorganiser le gouvernement ». La première mobilisation a eu lieu le 16 mars. C'était vraiment, dans son genre, une « première » : trois millions de manifestants dans la rue. Une dizaine de blessés.

L'Eglise, elle aussi, commence à occuper le terrain. A sa manière, en croisant les phrases, sans attaquer de front les maîtres galonnés. Une Eglise présente partout au Paraguay, depuis le temps des « réductions » : ces Phalènes collectives organisées au dix-huitième siècle par les jésuites, qui faisaient travailler et peier les Indiens au son de la cloche, et leur enseignaient, en même temps que la Bible et l'espagnol, à jouer de la harpe.

Le 23 avril, la conférence épiscopale a lancé une proposition de dialogue national qui vise, sans le dire, à amorcer une transition en douceur comme celle qui a permis aux Bédellins et aux Uruguayens de se démocratiser.

Que l'Eglise promette une telle initiative est révélateur aux yeux de M. Miguel Ahdon Saignier, autre dirigeant des libéraux authentiques. « Car l'Eglise a une perception aiguë de la volonté populaire, dit-il. Elle sent le moment venu de dire non à l'autoritarisme ».

Le patronat a-t-il la même perception ? Les deux organisations qui le regroupent ont publié en février des réflexions au vitriol sur une économie gérée un peu, jusqu'à présent, comme une hacienda. Outre les contingences du jour (politique de taux de change, politique agricole, traitement de la dette extérieure), les patrons critiquent la sclérose d'un système dominé par les gerontes. Le général Stroessner n'est pas seul en cause. Il a assuré à beaucoup de ses fidèles la

tenu, le cas échéant, d'être un espion. M. Carlos Romero Pereira est un des « rebelles » de la direction Colorado. On lui prête l'intention - sulfureuse - de songer à un candidat civil pour la présidence de 1988, alors que ses collègues ont déjà demandé au général-président de faire don, une fois de plus, de sa personne. Hérétique, il l'est en effet, puisqu'il dit de la « démocratie » paraguayenne qu'elle est « plus formelle que réelle », que le parti « ne répond plus aux aspirations des jeunes », que « le modèle établi en 1954 a cessé de fonctionner ». Il appartient à un courant plus attaché à la permanence du coloradisme qu'à celle du président, et qui s'interroge sur l'actualité des régimes militaires.

Les attaques et les remises en cause, pleuvent donc de tous côtés ces derniers temps. Des ministres répliquent en agitant les vieux épouvantails - « subversion marxiste » et « conspiration internationale ». Le général-président, lui, se tait. C'est un homme de silence, de secret, qui arme ses ruses longtemps à l'avance, et tient ses généraux en leur dormant une part du butin : haciendas, entre-

prises, trafics en tous genres. S'il a été, au départ, un admirateur de Hitler, c'est chez Franco, visiblement, qu'il a pris ses leçons : le même art de temporiser et, le moment venu, de faire tomber la hache. Chacune de ses concessions est calculée, et ne résulte pas d'un attendrissement tardif. En 1983, il a fait revenir d'un exil de vingt-quatre ans quelques dizaines de Mopoco, « non par esprit d'ouverture, explique un confrère, mais pour les avoir sous la main, car beaucoup étaient en Argentine : avec l'appui d'Alfonso, ils risquaient de devenir remuants ». Il a pris la même décision avec l'ancien président du Parti démocrate-chrétien, M. Alfonso Roack, rentré le 20 avril dernier de cinq ans d'exil à Buenos-Aires. Les seuls expatrés notoires restent M. Domingo Laino, leader du Parti libéral authentique, et l'écrivain Augusto Roa-Bastos, retiré à Toulouse.

Il y a un peu plus d'un mois, pourtant, le général Stroessner a parlé. C'était à l'occasion de la réouverture annuelle du Parlement. Il a traité de « déviateurs » les rebelles de son parti, et menacé de ruser, si besoin était, la garde urbaine, une milice armée que les colorados ont utilisée jusque dans les années 50, et qui, la nuit tombée, faisait la loi dans les villes. Les réflexes sont donc toujours les mêmes. L'idéologie aussi, alimentée, non plus chez les voisins, convertis à la démocratie, mais chez les anticommunistes de la ligne de front : Corée du Sud, Taiwan, Afrique du Sud...

Les manifestations d'opposition se multiplient au Paraguay soumis, depuis trente-deux ans à la dictature du général Stroessner. Mais celui-ci ne semble pas sérieusement menacé...

M. Eustacio Lezcano Molinas n'est assurément pas un idéologue. C'est un député Colorado bon teint : il en a le tour de taille et les arguments épais. Il explique pourquoi Stroessner s'est succédé jusqu'ici à lui-même : « Parce qu'aucun Colorado ne contestait son leadership ». Et parce qu'« il a réalisé intégralement le programme du parti » : routes, adductions d'eau, électricité, écoles. L'arbitraire justifié, comme d'habitude, par les infra-structures, et quelques mini-bonds dans la modernité.

Comme M. Lezcano Molinas, certains opposants pensent que Stroessner ne se retirera jamais et qu'il mourra dans son lit. Il continue en effet d'avoir l'armée avec lui. En outre, l'opposition, si l'on en croit un dirigeant fédériste, M. Eulides Acevedo, « n'a pas de base sociale ni de projet concret ».

Elle a, en tout cas, des pétitions de principe : la levée de l'état de siège - renouvelé tous les trois mois depuis trente-deux ans, - le rétablissement des libertés publiques, le retour des exilés. La fin, aussi, de ce que M. Acevedo appelle « le mariage incestueux entre le parti Colorado et l'armée ». De son exil de Toulouse, M. Roa-Bastos a lancé, le 1^{er} février, un appel à la « réconciliation nationale » qui ressemble fort à celui de l'Eglise. Mais la moindre demande est reçue par les officiers avec des sarcasmes, quand ce n'est pas des coups de bâton. Pour eux, la démocratie existe au Paraguay, « une démocratie sans communisme ». Devise qu'un dirigeant Colorado vient de nuancer en parlant d'« une démocratie sui generis, en perfectionnement constant ».

CHARLES VANHECKE.

A TRAVERS LE MONDE

GRANDE-BRETAGNE

Violents affrontements devant les imprimeries Murdoch

Londres. - Plus de deux cents personnes, dont de nombreux policiers, ont été blessés dans la nuit du samedi 3 au dimanche 4 mai, lors de violents affrontements entre des ouvriers du Livre et la police devant les imprimeries de Wapping, dans le banlieue est de Londres. Ce sont les affrontements les plus durs depuis le début du conflit dans le groupe de presse News International qui dirige M. Rupert Murdoch. Huit mille personnes environ avaient défilé auparavant dans Fleet Street, dans le centre de Londres, pour protester une fois de plus contre le licenciement sans indemnités par M. Murdoch au journal, de dix mille cinq cents ouvriers syndiqués. Comme presque chaque samedi soir, les manifestants tentent ensuite d'empêcher la sortie des journaux du groupe (qui possède le Times, le Sunday Times, Sun et New of the World) à l'usine de Wapping où ils sont produits par cinq cents ouvriers non syndiqués travaillant sur un matériel moderne. Quatre-vingt manifestants ont été interpellés par la police. Trois cents personnes ont été inculpées depuis le début du conflit qui provoque une tension de moins en moins bien supportée par les ouvriers de Wapping. Le malaise a également gagné les rédactions : de nombreux responsables de la rédaction du Times notamment ont déjà quitté le journal. - (AFP).

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Deux morts dans un affrontement présélector

Saint-Domingue. - Deux personnes ont été tuées et quinze autres blessées par balle le dimanche 4 mai à une trentaine de kilomètres de Saint-Domingue lors d'un affrontement entre militants du Parti révolutionnaire dominicain (PRD, au pouvoir) et du Parti réformiste social chrétien (PRSC). Les incidents ont éclaté lors d'un cortège conduit par le candidat présidentiel du PRD aux élections générales du 16 mai. M. Jacobo Mejía, s'est heurté à un groupe de manifestants à la tête duquel se trouvait M. Peynado, candidat du PRSC aux élections sénatoriales dans la capitale. L'un des morts est un militant du Parti réformiste social chrétien. Parmi les blessés, figurent plusieurs membres de l'escorte des dirigeants du PRD. Cet affrontement sanglant porte à sept le nombre de morts depuis le début de la campagne pour les élections à l'occasion desquelles les trois millions d'électeurs dominicains devront choisir un président, un vice-président, trente sénateurs, cent vingt députés et cinquante maires. - (AFP).

CORÉE DU SUD

Une centaine d'étudiants arrêtés

Inchon. - La police sud-coréenne a arrêté plus de cent étudiants, samedi 3 mai, à la suite de violentes manifestations antigouvernementales qui ont obligé le principal parti d'opposition à annuler un grand rassemblement à Inchon, port de l'ouest du pays. Environ 4 000 étudiants et ouvriers scandant des slogans hostiles au président Chun Doo Hwan, aux Etats-Unis et même au Parti démocratique de la Nouvelle-Corée (opposition), ont fait le siège d'une salle où 2 500 personnes attendaient l'ouverture du meeting. Selon un communiqué officiel, les manifestants ont blessé plus de trente policiers à coups de pierres et de cocktails Molotov. Un véhicule de la police, un drapeau américain, des portraits des présidents Reagan et Chun et le bureau du Parti de la justice démocratique au pouvoir ont été incendiés. - (Reuters).



AVEC LE CREDIT NATIONAL, J'AI PU COMPLETER MON PROPRE CAPITAL

Investir pour créer. C'est la vocation de toute entreprise qui fait de sa croissance son premier objectif. Un objectif qui requiert à la fois audace, détermination et... moyens.

Au CREDIT NATIONAL, le prêt aux entreprises est notre métier. Premier établissement de prêt à long et moyen terme, le CREDIT NATIONAL offre une gamme complète de prêts adaptés aux besoins financiers de chaque demandeur :

prêts à taux fixes ou variables, s'échelonnant de 7 à 20 ans, en francs ou en devises (écus ou dollars), financements en crédit bail...

Pour apporter à chaque cas une solution personnalisée, fiable et performante, le CREDIT NATIONAL propose également de nouveaux produits financiers : opérations en fonds propres, évaluation d'entreprises, montage juridique et financier de projets. Le CREDIT NATIONAL connaît ses clients. C'est sa force. Le combat quotidien pour créer de nouvelles richesses est aussi celui du CREDIT NATIONAL.

Le CREDIT NATIONAL, les moyens de la réussite.

Credit National 45, rue Saint-Dominique, Paris - Lyon - Lille - Marseille - Nantes - Nancy - Bordeaux - Strasbourg - Rouen - Dijon - Toulouse - Orléans - Besançon - Poitiers - Quimper - Grenoble.

Handwritten text in Arabic script: سكران الامم

حسبنا من الاجل

politique

LES PROJETS DU GOUVERNEMENT ET L'ÉTAT DE LA MAJORITÉ

LE DÉCOUPAGE DES CIRCONSCRIPTIONS

M. Chirac devra parler de possibles défections

Le jeu fait fureur dans les bureaux du Palais-Bourbon: à l'aide d'une calculette... pour additionner les résultats des dernières consultations électorales...

Le dilemme est délicat. Tant que l'affaire n'est pas définitivement réglée, l'UDF fait monter la pression, mais, une fois que le découpage sera connu, ceux des députés de la majorité auxquels il ne laissera aucune chance de revenir au Palais-Bourbon...

L'UDF fait monter la pression

Les recettes sont aussi diverses que les joueurs, et la partie n'est pas égale. Certains (RPR) disposent d'un atout précieux: le maître du jeu, M. Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, est un de leurs «compagnons».

Qu'un élu sous l'étiquette RPR ou UDF vote la censure ou soit, ainsi directement responsable du renversement, c'est difficilement concevable; mais si M. Jacques Chirac laisse le débat commencer dans l'hémicycle avant d'engager la responsabilité de son gouvernement, il prendra de grands risques.

Un bon coup d'œil vaut mieux qu'une mauvaise «impassé», expliquent les baristues. La maxime vaut aussi pour ce puzzle électoral. Ceux que l'on soupçonne, à tort ou à raison, d'avoir des ententes particulières, surtout dans le camp de la majorité...

Le dossier n'est qu'entrouvert. Le référendum est, actuellement, l'exercice le plus périlleux auquel le gouvernement et la majorité doivent se livrer.

reprendre du service durant le pont du 8 mai pour étudier le futur découpage, avant d'en discuter avec son homologue du RPR (la commission Toubon), puis avec le ministre de l'Intérieur. Celui-ci a assuré, lors de son audition par les commissaires aux lois, que tous les députés, quel que soit leur parti, sont les bienvenus pour faire part de leurs suggestions...

L'astuce du Front national

Les amendements déposés par les élus et par les autres devant la commission des lois laissent déjà pressager ce que seront leurs positions si la discussion a lieu en séance publique. PS, PC et FN refusent, globalement, le retour au scrutin majoritaire, mais l'extrême droite, préparé une position de repli...

Le PC a déposé un grand nombre d'amendements, visant, notamment, à supprimer l'obligation d'obtenir les voix de 12,5 % des électeurs inscrits au premier tour pour avoir le droit de se présenter au second tour, et à accorder aux partis qui ne disposent pas d'un groupe à l'Assemblée...

criptions soit ratifiée par le Parlement avant son entrée en vigueur.

Le PS ne fait guère de contre-propositions, pour l'instant. Il demande, simplement, que pour le découpage de Paris, de Lyon et de Marseille, et en cas de fracture d'un canton, l'avis de la commission des «sages» s'impose au ministre de l'Intérieur.

Un député RPR de Polynésie, M. Edouard Fritch, souhaite que, dans ce territoire, les deux députés soient élus au scrutin nominal à un tour. Quant au rapporteur, M. Pascal Clément (UDF, Loire), il ne propose que peu de modifications au projet gouvernemental.

Le dossier n'est qu'entrouvert. Le référendum est, actuellement, l'exercice le plus périlleux auquel le gouvernement et la majorité doivent se livrer.

THIERRY BRÉHIER.

AU « GRAND JURY RTL » LE MONDE M. Mestre: nous nous préparons à soutenir la candidature de M. Barre

Invité, le dimanche 4 mai, du «Grand Jury RTL-Le Monde», M. Philippe Mestre, vice-président de l'Assemblée nationale, député UDF de la Vendée, a expliqué que pour les baristes, ce qui paraît «essentiel», c'est de «préparer l'élection présidentielle» et plus précisément de «soutenir la candidature» de M. Barre à cette élection.

Dans l'attente de cette échéance, les baristes, selon le député de la Vendée, se veulent des partenaires «parfaitement loyaux» de l'actuelle majorité. «Je me sens responsable collectivement, avec l'ensemble de ceux qui constituent la majorité RPR-UDF, de la survie de cette majorité», a affirmé M. Mestre.

Si les députés baristes «font leur devoir», ils n'en ont pas pour autant l'intention de se comporter «comme les ours du Jardin des plantes qui hochent la tête derrière leur grille».

Comme M. Giscard d'Estaing, l'ancien directeur de cabinet de M. Barre estime notamment que le gouvernement aurait pu agir un peu plus vite. Il «regrette» que la liberté des prix n'ait pas été «réintroduite dans des délais extrêmement rapides» et que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, comme cela avait été «écrit noir sur blanc» dans cette «bibli» qui est la plate-forme RPR-UDF, n'ait pas été «opérée dans les jours suivants la formation du gouvernement».

«M. Mestre s'est déclaré, dans cet esprit, favorable à la privatisation de deux chaînes de télévision «tout de suite». «En politique comme dans la vie, a-t-il insisté, il faut faire ce que l'on a dit que l'on ferait.»

Tout en reconnaissant que «pour l'instant il n'y a pas eu de coup majeur» dans la cohabitation, le député de la Vendée a remarqué: «Cela ne signifie pas que cela puisse marcher très bien définitivement. Cela ne veut pas dire non plus que cela soit bon pour la France. Cela peut être bon pour les protagonistes de la cohabitation actuelle.»

La cohabitation reste, pour lui, «un système de coexistence, particulièrement légal». «Le premier ministre comme le président de la République se préparent eux-mêmes au compromis...»

Il faut bien en tenir compte avec ces «généralistes» qui ont le goût de l'opposition et qui ont le goût de la majorité.

En quoi les baristes se distinguent-ils alors de leurs partenaires? Par leur entêtement. Entêtement d'une part à trouver que la cohabitation, comme l'a rappelé M. Mestre, n'est jamais qu'un «système de compromis permanent» que, certes, l'opinion semble accepter.

De fait, les baristes «en attendant des dynamismes et des confirmations de la justice, de leurs prévisions ne peuvent qu'adopter un profil bas, et attendre. Quitte à continuer, dans les départements, d'organiser ou de donner les conseils baristes, pousser au «coup de main» d'hommes décidés à soutenir M. Barre, et veiller à ce qu'il n'y ait aucune personnalité en blocage. Le jeu pour les baristes n'est pas gagné.»

CHRISTINE FAURET-BOYCA.

APRÈS LA MORT DE MARCEL DASSAULT Sept députés siègent sans interruption depuis 1958

Avec la disparition de Marcel Dassault, l'Assemblée nationale a non seulement perdu son doyen d'âge, mais aussi l'un des huit députés qui ont siégé sans interruption au Palais-Bourbon pendant toute la Ve République. Elu pour la première fois en 1951 député des Alpes-Maritimes, Marcel Dassault, après un passage au Sénat de 1955 à 1957...

Les sept autres députés actuels siégeant sans interruption à l'Assemblée nationale depuis les élections de novembre 1958, c'est-à-dire en fait depuis la fondation de la Ve République sont cinq RPR: MM. Chaban-Delmas (Gironde), Grussen-Meyer (Bas-Rhin), Nungesser (Val-d'Oise), Peyrefitte (Seine-et-Marne) et Robert Wagner (Yvelines); un apparenté socialiste, M. Aimé Cessaire (Martinique) et un non-inscrit, M. Jean Royer (Indre-et-Loire).

Certains d'entre eux ont commenté leur carrière parlementaire avant la Ve République. Un seul a débuté sous le IIIe: M. Edouard Frédéric-Dupont, élu député de Paris en 1936 et doyen de l'Assemblée après le décès de M. Marcel Dassault.

dans la chambre de 1958: MM. Cessaire (élu en 1945), Chaban-Delmas (1946), de Bénouville (1951) et cinq élus le 2 janvier 1956, MM. Féron, Hersant, Scitinger, Le Pen et Herzu. Enfin M. Gaston Defferre, élu député des Bouches-du-Rhône en 1945 pour la première fois a fait un passage au Sénat, entre 1959 et 1962, après avoir été battu en 1958 et n'a donc pas connu les députés de la Ve République au Palais-Bourbon. De même trois anciens députés RPR, MM. Foyer (Maine-et-Loire), Fasperte (Paris) et de Fraumont (Paris) ont été élus à l'occasion de scrutins partiels pendant la première législature de la Ve République.

M. Jacques Chaban-Delmas qui, de surcroît a présidé l'Assemblée nationale à trois reprises est avec M. Aimé Cessaire, le seul détenteur du record de longévité continue avec quarante années de mandat sans interruption.

Huit autres ont été députés sous la IVe République et le sont restés

TOUCHE PAS A MA TELE avec Témoignage Chrétien PROTEGEZ ces biens nationaux que sont les chaînes de télé de service public DEFENDEZ votre LIBERTÉ face aux puissances d'argent qui, avec la complicité du pouvoir veulent faire main basse sur TF1, Antenne 2 et FR3. ECRIVEZ à vos DEPUTES Le parlement a pour vocation de défendre les libertés SIGNEZ, FAITES SIGNER ce TEXTE J'approuve votre campagne « Touche pas à ma télé » et celles qui sont menées pour « Sauver le Service Public de la télévision ».

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA LONE MOUNTAIN CAMPUS, SAN FRANCISCO, CALIFORNIA MBA Master of Business Administration Reconnu par l'état de Californie. Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel. 3° CYCLE Programme de 18 mois préparant au Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco. 2° CYCLE Intensif: Cours spécifique de deux ans préparant au Master of Business Administration à Paris et à San Francisco. AMS American Management Studies Sessions de deux mois pour les diplômés de l'enseignement supérieur et les professionnels.

La difficulté d'être bariste Les baristes ne font pas leur miel de la cohabitation. « Pour l'instant », ils doivent reconnaître avec M. Philippe Mestre que cette phase qu'ils déploreront n'a pas connu de « coup de maître ». Ils sont simplement « sur le devant de la scène », selon le souhait de M. Barre, avec une « parfaite loyauté » à l'égard du gouvernement, votant la confiance et les textes soumis à l'Assemblée nationale. Il faut bien en tenir compte avec ces « généralistes » qui ont le goût de l'opposition et qui ont le goût de la majorité. Il faut leur dire mais n'ont pas pour autant l'intention de se comporter « comme les ours du Jardin des plantes qui hochent la tête derrière leur grille ». En cela ils ne se distinguent pas vraiment de l'ensemble des députés UDF, qui, comme M. Jean Lecanuet, président de la confédération, ou M. Giscard d'Estaing, n'hésitent pas à rappeler à l'ordre le gouvernement. A propos de l'affaire libyenne, du sommet de Tokyo, ou encore du calendrier d'application des mesures préconisées dans le plan-forme de gouvernement RPR-UDF. En quoi les baristes se distinguent-ils alors de leurs partenaires? Par leur entêtement. Entêtement d'une part à trouver que la cohabitation, comme l'a rappelé M. Mestre, n'est jamais qu'un « système de compromis permanent » que, certes, l'opinion semble accepter, mais que le pouvoir ne peut que constater et subir. Entêtement d'autre part, en dépit des mécomptes électoraux de M. Barre, à Lyon, à vouloir soutenir l'ancien premier ministre à l'élection présidentielle, en refusant l'ancien laboratoire de M. Barre, et en laissant entendre qu'il sera candidat le moment venu. Le barisme, ce serait donc cela aujourd'hui: un mélange d'« idéalisme » et de « réalisme ». Au nom de réalisme, des baristes comme M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, ou M. André Rossat, président du Parti radical, ont accepté de participer au gouvernement, quitte à se laisser enfermer peu ou prou dans la stratégie présidentielle de M. Chirac. Au nom d'un certain idéalisme, d'autres baristes rappellent que leur candidat M. Barre et qui, au nom de leur « attachement profond à l'esprit de la Constitution », ils peuvent et s'accommoder de la cohabitation, mais non l'accepter comme la première étape d'une évolution des institutions. De fait, les baristes « en attendant des dynamismes et des confirmations de la justice, de leurs prévisions ne peuvent qu'adopter un profil bas, et attendre. Quitte à continuer, dans les départements, d'organiser ou de donner les conseils baristes, pousser au « coup de main » d'hommes décidés à soutenir M. Barre, et veiller à ce qu'il n'y ait aucune personnalité en blocage. Le jeu pour les baristes n'est pas gagné. CHRISTINE FAURET-BOYCA.

LIBERTÉ
RTL « LE MONDE »
Préparons à son...

Les immigrés dans l'ombre

(Suite de la première page.)
Pour être efficaces, souligne-t-on, ces dernières mesures supposent une collaboration des pays concernés. Des conventions existent déjà, d'autres devront être conclues.
M. Chirac compte-t-il vraiment sur les expulsions? Policiers et magistrats connaissent les limites de cette procédure. Avant d'expulser un étranger, il faut connaître son identité et lui trouver un point de chute. Or beaucoup de petits délinquants détruisent leurs papiers au moment de leur arrestation.

Les surenchères du Front national

D'autre part, les États concernés ne sont guère désireux de récupérer leurs ressortissants, surtout si ceux-ci sont des délinquants. C'est dire le caractère bien aléatoire de ce genre de mesures.
Le deuxième volet de la clarification concerne la nationalité française. Elle « devra être demandée et acceptée », affirme la plate-forme électorale de l'UDF et du RPR. « Son acquisition ne saurait résulter de mécanismes purement automatiques. » Il est question de modifier ou de supprimer les articles 23 et 44 qui permettent à des enfants d'étrangers nés en France de devenir français à la naissance ou à dix-huit ans.
C'est un sujet prioritaire, affirme-t-on dans les milieux gouvernementaux. Un sujet qui devrait être réglé au cours de cette session parlementaire. Mais aucun avant-projet n'a

encore été élaboré par le ministère de la justice, alors que le Front national vient de présenter une proposition de loi pour modifier de fond en comble le code de la nationalité.
La clarification n'est pas à sens unique, ajoutent les responsables de la majorité les plus tolérants à l'égard de l'immigration. Clarifier, n'est-ce pas aussi diminuer la précarité du statut des étrangers en situation régulière? Ils évoquent une sorte de contrat moral qui assurerait aux étrangers régulièrement installés en France le droit d'y rester et d'y travailler.

Reste à savoir qui va l'emporter au sein du gouvernement et de la majorité. M. Chirac s'est entouré, en effet, de personnes très différentes. Son ministre de l'intérieur, M. Charles Pasqua, ne passe pas pour un tendre, et le principal collaborateur de celui-ci, M. Robert Pandraud, n'hésite pas à réclamer « une police de l'immigration » avant les élections. En revanche, le secrétaire général du RPR, M. Toussaint, évoquait récemment « la coexistence de communautés irréductiblement conduites par l'histoire des hommes à vivre ensemble » (préface au livre de Michel Hanouin, *L'Auré Cohabitation*).

Au gouvernement, il y a le secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Malhuret, qui est un empêchement potentiel de tourner en rond, mais aussi M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales, qui ne cache pas son amour pour sa Tunisie natale. Dans une interview accordée en mai 1985 au quotidien de Tunis *le*

Temps, il n'hésitait pas à critiquer l'accord de gouvernement UDF-RPR dans lequel l'immigration était évoquée après la sécurité. « C'est une erreur capitale de présentation », affirmait-il. *Savez-vous pourquoi on l'a faite? Parce que ceux qui ont*

écrit cet accord sont obsédés par Le Pen.

Assistera-t-on dans les prochaines semaines à une surenchère du Front national sur l'immigration? Le gouvernement semble s'attendre plutôt à une offensive de l'extrême droite

sur le terrain économique. Mais les deux thèmes sont liés, le chômage ayant toujours nourri des sentiments xénophobes.

M. Chirac et ses amis avaient fait l'erreur, quand ils étaient dans l'opposition, de laisser le Front national s'emparer du débat sur l'immigra-

tion et de le marquer à sa façon. Peuvent-ils se permettre de s'en désintéresser une nouvelle fois, alors qu'ils sont au gouvernement et que M. Le Pen campe à l'Assemblée nationale avec trente-cinq députés?
ROBERT SOLÉ.

ALLEZ PLUS LOIN QUE LES ASPECTS ECONOMIQUES DU LIBERALISME AVEC

Jimmy Goldsmith
POUR LA REVOLUTION PERMANENTE
180 pages 69F
Stock

Fin de la visite de M. Pons dans le Pacifique français

M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM, a achevé dimanche 4 mai une visite officielle en Nouvelle-Calédonie, à Wallis-et-Futuna et en Polynésie française. A son départ de Tahiti, M. Pons a déclaré : « Je donne rendez-vous à Jean-Marie Tjibaou (chef de file du FLNKS) un an après la promulgation de la loi pour que le FLNKS participe au scrutin d'autodétermination. »

des secteurs sont entre les mains du FLNKS. C'est une situation intolérable qui ne doit pas se poursuivre. J'ai donné des instructions dans ce sens.

De leur côté, MM. Tjibaou, Yéwéné et Jorédié sont arrivés à Paris. Ils comptent mettre en garde les responsables politiques métropolitains contre les risques de violence que pourrait entraîner, selon eux, l'application des mesures annoncées par M. Pons en Nouvelle-Calédonie et qui élargissent leurs compétences aux régions récemment créées.

« M. Pons et la Nouvelle-Zélande. - M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM a souhaité, dimanche 4 mai, à son départ de Tahiti pour Paris que « le gouvernement néo-zélandais profite de l'alternance politique intervenue en France pour examiner dans un autre contexte le problème des faux époux Turc » dont la détection alors qu'ils « n'ont fait qu'obtenir aux ordres de leur gouvernement », est, à-t-il dit, « scandaleuse ». M. Pons a précisé que le dossier est confié au ministre des affaires étrangères.

Le ministre des DOM-TOM a précisé : « Je propose une période transitoire d'un an. Nous conserverons les quatre régions, mais celles-ci sont dans l'impossibilité de fonctionner car le gouvernement socialiste a ramené des ballivernes. Je pourrais faire voler en éclats le statut de M. Tjibaou, mais je ne le fais pas car il faut ouvrir le dialogue. L'ordre n'est pas rétabli partout en Nouvelle-Calédonie puisque

Propos et Débats

M. Laignel : maison commune

Pour M. André Laignel qui participait au forum de RMC, dimanche 4 mai, il n'y a qu'un présidentiable possible pour le PS, le président de la République. Le trésorier du PS considère dès lors que l'existence de « groupes, d'équipes, de clubs » animés par des responsables socialistes ne constitue pas un élément franchement nouveau, mais, a-t-il ajouté, etous doivent concourir à la vie du parti. « Il y a une maison commune [le siège du PS], libre à chacun d'avoir sa maison de campagne », a-t-il dit. M. Laignel a expliqué que la « mission » du PS est de modifier la société, ainsi, estime-t-il, les socialistes sont « les simples gestionnaires de la société présente », les esthètes du capitalisme.

M. Fabius : enthousiasme

M. Laurent Fabius, qui était interrogé, ce samedi 3 mai, par Antenne 2, a estimé que « jusqu'à présent la cohabitation se passe correctement ». « Les Français, dans leur majorité, sont satisfaits; ils ne veulent pas de guerre civile politique », a-t-il ajouté. Après avoir jugé « tout à fait normale » la présence de M. Jacques Chirac à Tokyo et avoir indiqué que lors d'un précédent sommet, M. François Mitterrand lui avait proposé de l'accompagner, l'ancien premier ministre a nié toute velléité de candidature de sa part à la prochaine élection présidentielle : « Je souhaite, a-t-il affirmé, comme des millions de Français que François Mitterrand soit candidat et je serai avec enthousiasme à ses côtés [et] toutes les autres hypothèses sont secondaires. »

LONDON HEATHROW
39°7

LONDON GATWICK
37°1

Statistiquement, un homme d'affaires quittant Paris et atterrissant à Heathrow a toutes les chances d'en sortir (quand il en sort) nerveux, fébrile, irascible. Comparativement, le même homme ayant voyagé avec British Caledonian atterrirait à Gatwick et ressortirait calme, détendu, paisible.
Alors que le premier cherche le moyen de se rendre à Londres dans les plus brefs délais, le second descend à la gare qui est dans l'aéroport, puis monte dans le train (départ tous les quarts d'heure) qui le conduit en 30 minutes seulement à Victoria. Le cœur de Londres.

S'il a pris le premier vol du matin (celui où nous servons du café et des croissants chauds), il est alors 9 heures (heure anglaise) quand il arrive à son rendez-vous. Alors que l'autre, perdu entre Heathrow et Londres, cherche encore une bonne excuse pour justifier son rendez-vous manqué.
Contactez votre agence de voyages ou British Caledonian : 5, rue de la Paix, 75002 Paris.
Tél: (16.1) 42.61.50.21. **British Caledonian Airways**
Nous n'oublions jamais que vous avez le choix.

حکذا من الاجل

صحة من الاصل

POLITIQUE

LA MUTATION DU PARTI SOCIALISTE

Le débat sur la transformation du Parti socialiste en une formation capable de rassembler 40 % du corps électoral, engagé par M. Jospin au congrès de Toulouse à l'automne dernier, a repris après le retour des socialistes dans l'opposition. Une convention nationale prévue au mois de juin

doit y être consacré. Ce débat donne l'occasion à certains chefs de file du PS de masquer ou de justifier une démarche purement présidentielle. Jusqu'à présent, en effet, chaque « présidentiable » (MML. Mazarov, Fabius, Chevènement, Rocard) s'est surtout préoccupé de s'installer dans ses propres meubles et de réunir ses équipes.

Cette situation complique évidemment la tâche du premier secrétaire, qui s'exprimera le samedi 10 mai à Lyon à l'occasion d'un banquet républicain, puis dimanche au « Club de la presse » d'Europe 1.

Un proche collaborateur du chef de l'Etat s'exprimant à titre personnel avait, dans nos édi-

tions du 29 avril, indiqué quels devaient être selon lui les changements permettant au PS de s'élargir.

M. Paul Quilès, qui fut avant d'entrer au gouvernement responsable de l'organisation des élections socialistes, nous donne à son tour son point de vue.

POINT DE VUE

Comment gérer une crise de croissance

par PAUL QUILÈS (*)

COMME ceux qui l'ont précédé, le nouveau gouvernement bénéficie d'un relatif état de grâce. L'épreuve de vérité surviendra vite, lorsque les actes succéderont aux paroles, les effets des mesures gouvernementales se feront sentir.

En effet, les socialistes peuvent se flatter d'avoir atteint le 16 mars, à l'issue d'une belle campagne autour de Lionel Jospin et Laurent Fabius, un des scores les plus élevés de leur histoire, proche de celui de juin 1981. C'est leur inspirateur, celui qui a relancé le mouvement socialiste, qui demeure à l'Elysée. Enfin, ils ont appris à intégrer dans leur réflexion les contraintes de la gestion, grâce à l'expérience acquise au pouvoir.

Au chapitre des faiblesses, figure bien entendu le résultat électoral de la gauche, tombée à son niveau le plus bas depuis longtemps, mais aussi la perte de nombreux relais traditionnels (communes, départements, régions). Comment également ne pas observer la dégradation du rapport de force idéologique entre gauche et droite, qui se manifeste par le retour du libéralisme ?

Pour faire face à cette situation, il faut d'abord comprendre pourquoi des électeurs se sont détournés de la gauche. Certains espèrent plus de nous, d'autres ne se sont pas satisfaits du pragmatisme au quotidien. Les premiers seront probablement déçus par les retombées sociales de

la politique du gouvernement. Malgré l'habileté de M. Séguin, le voile se déchirera vite. Quant aux seconds, il faudra, pour les reconquérir, leur expliquer les enjeux, sans retomber dans l'illusion lyrique, qui annulerait le chemin parcouru depuis cinq ans.

Quel socialiste conséquent appellerait aujourd'hui « les travailleurs à prendre conscience de ce qu'ils sont la majorité et qu'ils peuvent donc, démocratiquement, supprimer l'exploitation — et, par là même, les classes — en restaurant la société les moyens de production et d'échange dont la détention reste, en dernière analyse, le fondement essentiel du pouvoir ? » (1). Qui définirait encore le parti socialiste par référence à la notion de « front de classes », version modernisée de la « lutte des classes » ? Certes, les classes sociales existent, mais les mutations techniques, économiques et culturelles ont secoué la société française au point que sa structure sociale ne repose plus sur le « qui fait quoi », mais aussi sur le « comment » et la « pour qui », sans oublier d'autres critères : le patrimoine, les relations familiales, le sexe, l'âge, la région, l'habitat...

Rejeter les discours de rupture

De plus, les catégories socio-professionnelles se modifient (moins d'ouvriers, plus de « cols blancs »), de nouveaux groupes apparaissent (ouvriers de contrôle sur une machinerie automatisée, techniciens de recherche...). Quant aux « inactifs », ils sont 30 millions que ne prend pas en compte une analyse trop exclusi-

vement centrée sur la production. Il est clair qu'une remise en ordre de certains concepts sur lesquels le PS a fondé son action avant 1981 s'impose.

Rassembler : c'est le maître-mot de tout parti politique qui aspire au pouvoir ou veut s'y maintenir. Cette nécessité devient vitale pour un parti à vocation majoritaire comme le PS. Pour être cohérent avec lui-même, il doit rejeter les discours de rupture — dont la capacité de rassemblement est pour le moins discutable — et définir ses objectifs en se référant à des valeurs unificatrices.

Un des défis majeurs auxquels risque d'être confrontée notre société est en effet celui de son unité. La crise a exacerbé les corporatismes et les individualismes, au point de provoquer souvent la confusion entre solidarité et assistance, égalité des chances et nivellement par le bas, réduction des inégalités et égoïsme. Mais surtout, de nouveaux antagonismes sont apparus, entraînant des phénomènes d'exclusion ou de marginalisation. La différence est devenue objet de division au lieu d'être un facteur d'enrichissement de la collectivité.

Sachons répondre à ce défi à partir de nos valeurs, en nous souvenant justement que l'électorat de gauche se définit d'abord par rapport à des valeurs (2). Élargir les espaces de liberté, ouvrir à chacun le capacité de créer, renforcer la solidarité à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, développer l'égalité des chances devant la culture. Ce ne sont pas de vains principes. Une majorité de Français en redécouvrent la pertinence en observant les actes d'un gouvernement qui apparaîtra vite comme le plus à droite que nous ayons connu depuis longtemps.

Ces valeurs sont autant d'engagements pour une France réconciliée avec elle-même. Pour sortir de la crise, réorber le chômage — et avant tout celui des jeunes, — notre société doit rassembler toutes ses forces autour d'une ambition. Dans cet effort de mobilisation, redoublons ce qui peut passer pour de la « langue de bois ».

L'autogestion par exemple. C'est aujourd'hui une idée ambiguë : four-tout, rêverie libertaire, utopie mais aussi volonté de mieux répartir le pouvoir et les responsabilités. La droite se prépare à abroger la loi de démocratisation du secteur public. Il y a donc mieux à faire que de s'empêcher sur les mots. Défendons les acquis de la précédente législature. Expliquons les lois Auroux. Montrons comment l'association des salariés à la vie des entreprises est un atout pour la France. Les valeurs qui nous inspirent sont gage d'efficacité alors qu'un pragmatisme sans principe déchirera notre société.

Les socialistes vont avoir l'occasion de faire avancer cette réflexion lors de leur prochaine convention nationale. Ils devront dire comment conjuguer le mouvement des idées avec l'expérience acquise au gouvernement et en tirer des conséquences pour le fonctionnement du PS. Cet aspect organisationnel — pour important qu'il soit — ne doit pas faire oublier que le Parti socialiste renforcera son image avant tout grâce à un discours clair, ouvert, et à des objectifs dépourvus d'ambiguïté.

Il serait dommage d'adopter une attitude timorée et de se figer sur des mots ou de se crispier sur des débats anciens. Le Parti socialiste est confronté à une crise de croissance ; il est normal qu'il approfondisse son identité.

(*) Ancien ministre.
(1) Extrait de la déclaration de principes du PS - 1971.
(2) Sondage SOFRES janvier 1985.

Les termes du débat

Le 22 mars dernier, M. Paul Quilès, ancien ministre de la défense et député socialiste de Paris, affirmait devant le comité directeur du parti : « Il faut abandonner un vocabulaire dépassé, dépasser les concepts peu adaptés à la réalité d'aujourd'hui : le front de classe, la rupture avec le capitalisme, l'autogestion, pour ne prendre que quelques exemples. Il faut aussi réviser la « déclaration de principe » du PS (...). Certaines utopies ne peuvent plus être brandies, même si elles étaient mobilisatrices avant 1981, parce que nous les avons confrontées à l'épreuve du pouvoir ».

Cette déclaration avait d'abord plus frappé les esprits que M. Quilès avait jusqu'alors l'image d'un « dur » du courant A. (Mitterrandiste) du PS, image qu'il s'était employé à rectifier dans un ouvrage paru pendant l'automne 1985 (1) : « La politique n'est pas ce que vous croyez » (Le Monde du 3 décembre 1985).

Interrogé sur cette déclaration le 24 mars à Franco-Inter, M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, avait affirmé : « Nous sommes décidés (...) à revoir un certain nombre de nos textes fondamentaux. Je ne pense pas, pour autant, que cela doive nous conduire à écarter trop vite un certain nombre de références et de valeurs qui, historiquement, ont construit le socialisme. Le débat sera libre ».

Le 27 avril à Elancourt (Yvelines), devant les élus de son courant, M. Michel Rocard mettait en garde le PS contre « ceux qui voudraient trop vite peut-être jeter le bébé avec l'eau du bain par un modernisme tous azimuts un peu trop généralisé ». Il ajoutait : « Même si, dans le souci de briser des tabous, la démarche peut être salutaire, quand j'entendais (...) Paul Quilès dire que nationalis-

tion, planification, autogestion sont autant de vieilles lunes, dont il est urgent de se débarrasser, il était peut-être un peu vite ».

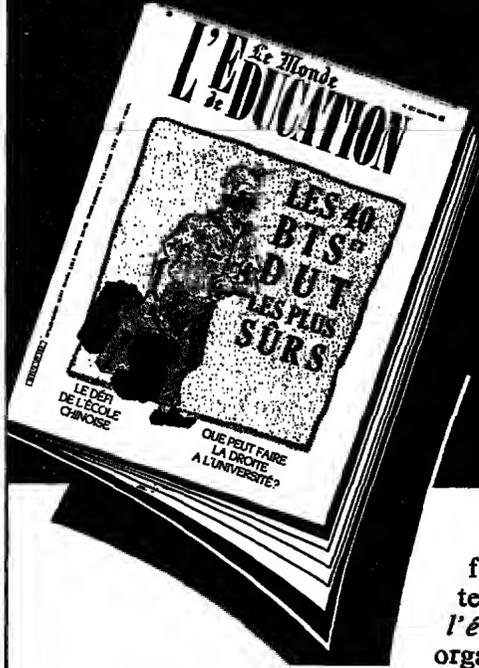
M. Quilès s'est étonné d'être ainsi mis en cause par M. Rocard, d'autant qu'il produisit une lettre dans laquelle l'ancien ministre de l'Agriculture lui écrivait notamment, le 24 mars, à propos de son intervention au comité directeur du 22 : « J'ai écarté ton intervention avec une très grande attention. Cela me fait plaisir de te dire (...) que j'étais en plein accord avec toi. C'est au prix d'un réexamen de nos façons d'être et de nos structures que nous serons capables d'accueillir et d'organiser ces remarquables hommes et femmes que nous avons électoralement perdus. J'espère vivement que les débats de ce comité directeur auront une suite, et je suis, pour ma part, très décidé à y contribuer dans la mesure que tu en décides, en souhaitant que cela ne provoque pas de clivages inutiles ».

De son côté, M. Quilès écrit dans « La politique n'est pas ce que vous croyez », à propos de M. Rocard : « Le Parti socialiste a vécu avant 1981. La tension entre la nécessité qu'il ressentait d'actualiser sa doctrine et ses impératifs tactiques. Antoine de François Mitterrand, nous étions persuadés qu'il fallait maintenir fermement l'ancrage à gauche du PS, sous peine d'ouvrir un espace au Parti communiste. Ce fut tout l'enjeu du congrès de Metz, en 1979. Certes, le discours modéré de Michel Rocard comportait des éléments pertinents sur l'évolution de la société française. Mais, s'il était devenu majoritaire au sein du Parti socialiste, la tâche des dirigeants communistes en aurait été facilitée, empêchant probablement la victoire en mai 1981 ».

(1) Ed. Robert Laffont.

EMPLOI

LES MEILLEURS BTS ET DUT



Les secteurs où l'on trouve le plus facilement un premier emploi; les formations qui offrent le plus de débouchés; le palmarès des sections de techniciens supérieurs des lycées. Une enquête minutieuse du Monde de l'éducation auprès des établissements scolaires et universitaires, des organisations professionnelles et des entreprises.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE : • Université : que peut faire la droite ? Va-t-elle abroger la loi Savary, introduire la sélection à l'entrée, accroître l'autonomie des universités ? • Les loisirs de nos grosses têtes : que font les élèves de Polytechnique, de l'ENA ou de Normale hors des amphes et tom de leurs livres ? • Les jeunes pirates d'ordinateurs. Ces gamins qui passent leur nuit pour s'introduire sur un programme ou pirater une disquette.

Numéro de mai, chez votre marchand de journaux



LE PARTI COMMUNISTE PENDANT LA GUERRE

Les demi-aveux d'une éminence grise

Une fois n'est pas coutume : un haut responsable du PCF fait son auto-critique, publiquement et surcroît. Il y a trois ans, Michel Fein...

mal de la Résistance après la disparition de Jean Moulin à Pâques 1943; Louis Gronwald, en contact avec Léopold Trepper (l'un des chefs de l'espionnage soviétique en Europe pendant la guerre) et chef de la MOI (Main-d'œuvre immigrée), qui regroupait les communistes étrangers en France, parmi lesquels Manouchian et ses camarades, Georges Beyer et Georges Beaufils, responsables du renseignement communiste, « branchés » sur les services soviétiques. Et surtout, régulièrement quoique indirectement, Jacques Duclos, grand patron du PCF en France pendant la guerre, mais aussi de longue date homme de confiance de l'Internationale communiste et des services de Staline au sein du PCF.

« Les besoins de la cause »

Jean Jérôme est l'un de ces grands commis du mouvement communiste stalinien : intelligent, sincère, très fidèle et dévoué corps et âme à la cause, prêt à « se salir les mains ». A une époque où le PCF n'est encore que la section française de l'Internationale communiste et où la plupart de ses dirigeants ont le sentiment d'appartenir à un grand parti mondial de la révolution, dirigé par Staline, Jérôme fait partie de ces hommes de confiance de Moscou qui se sont peu à peu intégrés dans les structures officielles du parti, mais placés dans des hiérarchies parallèles, supervisées en France par Eugène Fried (jusqu'en 1940) et J. Duclos, et chargés des affaires techniques et politiques délicates et comprometteuses.

An sein du PCF, comme dans chaque PC à l'époque, existe un appareil officiel et des militants parallèles les Soviétiques entretenaient des contacts privilégiés avec certains militants communistes qui sont dirigés et contrôlés par les services appropriés soit de l'Internationale, soit du renseignement militaire (le GRU), soit encore de la police politique soviétique (le NKVD - Générak - ancêtre du KGB - par exemple pour la chasse aux trotskistes ou anarchistes), soit encore du secrétariat particulier de Staline.

Pour « les besoins de la cause », c'est-à-dire, concrètement, dès 1929-1930 selon les ordres de Staline, les militants sont amenés à engager des actions que la morale réprouve, y compris la morale du militant communiste moyen : traiter avec des trafiquants d'armes, en 1936-1938, pour approvisionner le camp républicain espagnol ; monter des sociétés illégales campant diverses activités illégales ; négocier avec l'occupant la réparation légale de la presse communiste en été 1940 ; trafiquer pour alimenter les caisses du parti ; liquider des ennemis considérés comme traîtres ; entretenir des relations avec des services « ennemis » (par exemple, les gaullistes) ; faire du renseignement politique et militaire pour les Soviétiques ; trafiquer d'influences, etc. Bref, mettre en œuvre toutes les méthodes subver-

sives ou illégales commandées par la conduite de la révolution mondiale dirigée d'une main de fer par Staline.

De ces hommes, on sait peu de chose sans quand l'un d'eux se fait prendre, comme G. Beaufils arrêté en 1977 et condamné pour espionnage au profit de l'URSS ; sauf encore lorsque deux journalistes publient « Service B » : sauf, enfin, lorsqu'un de ces hommes de l'ombre, au crépuscule de sa vie, accepte de soulever un coin du voile. Jean Jérôme le fait souvent avec bonheur, parfois avec nostalgie, émotion ou humour, parlant sans réticence de ses anciens camarades - Marty, Tilloy, Lecœur - exclus avec fracas et depuis longtemps du PCF.

Revenant sur l'affaire Manouchian, il consacre un chapitre à « réhabiliter » Boris Holban, accusé à tort, selon lui, par Meline Manouchian d'avoir livré son mari à la

police. Il s'oppose ainsi formellement et avec force à l'un de ses propres camarades de parti, Arsène Tchakarian (4), et aussi à Philippe Robrieux (5), auteurs de deux ouvrages sur cette affaire.

Pendant, nous n'aurons pas la naïveté de croire que Jean Jérôme a dit « la vérité, toute la vérité ». Il reste encore très discret sur de nombreux points. S'il parle de « sources qui exigent des collaborateurs de grande confiance », il ne précise jamais les contours exacts de ce secteur. De même, il est trop peu bavard sur les questions financières, le marché noir à grande échelle que l'occupant et entre les deux zones, qui alimentaient les caisses du parti clandestin. Peu bavard encore sur la dissolution du PC polonais en 1938 et sur son passage probable, à ce moment-là, du PC polonais au PCF ; peu bavard sur le sort de certains de

ses camarades communistes juifs polonais, tel Joseph Epstein qu'il avait bien connu à la tête de la compagnie Franco-Navigation en 1937-1938, qui sera arrêté en même temps que Manouchian le 16 novembre 1943 et fusillé en avril 1944 ; peu bavard enfin sur le sort tragique de ses camarades, en particulier juifs, de la MOI, combattants d'Espagne et de la Résistance, qui, rentrés dans les pays de l'Est, y furent liquidés ou brisés par Staline. A cet égard, Jean Jérôme demeure un fidèle stalinien qui semble s'en tenir au principe que « mieux vaut se tromper avec le parti qu'avoir raison contre lui ».

Reste aussi à éclaircir les circonstances exactes de son incarcération entre le 14 avril 1943 et le 18 août 1944. Comment un juif polonais, responsable communiste de haut niveau, a-t-il pu échapper à la torture, à la déportation, à l'extor-

tion ? Les informations que livre Jean Jérôme à ce propos sont - presque - convaincantes, encore que la corruption de ses géoliers ait dû jouer un rôle plus décisif qu'il ne veut bien l'admettre. En dépit de ces lacunes, quelques-uns des aspects les plus secrets de l'histoire du PCF commencent à être éclairés d'une lueur faible mais suffisante pour qu'en soient saisis les traits essentiels.

STÉPHANE COURTOIS.

- (1) Jean Jérôme, La Part des hommes, Acropole, 1983. (2) Jean Jérôme, Les Clandestins, Acropole, 1986. (3) Roger Faligot, Rémi Kanfer, Service B, Fayard, 1985. (4) Arsène Tchakarian, Les Franco-Traîtres de l'Affiche rouge, Editions Messidor, 1986 (Le Monde du 19 février). (5) Philippe Robrieux, L'Affaire Manouchian, Fayard, 1986.

COUP DE FIL-COUP DE FILET. LE BONHEUR, C'EST SIMPLE COMME UN COUP DE FIL. TELECOMMUNICATIONS

Service B Il fut aussi une sorte de factotum, s'occupant de procurer des armes et des explosifs, aux groupes armés communistes, les FTP, ou d'organiser leur service de santé. Mieux, il fut l'homme chargé d'assurer les premiers contacts, précaux et délicats - dès le printemps 1942 - entre le PCF et les services gaullistes, en particulier avec le commandant Rémy. Il y réussira assez bien, obtenant de ces services parachutages d'armes et ressources financières pour les FTP.

Enfin et surtout, Jean Jérôme fut le plus haut responsable connu du service B, service de renseignement monté par les communistes dans la Résistance, qui travaillait tant pour le PCF que pour les Soviétiques. C'est Jean Jérôme qui en nomma les principaux responsables en zone nord et en zone sud. C'est lui qui contrôlait certains émetteurs-récepteurs susceptibles de communiquer avec Moscou. C'est lui encore qui était en contact avec des réseaux, vraisemblablement soviétiques, en Suisse. C'est lui toujours qui disposait dans les milieux allemands de Paris d'un agent, le Suisse Thiel Nohé, qui l'informait de l'imminence de l'attaque allemande contre l'URSS et lui facilitait l'obtention de matériel (papier, etc) pour ses imprimeries clandestines.

AIR CANADA ABORDE LES USA SOUS UN AUTRE ANGLE. DALLAS SAN FRANCISCO CHICAGO LOS ANGELES MIAMI. AIR Canada: l'autre façon d'aller aux USA. UNE BOUFFÉE D'AIR FRAIS. AIR CANADA

du débat... URS... T... T... T...

سكنا من الاجل

صحة من الالهي

société

BASÉS A MONT-DE-MARSAN

Des Mirage-IV modernisés sont dotés d'une nouvelle arme nucléaire

Des bombardiers stratégiques Mirage-IV stationnés à Mont-de-Marsan (Landes) prendront pour la première fois, à compter du 1^{er} mai, l'alerte nucléaire avec, sous le ventre, un missile air-sol à moyenne portée (l'ASMP), qui est le premier missile de croisière à vitesse supersonique utilisant un statoréacteur. Il s'agit là d'une étape importante dans la modernisation de ce qu'il est convenu d'appeler « la première génération » des forces aériennes stratégiques, les deux autres générations de la dissuasion étant les missiles de Haute-Provence et les sous-marins.

A Mont-de-Marsan a été constitué un premier escadron de six Mirage-IV porteurs, chacun, d'un missile ASMP. Un deuxième escadron sera basé, en décembre prochain, à Cazaux (Landes). Avec ces deux escadrons opérationnels, soit seize Mirage-IV lorsqu'ils seront au complet, et deux bombardiers affectés, en temps normal à l'entraînement des équipages, l'armée de l'air française devrait disposer, au total, de dix-huit Mirage-IV rendus capables de larguer leurs ASMP sur des objectifs terrestres.

C'est en 1978 que le programme Mirage-IV-ASMP a été lancé par M. Yvon Bourges, alors ministre de la défense. Les Mirage-IV, dotés d'une bombe nucléaire de 60 kilotonnes (soit trois fois la puissance de l'explosion de Hiroshima), étaient en service depuis 1964. Le projet a été d'en prolonger l'existence opérationnelle en modernisant l'avion et en l'armant au moyen d'un missile nucléaire d'une technologie radicalement nouvelle.

Des modifications importantes ont donc été apportées au Mirage-IV, principalement à son système de navigation et de bombardement, à l'ensemble de ses équipements électroniques et aux contre-mesures dont il est doté pour tromper les défenses adverses. Ainsi modernisé, le Mirage-IV, rebaptisé officiellement Mirage-IV P, pourrait demeurer en escadre jusqu'à après 1996.

Un missile supersonique

L'ASMP se présente, de son côté, comme un missile de croisière supersonique (il peut atteindre des vitesses de Mach 2 ou Mach 3 selon la configuration du vol), d'un diamètre de 30 centimètres (ce qui lui permet d'offrir une faible surface-radar à la détection adverse) et pesant environ 840 kilogrammes. Après son largage par l'avion porteur, un accélérateur à poudre donne au missile la vitesse suffisante pour l'allumage du statoréacteur à carburant liquide (kérosène) qui imprime, ensuite, sa vitesse définitive à l'ASMP. Selon qu'il est lancé à basse altitude ou à haute altitude, l'ASMP atteint des objectifs au sol à une distance de 100 ou 300 kilomètres. Il est armé d'une charge de 300 kilotonnes (quinze fois la puissance sur Hiroshima).

En tirant ainsi à distance son ASMP, le Mirage-IV demeure éloigné des moyens de détection et d'interception de l'adversaire, c'est-à-dire que le tir de son missile de croisière renforce ses capacités de pénétration. Grâce aux appareils de ravitaillement en vol C-135, le bombardier peut par-

courir jusqu'à 4 000 kilomètres pour remplir sa mission de frappe stratégique.

Les Mirage-IV ne seront pas les seuls avions français à transporter l'ASMP. Les Mirage-2000 de l'armée de l'air et les Super-Etendard de l'aéronavale en seront ultérieurement équipés pour des missions préstratégiques (ou tactiques) sur des cibles militaires, terrestres ou navales, en territoire adverse.

A partir de 1988, cinq escadrons de Mirage-2000, c'est-à-dire de l'ordre de soixante-quinze appareils, recevront le nouveau missile et, après la mi-1990, deux flottilles de Super-Etendard, soit environ vingt-quatre appareils qui pourront être embarqués sur le porte-avions Foch, en seront également dotés. Ce qui a impliqué la production en série de plus d'une centaine de missiles ASMP et de charges nucléaires adaptées.

Mais, en réalité, ce seront plus de cent dix Mirage-2000 (la version biplace dite N) et plus de cinquante Super-Etendard qui, entre-temps, auront été transformés pour l'emport de l'ASMP.

Ces moyens relient, comme le missile sol-sol Pluton de l'armée de terre et, après 1991, son successeur, le missile Hadès, de l'arsenal nucléaire tactique contre des cibles militaires. A la différence du Mirage-IV qui, comme les missiles du plateau d'Albion et les sous-marins stratégiques, s'en prendrait à des objectifs démographiques ou économiques. Cependant, le rayon d'action du Mirage-2000, lorsqu'il est ravitaillé en vol, en fait un avion capable de parcourir jusqu'à 3 000 kilomètres. C'est-à-dire qu'il remplacera peu à peu le Mirage-IV.

L'aéronavale au féminin

L'aéronavale française compte désormais une femme-pilote, l'enseignante de vaisseau Christine Clément, née Bretonne de vingt-six ans, native de Morlaix, et entrée dans la marine en 1982. Elle vient de recevoir son brevet des mains du contre-amiral Josuïa de Noray, commandant l'aviation de patrouille maritime, à la base aéronavale de Lanu-Bihoué (Morbihan).

L'enseignante de vaisseau Clément compte aujourd'hui deux cents heures de vol effectuées successivement à partir des bases aéronavales de Rochefort-sur-Mer, Cognac et Lanu-Bihoué. Sa formation s'achèvera prochainement à l'escadille d'Aspretto, en Corse, pour un cycle de perfectionnement à l'issue duquel elle recevra sa première affectation en escadille opérationnelle.

L'armée de l'air compte déjà quelques femmes-pilotes, que Christine Clément souhaiterait rencontrer

un jour. L'autre souhait du premier officier féminin de l'aéronavale française est de voir la marine nationale modifier le règlement excluant les femmes-pilotes des formations de combat. En attendant, l'enseignante de vaisseau Clément fera au-dessus des océans de la surveillance des côtes, de la patrouille de sécurité, de la recherche de navires en détresse, du repérage de naufragés.

LES ÉTUDIANTS ET LA RÉFORME DES UNIVERSITÉS

UNEF : non aux inégalités géographiques

De notre correspondant

Limoges. - C'est dans une atmosphère assez morose que l'UNEF-Solidarité étudiante a tenu son seizième et onzième congrès national à Limoges du 1^{er} au 4 mai. « Nous nous heurtons à des difficultés, le mouvement de décentralisation est réel », a souligné M. Régis Piquemal, président sortant qui a été remplacé à l'issue du congrès par M. Patrice Leclerc, étudiant en histoire à Nanterre. Les dernières élections étudiantes qui se sont déroulées au début de l'année dans la moitié des universités ont fait apparaître un recul sensible de l'UNEF-SE (animée par des étudiants communistes) par rapport à sa rivale, l'UNEF-ID (indépendante et démocratique), plus proche des socialistes, surtout depuis sa « détroisième » (voir le Monde du 25 avril). La première n'a réuni en effet que 21 % des suffrages contre 37 % à l'UNEF-ID.

Le congrès a mis en garde contre le renforcement des courants libéraux qui ont le vent en poupe depuis le 16 mars dernier. On va, a affirmé Régis Piquemal, vers une « universalité à deux vitesses » accentuant les « inégalités géographiques » et la « ségrégation sociale dont l'université n'est jamais vraiment venue à bout ».

L'UNEF-SE espère donc se remuer en « replaçant le syndicalisme au cœur des études » et en relançant des actions concrètes, en particulier contre l'alourdissement du coût des études. Alors que les droits d'inscription sont actuellement de 330 francs, certains universités « anticipent sur les projets du gouvernement et envisagent de les faire passer à 3 000 ou

4 000 francs ». Il s'agit là, estime l'UNEF, d'un terrain de lutte sur lequel il est possible de mobiliser efficacement les étudiants comme le montrent des mouvements récents, notamment à Aix-en-Provence.

SELF : VIVE L'AUTONOMIE !

Réunis le 4 mai dernier en conseil national, les étudiants du Cercle des étudiants libéraux de France (SELF) ont réaffirmé leur volonté d'œuvrer à une réforme radicale de l'Université. Contre « l'université à l'emporte », « l'âge des universitaires, anciens des dirigeants centralisés à outrance et assés pour toutes ses activités », ils prônent des universités de « troisième type » gérées comme des entreprises et bénéficiant d'une totale autonomie statutaire, financière et pédagogique.

Pour M. Jean Robello, président du SELF, « avec l'autonomie, exit la politique universitaire et vive les politiques universitaires, soixante-douze au total, une pour chaque université », concurrentes et décentralisées.

Le SELF, qui a réuni environ 3 % des voix lors des élections étudiantes du début de l'année, a reçu les encouragements de M. Jacques Bourquier, président de Paris-IV et leader du mouvement des étudiants d'université-libérales. Il s'est lui aussi prononcé pour une complète autonomie des universités, ajoutant qu'à terme une telle évolution devrait mener à la privatisation de l'enseignement supérieur.

Nouvelles brèves

● Un mort et un disparu au large de Dieppe. - Un pêcheur est mort noyé et un autre est porté disparu après le naufrage d'un bateau de pêche, le Benjamin, qui était parti, dimanche 4 mai à 5 heures, de Hautot-sur-Mer (Seine-Maritime) avec trois hommes à bord.

Les sauveteurs ont repêché Yannik Demex, vingt-neuf ans, qui est mort peu après, alors que son frère Bruno Demex, vingt-sept ans, patron pêcheur habitant à Veureuil-sur-Mer, a survécu. Hospitalisé en état de choc à Dieppe, celui-ci était incapable, dimanche, d'expliquer le naufrage du Benjamin. Le troisième homme d'équipage, Jean-Claude Jambert, quarante-sept ans, a été porté disparu.

● Mort d'un alpiniste dans les Pyrénées. - Un alpiniste a trouvé la mort vendredi au cours d'une ascension dans le massif du Balaitous (Hautes-Pyrénées). Louis Verdoux, trente-sept ans, demeurant à Horgues (Hautes-Pyrénées), a dérivé et fait une chute d'environ 250 m. Il a été tué sur le coup. Son compagnon, Claude Barouquet-Floch, cinquante-cinq ans, de Soules (Hautes-Pyrénées), a été hospitalisé à Lourdes.

● Accident de plongée au large d'Antibes : deux morts. - Les corps de deux plongeurs sous-marins ont été repêchés, dimanche 4 mai, au large d'Antibes (Alpes-Maritimes). Il s'agit de Denis Crovati, trente-sept ans, de Paris, et Gilles Chauvin, trente ans, de Villars-sur-Mer (Haute-Normandie), membres de l'association sportive « DE LA BREVET » expliquant leur fatalité sous-marine de la côte antillaise.

● Explosion criminelle d'origine discothèque de Marseille. - Dix clients d'une discothèque d'Avignon (Marseille) ont été blessés, dont un grièvement, par une explosion d'origine criminelle dans la nuit du 3 au 4 mai. La charge, de faible puissance, avait été déposée devant la porte de l'établissement tenu par un conseiller municipal de la commune. Elle a explosé à 0 h 15 alors que trois cents danseurs se trouvaient dans la salle.

ENFANCE

Inculpation de deux militants de la condition paternelle

Deux militants du Mouvement de la condition paternelle (MCP), MM. Christian Rimbart et Pascal Jouanneau, viennent d'être inculpés par le juge d'instruction parisien, M. Jean-Pierre Gette, de « complicité d'enlèvement de mineur de moins de quinze ans ». MM. Rimbart et Jouanneau auraient hébergé M. Hervé Lair, alors que celui-ci venait d'enlever sa fille, Amandine (le Monde du 26 février), dont la garde était confiée à la mère, Claudine Corel. M. Lair fait actuellement l'objet d'un mandat d'arrêt pour « violence et voies de fait avec préméditation et guet-apens sur mineure de moins de quinze ans et sur sa femme ». Trois autres militants du MCP étaient déjà inculpés pour complicité dans cette même affaire.

ENVIRONNEMENT

La Chine sous les pluies acides

Les dommages causés par les pluies acides menacent de s'étendre aux pays en voie de développement à mesure que progresse leur industrialisation. Cet avertissement a été lancé par le Fonds mondial pour la nature (WWF) à l'occasion de la Semaine internationale contre les pluies acides qui se tient à Glend, en Suisse. On parle déjà de pluies acides en Chine et au Brésil. Après les eaux et les forêts européennes, ce sont donc les forêts tropicales qui seraient menacées. Le directeur général du Fonds a appelé les gouvernements à respecter la convention de l'ONU sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance.

PARIS

Huit millions de contraventions

Avec plus de huit millions de contraventions dont 93 % pour stationnement illicite, les automobilistes français ont été punis en 1985 tous les jours de leur véhicule. Cent mille véhicules sont constamment en stationnement irrégulier et, malgré un fichier des PV géré par ordinateur, 30 % des amendes demeurent impayées. La police est-elle trop sévère ? Répondant récemment à cette question au cours d'une conférence de presse, M. Jacques Chirac, maire de Paris, s'est nettement démarqué de ceux des élus de la capitale qui réclament plus de mansuétude. « En matière de circulation, a-t-il dit, Paris est sur le fil du rasoir. Il faut donc faire respecter la discipline en matière de stationnement. Sinon nous arriverions au blocage, et les protestations seraient encore plus véhémentes. »

RELIGION

Dom Helder dans les prisons de Lyon

En visite en France, Dom Helder Camara, ancien archevêque de Recife (dans le Nordeste au Brésil), s'est rendu, samedi 3 mai, dans deux prisons de Lyon, Saint-Paul et Saint-Joseph. Il s'est particulièrement intéressé au sort des mineurs incarcérés - ils sont une centaine à Saint-Joseph. - soulignant combien l'emprisonnement d'un enfant était « difficile à admettre ». Tirant les leçons de cette visite faite sous la conduite du directeur des prisons de Lyon, M. Jacques Deguerre, l'évêque brésilien a ajouté : « Je suis convaincu que nous, les croyants, nous avons besoin de connaître les prisonniers pour aider la société et avoir une vision plus juste de ceux qui sont là ». Ce séjour d'une semaine en France a conduit Helder Camara dans la diocèse d'Arles, à Taisé et à la paroisse Notre-Dame du Travail à Paris (quatorzième arrondissement), où il a célébré la messe du 1^{er} mai.

TOURISME

Nuits américaines

L'association Tradition hôtelière-française qui regroupe trois chaînes - Franco-Accueil, Mispotel et Hôtels Châteaux - redoute que les nouvelles attractions de réservation par la clientèle américaine se traduisent par une perte de 700 000 nuits d'hôtel et de 500 millions de francs de chiffre d'affaires. L'association représentant 465 établissements et 17 400 chambres (du 2 au 4 étoiles) a estimé, samedi 3 mai dans un communiqué, que « les faits étaient préoccupants » et évoqué la possibilité de licencier du personnel. A son avis, « le gouvernement a des mesures d'urgence à prendre pour éviter aux PME de l'hôtellerie d'être asphyxiées et de devoir débaucher. » (AFP).

Un supplément de 12 pages sur les événements du Festival

SPÉCIAL CANNES

- Sondage : les Français et le cinéma
- Polanski et ses « Pirates »
 - Entretien avec Martin Scorsese
 - Portrait de Menahem Golan et de Yoram Globus, les producteurs vedettes de Hollywood
 - La sélection française
 - Les nouvelles stars de Hollywood
 - Les coproductions internationales

Le Monde

TOUT LE FESTIVAL AVANT LE FESTIVAL
Supplément gratuit mercredi 7 mai daté jeudi 8 mai

De perfectionnement, en apprentissage, la langue est possible en anglais

LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC

cours avec applications en français
 Documentation gratuite
 ÉDITIONS DISQUES BBC
 8, rue de Belfort - 75008 Paris

SCENES PO. Préparations

Documentation sur demande

- Stage intensif d'été
- Stage annuel
- Stage parallèle

IPEC Enseignement supérieur privé

44, bd Saint-Michel, Paris 6^e
Téléphone : 01 42 33 81 33 / 42 33 82 71

C'est bien le premier mois de Mai qui me réconcilie avec la société de consommation.



2550^F
CANAPE KLIPPAN
Housse Hallsta

Certains auront mis l'accent sur le fait que le mois de mai est le meilleur pour raler contre la société de consommation. Ce qui est vrai, mais le mieux était de la consommer. Il faut dire que moi-même, sur ce sujet, affalé dans un confortable canapé, j'ai eu le temps de réfléchir. Ça aide. Et puis un prix comme ça, c'est quand même pas mal. Un joli pavé dans un secteur où généralement les choses ne sont pas données. Ce n'est pas le seul:

Le mois de mai, chez IKEA, a toujours été particulièrement constructif.

Ils sont fous ces Suédois



IKEA PARIS NORD II - RUE DES BUTTES, ZAC PARIS NORD II - RESTAURANT PARADIS D'ENFANTS - HORAIRES DES 5 PREMIERS JOURS D'OUVERTURE - MER 7/06: 9H-21H - JEU 8-VEN 9: 10H-21H - SAM 10-DIM 11/05: 10H-20H. FERMÉ LE LUNDI.
IKEA EVRY - AUTOROUTE A 6 SORTIE EVRY LISSES. IKEA LYON - CITE GAL DU GRAND VIE VAULX-EN-VILAIN. IKEA VITROLLES - RN 113 QUARTIER DU GRIFFON.

صكذامن الاحل

... UNIVERS
... géographiques
... VIVE L'AUTONOME
... Nouvelles brèves
... SCIENCES PO
... Preparations
... PEC

LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

49 000 personnes ont été évacuées

Le ministre de la Santé, M. Egor Gatchev, et le président du conseil soviétique, M. Nicolai Rykov, ont visité la centrale nucléaire de Tchernobyl en Ukraine, vendredi 2 mai, une semaine après l'accident. Celui-ci aurait provoqué, selon les derniers chiffres publiés par Moscou, la mort de deux personnes, et, parmi les blessés, 148 personnes seraient encore hospitalisées, dont 18 dans un état grave.

M. Boris Eltsine, chef du Parti communiste pour Moscou, a fait état, pour sa part, de 20 à 25 personnes gravement blessées et signalé que 49 000 personnes ont été évacuées des alentours de la centrale.

« Nos adversaires idéologiques, a dit M. Eltsine, intervenant au cours du congrès du Parti communiste allemand, ne manquent pas l'occasion d'organiser de nouvelles campagnes contre l'URSS (...) et attendent une nouvelle fois l'opportunité soviétique. » « Je peux déclarer en toute responsabilité, a-t-il

déclaré que le gouvernement fait tout pour supprimer les suites de l'accident. »

L'agence Tass a affirmé de son côté que « les mass media occidentaux répandent des mensonges au sujet de l'accident de la centrale de Tchernobyl », et M. Georgi Arbatov, membre du comité central du PCUS, a accusé les Etats-Unis d'utiliser la catastrophe comme prétexte pour torpiller les pourparlers sur les armements, et le président Reagan d'avoir organisé une campagne visant à discréditer l'URSS. Mais, a-t-il ajouté, les informations sur l'accident « n'ont peut-être pas été communiquées aussi vite que certaines personnes l'auraient voulu ».

Pour la première fois depuis l'accident survenu dans la centrale, le 25 avril, l'Union soviétique a d'autre part ouvert ses portes à une personnalité étrangère. Son gouvernement a invité le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique

(AIEA), M. Hans Blix, à se rendre à Moscou, où il devait arriver lundi 5 mai. En outre, bien que l'agence Tass réaffirme que l'URSS « satisfait, à l'heure actuelle, par ses propres moyens ses besoins essentiels », une équipe de médecins américains spécialistes des rayonnements ionisants a été autorisée à se rendre à Moscou pour mesurer la radioactivité de l'air et des aliments, et pour examiner les resorts américains.

En Europe occidentale, où le taux de radioactivité dans l'atmosphère continue à baisser, l'accident de Tchernobyl alimente toujours réactions et commentaires. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a estimé dimanche que l'on devait « renforcer les procédures de l'AIEA ». « Tout le monde pourrait se mettre d'accord sur des normes et des procédures à adopter dans l'éventualité d'un accident », a-t-il ajouté.

En Allemagne fédérale, où plusieurs milliers de pacifistes et d'écologistes ont manifesté dans tout le pays, samedi, pour réclamer l'arrêt immédiat des centrales nucléaires allemandes, le gouvernement envisage de demander des dommages et intérêts à l'Union soviétique pour les préjudices causés aux agriculteurs par la catastrophe de Tchernobyl.

En France, M. Haroun Tizoff, ancien secrétaire d'Etat à la prévention des risques naturels et technologiques majeurs, a demandé la création rapide d'un secrétariat général à la défense civile. De leur côté, les « Verts » dénoncent le « silence » des autorités françaises.

Des responsables des pays membres de la Communauté européenne devraient par ailleurs se réunir, lundi, à Bruxelles pour discuter des importations venant d'Europe de l'Est et des exportations vers ces pays.

Une région agricole stratégique

Un nuage radioactif sur l'Ukraine... et les cours de la Bourse aux grains de Chicago comme ceux du sucre au marché de Londres s'envolent. C'est que l'Ukraine est le véritable grenier agricole de l'URSS. Mais l'incertitude qui règne quant aux conséquences de l'accident nucléaire de Tchernobyl et surtout l'ampleur des stocks céréaliers dans un marché déprimé ont fait baisser la fièvre des spéculateurs. Même si, comme le déclarait avec hâte un expert du département américain de l'Agriculture, 10 % de la récolte de blé de l'Union soviétique - soit la moitié de celle de l'Ukraine - pouvaient être affectés, cela représenterait l'équivalent de la progression du stock mondial attendue à la fin de la campagne en cours. Autrement dit, si l'URSS redevenait subitement acheteuse sur le marché (1), cela porterait le niveau du commerce mondial et celui des stocks à la hauteur qu'ils avaient à la fin de la campagne 1984-1985, ce qui n'est pas assez pour relancer le marché.

Il n'empêche que les effets à moyen et long terme des retombées radioactives sur les terres agricoles et dans l'eau qui, pour une large part, sert à l'irrigation peuvent être inquiétants, même si l'on n'est pas en mesure aujourd'hui de les préciser (le Monde du 3 mai). Sous l'effet des vents, il n'est pas exclu que la Biélorussie et la Pologne soient aussi concernées. Selon la version officielle, dans un rayon de 100 kilomètres autour du lieu d'émission, tout fonctionnerait normalement. Le 1^{er} mai, la télévision soviétique à Moscou montrait des baigneurs dans la Dniepr et des paysans aux champs :

c'est la pleine époque des semailles. Si pollution il y a, elle n'apparaîtra qu'en juillet, lors de la récolte des premières céréales. Par contre, les animaux d'élevage commencent à brouter l'herbe de printemps.

Tchernobyl est située au nord de Kiev et de l'Ukraine, à la limite de la Biélorussie, république agricole nettement moins productive que l'Ukraine (2). L'Ukraine est comparable à la France par la surface (80 millions d'hectares), par le nombre d'habitants (51 millions), par la diversité des activités agricoles : elle fournit entre le cinquième et le quart des denrées agro-alimentaires de l'URSS.

Elle connaît un rythme de développement annuel comparable à l'ensemble du pays, c'est-à-dire, après une forte croissance dans les années 60, une tendance au ralentissement depuis 1976. Elle bénéficie cependant d'un potentiel agronomique important, avec la prédominance des terres brunes, mais avec un facteur défavorable courant en URSS : l'eau. La pluviométrie atteint 450 mm dans l'ouest et le nord, mais tombe à 300 et moins dans le sud, soit 100 mm de moins que dans le Midwest américain. Depuis une quinzaine d'années, la République a fait un gros effort d'irrigation. Le pourcentage des terres agricoles irriguées y est plus important que dans le reste du pays : 5,4 % contre 3,4 %. On y obtient ainsi des rendements en blé de 40 quintaux à l'hectare en culture

irriguée, contre 22 à 23 quintaux en culture sèche, ce qui est déjà mieux que la moyenne soviétique (16 à 17 quintaux). Cet avantage comparatif des régions agricoles tradition-

nelles va prendre plus d'importance encore maintenant que les gigantesques programmes d'irrigation de la partie européenne de l'URSS et de l'Asie centrale par le détournement des fleuves tels que l'Ob et l'Irtich vers le sud sont mis en sommeil.

Autre élément de comparaison pour illustrer cette intensification : les terres agricoles au sens large englobant les parcours représentent en URSS 1 061 millions d'hectares et les terres cultivées (semences, prairies artificielles et permanentes) 557 millions d'hectares, soit 53 %. En Ukraine, l'équivalent est respectivement de 48 et 42 millions d'hectares, soit 87 % de terres agricoles effectivement cultivées.

La République présente des différences naturelles internes. L'ouest et

le sud-ouest (Lvov, Rovno, Jitomir) perpétuent une tradition paysanne de type centre-européen. Cette permanence de traits paysans est marquée dans l'ensemble de la République par deux caractéristiques : l'importance des lopins individuels et la part des kolkhozes. Pour l'ensemble de l'URSS, ces lopins représentant 0,7 % de la surface des kolkhozes et 1,2 % de celle des sovkhozes. Pour l'Ukraine, on obtient respectivement 4,5 % et 6 %. Alors que les sovkhozes s'étendent sur 89 % des terres cultivées en URSS et les kolkhozes sur 31 %, la proportion est inversée en Ukraine : 24 % pour les sovkhozes et 74 % pour les kolkhozes. Cela s'explique par l'ancienneté et le densité de l'occupation des terres, alors que les sovkhozes ont surtout été créés sur des terres vierges.

Spécialisation sucrière

Cette région est spécialisée depuis fort longtemps dans la production de betteraves à sucre avec un rendement de 24,8 tonnes à l'hectare contre 20 tonnes pour l'URSS. D'ailleurs l'Ukraine fournit à elle seule 80 % de la production nationale de sucre. Autres spécialités : le lait et l'élevage porcin. Dans l'est de la République, dans les bassins de Dniepr et du Don, la tradition est surtout, depuis Staline, industrielle. C'est une zone plus aride, et l'on y cultive surtout le tournesol.

On retrouve cette culture plus au sud, dans la région de Sébastopol et de la mer Noire, et dans l'ensemble de la République sa production représente 40 % de celle de l'URSS. Le sud, c'est aussi la région des vins, des fruits et des légumes. L'extension rapide du vignoble en Azerbaïdjan, en Géorgie et dans le nord du Caucase tend à réduire l'importance relative des vins ukrainiens (14 % aujourd'hui).

Les autres points forts de la République sont naturellement les céréales, sur lesquelles l'Union soviétique ne publie plus de statistiques depuis 1980. La récolte était alors en Ukraine de 38 millions de tonnes dont 21 de blé, sur une production soviétique de 190 millions de tonnes dont 100 de blé. L'Ukraine cultive surtout des blés d'hiver dont les rendements sont nettement supérieurs aux blés de printemps (jusqu'à double).

Les pommes de terre (27 % de la production nationale) sont aussi une spécialité, surtout dans l'Ukraine occidentale. Enfin les rendements laitiers sont supérieurs à la moyenne nationale : 2462 litres par vache et par an contre 2361. Mais ce score qui permet de fournir 23 % du lait soviétique, est nettement inférieur à celui de l'Estonie, où l'on atteint 3701 litres.

La production agricole de l'Ukraine est accompagnée par un important complexe agro-industriel, mais les résultats enregistrés par le grain de l'URSS ne doivent pas faire oublier le dysfonctionnement traditionnel de l'économie agricole, aux « causes multiples », et dont l'Ukraine n'est pas exempte.

JACQUES GRALL

Panique générale en Italie

De notre correspondant

Rome. — Dans la récente affaire du « vin au méthanol » les autorités n'avaient commencé à prendre des mesures pour la santé publique qu'après qu'une quinzaine de personnes furent mortes. Sans doute préoccupés de ne pas donner une nouvelle fois prise à l'acousation d'incertitude, les pouvoirs publics ont annoncé, face au danger de radioactivité venu de Tchernobyl, des mesures dépassant largement celles prises dans les pays voisins à situation équivalente. Tout est précisant en effet que la population ne courait aucun risque, le ministre de la Santé, M. Costante Degan, a décidé en fin de semaine l'interdiction pour quinze jours de consommation de salades et autres « légumes à feuilles », ainsi que de celle de lait frais. Le ministre de la protection civile, pour sa part, n'avait jugé nécessaire de conseiller la limitation de ces mêmes produits — notamment tout ce qui concerne la consommation de lait frais par les enfants de moins de dix ans et les femmes enceintes.

Cette escalade entre services a plutôt contribué à diffuser dans le pays un sentiment d'inquiétude qu'à rassurer. La presse, il est vrai, toujours portée à l'extrême dramatisation, en fait foi : « Pluie nucléaire,

Incidents cachés

Dans son édition du 4 mai, The Observer révèle que, le 31 mars dernier, une fuite de gaz radioactif a eu lieu dans une centrale située au sud-est de Londres et que la Compagnie nationale d'électricité britannique (CEGB) n'a pas cru bon d'avertir les populations environnantes. Cet oubli est d'autant plus regrettable, note The Observer, que les autorités britanniques ont affirmé, après l'accident de la centrale soviétique de Tchernobyl, que la Grande-Bretagne n'avait rien à cacher en matière d'industrie nucléaire civile.

Certes, reconnaît The Observer, l'incident qui a frappé une des trois tranches de la centrale nucléaire de Dungeness, et qui a donné lieu à une fuite d'environ 500 kilogrammes de gaz légèrement radioactif, n'a pas causé de dommages graves à l'environnement. D'autre part, le relâchement accidentel de ces gaz radioactifs qui servent au refroidissement du cœur de ce réacteur à eau pressurisée de 275 mégawatts n'a pas provoqué de nuage polluant. Mais l'attitude de la CEGB dans cette affaire ressemble fort à celle qui prévalait dans les années 70 en

Europe, et même en France, à savoir une politique du secret.

Les autorités américaines avaient fait preuve, au moment de l'accident de la centrale de Three Mile Island (Pennsylvanie), d'une plus grande liberté d'information. Cependant, selon un membre du Congrès et des représentants du groupe anti-nucléaire Critical Mass Energy Project, animé par le défenseur des consommateurs, Ralph Nader, les incidents se multiplieraient dans les centrales nucléaires américaines. De 2 310 en 1979, ils seraient passés à 5 060 en 1983.

Mais, affirme Critical Mass, du fait du nouveau système de compensation mis en place par la Nuclear Regulatory Commission (NRC), la moitié seulement des incidents seraient enregistrés. N'auraient donc été signalés que 2 417 incidents en 1984, et 2 974 en 1985. Toutefois, affirme le mouvement anti-nucléaire, chaque centrale américaine connaît, en moyenne, 13 % d'incidents de plus en 1984, et, ajoute-t-il, il existe 46 % de chances pour que le cœur d'une centrale nucléaire américaine fonde partiellement l'ici à l'an 2 000, comme ce fut le cas à Three Mile Island.

**SCHERCHEN
OU LA
MODERNITÉ**

Le Monde de la
MUSIQUE

Hermann Scherchen, l'un des musiciens les plus singuliers du XX^e siècle, ne s'est pas contenté d'être un chef d'orchestre hors du commun. Militant des combats les plus difficiles, en faveur de Schoenberg, Varèse ou Nono, son activité pour la musique de son temps fut considérable et déterminante. Le Monde de la Musique publie en avant-première quelques extraits de la récente traduction de son traité de direction d'orchestre. Nella Anfosso, la passionaria du chant baroque, vient de donner quatre récitals à Paris. Elle nous confie son opinion sur la voix de fausset, les hautes-contre et contre-ténors, et nous explique pourquoi les femmes sont les héritières légitimes

du répertoire des castrats. Au Festival du son et de l'image vidéo, ainsi qu'aux Journées de la haute-fidélité, l'innovation a cédé la place à la maturité technique. Le Monde de la Musique vous guide dans le choix de vos nouvelles acquisitions. Enfin, le Monde de la Musique a rencontré Robert Altman, le cinéaste américain qui met en scène à l'Opéra de Lille le « Rake's Progress » de Stravinsky ; la danseuse Sylvie Guillem, qui confie : « Pour une étoile, danser n'est pas un métier, c'est un destin » ; et un Serge Gainsbourg inconnu, qui parle de Ravel, de Berg et de Bartok.

Le Monde de la Musique
de mai. 22 F chez votre marchand de journaux

**Le Monde de la
MUSIQUE**
Télérama

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
MÉDECINE

سكزا من الاصل

SCIENCES

APRÈS L'EXPLOSION D'UN LANCEUR DELTA

Les satellites américains cloués au sol

Une fusée américaine Delta, porteuse d'un satellite GOES d'observation météorologique, a explosé quatre-vingt-neuf secondes après son lancement, dimanche 4 mai à 0 h 20 (heure française). Le moteur principal de l'engin, qui consomme un mélange de pépérols liquides, s'est arrêté de manière encore inexplicable. Le lanceur, devenu ingouvernable, et qui pouvait retomber sur une zone habitée, a été détruit sur ordre du sol, ainsi que le satellite de 7,5 millions de dollars qu'il transportait. Une commission d'enquête a été nommée, qui sera présidée par le contre-amiral Richard Truly, administrateur associé de la NASA.

Après l'explosion de Challenger et la mort de sept astronautes le 28 janvier dernier, après l'échec d'une fusée Titan porteuse d'un satellite militaire le 16 avril, ce nouveau coup dur vient enlever aux responsables des programmes spatiaux américains l'un des seuls moyens de lancement dont ils disposaient encore. La NASA ne peut plus compter sur les navettes, clouées au sol dans l'attente des résultats d'une enquête qui se prolonge. Des prévisions officieuses indiquent qu'une mission de redémarrage pourrait éventuellement intervenir en février prochain, mais plus probablement seulement en été 1987. Elle sera de toute manière suivie d'un arrêt de trois mois pour inspection approfondie de tous les composants du système de transport spatial.

De leur côté, les militaires ne peuvent plus programmer des tirs de Titan, ces fusées, pourtant très fiables dans le passé, ayant elles aussi besoin de sérieux contrôles.

Quarante-trois succès consécutifs

Le planning officiel était donc spectaculaire : trois tirs de lanceurs Delta, pour mettre en orbite deux satellites géostationnaires de météorologie, ainsi qu'un satellite militaire apparemment porteur d'expériences préparatoires pour l'IDS (initiative de défense stratégique) ; deux lancements d'Atlas-Centaur pour placer en orbite des satellites de communications destinés à la marine améri-

caine. Soit cinq tirs seulement pour 1986, un étiage qui ramenait la NASA au début des années 60.

On moins pouvait-on envisager ce calendrier avec confiance. Si la navette est un engin qu'on peut encore juger expérimental, si les spécialistes estimaient que la NASA en faisait un peu trop en promenant à bord d'un engin fragile des sénateurs ou des enseignants, ils accordent une entière confiance à l'Atlas-Centaur, et surtout au Delta. Ce dernier est un lanceur éprouvé : le dernier échec remonte à septembre 1977, et il a été suivi de quarante-trois succès. L'échec du tir de dimanche tombe donc au plus mauvais moment, et la détermination affichée par le président Reagan, assurant depuis Tokyo sa volonté de poursuivre le pro-

gramme prévu, sera peut-être insuffisante pour faire taire les critiques de plus en plus nombreuses portées contre l'industrie aérospatiale en général et la NASA en particulier.

La loi des séries est une explication un peu facile, et l'on peut se demander si l'échec des Titan, puis celui du Delta ne viennent pas à dédai de la NASA à long terme affiché pour les lanceurs non récupérables, de son choix du « tout navette ». Les meilleures équipes ont été évidemment dirigées vers la préparation et les lancements de navettes, et ceux qui s'occupaient des fusées accordaient sans doute moins de soin à des engins en voie d'extinction. Car l'échec du Delta ne peut certainement pas être attribué à un défaut de jeunesse, à une mauvaise conception. Si un lanceur est au point, c'est bien celui-là.

Mais le fonctionnement d'un moteur de fusée reste un petit miracle d'équilibre et exige beaucoup de soin dans la préparation du tir.

Les Etats-Unis commencent peut-être à payer leur volonté d'aller très vite, voire de brûler les étapes. Hier, ils voulaient construire de gigantesques satellites captant l'énergie du soleil. Aujourd'hui, ils décident de se doter d'un système de défense spatial que tous les scientifiques jugent aux limites du réalisme. Mais ils ont un peu oublié les bases : la minutieuse mise au point des engins, qui, même s'ils sont de technologie éprouvée, doivent faire l'objet de contrôles serrés si l'on veut pouvoir compter sur eux.

MAURICE ARVONNY.

Le grain de sable

Alors que les nuages de particules radioactives libérés, il y a dix jours, par la centrale de Tchernobyl semblent se dissiper, ce sont les Etats-Unis qui sont à leur tour victimes de la technologie. L'échec du tir d'une fusée Delta, le samedi 3 mai, est beaucoup moins catastrophique puisqu'il n'a fait aucune victime. Il n'en porta pas moins un nouveau coup au programme spatial américain.

Sans vouloir mettre sur le même plan deux événements qui ne sont en rien comparables, on peut constater que ces « pépins » affectant des technologies complexes, que l'on aurait pu croire parfaitement rodées et qui soulèvent révéler leurs faiblesses. Dans l'un et l'autre cas, une machine semble s'être grippée.

Ces accidents surviennent à un moment où les activités du nucléaire, comme celles du spatial, s'étaient banalisées et devenaient, pensait-on, presque sans danger. Une fois passées les longues années de mise au point, une fois dominées les angoisses des « premières » - première divergence d'un réacteur, premier vol d'une navette, - tout sem-

blait devoir fonctionner à merveille. C'est alors que l'attention de tous les instants se redresse, et qu'arrivent les catastrophes.

Lorsque Challenger avait explosé, le 28 janvier, les navettes n'avaient-elles pas déjà volé à vingt-quatre reprises, sans problème majeur ? Le fonctionnement même du vaisseau spatial, ses départs et ses atterrissages réussis ne provoquaient plus d'étonnement. Au point que le rôle des commandants de bord et des pilotes passait au second plan dans les commentaires, au profit de celui des ingénieurs de bord dont on vantait les prouesses. La navette devenait peu à peu un simple moyen de transport utile, notamment pour la mise en place de la future station orbitale.

La catastrophe de Tchernobyl pose d'autres questions - la sûreté du réacteur utilisé et le relatif silence de Moscou. Une fois encore, un grain de sable a jeté le discrédit sur ce qu'était jusqu'alors, aux yeux des Soviétiques, l'un des fleurons de leur technologie.

Pourtant l'URSS pouvait jusqu'ici se targuer de maîtriser la

production d'électricité d'origine nucléaire. Elle avait même été, en 1954, le premier pays à exploiter industriellement l'énergie nucléaire. Depuis, elle n'avait cessé d'accroître le nombre de ses centrales, devenant ainsi le troisième producteur d'électricité nucléaire au monde, et envisageait de développer encore sa puissance dans ce domaine.

Certes, cette catastrophe ne fera pas renoncer l'Union soviétique - ni les autres pays qui maîtrisent cette technologie - à produire de l'énergie électronucléaire. Pas plus que les échecs répétés qu'ils viennent de subir n'empêcheront les Etats-Unis - ni l'URSS ni l'Europe - de poursuivre leur conquête de l'espace. Mais une fois l'émotion retombée, peut-être restera-t-il à l'esprit de tous - des autorités, des ingénieurs et techniciens, du public - cette évidence que, en matière de technologie, quelles que soient l'expérience accumulée et l'ampleur des mesures de protection, la sécurité n'est jamais assurée à 100 %.

ELISABETH GORDON.

EN VUE DE LA RENTRÉE DE SEPTEMBRE 1986

Date limite de dépôt des dossiers de candidature pour la dernière sélection à Paris Vendredi 30 mai 1986



école supérieure de commerce de Lyon

cesma
Centre d'études supérieures de management

23, Av Guy de Collongue - BP 174 - 69132 Ecully Cedex - Tél 78.33.81.22

Le Monde DES PHILATÉLISTES

Tous les mois, toutes les nouvelles émissions, les expositions, les ventes et les cours. Tout ce qu'il faut savoir pour mieux gérer votre patrimoine philatélique.

SOMMAIRE DE MAI

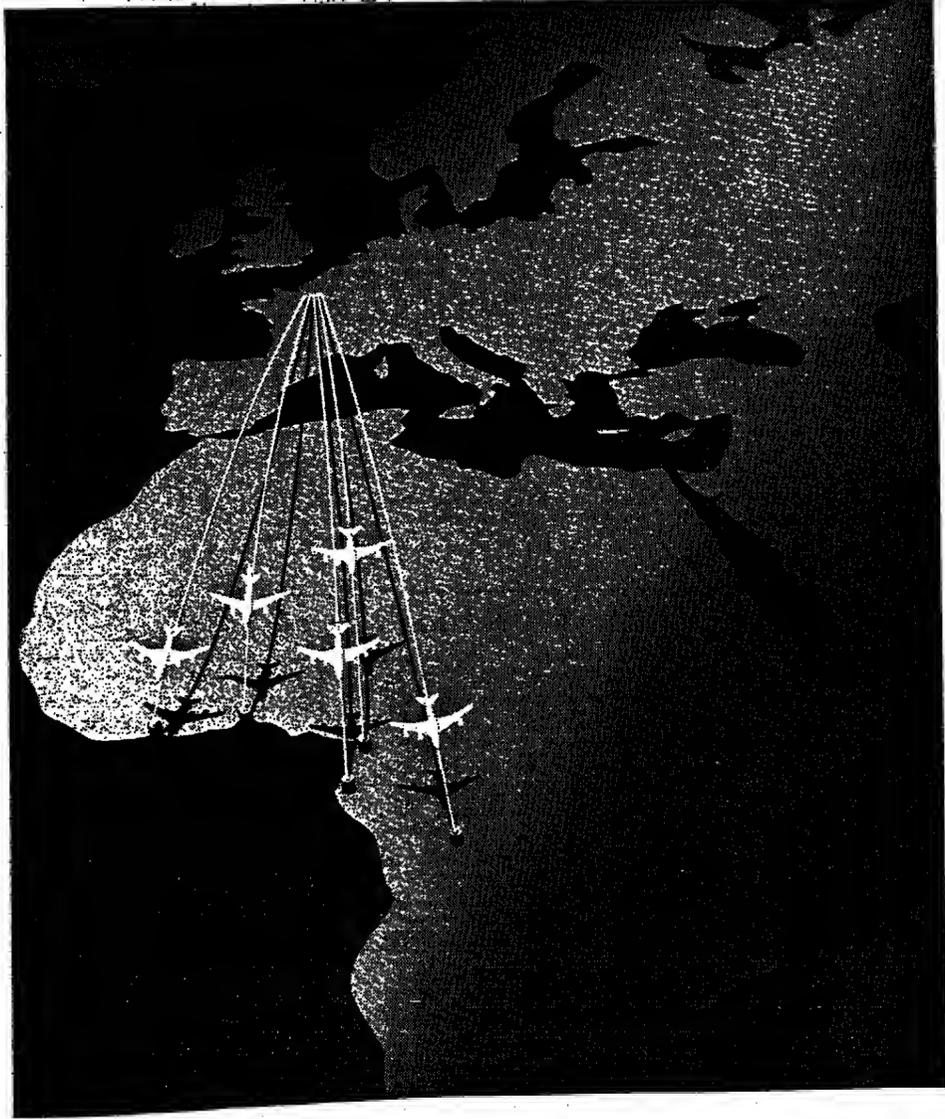
LA PRÉVENTION ROUTIÈRE
MARIANNE A LA NEF
LES OISEAUX COUREURS

En vente chez votre marchand de journaux

Allo le soleil!

ALLO METEO
TOUS LES TEMPS, TOUT LE TEMPS.

MÉTÉOROLOGIE NATIONALE (*) 3 titres de base, occasionnelle Paris et zone A PTT



ABIDJAN, DOUALA, LAGOS, BRAZZAVILLE, LIBREVILLE EN VOLS DIRECTS. PRENEZ LES RACCOURCIS UTA.

Entre la France et cinq des plus grandes villes d'Afrique il existe désormais un raccourci : les vols directs UTA. En supprimant ses escales intermédiaires sur la plupart de ses lignes, UTA vous permet d'atteindre les principaux marchés de l'économie africaine, dans le minimum de temps et avec une diminution de fatigue appréciable.

Ces lignes, desservies par DC10 ou par le nouveau 747 Big Boss, bénéficient bien sûr du service 3 classes UTA : classe économique, super classe affaires Galaxy, Première de Luxe.

La prochaine fois que vous partez en Afrique, contactez UTA ou votre agence de voyages. Vous verrez qu'il existe sûrement un raccourci UTA.



NOS PASSAGERS SONT NOS HOTES.

Doyle Dane Bernbach

سكننا من الاصل

50 كذا من الاصل

culture

EXPOSITION

AU MUSÉE D'ART MODERNE DE LA VILLE DE PARIS

La collection du docteur Girardin

Quelques mois avant sa mort, en 1951, le docteur Girardin se faisait mettre à la porte d'une galerie d'art "primitif". La propriétaire des lieux, Marie-Ange Ciolkowska, n'avait pas apprécié sa manière brutale de discuter des prix. Elle se souvient encore des visites de ce client difficile, qui n'avait qu'une idée en tête : sa collection. Elle est aujourd'hui exposée tout entière au Musée d'art moderne de la Ville de Paris. « Je n'ai jamais pu avoir de vraie discussion avec lui », ajoute Marie-Ange Ciolkowska, mais une semaine avant sa mort - il se savait mourant - il m'a encore acheté un objet océanien. Sans avoir de connaissances particulières, il avait un goût assez juste et la plupart du temps savait choisir le bon objet. Dans sa collection telle qu'on peut la voir maintenant, tout n'est pas égal : il y a des choses plus ou moins belles, plus ou moins rares, mais rien d'inutile. »



Statue de femme assise. Bois sacré. Côte-d'Ivoire.

Un jugement esthétique qui fait encore rugir bon nombre d'ethnologues : « Je hais les objets. Surtout ceux que l'on regarde comme le produit des arts, exilés des relations humaines qui leur donnent leur pleine signification », écrivait Georges Balandier dans son *Afrique ambiguë*. Pour eux, l'objet, n'a pas de valeur en soi. Ce n'est qu'un témoin impartial. Rien de plus. Encore faut-il le faire parler. L'identifier et connaître son origine exacte. Toutes choses qui n'intéressaient que faiblement le collectionneur d'entre les deux guerres. L'intérêt ethnologique de la collection Girardin est sans doute nul. Elle est cependant passionnante parce qu'elle nous est parvenue - fait rarissime - complète et qu'on a ainsi une idée précise de l'esthétique et du goût d'une époque.

Le docteur Girardin, dentiste de son état, s'est intéressé très tôt à l'art moderne. Il ouvrit même, au tout début des années 20, une galerie de peinture rue La Boétie, à l'enseigne de la Licorne. Une expérience de courte durée, mais qui lui permit de son fier avec un certain nombre d'artistes à qui il achetait un ensemble de toiles imposant : Gromaire -

il fit chez lui sa première exposition, - Lipchitz, Rouault, Gleizes et Vlaminck. C'est vraisemblablement par leur intermédiaire qu'il entra en contact avec les arts dits primitifs. On sait que Vlaminck lui vendit sa première sculpture « nègre » en 1920. Une statuette Bamilé que l'on peut voir au MAM. C'est peut-être elle qui figure sur le portrait de Girardin exécuté par Grammaire en 1925.

Ensuite, au gré de ses rencontres, il acquit une trentaine d'objets divers - tant africains qu'océaniques. Est-ce Charles Ratton, dès cette époque l'un des grands marchands d'art non européens, qui l'engagea plus avant dans cette voie ? C'est en tout cas par son intermédiaire qu'il va se procurer systématiquement les éléments de sa future collection. A partir de la guerre, celle-ci s'élargit considérablement. En moins de dix ans, il rassemble cent cinquante-six objets : deux tiers africains, un tiers océaniques. A sa mort, il légua à la capitale l'ensemble de ses collections. Ce devait être le noyau du

Musée d'art moderne de la Ville de Paris, mais, faute de place, seules ses toiles furent exposées de manière permanente. Certaines pièces, « ethniques », furent confiées au Musée de l'homme et au Musée de la porte Dorée. Les voilà réunies définitivement au Palais de Tokyo.

Le nègre remplace le grec...

Picasso, Braque et Derain, parmi les premiers, recherchèrent ce type d'objets. Ils affectionnèrent les formes brutes, rugueuses, acquises aux bords de la brocante. Plus tard, les dadaïstes les brandirent comme les emblèmes du scandale, du refus des valeurs occidentales. Toutes les interprétations étaient permises à leur égard puisqu'on ne savait rien d'elles. On prescrivait, d'ailleurs, Picasso vendait la mèche en déclarant : « L'art nègre ? Connais pas ! » Elle Faure expliquait cet engouement : « Le nègre remplace le grec dans les préoccupations d'un éclectisme nouveau. Le primitif héroïque jette son casque avec dégoût pour saisir grave-

ment le tam-tam. On se déclare primitif par réaction contre l'adresse universelle. » Quelques années plus tard, la qualité des collections se transforme. Les premières galeries d'art primitif s'ouvrent avec les premières expositions. Les amateurs commencent à s'intéresser, aussi, à l'origine et à la signification des objets. En 1936, le Musée de l'homme de Paul Rivet remplace le pousse-pousse. Musée d'ethnographie du Trocadéro. Michel Leiris publie à la même époque son *Afrique fantôme*. A côté des masques et des statuettes, les amateurs commencent à rechercher des ustensiles décorés. Mais les aires géographiques prospectées restent limitées. Les colonies françaises sont le principal vivier des collectionneurs, qui affectionnent des types de style, bien précis. On aime les objets sombres, monochromes, de taille moyenne, aux formes géométriques, arrondies. Les patines sont quelquefois « améliorées » en Europe quand elles sont jugées trop sombres. Les amateurs de bandes dessinées les retrouvent dans l'œuvre d'Hergé. La collection de Girardin nous renvoie très précisément à cet univers d'« explorateur » éclairé.

L'ensemble africain exposé au MAM se partage en trois zones géographiques. Celui de la Côte-d'Ivoire, où dominent les statuettes baoulés - un très beau personnage masculin assis sur un siège, - une série de poignées de métier à tisser gauros, une belle porte sculptée sénoufo, des poids à peser la poudre d'or akan et un très beau masque dan à la mâchoire articulée. Celui du Congo et du Gabon, avec quelques beaux objets fangs, un masque blanchi d'une facture composite, mais surtout une effigie d'ancêtre de la même ethnité. L'une de celles qui exercent sans aucun doute une grande séduction sur les artistes

français du début du siècle. Un homme à la stature hiératique, au cou puissant, les bras ramassés le long du corps. De très intéressants reliquaires kotas en bois et métal dont, une fois encore, l'esthétique est proche de celle de sculptures comme Lipchitz, un ami de Girardin. Celui du Zaire, enfin. Des petits personnages qui vont du réalisme (Loango) au quasi-cubisme (Téké) et une intéressante série d'objets : boîtes, appuis-tête, tissus divers.

On recherche des formes plus frustes, à la patine plus croûteuse, plus baroques, comme les crânes reliquaires. La polychromie est appréciée. On se passionne pour les objets de foudre du Niger et du Mali - terres cuites et bronzes. Le marché et les collections se diversifient, deviennent plus savantes. Le pillage continue, protestent les ethnologues, qui représentent volontiers la boutique de l'un d'entre eux, F. Grébert : « Les descendants des Fangs



Masque de la confrérie Gbété. Bois polychrome. Yombe-Nago, Bénin.

Dans la partie océanienne, moins abondante, on relève un masque cagnale de la vallée du Sépik (Nouvelle-Guinée). Le dernier objet acquis par Girardin, et une très curieuse sculpture verticale de Nouvelle-Irlande, coiffée d'un coquillage orné.

Aujourd'hui, si le champ des amateurs s'est largement étendu - Afrique de l'Est, Afrique sub-saharienne - les modes n'en existent pas moins.

devront-ils, pour apprécier leurs arts passés venir en Europe contempler dans nos musées leur habileté ancestrale ?

EMMANUEL DE ROUX.

« Masques et sculptures d'Afrique et d'Océanie, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, avenue du Président Wilson, 75016 Paris, jusqu'au 7 septembre.

OPÉRA

« DAPHNÉ » A NICE

L'Olympe de Richard Strauss

Si Richard Strauss était mort en 1937 (il avait alors soixante-trois ans) ou s'il avait cessé de composer au début de la guerre, il est probable qu'on aurait célébré dans le final de *Daphné* son adieu à la vie, une envolée vers l'infini. Mais il a écrit

encore onze ans plus tard les *Quatre derniers lieder*, et aussi des chefs-d'œuvre d'un ton très nouveau, tels *Capriccio* et les *Métamorphoses*. Du coup, l'os à rangé *Daphné* dans les œuvres académiques plus ou moins manquées dont on pouvait se

passer. Il aura fallu attendre près de cinquante ans pour que sa superbe création en France par l'Opéra de Nice nous révèle une partition d'une beauté lumineuse que l'on aurait grand tort de bouder.

Elle paraît certes un peu pâle cette vierge sage panthéiste, sour des arbres, éprise du soleil qui donne vie à la nature, et bien craintive... *Daphné s'effraie de l'amour de Léporello*, son compagnon d'enfance, puis repousse celui d'Apollon, qui s'est présenté comme son frère.

Le sujet mythologique et les vers de Joseph Gregor tissés d'images antiques se prêtent à l'extension d'un lyrisme pur, libre, dépourvu de toute intrusion de cette époque sombre où domine déjà le langage d'une barbarie que le compositeur refusait d'entendre.

Réfugié sur l'Olympe, Richard Strauss nous donne une image idéalisée de toute son œuvre où la Grèce barbare d'*Elektra*, la tendresse et la sensualité légère du *Chevalier*, l'amour flamboyant et l'humour d'*Ariane*, les mystères de la *Femme sans ombre* se fondent dans une merveilleuse symphonie avec voix qui est comme l'apothéose de la vocalise baroque. L'Opéra de Nice nous en offre une excellente interprétation grâce à une jeune Américaine, Cheryl Studer, d'une prodigieuse splendeur vocale qui plane en grands orbes lumineux ouvrant avec quelque dureté, mais sans faiblir les aigus fondoyants, et démont de Daphné à un tel degré l'impression dépourvue de métrerie, comme l'orchestre d'un lyrisme vraiment exceptionnel sous la direction de Borislav Klobucar.

A l'exception d'un Apollon pâleux, sans grande étoffe musicale, toute la distribution est de qualité - Thomas Moser souffleur, Sigrid Voegel Pénocis, Martha Szirmay. Le spectacle est plus banal. La mise en scène au premier degré de Peter Basse a le mérite de rendre lisible l'intrigue, mais sans plus, et le ballet ridicule n'a que de lointains rapports avec les Panthéistes. Mais la métamorphose finale de *Daphné* en un laurier immense aux reflets de lune est très belle.

JACQUES LONCHAMP.

CINÉMA

« LES TROTTOIRS DE SATURNE », de Hugo Santiago

Le poids d'absence

Fin octobre 1986, en Aquilés, pays d'Amérique latine, l'armée et la police noient dans le sang une guérilla qui voulait déclencher un processus révolutionnaire, pour rétablir la démocratie. L'Aquilés n'existe sur aucune carte. C'est l'Argentine, à la fois réelle et mythique, du premier long métrage de Hugo Santiago, *Evaston*, tourné à Buenos-Aires en 1969. C'est le pays du réalisateur, un pays constamment déchiré par des changements de régime, et qui pèse comme une absence terrible au cœur des exilés.

Après deux films français sur les labyrinthes de l'identité, les masques et les fantasmes des sociétés occultes : (*les Autres*, *Ecoute voir*), Hugo Santiago est revenu à cette préoccupation vitale du pays perdu, de la lutte politique engendrant la répression et l'horreur.

Ces événements d'octobre 1986 - le temps du film n'est pas exactement le nôtre - provoquent une crise chez Fabian Cortes (Rodolfo Maderos), compositeur et virtuose célèbre du bandonéon, fixé à Paris, depuis douze ans. Brusquement, il disparaît. Ce n'est pas la première fois, mais on peut tout craindre, et

sa maîtresse, l'avocate Danielle Maljet (Berangère Bonvillion), est angoissée. Ses amis ne comprennent pas. Et puis, Fabian revient, il ne dit pas où il est allé, mais quelque chose a bougé en lui. La réalité se déforme sous ses yeux, des hallucinations le traversent. Et puis, il prétend rencontrer Avilas, veuf d'un bandonéon jadis en Aquilés, mort depuis longtemps.

Les exilés que connaît et met en scène Hugo Santiago sont des artistes, des intellectuels, hantés des cafés et des lieux à leur mesure. Chez Laura (Monica Mortola), une amie de Fabian accumulant les reportages sur les atrocités du coup de force, un métier à tisser trépas dans un décor bien organisé de bohème à son aise. La jeune avocate habite le faubourg Saint-Germain, dans des meubles de style. Mais ces définitions sociales n'ont d'importance que par rapport à une atmosphère de plus en plus étrange. D'immenses mouvements de caméra glissent dans l'espace des intérieurs et des extérieurs, donnent aux objets, aux choses, aux personnages (sauf Danielle), une existence de fantasmagorie.

Autour un peu hermétique, Hugo Santiago cette fois décole dans le lyrisme d'une fiction vécue par les uns, imaginée par les autres, sous l'effet d'ondes de choc venues d'Aquilés. Marta, la sœur de Fabian, et son groupe de terroristes, matérialisent les obsessions et les hauts de la marivage conscience.

Marta et ses jeunes fanatiques ont apporté les matelottes de Saturne. Les images en noir et blanc, fantasmatiquement modifiées par Riccardo Aronovich, font du Paris des exilés un piège. Fabian joue un bandonéon, en état de transit, une musique livrée de tout folklore, de toute langueur nostalgique. Sensuelle, stridente, surgit d'un autre monde, elle ponctue la fermentation souterraine d'une tragédie. Paris est invité par les images nées de l'absence. Il arrive aux personnages de découvrir un peu trop, la mise en scène, par son élan fébrile, ses enroulements en boucles temporelles (passé, présent, avenir), expédie bien plus et bien mieux le grand rêve de Santiago.

JACQUES SICLIER.

• Voir les films nouveaux.

LONDRES

DANS LE MAGAZINE LITTÉRAIRE DE MAI

Tous les mois, un dossier consacré à un auteur, ou à un mouvement d'idées dans le numéro 230 de mai 1986, LONDRES EN COMPAGNIE DE DICKENS, GRACQ, VIRGINIA WOOLF, MAC ORLAN, BALLARD, PIERRE JEAN REMY, PINTER, VENAILE, THOMAS DE QUINCEY, JACOBS. DANS LE MÊME NUMÉRO, UN ENTRETIEN AVEC JEAN MARIE LE CLEZIO, ET TOUT SUR L'ACTUALITÉ LITTÉRAIRE.

magazine littéraire
EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, LE NUMÉRO 125 FF
MAGAZINE LITTÉRAIRE, 40, RUE DES SAINTS PÈRES, 75007 PARIS, TEL.: 45.44.34.81

OFFRE SPÉCIALE, 6 NUMÉROS : 72F (contre les ventes de détail)

- Les littératures du Nord
- Georges Duby, la royauté et la mort de l'histoire
- Staline, capitaine des années 20 et 30
- 100 ans de critique littéraire
- George Pérec
- Spécial Polar
- L'Atique noire d'expression française
- Nathalie Sarraute
- Raymond Aron
- Jean Cocteau
- Sciences humaines : la crise
- George Orwell
- Blaise Cendrars
- Diderot
- Antoine Arnaud
- Foucault

Réglement par chèque bancaire ou postal

NOM _____ ADRESSE _____

« Absolute Beginners »

Les « débutants absolus », que chante dès le générique David Bowie, sont les adolescents londoniens de la fin des années 50 qui découvraient en même temps les Vespas, le rock, la guitare et un peu d'argent de poche. Ils avaient en un sens raison de croire qu'une ère nouvelle s'ouvrait avec eux, elle dura près de quinze ans. Et laisse à tous, nu metteur en scène entre autres, une nostalgie véritablement « absolue ». Julien Temple n'a rien réalisé que « La grande estroquerie du rock n'roll » et quelques fameux vidéo-clips avant de se voir confier un budget important (10 millions de dollars) pour ce film très ambitieux, très soigné, lumineux et bien équilibré.

On y trouve tout ce qu'il y a de temps, la rivalité des *Teddy Boys* et des *Dead Beats*, les émeutes raciales des quartiers antilles, la spéculation immobilière et les groupuscules fascistes, des chansons inégales malgré la direction de Gil Evans, des heures au premier degré et des

clins d'œil pour experts pointus de la période concernée. La tout plié sur une intrigue vraiment pauvre : Colin, dix-huit ans, photographe dans le vent, est amoureux de Crispie Suzette, dix-sept ans, qui le lâche pour épouser le riche et odieux Henley, patron d'une maison de couture. C'est un support trop mince et tout fritt par s'annuler dans une confusion générale sans émuvoir ni convaincre.

Est-ce le comédien musical des années 80 comme l'annonce la publicité ? Il nous reste un peu moins de quatre ans pour espérer mieux quand même. Cela dit, on peut sauver de cette veste impopulaire un ou deux moments de pure grâce, dignes des grands films musicaux de référence, comme l'apparition magique et glacée de Bowie en cravate cynique, prêt à vendre le monde entier et danser sur le clavier d'une machine à écrire géante. C'est peu, le temps d'une chanson, mais parfait.

M. B.

SERGIO LEONE A SAINT-DENIS rencontre avec Sergio LEONE à l'écran de Saint-Denis MARDI 6 MAI 20 H 30

IL ÉTAIT UNE FOIS LA REVOLUTION

soirée animée par Noël Simsolo en collaboration avec la Cinématique Française

ECRAN 61 BD JULES-GUESDE SAINT-DENIS 48 20 99 20

12 mars - 29 avril 1986

Lüpertz Sculptures

Galerie Macquart Lüpertz 13 & 14, rue de Valenciennes

MUSIQUES

Laurie Anderson à L'OLYMPIA

Chroniqueuse d'avant-garde

Il existe deux Laurie Anderson... celle du hit planétaire O Superman...

Née à Chicago, égérie de l'avant-garde américaine, jouant aussi bien du visuel...

Rien pourtant ne cède jamais à l'obscurantisme « arty »...

balancées par une structure mélodique serrée, une rythmique de danse...

Créatrice visionnaire, Laurie Anderson est surtout femme de son temps...

ALAIN WAIS.

Les lundi 5 et mardi 6 mai à 20 heures, à L'Olympia...

DEPECHE MODE A BERCY

Le succès, hélas !

D'entrée, on pourrait dire qu'ils ne gagnent pas à être vus sur scène...

Au départ, quatre Anglais des environs de Londres...

les sonorités industrielles, les envolées grandiloquentes...

L'étonnant dans leur succès est qu'il n'y a rien d'évident...

A. W.

Les mardi 6 et mercredi 7 mai à 20 h à Bercy...

Steel Pulse au Zénith

Né en 1975 à Handsworth, le quartier chaud de Birmingham...

A. W.

Le mardi 6 mai au Zénith.

COMMUNICATION

ESTHÉTIQUE ET EFFICACITÉ

Quand les entreprises soignent leur image

Dans une société de plus en plus « médiatique », les entreprises accordent davantage d'importance à leur communication interne et à leur image...

Pourquoi le Japon et les États-Unis ? Parce que dans ces deux pays la pratique et la réflexion dans le domaine « communication d'entreprise et audiovisuel » sont beaucoup plus avancées qu'en France...

La bourse des étoiles

Si, dans la vie, il vaut mieux être riche et bien portant que pauvre et malade, à la télévision, on gagne plus à être amusant public et homme que journaliste et femme...

ALAIN WAIS.

Les lundi 5 et mardi 6 mai à 20 heures, à L'Olympia...

Des deux côtés de Pacifique, la notion d'efficacité prime. Mais les démarches sont différentes. Au Japon, selon M. Yoshira Okada...

En haut de la pyramide : les vedettes-comiques-ménagers de jeu. Stéphane Collaro, TF 1 (200 000 F)...

EN RACHETANT SCREEN ENTERTAINMENT

Le groupe cinématographique Cannon consolide ses positions en Europe

Le groupe américain Cannon a racheté le 2 mai la société britannique Screen Entertainment...

En haut de la pyramide : les vedettes-comiques-ménagers de jeu. Stéphane Collaro, TF 1 (200 000 F)...

ALAIN WOODROW.

Etats-Unis, les actions menées pour faire valoir directement un produit ou l'entreprise elle-même semblent, en revanche, se jouer sur un même registre, très direct, voire agressif.

Chef Mc Donald's, on a moins le goût de la nouveauté. L'essentiel est de faire passer le message. Cela n'empêche pas cette société de se mettre en valeur par des opérations philanthropiques d'une assez grande ampleur.

25 ANS DE COMMUNICATION EN FRANCE

Un des points forts de la politique de communication des entreprises, tant au Japon qu'aux États-Unis, consiste à être largement présentes dans les programmes de télévision sous forme de parrainage...

Le groupe américain Cannon a racheté le 2 mai la société britannique Screen Entertainment...

ANITA RIND.

(1) Dentsu, NTT, Shiseido, Mobil Corporation, Mc Donald's, General Motors, Bunnell et Strub Brewery Corporation.

Un colloque des anciens de Sciences-Po

Le groupe information-communication des anciens de Sciences-Po (l'Institut d'études politiques de Paris) fonctionne depuis plusieurs années...

M. Jacques Rigaud, administrateur délégué de la CLT, fera l'exposé inaugural sur les grandes transformations du paysage...

Les dossiers d'inscription doivent être demandés par écrit et renvoyés avant le 15 juin...

théâtre international de langue française. COLANDREA, L'ARBRE AUX MASQUES, VEILLEE CRIC-CRAC, KASELEZO, REUNION, GUADELOUPE, MARTINIQUE, HAITI.

66 Une œuvre réellement brûlante. Pour beaucoup le meilleur film de Lawrence Kasdan. BODY HEAT. WILLIAM HURT - KATHLEEN TURNER. LAWRENCE KASDAN.

Les femmes de Lux. Voilà bientôt soixante ans que stars et savons Lux se font mousser. Belle fidélité. D'abord dans les magazines féminins...

M.C. 93 BOB G.W. 15 AVRIL - 18 MAI 1986. TCHERY KARYO, MYRIEM ROUSSEL, BENOIT REGENT. DTHELLO. MISE EN SCENE HANS PETER CLOOS. M.C. GRENOBLE - 23 - 29 MAI 1986.

Handwritten text in Arabic script: هكذا من الاجل

RADIO-TÉLÉVISION INFORMATIONS «SERVICES»

A VOIR

Les enfants du siècle

Ce qu'il veut ? Faire vite avant qu'ils ne disparaissent, qu'ils ne puissent plus dire, plus témoigner de leur vie, plus raconter ce qu'a été la France du début du siècle, celle qui a vécu les vingt années qui ont suivi l'application de la loi Jules Ferry. Ce qu'il fait ? Depuis plus d'un an, avec Yves Brouil, il enregistre sans relâche ces enfants de l'école laïque gratuite et obligatoire, qui travaillent à l'âge de douze ans, ces enfants d'ouvriers, d'artisans, de paysans, ces gamins de l'Assistance publique élevés dans l'univers des ateliers, des verreries, des usines textiles, de la mine... France simple, anonyme.

Ceux dont il vient solliciter la mémoire ont aujourd'hui quatre-vingt-dix ou cent ans. Il a trié, sélectionné bien sûr parmi les centaines d'interviews recueillies. Une étonnante leçon de vie.

Ces petits vieux alertes bousculent l'interview, ils se racontent au-delà des règles. Pas de questions et de réponses, mais plutôt ces conversations qui prennent un autre ton après le deuxième café : elles ont l'arrogance du souvenir des jours sans pain, des sabots qui font mal, des chaussures neuves pour le premier communion, d'humiliation sociale, elles sont aussi boudées d'amour, d'énergie.

Hubert Knapp fait partie de ceux qui croient que l'histoire - la grande - est aussi faite de l'accumulation des petites. Mais ceux dont il vient solliciter la mémoire ont aujourd'hui quatre-vingt-dix ou cent ans. Il a trié, sélectionné bien sûr parmi les centaines d'interviews recueillies. Une étonnante leçon de vie.

CATHERINE HUMBLLOT.

* «Les enfants de la République», chaque mardi à partir du 6 mai, TF1 vers 22 heures.

Lundi 5 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 30 Cinéma : Des gens sans importance. Film français d'H. Verneuil (1956), avec J. Gabin, F. Arnaud, Y. Etienne, P. Frankour, R. Dalban, D. Carrel (N.).
Un chauffeur de poids lourds malheureux en ménage devient l'ami d'une jeune serveuse de restaurant. D'après un roman de Serge Groussart, un drame populaire sur lequel passent les moments coupés de sa vie. Très bien mis en scène, très bien interprété.
22 h 10 Etudes et conférences. Magazine de Frédéric Mitterrand et Martine Jonando. Viva Brazil ! Le cinéma brésilien, avec le retour de la démocratie, sort de sa léthargie. De nombreux témoignages : Norma Bengali, comédienne, Ray Guerra, qui réalise actuellement la première comédie musicale brésilienne, et Nelson Pereira Dos Santos, qui tourne actuellement Jabiba. Le jeu du cinéma nous fait découvrir l'imaginaire de l'Amérique latine.
23 h 15 Journal.
23 h 25 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Les cinq dernières minutes : Nous entrerons dans la carrière. De J. Coenraets, réal. C. Lemaire. Avec J. Debary, M. Eyrand.
Le corps de Willie Beau Brun, gangster à ses moments perdus, est découvert dans l'épave d'un véhicule. L'inspecteur Cabrol découvrira-t-il l'assassin ?
22 h 10 Etudes et conférences. D'après J.-J. Sarvan-Schreiber, réal. D. Bertolino et D. Cresson.
Un projet dément, adaptation en six épisodes du best-seller des années 80. Crise du pétrole et création de l'OPEP, les rendez-vous mensuels de la décolonisation, le développement du tiers-monde, autant de thèmes, autant de risques de raccourcis, amalgames ou généralisations. Pourquoi la synthèse est là, et certains thèmes se trouvent brutalement éclairés d'un jour nouveau.
23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 Cinéma : Scorpion. Film français de M. Wiener (1973), avec B. Lancaster, A. Delon, P. Scotti, J. Colucci, G. Flamini.
Un tueur est chargé d'abattre un agent de la CIA (qui l'a entraîné) soupçonné de double jeu. Aventures d'espionnage et démythification cynique des services secrets. Les acteurs sont grands dans tous les univers indus.
22 h 30 Journal.
23 h Boîte aux lettres : Et les bordels, Boudard ! Magazine littéraire de Jérôme Garcia.

Mardi 6 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

- 20 h 35 Les grands écrans de TF1 : Légitime défense. De P. Andréota, réal. C. Grinberg, avec B. Ogier, J.-M. Bory, M. Chevalier, B. Fresson (rédiff.).
Une étonnante greffière, convaincue de la culpabilité d'un chef d'entreprise, trouve un dossier classé. Avec elle, elle va exposer au risque de sa propre vie. Une affaire d'intérêt personnel mais aussi un clin d'œil à la phalocratie.
22 h 5 Série : Les enfants de la République. De Hubert Knapp. (Lire notre article.)
22 h 55 Journal.
23 h 10 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

- 20 h 35 Les dossiers de l'écran : Coup de tête. Film français de J.-J. Annaud (1978), avec R. Dewaere, F. Douguez, J. Bouillon, P. Le Pivert, M. Assolant.
Un tueur est chargé d'abattre un agent de la CIA (qui l'a entraîné) soupçonné de double jeu. Aventures d'espionnage et démythification cynique des services secrets. Les acteurs sont grands dans tous les univers indus.
22 h 10 Débat : Une nouvelle religion, le football. A quelques semaines de l'ouverture du mondial, les « Dossiers de l'écran », d'Arnaud Jammot, s'interrogent sur cette nouvelle religion universelle qui est devenue le football. Quelles sommes touchées les joueurs ? Combien coûte le transfert d'un joueur d'un club à un autre ? Pourquoi Hechter, Lagardère, Tapie offrent-ils des pots d'or pour assurer les services des stars du ballon ? Avec de nombreux invités parmi lesquels Just Fontaine, Michel Hidalgo, Bernard Pivot, Jean-Pierre Solsona.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR3

- 20 h 35 La dernière séance. Emission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourdain.
Actualités de 1958 : présentation du premier film à 22 h 5, Publicité de l'époque à 22 h 10, Tom et Jerry à 22 h 15, Tex Avery à 22 h 25, Attraction et présentation du deuxième film : Fort Massacre.
Film américain de Joseph Newman (1958), avec J. McCrea, F. Tucker, S. Cabot, J. Russell, A. Caruso. Un groupe de soldats commandé par un sous-officier qui hait les indiens tente de regagner sa garnison, en

passant par le territoire apache. Ou comment le désir de vengeance peut mener à la folie raciste. Bonnes intentions.

- 22 h 30 Journal.
23 h Deuxième film : Tarantula. Film américain de J. Arnold (1955), avec J. Agar, M. Corday, L.-G. Carroll, N. Fava, R. Elliott (v.o. stéréo N.).
Une expérience d'un savant provoque des déformations physiques chez celui-ci et le gigantisme d'une araignée. Film de science-fiction typique des années 50 : effets spéciaux impressionnants, cravate de la radio-activité.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Les Spécialistes, film de F. Loconte ; 22 h 10, Les Rôles du jeu, film de C. Zidi ; 23 h 40, l'Épisode de Berlin, film de C. Reed ; 1 h 25, Série : Mike Hammer ; 2 h 10, Série : Comics.

LA « 5 »

- 20 h 30, Feuilles : Flamingo Road (et à 23 h 55) ; 21 h 25, Arabesque, série de suspense (et à 0 h 45) ; 22 h 18, Jeunesse, magazine de l'aventure (et à 1 h 35) ; 23 h 18, Série : Knight Rider.

TV 6

- 14 h, 6 Tonic (et à 20 h) ; 17 h, Systèmes 6 ; 19 h, NRJ 6 (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Le Journal du corps.
21 h 30 Dictionnaire, l'actualité de la chanson (rencontre avec Thierry Arènes).
22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; la résistance des femmes.
0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (en direct de l'Auditorium 105) : musique traditionnelle de Turquie, avec Cincos Tanrikour, Iula.
23 h Les soirées de France-Musique : Simon Rattle ; à 0 h, Poissons d'or.

EN BREF

EXPOSITION

LES DENTS DE LA FLEUR. - Comment les plantes carnivores capturent-elles des insectes et comment les digèrent-elles ? Où peut-on en voir en France ? Où en acheter ? Comment les cultiver chez soi ? Les visiteurs de l'exposition « La monde des plantes carnivores » pourront obtenir des réponses précises à toutes ces questions et admirer, dans leur milieu naturel, une cinquantaine de variétés de ces végétaux provenant d'Europe (Aldrovanda, Pinguicula, Utricularia, etc.) d'Australie, de Malaisie et d'Amérique du Nord (Nepenthes, Dionaea), etc.
* Sarras d'Anteil, 3, avenue de la Porte-d'Anteil, 75116 Paris ; du 16 au 25 mai de 10 heures à 18 heures tous les jours. Tarifs : 20 F, 15 F et 10 F.

PARIS

BALADE DANS LE TREIZIÈME. - La direction des parcs, jardins et espaces verts de la ville de Paris écrit un nouveau dépliant « Serber Nature » consacré au treizième arrondissement, qui propose trois itinéraires pour une promenade insolite. Le dépliant comporte au recto une carte de l'arrondissement au verso des informations concernant la faune, la flore, la minéralogie, la paléontologie et la géologie de celui-ci. Cinq dépliant de ce type ont déjà été réalisés pour les cinquième, septième, onzième, quatorzième et dix-huitième arrondissements. Ils sont distribués dans les mairies des arrondissements concernés. Le jeu complet peut être envoyé directement sur demande écrite à Paris Nature, direction des parcs, jardins et espaces verts, 3, avenue de la Porte-d'Anteil, 75016 Paris.

CONCOURS DE L'ASSOCIATION BANLIEUES 89

L'Association Banlieues 89 - Fêtes et foris - organise un concours de mode ouvert aux jeunes, sans restriction d'âge. Le premier prix recevra une bourse d'études d'un an au cours Beccot. Il sera décerné, sous la présidence de Jean-Paul Gaultier, par un jury de stylistes et de journalistes.
* Pour recevoir le dossier de candidatures et son règlement, il suffit de s'adresser à Fêtes et foris, département mode. Tél. : 45-76-15-50.
La date limite de participation est le vendredi 23 mai 1986 à minuit, le cachet de la poste faisant foi.

SOLIDARITÉ

N. Y. A REMEDE. - L'association Relais médical aux déshérités (REMEDE), créée en février 1985

à l'initiative de quelques médecins, s'est donné pour but d'obtenir une couverture sociale effective et l'accès à tous les soins pour toute personne privée d'emploi et de ressources, d'organiser un service de consultations médicales et de prestations paramédicales gratuites, et de collecter et distribuer les médicaments nécessaires. En un an, déjà mille deux cents personnes ont ainsi été secourues. Depuis le 15 février, REMEDE a un service médical itinérant gratuit assurant une tournée régulière dans Paris, et un dispensaire, 33, rue de la Folie-Régneault, 75011 Paris. L'équipe recherche des bénévoles médicaux et paramédicaux et se tient à la disposition des confrères qui souhaitent mettre en place des structures semblables.
* Pour tous renseignements, REMEDE, 101, rue Saint-Denis, 75007 Paris. Tél. : 42-83-87-37.

LEVE-TOI ET MARCHE. - Camboje, Laos, Afghanistan, Tchad, Liban, dans ces pays en conflit armé des hommes et des enfants sont mutilés chaque jour. Opération Handicap internationale s'emploie sur le terrain à essayer de leur redonner une vie normale, avec l'aide de volontaires. Il ne s'agit pas d'importer de France un équipement coûteux et sophistiqué qui serait inadapte (les prothèses en plastique, par exemple, sont mal tolérées dans les pays tropicaux et leurs mécanismes d'articulation ne supportent pas la poussière et le travail dans les rizières). La priorité est donnée à la formation directe de techniciens locaux qui utiliseront des techniques simples, faciles à transmettre, et des matériaux disponibles sur place (cuir, bois, métal).

On peut soutenir l'action d'Opération Handicap internationale en envoyant des dons au 18, rue de Gerland, 69007 Lyon, CCP 508-31 C Lyon. Tél. : 78-61-17-37. Les frais généraux sont très réduits (cet organisme emploie des bénévoles et ne fait pas de campagne de publicité), l'argent ainsi perçu sera entièrement employé à des actions concrètes sur le terrain.

VACANCES

MÉDECINES DOUCES. - Découvrir, au cours de promenades en moyenne montagne, des plantes réputées pour leurs qualités thérapeutiques au plus fort de leur floraison, sous la conduite de spécialistes, c'est ce que propose le club images et connaissances de la montagne de Val-d'Isère, du 6 juillet au 3 août, dans le cadre du Parc national de la Vanoise. En après-midi et en soirée, des conférences-projections, des tables rondes et des débats animés par des spécialistes complèteront l'enseignement pratique.
* Renseignements et inscriptions : club images et connaissances de la montagne, BP 47, 73150 Val-d'Isère. Tél. : 79-06-80-03.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4218

Grid for crossword puzzle with numbers 1-9 and letters I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI.

HORIZONTALEMENT

- I. Un arbre où l'on peut voir battre des ailes. - II. Permet de donner une bonne image de soi-même. - III. Offrir un siège. Organe de défense des ouvriers. - IV. Fourrure lustrée du chevron. Article. Conjonction. - V. Démonstratif. Impératrice d'Orient. - VI. Porte la eulotte. On lui fait faire un tour ce retenant. - VII. Abréviation. S'il est toujours éclatant, ce n'est jamais de vérité. - VIII. Vidait les prisons pour condamner aux travaux forcés. Dut changer de peau pour la sauver. Personnel. - IX. Lancer de l'eau ou cracher du feu. - X. Dune ou dune Homme populaire. - XI. Canton de l'Orne. Spécialités de certaines villes.

VERTICALEMENT

- I. Du bois dont on faisait les flûtes. Viens de forme. - 2. Ne risque pas de monter au ciel s'il tourne mal. - 3. Laissez de côté. Miso en bière. - 4. Terme de jeu. Morceau de cornemuse. - 5. Partie de rigolade. Permet de ramasser les plis à la suite d'une descente d'atouts. - 6. Abandonner le hien ou s'abandonner au mal. Froid dans la morgue. - 7. Haut-lieu de la culture. Préson féminin. Se mostra donc nuisible. - 8. Se signale toujours par une flèche. - 9. Peut se faire pour un droit.

Solution du problème n° 4217

- Horizontalement I. Joaillière. Bath. - II. Ultra. Escrime. - III. Rite. Adoption. - IV. Ive. Raide. - V. Dalle. Ventouses. - VI. Ite. Aristocrate. - VII. CRS. Nées. Ieeste. - VIII. Te. Divio. Ia. Es. - IX. Démobilisés. - X. Os. Mali. Animées. - XI. Rotule. Esaine. - XII. Lénitive. Mol. - XIII. Assoit. Espère. - XIV. Art. Neud. Mc. - XV. Idée. Bâtonnet.

- Verticalement I. Juridiction. Ai. - 2. Olivâtre. Lard. - 3. Attelés. Reste. - 4. Irc. Démons. - 5. La. Réanimation. - 6. Aa. Révolution. - 7. Indivisibilité. - 8. Odcs. NL. Ev. Ub. - 9. Répenti. La. Da. - 10. Est. Tonine. - 11. Ci. Occasions. - 12. Bromures. Ems. Paa. - 13. Ain. Sas. Seime. - 14. Cm. Dette. Enorme. - 15. Hcu ! Secs. Sélect.

GUY BROUTY.

VOTRE SECURITE EST-ELLE EN SECURITE ?

Advertisement for FICHET security services. Text: 'Ce soir, regardez le film FICHET à la télévision et, si vous vous posez des questions... Consultez les 350 Points Forts FICHET. Coffres FICHET, alarmes FICHET, serrures FICHET... FICHET a réponse à tout.' Includes phone number 05.009.009.

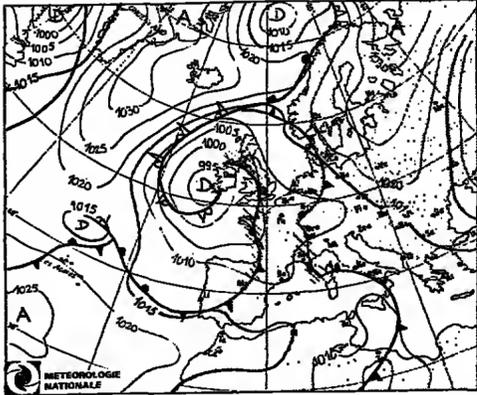
Advertisement listing various locksmith services (SERURERIE MONDÉSIR, SOCIÉTÉ DOMÉVAL, etc.) with addresses in different Parisian districts.

Handwritten text in a box: 'سكنا من الاجل'.

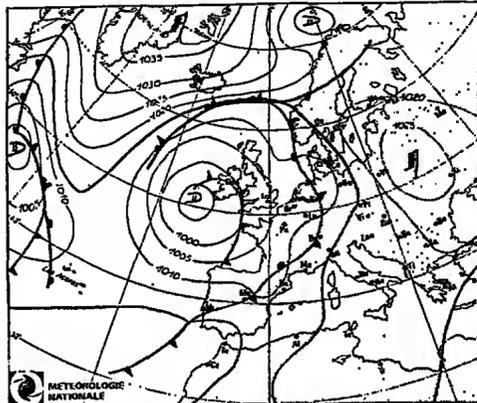
صحة من الالهي

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 5 MAI 1986 A 0 h UTC



PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI A 0 h UTC



Evolution probable du temps en France entre le lundi 5 mai à 0 heure et le mardi 6 mai à minuit.

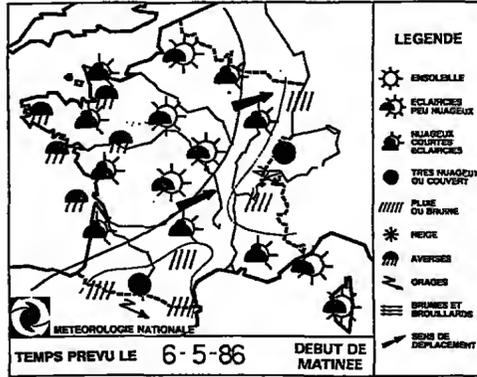
Situation générale : Le centre dépressionnaire sur l'Irlande se maintient, induisant sur la France un flux de sud dans lequel circulent des limites d'instabilité.

Mardi : Le matin, le ciel sera très nuageux à couvert des Pyrénées au sud-est du Massif Central, aux Alpes et au Nord-Est. Sur ces régions, il pleuvra fréquemment avec déjà des orages sur le relief. Cette zone de temps pluvio-orageux se déplacera lentement vers l'Est pour affecter en soirée les régions allant de la Corse aux Alpes et au Nord-Est.

Sur les autres régions, le matin le ciel sera peu nuageux, excepté sur la Bre-

tagne, où les nuages plus fréquents donneront quelques averses. Ces averses gagneront en soirée les régions de la Loire-Atlantique à la Normandie. Du Sud-Ouest au Centre, au Nord et à la Champagne-Ardenne les éclaircies resteront belles.

Les températures seront voisines de 7 à 9 degrés sur la moitié nord-ouest le matin, et de 10 à 12 degrés sur la moitié sud-est. Dans l'après-midi, elles ramèneront au voisinage de 12 à 15 degrés de la Bretagne à la Normandie, de 18 à 20 degrés du Nord au Centre et au Sud-Ouest, et de 20 à 22 degrés du Nord-Est au Sud-Est et à la Corse. Le vent de secteur sud sera faible à modéré sur la majeure partie de la France et encore modéré à assez fort en Bretagne.



LEGENDE

- ☀ ENSOLEILLÉ
- ☁ ECLAIRCIES PEU NUAGEUX
- ☁ NUAGES COURTES COUVERTES
- ☁ TRÈS NUAGEUX OU COUVERT
- ☁ PLUVE DU SOUVENIR
- ☁ NEIGE
- ☁ AVERSES
- ☁ ORAGES
- ☁ BRUMES ET BROUILLARDS
- ☁ SEIGNE DE DÉPLACEMENT

TEMPS PRÉVU LE 6-5-86

DEBUT DE MATINÉE

TEMPÉRATURES		maxima	minima	temps observé			
FRANCE							
AMCICO	18	15	P	LOS ANGELES	20	11	S
BARCELONE	20	9	A	LUXEMBOURG	15	11	C
BORDEAUX	19	9	F	MADEIR	12	9	F
BOURGEOIS	18	7	C	MARSAKCH	20	10	S
BREST	11	6	A	MEXICO	25	10	B
CAEN	14	9	F	MILAN	16	12	P
CHERBOURG	13	7	F	MONTREAL	11	-3	P
CLEMONT-FERR	18	9	S	MEXICO	11	0	S
COCEN	15	11	P	MEXICO	26	17	N
GRENOBLE-SAIN	19	12	N	NEW YORK	16	6	C
LILLE	17	11	N	OSLO	22	10	N
LIMOGES	15	7	F	PALMA-DE-MAJAL	19	9	S
LYON	14	12	C	PARIS	28	13	S
MARSEILLE-MAR	19	14	S	ROUEN	27	21	S
NANCY	18	11	F	ROME	21	13	C
NANTES	15	6	F	SINGAPOUR	27	26	A
NICE	16	13	F	STOCKHOLM	20	7	S
PARIS-MONTS	16	10	C	STRASBOURG	17	11	O
PALE	19	9	F	TOKYO	17	13	A
PERPIGNAN	18	8	F	TUNIS	17	13	C
REIMS	14	7	F	VARSOVIE	19	4	S
ST-ETIENNE	15	8	S	VIENNE	24	13	N
STRASBOURG	21	12	C	VIENNE	25	12	S

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

BENNETON
Graveur-Héraldiste
Papier-à-lettre - Cartes de visite - Faire-part de mariage
Chevalières gravées
75, bd Malesherbes - Paris 8 - Tél. : (1) 43.87.57.39

LE CARNET DU Monde

Décès

- M^{me} Jean d'Alayer de Costamora d'Arc.
sa mère,
Christiane Grossi, Françoise Labada, Jacques de Mones, Bernard de Mones et Brigitte Thomas,
ses enfants, ses petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Solange
d'ALAYER de COSTEMORE
d'ARC,
survenue le 2 mai 1986, dans sa soixante-cinquième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu à Strasbourg le 5 mai, dans la plus stricte intimité.

- M^{me} Léon Bloch,
Le docteur Danièle Prandi,
Lionel et Sabine,
Michelle Bloch,
Francis Bloch,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès du

docteur **LÉON BLOCH**,
ancien chef de clinique chirurgicale à la faculté de médecine de Paris, chevalier de la Légion d'honneur,
le jeudi 24 avril 1986.

Les obsèques ont eu lieu le 30 avril, dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.
17, rue du Colonel-Moll,
75017 Paris.

- M^{me} le professeur et M^{me} Jean Boulouis,
et leurs filles,
M^{me} et M^{me} Martin Cox
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} Nicolas Boulouis
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Agnès BOULOUIS,
leur fille, sœur, belle-sœur et tante,
survenue le 22 avril 1986, à l'âge de vingt-huit ans, à Paris, et vous prient d'assister ou de vous unir à la messe qui sera célébrée le vendredi 9 mai, à 17 heures, en l'église Saint-Sulpice (crypte Saint-François-Xavier), place Saint-Sulpice, 75006 Paris.

173, boulevard Perdre,
75017 Paris.

- Sa famille,
Les étudiants et les membres de l'Association Fénelon,
ont la grande tristesse de faire part du décès à Nice, le 1^{er} mai 1986, de

M^{me} veuve Louis DAVID,
née Anna Léonard,
agrégée de l'Université,
docteur en lettres,
présidente de l'Association Fénelon,
membre actif
de la paroisse universitaire.

L'office religieux et l'inhumation dans la chapelle familiale, près de son époux, ont eu lieu le 3 mai, à Saint-Léger (Alpes-Maritimes).
Une messe sera dite ultérieurement à Paris.

7, avenue de l'Observatoire,
75006 Paris.

- M^{me} André Ficatier,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Bernard Ficatier,
M^{me} et M^{me} Christian Ficatier,
M^{me} et M^{me} Yves Ficatier,
ses enfants,
Bertrand et Olivier,
ses petits-enfants,
ont la profonde douleur de faire part du décès, survenue subitement le 1^{er} mai à Saint-Raphaël, à l'âge de soixante-dix ans, de

M. Albert FICATIER,
inspecteur général de l'INSEE,
ancien directeur du département de la coopération à l'INSEE,
officier de la Légion d'honneur.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 14 heures, en l'église de l'Assomption-Notre-Dame, 34, rue du Rendez-Vous, à Paris-12^e. L'inhumation aura lieu au cimetière parisien d'Ivry, dans le caveau de famille.

- La Calou,
330, avenue des Eucalyptus-Boulogne,
83700 Saint-Raphaël,
39, allée Gambetta,
93340 Le Raincy.

- M^{me} Marc GORECKI-LEROY,
Ses enfants, Roland, Hélène, Isabelle, Geneviève
et leurs familles,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Marc GORECKI-LEROY,
docteur en droit,
ancien administrateur civil,
ancien maître de Linnéart (Oise),
chevalier de la Légion d'honneur,
survenue le 1^{er} mai 1986.

La cérémonie religieuse aura lieu le mardi 6 mai, à 16 h 30, en l'église de Linnéart.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} et M^{me} Hubert Landais,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M^{me} André Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} et M^{me} Pierre Legris,
leurs enfants et petits-enfants,
M^{me} Albert Legout,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges LEGRIS,
survenue le 3 mai 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 7 mai, à 14 h 15, en l'église Sainte-Marie-aux-Fleurs, 24, rue d'Alsace-Lorraine, à Saint-Mard-des-Fossés (Val-de-Marne).

4, quai des Tuileries,
75001 Paris,
18, rue des Professeurs-Pellé,
35700 Rennes,
16, rue Edmond-Rostand,
35000 Rennes.

- M^{me} Henriette NOIZET,
Ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

André NOIZET,
le 27 avril 1986, dans sa quatre-vingt-septième année.
Dans leur peine est présent le souvenir de son fils,

Georges NOIZET,
disparu le 11 mars 1984.

- M^{me} Yvonne Pasticier,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} Yvonne Cogneux,
ont la tristesse de faire part du rappel à Dieu de

M^{me} Madeleine PASTICIER,
ancien professeur de lettres,
chevalier des Palmes académiques,
survenue le 29 avril 1986, dans sa quatre-vingt-cinquième année.
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu le 2 mai, dans l'intimité familiale.

15, square de Châtillon,
75014 Paris,
60, rue Caulaincourt,
75018 Paris.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du "Carnet du Monde", sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

NATIONAL
LOTO N° 18
TIRAGE DU SAMEDI
3 MAI 1986

2 7 24 37 38 49 12

NUMERO
COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 7 MAI 1986
ET SAMEDI 10 MAI 1986

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR
LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS N°	4 1 920 235,00 F
5 BONS N° + complémentaire	60 59 740,00 F
5 BONS N°	1 862 6 050,00 F
4 BONS N°	102 061 110,00 F
3 BONS N°	1 840 664 9,00 F

BONUS DU SAMEDI 222 547

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 9,00 F x 2 = 18,00 F

JEU GAGNANT N°37

LOTO SPORTIF

Equipe 1	Equipe 2	Equipe 1	Equipe 2
1 LORRENT	GUINGAMP	9 DUNKERQUE	VALENCIENNES
2 CLAMPER	ANGERS	10 MULHOUSE	THORON
3 TOURS	NOROT	11 GUEUGNON	BESANCON
4 ORLÉANS	LIMOGES	12 ST-ETIENNE	LE PUY
5 RED-STAR	CAEN	13 ALÉS	MARTIGUES
6 ROUEN	R.C. PARIS	14 MONTPELLIER	BÈZERS
7 CHAUMONT	REIMS	15 NIMES	ISTRES
8 BEAUVAIS	ABBEVILLE	16 SÈTE	CANNES

Tirage des "7 Numéros de la Chance"
du Dimanche 4 Mai 1986 : 1 7 7 9 12 13 15

- M^{me} Joël PRASQUIER,
son épouse,
Le docteur et M^{me} Richard PRASQUIER,
ses enfants,
Alain, Jacqueline, Patrick, Béatrice
et Raphaël PRASQUIER,
ses petits-enfants,
Les familles Eicherwald, Lammberg
et Gault,
ont la douleur de faire part du décès de

M. JOËL PRASQUIER,
survenue subitement le 3 mai 1986, à l'âge de soixante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 mai.
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux, à 15 h 30.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

87, avenue Raymond-Poincaré,
75116 Paris.

- Les établissements Richard,
Le magasin Riana,
ont le regret d'annoncer le décès de leur directeur général,

M. JOËL PRASQUIER,
survenue le 3 mai 1986.

Les obsèques auront lieu le mardi 6 mai.
On se réunira à 15 h 30, à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux.
Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- On nous prie d'annoncer le décès de

Henri ROSSI,
survenue à Paris le 28 avril 1986.

De la part de
M^{me} veuve Andrée Howis,
M^{me} et M^{me} Charles Ross,
M^{me} et M^{me} Sigisler,
ses sœurs, frère et belle-sœur, père et mère,
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

165, boulevard Saint-Denis,
92000 Courbevoie.

Renseignements

M. et M^{me} Michel Baron,
François Baron,
Tous la famille et les amis,
très touchés des témoignages d'affection qui leur ont été apportés lors du décès de

Véronique,
remercient en son nom du fond de cœur.

76, rue de Prozy,
75017 Paris.

- M^{me} H. Martin,
Ses enfants et petits-enfants,
M^{me} et M^{me} R. Geneston
et leurs enfants,
remercient éminemment toutes les personnes qui se sont associées à leur deuil lors du décès de

M^{me} Marcel GÉNÉRONT.

- Le docteur et M^{me} Harry Hirsch-Martin,
et leurs enfants,
profondément touchés par les nombreux témoignages d'amitié qui leur sont parvenus lors du décès de leur fille,

Clair HIRSCH-MARIE,
tiennent à exprimer ici leurs remerciements.

Anniversaires

- Pour le centième anniversaire de la mort de

général Jean BRULLAC,
une pensée est dévouée à tous ceux qui l'ont connu, aimé, et qui restent fidèles à son souvenir.

6 mai 1986.

- A l'occasion du quarantième anniversaire de la disparition de

Emile THÉANA,
une pensée pensée est dévouée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Communications diverses

M. et M^{me} D. Gropowicz,
et leurs enfants,
président de l'Association des Anciens du 2^e régiment de tirailleurs algériens, ont le plaisir de vous inviter à leur mariage.

23, rue des Minimes,
75012 Paris.

Only Church's
CARTON
23, rue des Minimes,
75012 Paris.
TÉL. 40.55.22.88

Crédit
Gerant

Re
CO

Credit Mutuel
DE LA SEINE-MAINE-LOIRE

ADJOINT AU
DES SERVICES

Gérer
un portefeuille

report

Caisse centrale du
Crédit Mutuel
Gérant de portefeuille obligataire

ayant une première expérience sur les marchés financiers. Il contribuera à l'ensemble des activités de la cellule qui :

- gère les FCP et SICAV de la banque,
- monte des emprunts et opère sur le marché primaire,
- exerce une activité commerciale et de conseil auprès des groupes régionaux.

Pour ce poste, les réponses seront transmises directement à notre client. Envoyez lettre, CV et prétentions en précisant la référence B/5873M.

PA
PA Advertising
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LA BOURSE DE PARIS Venez gérer les portefeuilles de notre clientèle à Lille

Un important établissement financier de renommée nationale crée le poste de responsable de la gestion des portefeuilles de sa clientèle (300 000 F à plusieurs millions de F).
A 30 ans au moins, votre formation supérieure (Ecole de Commerce, Sciences Po...) et une première expérience en banque vous ont familiarisés avec les produits boursiers.
Nous vous proposons de faire de vous un conseiller compétent et apprécié. Nous vous assurons une formation dans nos services et dans une importante charge parisienne.

Notre consultante, Mlle M.F. DESROUSSEAU, traite confidentiellement votre dossier et vous remercie de lui écrire (réf. 463 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
2, RUE G. DE CHÂTILLON - 59000 LILLE
PARIS - LYON - GRENOBLE - NANTES

MEMBRE DE SYNTEC

L'UFB LOCABAIL, spécialistes du crédit et du leasing pour PME et PMI, recherche pour PARIS

Rédacteurs contentieux

Votre formation : vous avez une formation juridique : maîtrise de droit des affaires ou de droit privé essentiellement et, si possible, une première expérience. Vous possédez le dynamisme et le combativité nécessaires pour affronter des négociations téléphoniques avec le client.

Votre activité : vous assurerez au sein d'une équipe spécialisée dans le recouvrement des créances, la gestion d'un stock de dossiers et les négociations avec les clients débiteurs (PME - PMI) en liaison avec les syndicats, les huissiers, les avocats.

Envoyez C.V., photo, sous la référence 488, à M.-C. JANIN COMPAGNIE BANCAIRE - 5, avenue Kleber - 75116 PARIS.

groupe de la compagnie bancaire

Quand l'avenir d'un Groupe... rejoint celui d'un Contrôleur d'envergure

Premier Fabricant Européen de postes téléphoniques, notre fort développement s'appuie également sur la production de postes électroniques, de terminaux informatiques et vidéotex. Notre forte croissance externe nous conduit à renforcer notre Contrôle de Gestion. Nous créons le poste de

Directeur Adjoint du Contrôle de Gestion

Basé au Siège Social de QUIMPER, vous serez directement responsable du Contrôle de Gestion de l'ensemble de nos établissements de Production et encadrerez les contrôleurs de gestion des sites. ANIMATEUR D'UNE EQUIPE DE 25 PERSONNES vous proposerez des mesures efficaces pour affiner les outils de gestion et conseiller les Directions Financière et Industrielle. Vous aurez en outre à mettre en place nos méthodes sur les unités que nous intégrons. Familiar des problèmes industriels, de préférence dans la production de séries, vous avez une formation de gestion complétée par une expérience de 5 à 10 ans dans la fonction.

Merci d'envoyer votre dossier complet (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence C/DACIM notre Conseil Didier LESUREUR qui vous expliquera vos perspectives d'avenir dans notre société.

Raymond Poulin Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

MATRA COMMUNICATION

Crédit Mutuel
DE LOIRE ATLANTIQUE ET DU CENTRE-OUEST
accueille au Département Comptabilité Générale à Nantes l'

ADJOINT AU RESPONSABLE DES SERVICES COMPTABLES H/F

pour assurer la Direction totale des services en 1986.
Cette fonction nécessite une excellente maturité professionnelle dans l'exercice de la comptabilité et fiscale.

Gardez des plans comptables au niveau Fédéral et assurez des caisses du Réseau - il assure la cohérence, les regroupements, la consolidation et le suivi des schémas et procédures comptables.

Ses interventions impliquent une connaissance éprouvée de la réglementation et de ses prolongements juridiques, l'usage de l'outil informatique.

Animateur d'une équipe de 20 personnes (3 services), ses compétences professionnelles, doublées de qualités relationnelles lui permettent d'y voir en qualité de « Conseil interne ».

35 ans mini - Expertise Comptable ou équivalent. Professionnel confirmé si possible par une expérience en milieu bancaire.

Ecrire à/réf. 571M, lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et rémunération actuelle

CDRH caij CD/RIH-CEP, La Gullbaudière, bd Marcel Paul 44800 Saint-Herblain. Tél. 40.94.79.94. Réponse et discrétion assurées.

Centre de Formation en alternance

Le centre de formation en alternance du MANS (72) - 22 enseignants, 2 animateurs - 650 apprentis - forme des apprentis, en vue de l'obtention d'un CAP du BATIMENT.

Nous recherchons (H/F)

DIRECTEUR d'ETABLISSEMENT

Avec l'assistance du Comité Central de Coordination de l'Apprentissage du Bâtiment et des Travaux Publics - CCCA - à Paris, il assure le bon fonctionnement de l'Établissement : Pédagogie, Gestion des Personnels, budget...
Il assure, en outre, le DEVELOPPEMENT du Centre par l'ouverture à la Formation Continue d'ADULTES.

Nous souhaitons rencontrer un candidat de formation supérieure, ayant acquis une double expérience pédagogique et de gestion, si possible dans les milieux proches du bâtiment.

Merci d'adresser sous référence M/290/C un CV complet à notre Conseil, qui vous enverra plus d'informations sur le poste avant de vous recevoir.

chp. CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

Gérer et développer un portefeuille d'obligations

Groupe bancaire international privé, recherche pour Paris, un jeune gestionnaire obligataire et un jeune spécialiste des montages financiers pour émission d'obligations.

Outre l'expérience de ces deux fonctions, les candidats intéressés doivent connaître l'anglais.

Nous les remercions d'adresser leur dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. et prétentions) sous réf. 3797 à RSCG CARRIÈRES 48, rue St-Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

cegos
CEFLA

CONSULTANT - CONSEIL DE DIRECTION
Financier expérimenté

CEFLA est une société du Groupe CEGOS spécialisée en conseil financier, diagnostic d'entreprise, rapprochement, recherche de partenaires pour les entreprises du secteur privé.

Pour ces missions, impliquant contacts avec les dirigeants, larges responsabilités, autonomie, nous recherchons un **Consultant** de formation Grande Ecole ou Expertise Comptable, ayant plusieurs années d'expérience en études financières, rapprochements d'entreprises... acquises dans la banque, un cabinet spécialisé ou au sein de la Direction Générale d'un groupe. Anglais courant très apprécié.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé et photo sous référence 7171 B/M, à R. VERDET Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.

responsable reporting et contrôle de gestion
REGION PARISIENNE

RCA est un des leaders mondiaux de la communication. Sa filiale française (C.A. : 500 MF) a pour activités le **disque**, la **vidéo**, etc.

Nous recherchons le (ou le) responsable de notre service reporting et contrôle de gestion qui compte 3 personnes. Sous l'autorité du directeur financier, vous préparez le budget et en assurez le suivi, vous effectuez le reporting mensuel et annuel (bilan, compte d'exploitation, etc.) et établissez les rapports de gestion.

Vous avez une expérience minimum de 2 à 3 ans acquise en cabinet d'audit ou dans une société américaine ou internationale, et vous avez la pratique de la **comptabilité anglo-saxonne**. Votre personnalité affirmée vous conduira à réussir et donc à évoluer au sein de notre société. La connaissance de l'anglais est impérative.

Merci d'adresser CV et prétentions sous référence RC 20 à notre Conseil qui étudiera votre dossier confidentiellement.

COCEPLAN 2, rue Louis David - 75016 PARIS

De notoriété internationale, d'origine anglo-saxonne, nous nous situons parmi les leaders dans notre domaine d'activité : la fabrication de biens industriels. CA Europe : 150 millions \$. Des implantations dans 8 pays. Nous renforçons notre Direction Financière Europe à Paris La Défense en créant le poste de

Adjoint Controller Europe

Intégré à une équipe jeune et performante, vous êtes chargé :

- de participer à l'élaboration du reporting consolidé : vous serez à court terme responsable de certains de ses aspects,
- d'établir et d'analyser les résultats comptables de certaines entités en veillant au respect des délais,
- d'effectuer des missions de revue et d'assistance aux différentes filiales en Europe.

De formation supérieure et/ou titulaire du DECS, vous avez acquis une première expérience des techniques de gestion au sein d'un cabinet d'expertise comptable, si possible anglo-saxon. Une bonne maîtrise de la langue anglaise, des qualités de rigueur et de contacts humains sont des conditions essentielles pour réussir dans cette fonction.

Merci d'adresser un dossier complet de candidature sous référence RVR 54104 M chez TEG, 113 rue de l'Université, 75007 PARIS.

The Executive Group
Management

سكزا من الاجل

3 jeunes ingénieurs de production, futurs patrons de PMI

Récemment diplômé AM, IDN, votre objectif est de piloter une unité autonome et vous cherchez le Groupe qui vous permettra d'y parvenir.

HACHETTE INDUSTRIE, riche de ses 3 000 techniciens répartis sur une dizaine d'unités industrielles -profitables- a un objectif complémentaire au vôtre : «fabriquer» 3 jeunes ingénieurs pour en faire des patrons de filiales industrielles -profitables- et futures.

Vous commencerez par la production : développement, méthodes, fabrication sur des technologies complexes en constante innovation intégrant électronique et micro-informatique. Très vite ensuite vous «sortirez» chez les clients pour apprendre à négocier et élargir.

vos compétences à la gestion (en complétant votre formation). Vous mettez les bouchées doubles pour être crédible à l'intérieur comme à l'extérieur et deviendrez alors patron d'une unité de 50 à 200 personnes, prêt à relever le défi que lance le Groupe HACHETTE.

Il vous faut être mobile et nous convaincre que nous pouvons miser sur votre potentiel pour des métiers où l'efficacité signifie obsession des délais et de la qualité, et réflexion prospective sur le plan technico-commercial. Votre première destination : Limoges - réf. 6058, Cholet - réf. 6013, La Flèche - réf. 6055.

Adressez votre CV détaillé à la Gestion des Cadres du Groupe Hachette, 12 rue François 1^{er}, 75008 Paris.



Nous sommes l'un des leaders de la grande distribution nous recherchons pour renforcer notre Direction Financière à PARIS

AUDITEURS INTERNES

leur mission consiste à contrôler nos filiales de distribution, au niveau des règles comptables et fiscales ainsi que des procédures de gestion. Ces postes conviennent à de jeunes diplômés (DECS ou équivalent) ayant une courte expérience professionnelle. Une grande disponibilité est demandée.

ASSISTANT DE GESTION

Il collecte et analyse les informations fournies par nos filiales afin d'établir le suivi budgétaire. Ce poste convient à un jeune diplômé (UT ou équivalent) disponible, motivé et méthodique, intéressé par l'informatique.

Ces postes sont à pourvoir dans un environnement jeune et dynamique. Notre croissance importante permet à des candidats de valeur d'envisager une évolution de carrière rapide à l'intérieur du groupement, à Paris ou en Province.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 2271 à Levé-Tourmay/Asscom 31, Bd. Bonne Nouvelle 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

CONTROLEUR DE GESTION INDUSTRIELLE - USINE -

Filiale française réputée, d'un groupe international de renom. En France : 5 usines, 2 000 personnes ; dans le monde : 50 000 personnes. Nous sommes à l'avant-garde de la transmission dans des domaines les plus variés (automobile, TGV, VAL...).

MISSION :

- Dans une usine de plus de 1 000 personnes (Ouest de la France)
 - consolider les prévisions des différents services pour construire les coûts standards de référence,
 - analyser les prix de revient dans le respect des procédures définies par le groupe,
 - participer à toute étude au niveau société, impliquant les coûts de fabrication et les investissements.
- proposer, concevoir, mettre en place des systèmes permettant de mieux mesurer les performances de l'usine,
- faire le suivi et analyser les écarts de tous les budgets.

PROFIL :

Agé de 30 ans minimum, le candidat diplômé Sup de Co, DECS ou équivalent, possède déjà une première expérience réussie du contrôle de gestion industrielle (1 à 3 ans) et veut évoluer dans un contexte performant.

Adressez lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 6858 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée.

Banque nationale à taille humaine dans le cadre du développement de sa politique commerciale renforce les équipes d'exploitation de ses unités parisiennes et recherche

Exploitants H/F Classes V à VII

pour prendre en charge et développer un portefeuille de clientèle entreprises (réf. 106) ou de clientèle privée (réf. 107)

Votre formation de base supérieure (école, université ou diplôme bancaire) et votre expérience d'au moins 3 années fortement orientée vers la prospection vous permettent aujourd'hui de vous intégrer à notre stratégie de développement commercial.

Vous deviendrez l'interlocuteur privilégié de notre clientèle auprès de laquelle nous avons la volonté de maintenir une prestation et des relations de qualité.

Vous serez intégré à une structure dynamique et soucieuse de favoriser le travail en équipe.

L'évolution de votre carrière professionnelle au sein du groupe dépendra certes de vos souhaits, mais surtout de vos résultats et de l'ensemble des qualités techniques et humaines que vous aurez pu développer.

Merci d'adresser votre C.V. accompagné d'une lettre manuscrite, photo et prétentions (en précisant la référence) à PLAIN CHAMPS - 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS qui transmettra.

FUTUR CHEF DE SERVICE COMPTABILITE

Première en Europe dans son domaine d'activité, notre société - filiale d'un groupe américain - recherche pour son établissement situé dans les VOSGES (250 pers.) son futur chef de service comptabilité. Durant une année environ, c'est en qualité d'adjoint que vous ferez connaissance avec le poste et son environnement.

Vous prendrez ensuite la responsabilité au niveau de l'établissement, la comptabilité générale et analytique, ainsi que des achats.

Le développement d'une activité de contrôle de gestion est à envisager. Pour réaliser l'ensemble de ces missions, vous serez secondé par une équipe de 6 personnes et bénéficiez d'un puissant outil informatique.

Doté d'un DUT ou d'un BTS Comptable, vous êtes un technicien confirmé en comptabilité industrielle (5 à 10 ans d'expérience).

La connaissance de l'Anglais est nécessaire.

Les responsabilités du poste exigent dynamisme, disponibilité et sens du dialogue à tous les niveaux.

Si cette opportunité vous intéresse, adressez lettre manuscrite avec cv, détaillé, photo et prétentions sous référence 2379 à AXIAL PUBLICITE, 27 rue Talbot 75009 Paris qui transmettra.

Groupe de Sociétés recherche pour l'une de ses plus importantes filiales à Paris

CHEF DU SERVICE COMPTABILITE GENERALE

pour superviser l'ensemble des opérations comptables et la préparation des bilans.

Formation universitaire avec préparation du DECS trois à six ans d'expérience en comptabilité générale et pratique des systèmes informatisés. Rémunération à partir de 160 000 F.

Perspectives d'évolution dans la Direction Financière ou les Sociétés du Groupe.

Ecrire à Catherine MANGET sous la réf. 705 M

plein emploi
10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en ressources humaines.

BFCE

Une carrière internationale

C'est ce que la BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR offre aujourd'hui à de jeunes attachés de direction dans le cadre de l'expansion de sa Direction Internationale.

Vous serez chargé pour une zone géographique déterminée du développement des relations de la banque et du montage des opérations de financement.

Diplômés de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESCP, Sciences Po) vous faites la preuve d'une première expérience bancaire de 2 à 3 ans dans le secteur des crédits et financements aux grandes entreprises, si possible à l'international.

Bien sûr la pratique courante de l'anglais est indispensable. Une seconde langue serait très appréciée.

Nous nous attacherons également à vos qualités d'initiative et à votre sens commercial.

Merci d'adresser votre dossier à notre Conseil sous la référence 3122/1000 et transmettez-le à C.M. PLUS en composant sur votre Minitel le 01 4358.4025

Ressources & Développement
8, rue Cassini Diderot - 75008 PARIS

L'OPPORTUNITE INTERNATIONALE AVEC SOMFY

pour un

CONTROLEUR DE GESTION

HAUTE-SAVOIE - Leader mondial des systèmes de commandes électriques et automatiques pour la protection solaire et la fermeture, SOMFY est en progression constante. Elle réalise un C.A. consolidé de 270 millions de francs (80% sur un plan international).

Jeune contrôleur de gestion, de formation supérieure, vous avez une première expérience de la consolidation, de préférence en entreprise. Vous maîtrisez parfaitement l'ANGLAIS et peut être une autre langue et vous êtes prêt à effectuer des déplacements fréquents...

Rattaché au Directeur Financier votre MISSION PRIORITAIRE, sera tournée vers les activités de SOMFY INTERNATIONAL, opérant en tant que holding vis à vis de dix sociétés filiales dont 9 étrangères (avec USA et JAPON). Vous prendrez en charge l'élaboration des méthodes de gestion du groupe, l'animation du processus budgétaire, le reporting et l'assistance aux filiales dans la mise en place de systèmes de gestion. Des études économiques vous seront confiées.

Merci d'écrire avec lettre de motivation, CV détaillé, photo et salaire actuel à SOMFY, Service du Personnel, B.P. 152 74300 CLUSES.

EXPLOITANT JUNIOR

Pour sa Direction DES GRANDES ENTREPRISES

Le poste : assister un groupe d'Exploitants pour :

- l'analyse et le montage des dossiers de crédit,
- la gestion quotidienne des comptes,
- la solution des problèmes impliquant un intermédiaire entre les Clients et les Services Centraux.

Le candidat :

- Formation supérieure ou bancaire supérieure,
- environ 2 ans d'expérience bancaire.

Envoyer lettre manuscrite avec CV, photo et prêt à la Direction du Personnel de la Banque LOUIS-DREYFUS, 6, rue Rabelais, 75008 Paris.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
APPLIÉE AU CRÉDIT, À LA BANQUE ET À LA BANQUE DE DÉVELOPPEMENT

Jeunes diplômés

HF

ÉCOLES DE COMMERCE

MAÎTRISE SCIENCES ÉCO. GESTION

Organisme central d'un important groupe bancaire recherche pour ses services des Moyens de Paiement DES JEUNES DIPLOMÉS qui viendront renforcer les équipes existantes.

Les candidats seront amenés à participer aux études concernant le traitement des chèques, effets de commerce, carte de paiement, etc. Ils interviendront dans le suivi des procédures et des propositions de traitement, dans un contexte très largement informatisé.

Ecrire avec C.V. et photo, en précisant sur l'enveloppe la référence 4122/LM, à

MEDIA BA 9, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

صكنا من الاجل

EXPLOIT...
CA...
RESPONSA...
OPERAT...
UN CO...
DE C...
ECONO...
SOCIÉT...

Dans le cadre du développement de son activité Crédit-Bail la Banque Hervet crée au sein de sa Direction des Crédits d'Investissement, un poste d' EXPLOITANT CRÉDIT-BAIL H/F

- participation à l'élaboration des produits, barèmes et procédures ainsi que des objectifs crédit-bail du réseau,
- animation commerciale du réseau: appui technique, entretien clientèle, analyse de risque des dossiers importants, formation des exploitants.
Cet exploitant maîtrise, de par son expérience d'au moins 5 ans, l'ensemble des techniques de crédit-bail sous ses aspects juridiques, comptables et fiscaux.
Il a su en outre faire la preuve de son sens commercial et de la fiabilité de son analyse du risque.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations à BANQUE HERVET - Direction des Relations Sociales et du Personnel - 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE HERVET

TELEMECANIQUE recherche

Adjoint, trésorier

Il aura en charge notamment :
- l'optimisation de la gestion en valeur des flux de trésorerie;
- les statistiques financières et gestion prévisionnelle de trésorerie;
- le suivi des comptabilités bancaires.

Ce poste s'adresse à un jeune diplômé Ecole supérieure de Commerce débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience professionnelle, désireux de s'intégrer dans une entreprise dynamique.

Cette première expérience au sein de la Direction financière permettra à un candidat de valeur d'évoluer ultérieurement vers d'autres missions au sein du Groupe, tant en France qu'à l'étranger.

Poste situé en proche banlieue Ouest de PARIS.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prêt. à TELEMECANIQUE ELECTRIQUE - Direction du Personnel/DSUS - 33 bis, av. du Maréchal-Joffre - B.P. 202 - 92002 NANTERRE Cedex.

Telemecanique

BANQUE PRIVEE

CADRE RESPONSABLE DU SERVICE OPERATIONS SUR TITRES

Classe V+ fonction expérience et potentiel.

Vous avez acquis une solide expérience de ce poste dans un établissement bancaire.

Vous avez de bonnes connaissances en techniques informatiques et une réelle connaissance de la fiscalité des opérations.

Répondant au Chef du Service Titres, vous aurez la responsabilité hiérarchique de 4 agents.

Votre professionnalisme, votre sens de l'organisation et vos qualités d'animateur sont vos principaux atouts.

La technicité et les responsabilités inhérentes à cette fonction nous conduisent à être exigeants quant à votre profil.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations s/réf. OT 6803 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, en indiquant le nom des sociétés auxquelles vous ne voudriez pas que votre dossier soit transmis. Discretion.

GEO prima

ASSISTANT DE GESTION

Rattaché au Directeur des Ventes, il sera chargé :
- de l'analyse et de l'exploitation des données statistiques et comptables de la vente au numéro des cinq titres du groupe,
- des prévisions de vente à court terme ainsi que de la préparation des budgets, en relation avec le service de la planification,
- d'études ponctuelles concernant la vente au numéro.

Le candidat devra posséder une formation supérieure (Bac + 2 ans), justifier d'une première expérience de deux ans minimum et posséder une bonne connaissance théorique et pratique de la micro-informatique.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et présentations à : PRIMAS PRESSE Service du Personnel 6 rue Daru - 75008 Paris.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE

recherche dans le cadre de son développement

RESPONSABLES ADMINISTRATIFS

Chargés d'assurer le fonctionnement et le contrôle administratif d'une Agence de Banque sur

PARIS - LILLE - ORLEANS

Hommes de terrain disposant d'une bonne formation et d'une expérience d'au moins 3 ans dans un poste similaire, vous êtes susceptibles d'évaluer à terme vers des responsabilités plus étendues.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et présentations) s/réf. 6824 à CONTESSÉ PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Indiquez le nom des Sociétés auxquelles vous ne voudriez pas que votre dossier soit remis. Discretion assurée.



La DIVISION SYSTEMES ELECTRONIQUES, une des divisions phares de THOMSON-C.S.F., conçoit, réalise, vend et installe, tant en France qu'à l'étranger, des systèmes de défense anti-aériens. Son dynamisme industriel laisse escompter un chiffre d'affaires de plus de 5 milliards de francs en 1986. L'établissement industriel moderne de FLEURY-LES-AUBRAIS (agg. d'ORLEANS) assure l'intégration de la partie électronique des systèmes SOLAIR.

UN CONTROLEUR DE GESTION

Dans un premier temps, il mettra en place et assurera la gestion financière d'un important stock de matériel électronique professionnel. Il évoluera ensuite (2 ans environ) vers une responsabilité de contrôle de gestion d'une activité de soutien logistique et animera une équipe de 8 personnes.

Ce poste conviendrait à un jeune diplômé d'études supérieures, écoles de commerce, maîtrise de gestion ou ingénieur IAE complétées par de solides stages en contrôle de gestion ou une 1^{re} expérience de la fonction en milieu industriel.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo, présentations) à M. Jean ROGUE, Chef du Personnel, THOMSON-C.S.F., 29, rue de Montaran, 45403 FLEURY-LES-AUBRAIS.

THOMSON-CSF

DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Société de Service et d'Ingénierie Informatique recherche son :

Directeur commercial

- Vous avez 35 ans environ,
- Vous avez une solide expérience de la vente auprès des directions informatiques des moyens et grands sites IBM.
- Vous êtes diplômé d'une grande école,
- Vous avez des capacités de management

Nous vous offrons de définir et de mettre en œuvre notre politique commerciale.

- Notre croissance est rapide (+ 110% en 85, + 79% prévue en 86)
- Nos créneaux sont porteurs :
 - Ingénierie au forfait (60%)
 - Vidéotex (20%)
 - Logiciel (20%)

- Nos prestations et nos produits sont de qualité.

Rémunération élevée.

Envoyez votre CV à J.F. Gautier qui vous recevra personnellement.

SYS-COM
Ingénierie

3 rue de Stockholm - 75008 Paris

ÉCONOMISTES HF

Pour renforcer notre Service ETUDES ÉCONOMIQUES à Paris, nous recherchons des ÉCONOMISTES de formation Grande École ou 3^e Cycle, ayant acquis une première expérience professionnelle dans l'un des domaines suivants :

- L'analyse de la CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET MONÉTAIRE
- L'ANALYSE financière et économique DES BANQUES
- Les analyses de RISQUES-PAYS

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV, en indiquant vos prétentions à Marie-Thérèse Jolly - Service Recrutement 7, rue Camarun 75009 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

réseautomatique

Diriger l'usine... Télétransmission

La Société, jeune PMI spécialisée dans les systèmes informatiques de télétransmissions est remarquablement performante. Ses résultats sont exemplaires. Pour assurer son développement, elle recherche le Directeur de son Usine (60 personnes, 50 millions de CA).

Il en assure, naturellement, la responsabilité d'animation et de gestion sur le plan technique et humain. Il planifie et coordonne l'activité, et supervise l'ensemble des services (méthodes, bureau d'études, production, SAV...). Il assure la liaison avec la Direction Commerciale basée à Paris.

Le poste peut intéresser un ingénieur de formation Electronicien ayant déjà assuré des fonctions d'encadrement de gestion et de production dans une PMI, si possible dans la télétransmission et désireux de s'associer à une entreprise dynamique, créative et en plein essor (l'âge moyen des ingénieurs est de 30 ans).

Le poste est à pourvoir en Haute Normandie.

SEFOP remercie les personnes intéressées de lui adresser leur candidature sous réf. DU 549 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

حسبنا من الاجل

L'UNIVERS DE LA GESTION

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE
recherche dans le cadre de son développement

FONDES DE POUVOIR

ENTREPRISE CLASSE V

Chargés de suivre une clientèle existante et de participer à l'expansion de la banque sur PARIS...
ANGERS - BREST - DIJON - Orléans.
Hommes de terrain, à la fois dynamiques sur le plan commercial et capables de sélectionner les risques, vous possédez déjà une expérience similaire d'au moins 5 ans et vous êtes susceptibles d'évoluer à terme, vers des responsabilités plus étendues.
Adresser C.V., photo et prêt. s/réf. FP en précisant le secteur choisi à CONTEXTE PUBLICITE n° 6834, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01, qui transmettra. Discretion assurée.

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER
Industriels performants en RHONE-ALPES, nous sommes leader sur des marchés très techniques de petits équipements. Nous allions souplesse et dynamisme d'une PMI (600 personnes) à la puissance d'un Groupe.

Nous créons cette Direction pour superviser et coordonner l'ensemble des services financiers, comptables, contrôle de gestion, informatiques, généraux, etc., soit une trentaine de personnes.

GESTIONNAIRE OPERATIONNEL EN MILIEU INDUSTRIEL
Mission urgente : développer les systèmes d'informations. A terme court, la fonction Personnel sera aussi à couvrir.

Ce poste conviendrait à un ingénieur d'environ 35 ans formé et expérimenté en gestion financière et organisation administrative, ou HEC, ou ESC avec pratique longue et réussie en milieux techniques comparables.

Contactez en totale discrétion notre consultant, G.-THIERY, B.P. 588, 74014 Annecy Cedex.



emploi régionaux emploi régionaux

Ingénieurs qualité à la recherche de « l'excellence » ...

Si BSN Emballage département bouteilles est leader mondial, c'est grâce à une politique Qualité dynamique et rigoureuse. C'est dire toute l'importance accordée à la recherche de Responsables Qualité pour nos usines de Reims (640 personnes) et de Vézère près de Bordeaux (500 personnes) qui produisent, avec les équipements les plus modernes, les bouteilles destinées aux marchés du Champagne, du Bordeaux et du Cognac. Au carrefour des exigences de la clientèle, des consommateurs de la production et de la maîtrise d'ouvrage, ils recherchent à tous les stades d'élaboration du produit, l'excellence de la qualité avec un double souci de satisfaction des besoins du marché et de réduction des coûts.

Rattachés aux Directeurs d'usine, ils participent à l'élaboration des plans directs et seront amenés à être « actifs » auprès des différents responsables des phases amont et aval du processus.

Au-delà de leurs compétences techniques et de l'expertise qu'ils apportent en permanence à l'usine et à la forme de vente, ils sont fondamentalement hommes de terrain et de communication pour dialoguer avec les clients, assurer une équipe d'une quinzaine de personnes; ils sauront développer l'esprit qualité au sein de l'usine.

Des ingénieurs ayant un bon potentiel et une expérience dans la fonction pourront donner à ces postes leur pleine dimension.

De larges perspectives d'évolution s'ouvriront par la suite tant dans la société que dans le Groupe BSN.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. F 2 M (Reims) F 3 M (Vézère) en précisant la rémunération actuelle à BSN Service Recrutement Cadres - 7 rue de Téhéran 75361 Paris Cedex 08.



Jeune ingénieur chimiste, de la formulation à la fabrication

Vous débutez, il n'y a guère que 2 ou 3 ans que vous travaillez. Pour autant, avec un diplôme d'ingénieur chimiste, une formation complémentaire à l'IFC et probablement une première expérience dans l'industrie du caoutchouc ou du plastique, vous souhaitez rapidement des responsabilités et un travail enrichissant.

Voilà votre projet, vous pouvez peut-être vous y associer.

Nous sommes transformateurs d'élastomères destinés à la fabrication d'une très grande variété de produits industriels. Vous devenez l'ADJOINT DE NOTRE DIRECTEUR DE LABORATOIRE et votre mission consiste à suivre des mélanges de caoutchoucs et de plasto-élastomères, depuis la formulation et la recherche des performances les plus pertinentes, jusqu'aux essais pilotes à l'usine et l'établissement du processus de fabrication.

Vous créez, vous développez, vous êtes en relation avec nos clients, avec nos commerciaux, l'atelier etc... Et vous dépendez directement d'un mentor expérimenté et efficace.

Notre carte de visite : DIVISION ELASTOMERES du GROUPE GERLAND (4 000 personnes, 2,3 milliards de F de CA). Nous sommes installés à LYON.

Nous pouvons nous rencontrer rapidement. Merci d'adresser votre dossier à SEFOP sous réf. EF 553 M.

SEFOP 11 rue des Pyramides, 75001 Paris. MEMBRE DE SYNTEC

DIRECTIONS Nationales et Internationales

DIRECTEUR COMMERCIAL Biens d'Équipement Lourds

La société (177 pers.) est spécialisée dans la chaudronnerie lourde et la grosse mécanique. Elle fabrique des équipements spéciaux liés à la manutention, principalement destinés au nucléaire et, en sous-traitance sur plans, des pièces unitaires importantes.

Pour remplacer son Directeur Commercial, elle recherche un cadre dont la mission principale sera de développer les ventes auprès de grandes sociétés industrielles, d'administrations, de chantiers navals, etc...

Formation ingénieur généraliste ou niveau équivalent. Expérience de la vente de biens d'équipement et de la négociation de gros contrats.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 262/07/M à :
France Cadres 22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS.

RECHERCHE SON DIRECTEUR DU SERVICE JURIDIQUE

Juriste confirmé(e), assisté(e) de deux collaboratrices, prend en charge l'ensemble des problèmes juridiques de la Banque, vous assurerez notamment :

- l'animation active des dossiers de recouvrement,
- la rédaction des actes et formulaires,
- le conseil aux exploitants et à la clientèle,
- la surveillance des formalités d'assemblées,
- le contrôle des garanties et le contact avec les assureurs.

Ce poste nécessite :

- une solide formation en droit des affaires doublée d'une pratique d'au moins cinq ans,
- une expérience bancaire,
- dynamisme et méthode.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prêt., s/réf. 6508/LM à O.C.B.F. SERVICES 66, r. de la Chaussée-d'Antin - 75002 PARIS, qui transmettra.



Importante Société Industrielle Allemande pour l'une de ses filiales françaises PARIS 450.000 F + voiture Directeur Général

Il aura l'entière responsabilité de la Direction d'une PME nouvellement acquise et de son développement (fabrication et vente).

Expérience réussie de 5 à 10 ans dans un poste opérationnel à dominante marketing/vente dans le domaine automobile ou secteurs y afférant.

Bonnes connaissances du fonctionnement et des structures d'une PME souhaitées. Formation technique supérieure impérative, une compétence en gestion serait un plus. Très bonne maîtrise de l'anglais, allemand apprécié.

De 35 ans minimum le candidat devra justifier de ses qualités d'organisateur et d'homme de dialogue.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, présentations et téléphone privé (joindre enveloppe pour réponse plus rapide), sous réf. 5436001 M à Danièle Chapuis

MRI conseil 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly.

REGION RHONE-ALPES METALLURGIE 700 PERSONNES

Notre usine sidérurgique, leader dans sa branche (50% exportation), offre 2 postes à pourvoir rapidement :

Responsable production électricité usine (250.000 F)

Agissant comme un responsable opérationnel, vous serez chargé de la production de l'électricité à partir d'installations hydro-électriques. La fonction vous amènera à négocier les contrats d'achats et de vente d'électricité. Après formation vous serez pleinement responsable de ce secteur.

Rattaché au Directeur Technique, Ingénieur Sup Elec ou équivalent, vous avez des compétences en régulation et automatisation. Vous avez si possible une expérience opérationnelle en maintenance ou fabrication. (Référence 400)

Responsable qualité-métallurgie (220.000 F)

Sous la responsabilité du Directeur Technique, vous aurez pour missions générales d'animer et d'organiser la fonction qualité interne (respect et aménagement des gammes, procédures) et, à partir du cahier des charges, de connaître les besoins techniques des clients. Vous servirez d'interface entre le service commercial et celui de la fabrication pour livrer des produits aux normes exigées.

Ingénieur des MINES, CENTRALE ou équivalent, vous avez des compétences en métallurgie et vous avez exercé précédemment la fonction qualité, si possible dans une aciérie. (Référence 332)

Pour ces deux postes qui s'inscrivent dans une perspective d'évolution pour leurs titulaires, adressez votre C.V. + photo en précisant la référence choisie et en indiquant un numéro de téléphone à Guy POSEI CONSEIL BP 19 - 05480 La Colle sur Loup, qui s'engage à traiter confidentiellement votre dossier.



230 000 + 2 Responsables de production pour nos usines de Lille et Lyon

Notre client, groupe national d'imprimerie solide et réputé, doit son développement à la créativité et à l'efficacité de ses hommes de production comme à la puissance de ses équipes commerciales.

Il dispose de plusieurs usines qui conçoivent et maîtrisent des procédés de fabrication performants. Une politique d'innovation permanente mais aussi une fiabilité reconnue permettent d'obtenir des produits appréciés par la clientèle.

Sous l'autorité immédiate du Directeur d'Établissement, dont vous êtes le n° 2, vous assurez la totale responsabilité de l'outil de production (une centaine de personnes) : optimisation des moyens humains, des matériels et du processus.

30 ans environ, ingénieur de formation (Arts et Métiers, IDN, HEI, INSA, etc...), vous disposez d'une première expérience probante d'ingénieur en fabrication. Nous vous offrons tous les moyens pour réussir ce challenge, à vous de démontrer vos qualités de meneur d'hommes, d'organisateur et de gestionnaire de production, dans un contexte ouvert aux grands vents de la compétition.

Une formation et/ou une expérience dans le domaine de la mécanique sont un atout supplémentaire.

Marc DAUBRESSE étudie confidentiellement votre candidature, merci de lui écrire sous la réf. 1750 LM

argos HOMMES, STRUCTURES ET STRATEGIES 135, avenue de Wagram-75017 PARIS Tél. : (1) 42.27.96.49

PARIS - LILLE - LYON - MONTREAL

Electromécanique et Normandie

Bien que d'importance nationale, notre société a su conserver une taille humaine permettant à ses cadres de s'impliquer dans des postes complexes et motivants. Une technique innovante pour produire des équipements électromécaniques sous forme de prototypes ou de petites séries pour les Fédérations, les Administrations (EDF ou PTT), la Marine ou l'Aéronautique.

Le Directeur de notre unité de production en Normandie, a en la bonne idée d'accepter une promotion dans notre groupe: il vous propose de prendre en pleine responsabilité un secteur de profit d'une cinquantaine de salariés de France et d'employer environ 90 personnes.

Votre diplôme d'ingénieur de type Arts et Métiers vous permettra d'analyser très vite nos fabrications. Votre dynamisme et votre sens de l'initiative vous rendront rapidement crédible et vos qualités d'organisation, de gestion et de rigueur vous permettront une belle évolution dans notre groupe. Vous serez chargé de constituer de SIRCA, 64 rue La Boétie, 75008 Paris, sous référence 527/752 M. 4876

Sirca Membre de Syntec

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer)

ALGERIE - الجزائر
 MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

RECRUTE

Pour ses établissements d'Enseignement supérieur des enseignants dans les disciplines suivantes :

- mathématiques ;
- physique ;
- chimie ;
- biologie ;
- génie civil ;
- électrotechnique ;
- hydraulique ;
- mines métallurgie ;
- architecture et urbanisme ;
- informatique ;
- mécanique.

CONDITIONS EXIGÉES :

- titulaire d'un doctorat d'Etat ou d'un titre reconnu équivalent ;
- 5 ans minimum d'ancienneté dans l'Enseignement supérieur.

AVANTAGES :

- logement assuré ;
- salaires intéressants ;
- bonnes conditions de travail.

Les candidatures doivent être accompagnées d'un curriculum vitae, d'une demande manuscrite et adressées à :

M. le Ministre de l'Enseignement Supérieur
 Direction des Personnels
 1, rue Bachir-Attar, place du 1^{er}-Mai
 ALGER
 ou M. l'Attaché Culturel de l'Ambassade
 d'Algérie.

ALGERIA

Baxter Fell International Limited is a leading British International Turnkey Contractor currently responsible for a major multi-million pound building contract in Algeria. We have the following staff requirements for British nationals with a sound knowledge of French, to be employed on the project in Algeria.

CIVIL ENGINEER - QUALITY CONTROL
 We are looking for 2 Qualified Civil Engineers, aged 30-45, who will each be responsible for one region in Algeria but will cover a number of sites within that area. The position will involve a high degree of liaison with the client's representatives and obtaining approvals from local authorities, in addition to the normal quality control duties of ensuring quality of production and specifications are met. This is a senior staff appointment and will report directly to the site manager responsible for the region.

ELECTRICAL ENGINEER - QUALITY CONTROL
 We require a Qualified Electrical Engineer, aged 30-45, who will be a member of our Central Quality Control Team based at our Algiers head office. The duties will involve quality inspection of electrical installations and conformity with specifications, client liaison and supervision of commissioning with local authorities. The electrical engineer will report directly to the M&E manager. This position requires fluency in French.

ADMINISTRATION STAFF
 We require Administrative Staff at all levels from Site Administration Assistant to Administration Manager and responsibilities will include personnel, welfare, travel, payroll and general site administration. Previous overseas knowledge is essential and preference will be given to fluent French speakers with North African experience.

PORT CLEARANCE OFFICER
 We require an experienced Port Clearance Officer who must have a sound knowledge of French, duties to include supervision, liaison and coordination of port clearance operations together with all associated import, export documentation. Familiarity with French Port Clearance and Customs Procedures useful preferably gained in Francophone Africa.

In addition to a generous salary, free of local taxes and social security payments, the employment package offered includes a 56 week bachelor status contract with 2 weeks paid home leave for each 12 weeks worked, free messing and accommodation and a local allowance whilst in Algeria.

Please forward your C.V. or telephone for an application form:
 M J Daulton, Personnel Manager, Baxter Fell International Limited, Portland House, Stag Place, London SW1E 5BP. Tel. No. 07-630 0711.

Baxter Fell International

emplois régionaux **emplois régionaux**

INGENIEUR
 POUR FORMER
 NOTRE RESEAU
 DE VENTE

TRANE

NOUS : Société TRANE - filiale européenne d'un des leaders mondiaux du conditionnement d'air et de la réfrigération - CA 840 MF, 1250 personnes en France (1985). L'ensemble du Réseau de Vente Européen représente plus de 100 Ingénieurs de Vente et environ 170 Techniciens de Service Après-Vente. Notre clientèle est constituée d'Ingénieurs Conseil, de Bureaux d'Etudes, d'Installateurs ou d'Industriels.

VOUS : Issu d'une Ecole d'Ingénieurs, vous avez une dizaine d'années d'expérience dans notre activité au sein d'un service marketing, commercial ou technique. Vous maîtrisez l'Anglais et si possible l'Allemand ou l'Italien. Vous souhaitez vous orienter vers la Formation.

Nous vous proposons de suivre nos besoins de formation et d'y répondre. Pour ce faire vous formerez d'une part aux produits de la Société avec l'aide des responsables concernés, et d'autre part aux techniques de vente, en animant vous-même ou en les confiant à des organismes spécialisés.

Vous utiliserez et développerez les moyens (audio-visuels...) nécessaires et assurerez la publication de documents et d'articles.

Vous proposerez votre budget et vous le suivrez.

Poste basé à EPINAL, avec déplacements sur toute l'Europe.

Si vous êtes intéressés, veuillez adresser votre lettre de candidature avec c.v. détaillé, photo et prêt, s/réf. 2380 à Christen Herson, Société TRANE, 1 rue du Fort, 88190 GOLBEY.

ENTREPRISE SUISSE DE COMMERCE INTERNATIONAL

recherche un

SENIOR TRADER

ayant une expérience approfondie dans le commerce international du café et éventuellement dans d'autres soft commodities

L'occasion sera donnée à ce trader d'opérer plus spécifiquement sur les pays francophones, au sein d'une petite équipe dynamique. Nous attendons de sa part des preuves d'initiative, de dynamisme, de mobilité et de disponibilité en participant activement au développement de nos affaires internationales.

Les candidats de plus de 30 ans et jouissant de la parfaite connaissance de l'anglais voudront bien faire leurs offres manuscrites avec C.V., copies de certificats et photo, au Bureau du personnel de :

ANDRÉ & CIE S.A.
 Ch. Messidor 7, Case postale, CH-1002 LAUSANNE (Suisse)

Une Société Etudes et Recherches "Hautes Technologies" de réputation internationale, recherche

ingénieurs vibrations acoustique

- pour Lyon : conduite de projets (études, calculs, mesures), connaissances requises en calcul EF, modélisation, traitement du signal. Ref. IM 5.
- pour Provence : direction d'essais (élaboration, mesures, évaluation) maîtrise nécessaire de chaînes d'acquisition. Ref. IMX 5

Téléphones pour informations ou 78.36.78.03.
 Ecrivez avec CV, photo (confidentialité de rigueur) à :

BM BERNARD MIGNOT CONSEIL
 145, Chemin de Choulans - 69005 LYON

CHEF DE PRODUITS TOURISTIQUES
 Clermont-Ferrand

Une Société recherche UN CHEF DE PRODUITS TOURISTIQUES. Dans le cadre d'opérations d'aménagements touristiques pour une clientèle de collectivités locales, d'associations ou du secteur privé, il sera chargé d'élaborer des produits adaptés à différents réceptifs, de développer une centrale de réservation existante, de prospecter de nouveaux segments de clientèle et de diversifier les réseaux actuels de distribution en France et à l'étranger. Il assurera des sessions de formation commerciale pour des élus locaux ou des professionnels. Il adaptera les techniques de marketing direct à la vente de produits touristiques. Le candidat retenu, âgé d'au moins 27 ans, de formation supérieure, possèdera une première expérience acquise dans le domaine du tourisme ou des loisirs. Homme d'études mais aussi de terrain, il sera familiarisé avec les techniques de prospection commerciale moderne. Ce poste est basé à Clermont-Ferrand mais nécessitera des déplacements sur d'autres régions de France. Ecrire sous référence 835/M à :

GRH Conseils
 3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discretion assurée.

NOUVELLE-CALÉDONIE

Association intercommunale région Centre (Thal) recherche pour opération programmée habitat social et cadre de vie limitier diffus.

DIRECTEUR D'OPÉRATION

niveau ingénieur GTP, urbanisme, architecte ou expérience équivalente.

Envoyer c.v. à O. CONSIGNY B.P. 54, TOURNAI, Belgique. Tél. : 18-687-42-88-48.

Ecole française de Nairobi, Kenya

1 COUPLE D'INSTITUTEURS

titulaires, septembre 1986. Envoyez C.V. à : E.F.N., P.O. BOX 47525, Nairobi (Kenya). Tél. : 58-78-87 / 58-78-22. URGENT

Fédérat. écoles catho. franc. IS-TANZANIE, ch. sept. 881 MATIAS, SC. PHYS. PROF. CHRETIENS DIPLOMÉS, 2 ans. exp. Enr. HAVAS PLUS, B.P. 412, 92278. Brest s/réf. 3926.

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

ouvre une inscription, pour la poursuite d'un post. à plein temps, de professe. ordinaire de linguistique et philologie du russe. Titre exigé : doctorat de lettres, doctorat d'Etat ou publications importantes, habilitation.

Entrée en fonct. : 1^{er} sept. 87.

Les candidatures (avec C.V. et liste de publications, en 5 ex.) doivent parvenir, avant le 1^{er} juin 1986, au Doyen de la Faculté des Lettres, bâtiment central, 1015 LAUSANNE, Suisse. Tél. : 46-31-26.

UN SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Compétences : FINANCES - GESTION

Adressez candidature à : M. le Maire de Saint-Nazaire Secrétaire Général - G.P. 410 44506 Saint-Nazaire Cedex.

Secteur région Bourgogne recherche son

INGÉNIEUR

pour prendre en charge les problèmes de sécurité

Adressez dossier de candidature et rémunération souhaitée à MEDIA CONSEIL, REF. 1.401 7, bd KR 21000 OJON.

L'AGENCE D'URBANISME DE LA RÉGION DUNKERQUE recherche

CHARGÉ(E) D'ÉTUDES CONFIRMÉ(E)

pour montage de dossiers et responsabilité de négociations d'opérations de PLH

Formation supérieure exigée Env. C.V. et prêt, à l'AGUR 20, avenue de la Libération 59140 DUNKERQUE.

VILLE DE SAINT-NAZAIRE
 70.000 HABITANTS recrute

Association régionale agréée tourisme ch. pour saison hiver 1986-1987 DIRECTEUR pour maison familiale Sevel, 180 lits, expérience en animation d'adultes et en gestion demandée

Adressez lettre et C.V. Centre de Loisirs, plain air 20, rue d'Angleterre, B.P. 19 85005 LITS CEDAX.

SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE
 160 km Nord de Paris recherche pour renforcer ses structures

FISCALISTE

avec expérience minimum de 5 ans. Dans une clientèle composée de PME - PMI, d'importance moyenne, il devra, dans un cabinet de taille humaine assurer un rôle de conseil fiscal et juridique. Poste mouvementé mais demandant initiative et rigueur

Adressez votre C.V. manuscrit et présentation de 7.244 M LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy, Paris-7^e.

COMITÉ D'EXPANSION ÉCONOMIQUE EN SEINE-MARITIME reg. son **SECRÉTAIRE GÉNÉRAL** compétent en gestion financière et développement économique devra travailler avec les élus et les assemblées. Adr. C.V. manuscrit et prêt, L026, 9500, 75002 Duple Cedex.

Contrôle de gestion création de la fonction

Un groupe industriel leader sur son marché (biens d'équipement grand public) - CA 365 MF - 3 usines - 1200 collaborateurs - instaure la fonction contrôle de gestion et en recherche le maître d'œuvre. Rattaché à la Direction Générale il sera responsable de la mise en place des procédures de gestion prévisionnelle, des tableaux de bord, des prévisions et du contrôle budgétaire, du suivi des prix de revient et des marges. Il proposera les économies de gestion.

De formation supérieure (finances-compta), âgé de 32 à 38 ans, il possède l'expérience de la comptabilité et du contrôle en entreprise industrielle. Il sait établir des contacts efficaces tout en manifestant une autorité de compétence.

Le poste est situé dans l'AINSE.

Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 430 M (à mentionner sur l'enveloppe).

BKC BERNARD KRIEF CONSULTANTS
 115, rue de Bac - 75007 Paris

ES

ESO-European Southern Observatory est une organisation européenne intergouvernementale créée par les gouvernements de la Belgique, du Danemark, de la France, de l'Italie, des Pays-Bas, de la République Fédérale d'Allemagne, de la Suède et de la Suisse. ESO souhaite engager un (tr) / n

INGENIEUR / PHYSICIEN
 (réf. 8VLS-002)

pour le Groupe VLT (Very Large Telescope) au site de ESO à Cerro Paranal, République Fédérale d'Allemagne.

Formation : diplôme universitaire en physique et / ou d'ingénieur en optique ou mécanique.

Expérience et connaissances : le candidat bénéficiera de plusieurs années d'expérience dans un des domaines suivants : réfraction de surfaces optiques, physique des matériaux notamment des métaux ou des verres, conception d'instruments optiques. Une expérience dans la gestion de projets industriels serait souhaitable. Une bonne connaissance de l'anglais étant indispensable, celle de l'allemand et / ou du français constituerait un avantage certain.

Responsabilité : la conduite du programme de développement technologique relatif à la réalisation des miroirs de 8 m ou futur VLT ; il assurera, ultérieurement, la responsabilité de leur réalisation (substrat et surface optique) et la gestion des contrats industriels correspondants.

Projets technologiques : le VLT Very Large Telescope est un télescope de 16 mètres de diamètre réalisé à partir de 4 miroirs de 8 mètres, qui sera construit vers le milieu des années 1990. Les substrats envisagés sont le verre et le métal et, éventuellement, les matériaux composites.

Rémunération : la rémunération pour ce poste sera fonction de la qualification, de l'expérience et de la situation familiale du candidat.

Les candidatures doivent être transmises avant le 15 mai 1986 au Service du Personnel European Southern Observatory, Karl-Schwarzschild-Strasse 2, D-8506 Garching bei München, République Fédérale d'Allemagne. Tél. : (49) 89 320 06 216-8. Veuillez mentionner sur l'enveloppe la référence du poste à pourvoir.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'ESO, aucune nationalité n'est a priori exclue.

هكذا من الاجل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

ADJOINT DE DIRECTION GENERALE Région Parisienne

Société de distribution de produits chimiques en pleine expansion (C.A. 170 millions de F) recherche, pour seconder son P.D.G., un homme d'expérience destiné à devenir, dans les mois à venir, son futur DIRECTEUR GENERAL ADJOINT.

Dans un premier temps, il se familiarisera avec la Société en assumant le secrétariat général et en participant aux diverses tâches de la Direction, tant sur le plan commercial que sur le plan de la gestion.

Des son intégration réalisée, il prendra en charge, en collaboration avec le P.D.G., la bonne marche du Groupe (Société Mère, filiales, sociétés affiliées). Ce poste, très évolutif, nécessite : sans aigle des responsabilités, capacité à s'impliquer personnellement, autonomie dans le respect de l'historique de la Société.

Environ 40 ans. Formation supérieure. Expérience de tâches polyvalentes au sein d'une équipe de direction générale.

Adresser C.V. détaillé sous référence 662/05/M à



22, rue Saint-Augustin 75002 PARIS

JURISTE MF

PARIS SUD

HENKEL FRANCE

Première filiale d'un Groupe chimique allemand, réalise avec 2 000 personnes et 10 filiales un CA de 3 Mds F. Nous produisons et distribuons sous plus de 100 marques des produits destinés à la Grande Consommation (détergents, cosmétiques, colles...) comme à l'industrie. Notre Département Juridique et Fiscal recherche un(e) Juriste titulaire du D.E.A. de Droit des Affaires, ayant une expérience professionnelle de 3 à 5 ans.

Vous prenez en charge la gestion du portefeuille de Marques et Brevets, et conseillez les unités du Groupe sur les questions de promotion, publicité, Droit de la consommation et de la distribution. Il est impératif que vous connaissiez l'allemand.

Adresser votre dossier sous N° 893

GABRIEL MARCU
154, bd Maiesherbes - 75017 Paris.



emplois régionaux

BIAO

AFRIBANK

LA BANQUE INTERNATIONALE
POUR L'AFRIQUE OCCIDENTALE
ouvre une agence à LYON
et recherche un

Exploitant confirmé Cl. VI ou VII

pour seconder le Directeur de cette agence.

De formation supérieure, il devra développer un fonds de commerce d'Entreprises actives à l'export et maîtriser en outre les différents aspects de la gestion de clientèle privée.

Une réussite dans ce poste débouche à moyen terme sur des responsabilités étendues au sein du réseau international du groupe.

Adresser lettre de candidature à la Direction du Personnel
BIAO - 9, avenue de Messine - 75008 PARIS

UNE ENERGIE NOUVELLE EN AUVERGNE

Banque Populaire Auvergne et Corrèze

NOUS AVONS de grandes ambitions et voulons plus encore que par le passé :

- accélérer notre développement ;
- être une banque qui compte dans sa région (Puy-de-Dôme, Haute-Loire, Cantal, Corrèze) ;
- anticiper les évolutions de notre métier.

NOUS VOULONS RENFORCER nos moyens et recherchons des collaborateurs (H.F.) pour :

- notre réseau : - DIRECTEURS D'AGENCE.
- ADJOINTS aux DIRECTEURS D'AGENCE.
- CHARGES DE RELATIONS TOUTE CLIENTÈLE.
- nos services du siège social : - JURIDIQUE, CONTENTIEUX
- CONTROLE DE GESTION, etc.

NOUS DEMANDONS :

- dynamisme ;
- aptitudes commerciales ;
- capacité à animer ;
- expérience bancaire confirmée ou récente ou jeunes diplômés de l'enseignement supérieur.

SI VOUS VOULEZ vous associer à nos ambitions, écrivez-nous, nous serons heureux d'examiner votre candidature.

Classification et rémunération seront fonction de l'expérience.

Candidatures manuscrites accompagnées d'un C.V. détaillé, photo, rémunération actuelle et prétentions à adresser à :

Direction des Relations Humaines
BANQUE POPULAIRE AUVERGNE ET CORRÈZE
18, boulevard Jean-Moulin, 63002 Clermont-Ferrand Cedex.

سكنا من الاجل

Seconder notre Responsable du Recrutement

Société de Services et d'Ingénierie en Informatique, filiale de PECHINEY, nous avons acquis une place de premier plan grâce à la qualité de nos prestations (Télégestion - Proiciels - Conseil - Système-Formation).

Cette expansion entraîne un accroissement rapide de nos effectifs (doublement en 4 ans) et nous amène à renforcer cette activité.

Vous assisterez notre responsable du recrutement dans l'ensemble des opérations et vous prendrez la responsabilité complète de campagnes.

Attentif aux moyens de recrutement existants (média, actions spéciales...), vous assurerez les relations avec les écoles, et participerez à différentes manifestations écoles-entreprises.

Agé d'environ 28 ans, vous avez une formation universitaire (Maîtrise Droit ou Psycho, complétée par un DESS option sociale) et une expérience professionnelle de 2 à 3 ans. Peut-être avez-vous déjà utilisé un outil informatique et acquis des connaissances en graphologie. Mais, avant tout, vous saurez nous prouver vos qualités de contact et de dialogue et votre volonté de vous investir dans l'expansion d'une entreprise jeune et motivée par le succès.

Poste à pourvoir à PARIS/CLICHY.



Si cette proposition vous intéresse, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence 485 à Organisation et Publicité - 2, rue Marengo 75001 PARIS, qui transmettra.



Services et Proiciels Informatiques

MEMBRE DE SYNTec-Informatique



Filiale du Commissariat à l'Energie Atomique, INTERCONTRÔLE apporte le concours de ses méthodes, de ses équipements et de ses spécialistes aux opérations de contrôle non destructif effectuées sur les centrales nucléaires en France et à l'étranger. Il n'est pas de mission plus exigeante sur le plan de la qualité. Son constant développement l'amène à étoffer ses équipes et à recruter.

Jeunes Ingénieurs

INSA, UTC, ENI...

Après une solide formation à nos matériels et techniques, votre mission sera double :

- Responsable opérationnel sur site nucléaire vous encadrerez une équipe de 45 personnes (techniciens et ouvriers qualifiés) chargés de réaliser des tâches spécifiques de contrôle des générateurs de vapeur des centrales.
- Ingénieur développement sur base, vous devrez concevoir et améliorer des procédés en constante évolution faisant appel, non seulement à la mécanique mais également à l'instrumentation, l'informatique, la robotique.

Agé de 25 ans minimum, vous êtes généraliste mais la MÉCANIQUE est votre point fort et votre pratique de la langue anglaise est quasi parfaite.

Une première expérience acquise en BE ou sur un chantier d'une industrie de pointe, des connaissances en espagnol sont des atouts supplémentaires. Les postes sont basés à 50% sur des déplacements en France comme à l'étranger.

Merci d'adresser lettre manus., C.V. détaillé et prétentions sous référence 3089/M à Claudine FERRY-CLEMENT - SMI-CEGOS Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE CEDEX

séle
CEGOS

Assistance Publique

Hôpitaux de Paris

RECHERCHE

en vue de la création
d'un centre de conseil en recrutement

PSYCHOLOGUE DIPLOMÉ

POUR RECRUTEMENT, ORIENTATION
ET SÉLECTION DU PERSONNEL

CONVIENDRAIT :

- Titulaire d'une maîtrise de psychologie + DESS de psychologie industrielle
- OU
- Diplômé de l'Ecole des psychologues praticiens.

Expériences professionnelles souhaitées dans le domaine du recrutement.

ÉCRIRE :

ASSISTANCE PUBLIQUE A PARIS
DIRECTION DU PERSONNEL
SERVICE DE L'ADMINISTRATION DES PERSONNELS
BUREAU DU RECRUTEMENT ET DES CONCOURS
3, AVENUE VICTORIA, 75100 PARIS 8^eP.

UN IMPORTANT GROUPE DE PRESSE SPÉCIALISÉE

recherche

6 rédacteurs-trices techniques en électronique

Les candidats devront être familiarisés soit en composants, soit en micro-électronique, soit en OEM ou en périphériques.

Les postes conviendraient à de jeunes ingénieurs, à des technico-commerciaux, à des agents techniques ou à des agents de maintenance.

Postes à temps plein à pourvoir entre le 18 août et le 15 septembre 1986.

Adresser C.V. et prétentions au Directeur de
Électronique Actualités,
49, rue de l'Université,
75007 PARIS.

ENSAE, ISUP, DEA Mathématiques...

Statisticien

L'UFB Locabail, leader du financement des investissements des PME et PMI (crédit, leasing) souhaite s'adjoindre pour son service ETUDE et PLANIFICATION un statisticien débutant ou ayant une première expérience.

Au sein d'une petite équipe de spécialistes, il secondera le chef de service dans les études demandées par la direction générale et sera plus particulièrement affecté à l'analyse de données. Il aura donc pour mission d'améliorer et de développer les applications de ces méthodes avec tous les services de la société.

Ce poste peut évoluer vers des fonctions plus opérationnelles pour un candidat performant.

La rémunération prévue est en rapport avec les exigences de la fonction et les perspectives d'avenir.

Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/n° 487 à Marie-Christine Janin, Service Orientation-Recrutement, 5 avenue Kléber - 75116 Paris



groupe de la compagnie bancaire



MARKETING INTERNATIONAL

Le Groupe SEB est avec 7 500 personnes, 3,5 milliards de francs de Chiffre d'Affaires, 50% à l'étranger, le N° 1 français du petit électroménager et de l'art de la table. Il recherche pour l'EUROPE le

RESPONSABLE DU « MARKETING SERVICE »

Rattaché au Directeur des filiales européennes, il assurera les liaisons entre les services marketing des filiales, leurs agences de communication et les chefs de produits internationaux des Sociétés françaises.

C'est un homme de 30 ans environ, de formation commerciale supérieure, possédant une expérience réussie du Marketing de produits de consommation dans un contexte international.

Homme de contacts, opérationnel, il sait vendre ses idées à des équipes compétentes.

Il travaille en anglais (en allemand si possible). Il est disponible pour de fréquents et courts déplacements à l'étranger. Poste basé à LYON.

Merci d'adresser C.V., photo récente, salaire actuel s/n° 604510/M (à mentionner sur l'enveloppe).



BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Organisme public de forte notoriété industrielle et scientifique recherche

Diplômé IEP ou équivalent

centre de formation des journalistes ou école de journalistes

Le titulaire du poste sera chargé d'assurer la responsabilité des publications et des relations publiques. Une première expérience dans le secteur de rédaction ou de solides connaissances dans ce domaine sont souhaitées.

Une bonne connaissance de l'anglais, des qualités de contact associées à une démarche rigoureuse sont nécessaires.

Poste à Paris. Ecrire sous réf. 25 480 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

Gérer et développer les ressources humaines de l'entreprise

Une société performante (500 personnes) filiale d'un des premiers groupes industriels français, poursuit son expansion en France et à l'étranger.

Cette entreprise solide et renommée souhaite donner une nouvelle dimension à la fonction personnel et recherche un candidat de valeur capable d'en assurer la responsabilité.

Associé étroitement aux choix stratégiques de la Direction Générale, il assurera la totalité de la fonction "personnel" en mettant l'accent sur la gestion prévisionnelle, l'information, la formation et l'assistance aux directions opérationnelles.

De formation Sciences Po., Maîtrise de Droit (spécialisation droit social apprécié) il devra disposer d'environ 5 ans d'expérience dans la fonction acquise en milieu industriel.

Réelles perspectives de développement de carrière pour candidat témoignant de qualité de dialogue et de dynamisme.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. WP 478 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

GESTION

Consultant senior fort potentiel

CEI Le CEI est la société de conseil en organisation et formation du Groupe CGE et agit pour l'ensemble de ses filiales industrielles (ALSTHOM, CIT ALCADEL, CABLES DE LYON, SAFT...).

Nous recherchons un candidat de premier plan, capable :

- de mener avec autonomie des projets d'organisation (conception et mise en œuvre) dans des domaines variés : systèmes d'information, contrôle de gestion, comptabilité générale et analytique, gestion commerciale et de production...
- d'animer une équipe de consultants juniors.

Ce poste conviendrait à un HEC, ESSEC, Sciences Po... ayant 5 ans d'expérience acquise dans un cabinet conseil renommé ou un grand groupe. Il aura de solides compétences en organisation, audit ou contrôle et de bonnes connaissances en informatique.

Ses qualités d'analyse et de synthèse, son sens du dialogue et de la négociation, son ouverture d'esprit et ses capacités d'adaptation à des domaines variés lui permettront de réussir dans ces fonctions et d'occéder ensuite à d'importantes responsabilités opérationnelles au sein du Groupe.

Poste à Paris. Disponibilité pour déplacements.

Ecrire sous réf. YR 479 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

CADRE FINANCIER fort potentiel

Assistance et contrôle filiales HEC, ESSEC, ESCP...

Organisation comptable, établissement plans et budgets, études économiques et financières (rapprochements et acquisitions de sociétés).

Expérience 3 ans, solides connaissances comptabilité, gestion, finances. Anglais indispensable.

Evolution au sein filiales France et étranger.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. NC 474 CM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

Adjoint du directeur des systèmes informatiques

Une société industrielle française (1000 personnes) leader mondial dans sa spécialité, filiale d'un des premiers groupes français, recherche l'Adjoint du Directeur des systèmes informatiques.

La société compte trois centres de production, reliés, ainsi que le siège, par 35 terminaux, à un centre de traitement équipé d'un IBM 308. Les différentes unités disposent également de 50 micro-ordinateurs.

Le titulaire du poste collaborera au développement des applications informatiques et aura la responsabilité complète du centre de traitement.

Ce poste conviendrait à un ingénieur, ayant 5 ans d'expérience comme chef de projet (dont au moins 2 ans en gestion de production). Il aura déjà la connaissance de l'IBM 308 et témoignera de solides qualités relationnelles.

Poste à Vichy.

Ecrire sous réf. PF 476 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

Cadre financier

Société à taille humaine (200 millions de CA), dynamique, spécialisée dans la vente d'équipements industriels, recherche un Collaborateur Financier.

Rattaché à la Direction Générale, son action s'exercera dans les domaines suivants :

- études et mise au point des financements (crédits clients et fournisseurs),
- gestion de trésorerie à court et moyen terme, relations avec les banques,
- prévisions et contrôle budgétaire,
- problèmes juridiques courants.

Ce poste conviendrait à un candidat de formation supérieure (ESCAE, Maîtrise de Sciences Economiques, DECS ou équivalent) ayant une expérience d'au minimum 7 à 8 ans dans un service financier et/ou dans le secteur bancaire.

Poste : Paris-Nord.

Rémunération : 200.000 F. + Selon expérience

Ecrire sous réf. AT 481 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

Organisme professionnel de première importance

recherche

FISCALISTE

De formation ENI de préférence, vous avez déjà acquis une expérience de 2 à 4 ans.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous n° 7.243

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, PARIS-7.

Groupe de presse premier exportateur

cherche

SON TRAFFIC MANAGER

responsable de toutes les expéditions, il (elle) sera chargé(e) de restructurer et d'organiser le service expéditions.

Le candidat retenu devra posséder une expérience récente dans une fonction similaire. Une bonne connaissance du transport aérien est indispensable.

Anglais courant obligatoire.

Envoyer dossier complet (C.V. + lettre + prétentions) à Madame Catherine BRÉJAT, DIFPRESS

3, rue Roquette, 75008 PARIS.

Adjoint du chef des services comptables

Un groupe industriel (1500 personnes - plusieurs établissements en France et filiales à l'étranger) leader mondial dans sa branche et faisant partie d'un des premiers groupes français, recherche l'Adjoint du Chef des Services Comptables :

- il sera directement chargé de la consolidation mensuelle, des déclarations fiscales, du suivi des honoraires,
- il collaborera étroitement avec le Chef de Service pour veiller à l'application des procédures, participer aux travaux d'arrêté des comptes et d'audit.

Ce poste conviendrait à un candidat DECS, ayant 5 ans d'expérience (dont si possible deux ans en cabinet) rigoureux, organisé, de bon contact et connaissant l'anglais.

Poste : Paris-La Défense.

Ecrire sous réf. RH 477 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

ARCHITECTURE NAVALE X, ENSTA, ECP confirmé et haut niveau

Un important organisme d'études recherche un Ingénieur de premier plan pour lui confier des responsabilités d'études de structures navales (calculs de résistance et de stabilité en statique et dynamique, technologie de construction).

Ce poste conviendrait à un candidat ayant une solide compétence en architecture navale, disposant d'environ 10 ans d'expérience professionnelle :

- capable d'animer une équipe étoffée d'ingénieurs et de techniciens,
- motivé par la perspective de participer à la réalisation de grands projets.

Poste à Paris.

Ecrire sous réf. OE 475 AM

Discretion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris **etap**

RECHERCHE

CADRE DÉBUTANT (GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE)

Le candidat sera intéressé par les opérations de trésorerie internationale mettant en œuvre l'ensemble des instruments disponibles sur les marchés.

Il aura le sens du contact, du travail d'équipe et l'aptitude au commandement.

Très bon niveau d'anglais parlé et écrit.

Adresser C.V. + photo sous n° 7240

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, PARIS-7.

Bureau à Paris d'une banque néerlandaise

recherche

UN COLLABORATEUR

souhaitant orienter sa carrière pour développer les affaires de ce bureau.

REQUIS :

- diplômé I.T.B. ou assimilé,
- bonne connaissance des services bancaires (en particulier réglementation paiements internationaux),
- expérience sur produits bancaires et relation commerciale environ 5 ans,
- langues : français (langue maternelle) et anglais courant,
- pouvant travailler seul et prendre des responsabilités.

AGE : environ 30 ans. Disponibilité rapide.

OFFERT :

- grande diversité dans le travail et les services bancaires, surtout dirigés vers l'international,
- fonction particulièrement intéressante dans le cadre d'un développement de carrière où un jeune cadre ambitieux peut se créer une bonne expérience bancaire.

Adresser lettre man. et C.V. détaillé en prêt. s/n° 7241 M.

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS.

SCN

1 400 PERSONNES

Importante Société d'Ingénierie spécialisée dans les techniques de pointe : nucléaire, biotechnologie, productique

propose à des :

Ingénieurs débutants

Diplômés Grandes Ecoles : généraliste, Génie chimique, automatique... de s'intégrer dans ses équipes :

- procédés et sûreté nucléaire, au siège
- essais sur le site de la Hague près de Cherbourg.

Ces postes leur permettront de débuter leur carrière dans un univers de haute technologie où ils pourront participer à des réalisations de première importance dans le domaine nucléaire, tant pour des projets français qu'étrangers (Japon)

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. ID à :

SCN, Direction Gestion des Ressources Humaines

1 rue des Hérons - 78184 - Saint-Quentin-en-Yvelines

Importante Société, leader dans le secteur des TP, recherche pour ses chantiers nucléaires

INGENIEUR

QUALITE

Ce collaborateur, ingénieur diplômé, ancien cadre d'explication dans les TP, devra présenter au minimum 5 ans d'expérience dans la spécialité.

Poste à pourvoir en Province.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente, prétentions, en précisant la référence 4118/LM, à

MEDIA BA

9, bd des Italiens 75002 PARIS, qui transmettra.

سكزا من الاجل

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNE IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE
SITUÉE DANS LA RÉGION PARISIENNE

INGÉNIEUR DE RECHERCHE
«MATERIAUX»

Débutant ou ayant quelques années d'expérience.
• Diplômé d'une Ecole d'Ingénieur de préférence, il est titulaire d'un Doctorat en SCIENCE DES MATERIAUX ou en Physico-chimie des Solides.
• Il a choisi comme futur cadre de travail la RECHERCHE APPLIQUÉE et a comme domaine d'intérêt, la mise au point de nouveaux MATERIAUX INORGANIQUES.
• Apportant son goût pour le travail en groupe, la taille de notre Société lui permettra d'évoluer ultérieurement au sein de notre organisation.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations sous réf. 6694 à CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.
Prière d'indiquer le nom des Sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

BANQUE SOFIREC
recherche pour son
DEPARTEMENT AFFILIATION
ATTACHE
COMMERCIAL

Dans le cadre de notre politique commerciale, le candidat retenu sera chargé de développer notre portefeuille clientèle et d'entretenir des relations solides auprès d'un réseau d'industries d'effluents.
Homme de contact, très actif, il a une expérience soit bancaire, soit de cabinet ou de courtage d'au moins 3 ans.
Il devra dans sa première lettre manuscrite faire état de références commerciales clairement attestées.
Préférentiellement de courte durée (poste basé à Paris).
Plus + commercial + motivé + expérience.
Adresser lettre, cv, photo et présentations à BANQUE SOFIREC, 16 rue d'Assas, 75008 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 33 ans, maîtrise Sc. Eco. + formation contrôle de gestion. Exp. gestion concours France et Etr. recherche poste cadre Paris et région étudiante toutes propositions.
Ecrire sous le n° 7.242 LE MONDE PUBLICITE, 5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

RESPONS. FORMATION
ou
CONSEILIER FORMATION
38 ans - Arts-et-Métiers
1^{er} exp. prof. - Téléphones-moi. 38-88-75-18.

H. Universitaire 30 ans, diplômé de maîtrise sciences économiques. Libre de toute autre situation. De 9 h à 18 h : 43-23-40-14.

Cadre Supérieur de gestion H. 42 ans, rigoureux, très exp. rech. zone responsabilité, analyse bilan, contrôle budgétaire, trésorerie bancaire, gestion administrative.
Jean AHSAM - 68, rue de Valenciennes - 75013 Paris
Téléphone : 43-43-22-44.

formation professionnelle

INSTITUT PORTUAIRE
TRANSPORT EXPORT
Deux formations
pour des métiers qui bougent
CESTIP / CESTEX

du 6 Octobre 1986 au 30 Juin 1987
I.P.E.R. I.P.E.X. 1, rue E. Zola
75600 LE HAVRE 

INSTITUT POUR L'EXPORTATION

La filiale française d'un groupe américain performant, dans les activités de services (base de données financières), recherche un

responsable administratif et comptable

Relevant fonctionnellement du Contrôleur Européen, il devra créer la fonction et assurer personnellement à l'aide de moyens informatiques, l'ensemble des opérations de comptabilité générale et auxiliaire, le recouvrement des créances, la gestion de la trésorerie, la paie, le reporting mensuel, les déclarations sociales et fiscales, l'administration générale courante de la société française.

De formation DECS ou équivalent, pratiquant couramment l'anglais, il a acquis au minimum 3 ans d'expérience dans une fonction similaire ou en Cabinet comptable. Ce poste est une réelle opportunité pour un jeune candidat cherchant à développer son expérience dans un contexte international.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés), présentations, sous référence 21.875-M à l'attention de H. CARON

 **Coopers & Lybrand Associés**
DIVISION RESSOURCES HUMAINES
56, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

Le Centre National
de la Recherche Scientifique

recrute par concours

48 INGENIEURS

pour tous renseignements complémentaires
(métiers, lieu de travail, modalités de candidature),
composer sur Minitel le n° 36-14-91-66,
suivi du code I-75-02-13-25

Les dates limites de retrait et de dépôt des dossiers
de candidature sont respectivement aux
23 et 30 MAI 1986.

14 ANS EXPERIENCE
Enfanceur publiciste Grand + Nova
J.F. dynamique cherche poste motivant et correspondant dans presse ou trafic agence
Disponible rapidement et prêt à former. 43-67-64-11.

ÉCOLE NATIONALE SUPÉRIEURE
DES MINES DE SAINT-ÉTIENNE

Année spéciale informatique
génie logiciel

Engagement ouvert aux ingénieurs,
après la Formation Professionnelle.

DIPLOME D'INGÉNIEUR
OU **MASTÈRE D'INFORMATIQUE**

Clôture des inscriptions : 1^{er} JUILLET 1986.
Téléphone : 77-42-01-23
158, cours Fauriel, 42023 Saint-Etienne Cedex 2.

 **CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE**
recherche pour son siège à Paris

Attaché de direction HF

minimum 30 ans, bilingue français-anglais.
Formation supérieure HEC - SCIENCES PO - DOCTORAT EN DROIT ou SCIENCES ECO - ou équivalent.

Préférence sera donnée à candidat(e) justifiant expérience de préparation de réunions internationales et rédaction rapports. Expérience bancaire appréciée.

Adresser C.V. complet avec photo et présentations à :
CCI - Direction du Personnel
38, cours Albert 1^{er} - 75008 PARIS.

carrière bancaire
division "commodities"

Après avoir acquis dans la banque ou le siège une expérience de quelques années des financements relatifs aux flux de matières premières, vous souhaitez poursuivre votre carrière dans un groupe international de premier plan.

Nous vous proposons de rejoindre notre équipe et de prendre la responsabilité d'une gamme de produits. Un succès dans ce poste débouche sur une promotion avec perspectives d'affectation dans des unités à l'Etranger.

Adresser sous un C.V. détaillé et le résumé de vos motivations sous référence 1446/AL à :
M. CHASSERY - 110, rue du Colonel-Fabien
92160 ANTONY

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt
MARAI, 3 P. 50 m²
confort, 4^e étage + grand balcon, 20 m², 485.000 F
8880 MARCADET 42-62-01-82.

5^e arrdt
Maison atelier d'artiste, 180 m² + 40 m² sous-sol, cave, solarium, 1^{er} étage, terrasse, piscine, hall, bain, 348.000, 43-64-01-68.

MOLFFETARD, imm. ancien 1^{er} étage, refect., studio cuis., bain, 348.000, 43-64-01-68.

(P) 2 P., CFT, SOLEIL, imm. Place de L. 42-33-61-36 (45-94-47, 14^e).

VAL-DE-GRACE, 47-03-32-44
90 m², PLEIN CIEL

7^e arrdt
VANEAU, 155 m²
Magnifique apt 5^e P., balc., 2 balcs, 4c, dev., concour., GARRI 45-67-22-88.

9^e arrdt
Métro Poissonnière, imm. stand., beau studio et ofc. balcon, 235.000 F
Immo Marcadet 42-62-01-82.

18^e arrdt
MARIE 18^e, Immeuble standing studio ofc + terrasse, 918.000 F 62 m² ofc + terrasse, 980.000 F Immo Marcadet, 42-62-01-82.

78 - Yvelines
VERSAILLES
STUDIO 2 P. ET 3 P.
PARKING SOUS-SOL PRÊT CONVENTIONNÉ - renseignements et vente
VILLA DIEZMANS
5 rue, rue Esplanade 78000 VERSAILLES
bureau de vente ouvert samedi, dimanche, jours fériés de 11h à 19h ou de 14h à 18h lundi, jeudi, vendredi de 14 heures à 18 heures
Commercialisation :
LES LOGANGES
TEL : 45-23-22-22.

92 Hauts-de-Seine
Gd studio 40 m², Carrelage, cuisine, salle, réact., Ofc et terrasse. Tél. 38-80-30-76.

bureaux

ÉTOILE

BUREAUX
MEUBLÉS
TRES HAUT NIVEAU
SALLES DE RÉUNIONS
DOMICILIATIONS
SECRETARIAT-TELEX
TEL (1) 47-27-15-88.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés,
Déclarations et tous services.
Partenaires expérimentés.
43-55-17-50

BUREAUX ÉQUIPÉS
DE 18 à 250 m² STANDING
OUVERT 24 H SUR 24
Loc. courte ou longue durée
Tous services : tél., téléphone
élec., restauration, parking, secrétariat, tél. personnelle
43-80-90-10.

DOMICILIATION DÉPLIS 90 F/MSE
24-Hours Tél. 42-88-84-81
Paris-12^e. Tél. 43-40-68-60.

BUREAU D'AFFAIRES
ou domiciliation avec services
BUSINESS BUREAU
Téléphone : (1) 43-46-00-55.

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STES
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 42-93-60-50 +

proprietes
ARDENNES vide jolie propriété
maison très confort, piscine
verger, étang à truites, clôture
et bordée ruisseau sur 1 ha.
800.000 F. 24-22-61-88.

Maison 1^{er} et 10^e étages, dé-
pend., pers. 1 ha, 25 ans Sud
Pologne. Eclair. laves. Poitiers
(86) n° 197.941.

domaines
Vende DOMAINE, 30 km nord
TOULOUSE, 26 HECTARES
Téléphone : 63-30-63-09.

Paris

EMBASSY SERVICE
8, avenue de Messine,
75008 PARIS.
Recherche en location ou à l'achat APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE : corps dipl. et cadres de stes multinationales.
Tél. : 45-62-78-99.

Région parisienne
Etude cherche pour CADRES
villes très bon. loyer germ. (1) 49-88-88-88 - 42-63-67-02.

locations meublées demandées

Paris
OFFICE INTERNATIONAL
rech. pour sa direction bureau
appts de standing, 4 pièces
et plus. Tél. : 43-26-15-88.

ÉTABLISSEMENT FINANCIER
SIÈGE SOCIAL PARIS-8^e
recherche

JNE COLLABORATRICE
Titulaire bac G1
pour études de dossiers
de demande de prêts.
Disponible rapidement.
Ecrire avec C.V. + photo
sous le n° 7.245 M
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

URGENT
STÉ VOYAGES CHAUMONT
recherche

AIDE COMPTABLE
MÉCANOGRAPE
compétent plus comptable
révisé. Débuter accepté.
Contrat à durée déterminée,
6 mois renouvelable.
Tél. pour R.V.S 43-80-50-44,
pers. à contacter M^{me} BACOT.

SOCIÉTÉ DE COURTAGE
QUARTIER OPÉRA
recherche

UNE SECRÉTAIRE
BILINGUE
anglais-français
Expériences traitement de texte
indispensable, BTS exigé.
Adresser C.V. sous n° 7.247
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

ASSOC. PROFESSIONNELLE
INTERIEUR
CENTRE DE PARIS
recherche

SECRÉTAIRE DE DIRECTION
de formation supérieure
expérience de 10 années minimum
exp. exp. Aptitude au contact, à la rédaction, à la gestion, à la tenue de dossiers, à la relation client, à la maîtrise de la comptabilité, des problèmes administratifs et du traitement de textes techniques et courants.
Envoyer C.V. et présentations
sous n° 7.248 M
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

LE CENTRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE DU BATIMENT
recherche
pour son siège à PARIS

S.E.M. D'AMÉNAGEMENT
rigoureux, sérieux
recherche

CHARGÉ(E) D'OPÉRATIONS
Formation Supérieure (Branche Étude, Droit, Sciences Eco ou équivalent).
Expérience réussie en aménagement urbain, promotion immob. ou B.T.P.
Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et dernière rémunération sous le n° 7.249 M
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

Importante Société de négoce international (quartier Étoile) recherche

JURISTE HF
BILINGUE ANGLAIS
4/5 ans d'expérience en cabinet d'avocat international ou en entreprise travaillant dans le commerce international. Il aura pour principales tâches le traitement et la rédaction des contrats internationaux.
Diplôme : niveau III cycle et diplôme anglo-espagnol (L.L.D., L.L.B. ou équivalent des USA ou du Canada ou de l'Angleterre).
Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et présentations à :
M. MERLET, 4, avenue de la Tour-des-Dames
75008 Paris, qui transmettra.

LES GRANDS RENDEZ-VOUS

SECTEURS DE POINTE

SPECIAL INDUSTRIE

offres de situation du journal

Le Monde

Mardi 6 daté Mercredi 7 Mai



Société phonographique
(disques, muscassettes)
en pleine expansion
recherche

jeune secrétaire de direction

pour assister le secrétaire de la Direction Administrative et Financière.
Nous souhaitons rencontrer des candidates titulaires d'un BTS ou diplôme équivalent et possédant d'excellentes qualités d'initiatives, de contact, de gestion et d'organisation.
Une excellente connaissance de la langue anglaise est indispensable.
Une première expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans une société internationale, la pratique de la sténographie et du traitement de texte constitueraient des atouts appréciés.
Vous travaillerez à Paris dans une ambiance de travail détachée mais efficace.
Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. photo et présentations, sous référence 86.04 à VIRGIN FRANCE, 61, rue de Belleville 75019 Paris.

COMPTABLE
Débutant, 5 ans d'expérience minimum cabinet ou/ou trader. Candidats motivés, conseils économiques, comptables, sociaux.
Ecrire sous le n° 7.232 M
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montmorency, Paris-7^e.

TECHNICO-CIAL(E) EN INFORMATIQUE
pour la commercialisation, le développement, la gestion de l'après-vente d'un produit de gestion auprès de ses acheteurs ainsi que l'élaboration de cycles de formation.
Motivation pour le vernis. Connaissance de l'informatique et du monde Associatif.
Adresser C.V. et présentations à :
J.F.J. 48, rue Descazes,
75116 Paris.

CABINET JURIDIQUE ET FISCAL
M^{me} CHAMBERLIN recherche
CONSEIL JURIDIQUE
ayant plusieurs années d'expé-
rience dans un cabinet d'expé-
rience.
Envoyer C.V. et présentations à :
RUDICA FRANCE,
86, rue Laugier, 75017 Paris.

50 من الاصل

La fin du réseau « Prosper » en 1943

Quatre cents résistants français auraient payé de leur vie une ruse des Alliés

La chaîne britannique BBC 2, dans l'émission « Timewatch » du jeudi 1^{er} mai, a révélé une partie des dessous de l'affaire du réseau « Prosper », dont le démantèlement par les Allemands, en 1943, aboutit à la mort de plus de quatre cents résistants français et d'une vingtaine d'agents britanniques. L'hebdomadaire *The Observer* a publié les principaux points soulevés par l'émission. Le réseau « Prosper » aurait été « vendu » aux Allemands par l'Intelligence Service pour tromper Hitler sur la date du débarquement. Churchill lui-même aurait joué un rôle dans cette tentative d'intoxication.

Le réseau de sabotage « Prosper » avait été créé par la section française (section F) du Special Operations Executive (SOE), auquel Churchill avait donné pour mission de « mettre le feu à l'Europe » en armant les patriotes et en multipliant les sabotages. La section F avait été confiée au colonel Maurice Buckmaster, ancien directeur de Ford en France. Il avait pour adjoint le major Bodington, ex-correspondant de *Reuters* à Paris.

Les débuts de l'entreprise furent décevants. L'enthousiasme et la haine du nazisme suppléaient mal à l'entraînement pour la vie clandestine. La section F embauchait sans trop de précautions. Après un grave mécompte, l'échec du réseau « Carte », Buckmaster envoya en France, en octobre 1942, un juriste de trente-deux ans, né à Lille de mère française, le major Francis Suttill, qui prit pour nom de code « Prosper », nom qui fut aussi donné au réseau Suttill créa des sous-réseaux, en annexa à d'autres : une soixantaine d'organisations clandestines au total et près de deux mille agents. L'argent et les armes ne lui étaient pas mesurés : Londres contrôlait ainsi un secteur de la Résistance.

L'opération « Starkey »

Les liaisons par avion avec l'Angleterre étaient dirigées depuis janvier 1943 par un ancien pilote d'Air France sur la ligne Paris-Berlin, Henri Déricourt. Il mit sur pied un véritable pont aérien clandestin. De petits avions Lysander transportaient dans les deux sens agents britanniques et résistants, et le courrier du réseau que les radios clandestines ne pouvaient écouter.

Déricourt s'était installé à Paris rue Pergolèse, près de l'avenue Foch. Il avait pour voisin de palier Hugo Bleicher, un des principaux agents du SD, service de sécurité du Reich. Il entretenait aussi, sans se cacher, des relations suivies avec Hans Bloemburg, chef du contre-espionnage allemand en France, qu'il avait connu avant-guerre à Berlin.

En janvier 1943, à la conférence de Casablanca, Churchill et Roosevelt avaient débattu des vifs reproches que leur adressait Staline. L'URSS portait presque tout le poids de la guerre. Le président et le premier ministre promirent de lancer une opération en Europe pour soulager l'armée rouge. Mais les chefs militaires leur démontrèrent que, exception faite des débarquements prévus en Sicile et en Italie, la chose était matériellement impossible.

Comment retenu à l'ouest le plus grand nombre possible de divisions

allemandes et y obliger l'aviation nazie à une guerre d'usure ? Ainsi fut lancée l'opération « Starkey » : induire Hitler en erreur en lui faisant craindre un débarquement, en 1943, en France ou en Hollande par une vaste entreprise d'intoxication baptisée « Cockade ».

Le réseau « Prosper », distendu, mal protégé, commençait dès le début du printemps à connaître des pertes sérieuses. Les professionnels de l'Intelligence Service (SIS : *Secret Intelligence Service*) considéraient depuis le début d'un mauvais œil ces saboteurs amateurs dont le contrôle leur échappait et qui gâchaient le travail discret des spécialistes du renseignement.

En mai 1943, Suttill fit un séjour à Londres. Il reçut pour consigne de préparer le réseau à une invasion alliée dans les mois à venir. Retourné en France, il en avertit ses adjoints. Les parachutages d'armes se multiplièrent : cent quatre vingt dix conteneurs de fusils-mitrailleurs, de mitraillettes et de plastic en juin.

Mais, le 24 juin, Suttill et ses adjoints furent arrêtés à Paris. Les réseaux furent décapés d'autant plus facilement que la perspective de l'arrivée des Alliés poussait leurs membres à prendre des risques.

Qui avait livré Suttill et des centaines de ses camarades français ? Des noms furent prononcés, et il est de fait que des traîtres ou des Allemands déguisés en résistants avaient infiltré l'organisation. Suttill, lui, avait, à Londres, fait part de ses doutes : Déricourt n'était-il pas en rapport avec les Allemands ? Cet avertissement et plusieurs autres restèrent sans écho. Désespéré de voir ses camarades arrêtés en masse, Suttill et un de ses adjoints proposèrent un marché : échanger quatre cent soixante-dix tonnes d'armes cachées contre le statut de prisonnier de guerre pour les résistants de « Prosper ». Boemelburg, après en avoir référé à Himmler, signa l'accord. Il ne tint pas ses engagements : il fit récupérer les dépôts d'armes et arrêter ceux qui les détenaient. Tout le monde fut envoyé en déportation ou fusillé. Suttill lui-même fut exécuté dans un camp.

Déricourt, resté libre, demeura chargé des transports aériens clandestins et du courrier. Les Allemands avaient caché une partie des arrestations et « retourné » les radios. Ils fixaient eux-mêmes les lieux de parachutage d'armes que recueillaient d'authentiques résistants abusés.

Cependant l'opération « Starkey » se poursuivait. La BBC, les grandes agences, le *New York Times* annonçaient en août l'imminence de l'invasion. Les risques devenaient excessifs pour la résistance européenne sur pied de guerre. On arrêta les frais. D'autant que Hitler n'était pas dupe. Il retira de France vingt-sept divisions et une partie de son aviation. La ficelle était trop grosse.

L'étonnant Déricourt

Henri Déricourt, mystérieusement protégé, poursuivait sa tâche jusqu'en février 1944, où il fut rapelé à Londres. Il partit, accompagné de sa femme, après un dernier dîner avec Boemelburg et ses sbires, auxquels il n'avait cessé de communiquer le courrier du réseau avant de l'expédier. Un discret tribunal militaire le lava de tout soupçon, et il fut logé au Savoy. En septembre, il prit les commandes d'un avion de chasse Spitfire, se battit héroïquement et fut blessé au combat.

Les terribles pertes de « Prosper » hantaient, après la Libération, bien des survivants. L'imprudence, l'amateurisme s'expliquaient pas tout. On soupçonna tel résistant héroïque, retour de déportation, qu'il fallait acquitter et féliciter. Une enquête des services français aboutit à Déricourt. Il se présenta le 7 juin 1948 devant le tribunal militaire. Les chefs du SOE, notamment Bodington qu'il avait reçu à Paris et qui était reparti sans encombre, le couvrirent totalement, ainsi que plusieurs résistants de haut vol. Oui, dit-il, il avait communiqué des renseignements aux Allemands, mais c'était d'accord avec ses chefs et c'était le prix à payer pour sauver ce qui pouvait l'être. Il fut acquitté aux applaudissements de la salle. Il reprit du service à Air France et mourut en 1962 dans un accident d'aviation au Laos.

Certains, cependant, parmi les proches des victimes, ne désarmèrent pas malgré les démentis que publiait Londres. M. Harold Mac-Millan, lorsqu'il fut question de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, soucieux

d'apaiser les résistants français, fit ouvrir les archives du SOE à un spécialiste éminent, R.-D. Foot, qui en écrivit l'histoire. Il ignorait qu'il n'avait pas en connaissance de tous les documents. Il attribua à des imprudences graves le démantèlement du réseau « Prosper ». Les historiens les plus sérieux lui emboîtèrent le pas.

Mais des archives furent retrouvées et, au terme du délai légal, livrées aux chercheurs. En 1975, dans son livre sur la guerre secrète (1), Anthony Cave Brown, reprit l'affaire. Les Britanniques, laissait-il clairement entendre, avaient utilisé le réseau « Prosper », par l'intermédiaire de Déricourt, en

service commandé, pour tromper les Allemands. Ils avaient sacrifié une partie du SOE, déjà pénétrée par l'ennemi, pour convaincre les Allemands de l'imminence d'une invasion.

Churchill lui-même

La BBC 2 et *l'Observer* entendent démontrer que Déricourt fut un agent de l'Intelligence Service infiltré dans le SOE. L'Intelligence Service connaissait ses rapports d'avant-guerre avec Boemelburg et c'est pour cette raison qu'il l'avait recommandé à Boemelburg. Déricourt, d'ailleurs, était allé à Londres après la vague d'arrestations, en juil-

let 1943, pour faire son rapport au chef adjoint du SIS, le colonel Claude Dansey, sans signaler sa présence au SOE ni utiliser ses propres Lysander.

Et c'est Churchill lui-même qui, deux mois auparavant, avait dit personnellement à Suttill : « Le débarquement est pour septembre ». Pour *l'Observer*, les services britanniques estimaient que les Allemands feraient dire, sous la torture à leurs prisonniers, la date du faux débarquement et croiraient ainsi en sa véracité.

La BBC est prudente dans sa conclusion : Elle souligne la « coïncidence » entre la « trahison » de

Déricourt, agent de Dansey et l'opération d'intoxication qui utilisait le réseau « Prosper » en France « pour tenter de vendre un mensonge aux Allemands ».

Il est difficile de croire en tout cas que les gouvernements britanniques et leurs services secrets se soient laissés arrêter par des considérations morales et humanitaires. La même ruse, tout aussi sanglante, fut utilisée par eux en Hollande pour un but identique.

JEAN PLANCHAIS.

(1) *La Guerre secrète*, que nous avons largement utilisé, a été traduit en France en 1981 aux Editions Gérard-Watelet/Pygmalion.

De la place au Vert.



Tous les futés vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on aime respirer.

CERGY-PONTOISE
UNE VIE BIEN PLACÉE

Etablissement Public d'Aménagement Tél. 30.31.23.93

ISLANDE REYKJAVIK
à 3 heures de Paris avec ICELANDAIR

Documentation gratuite sur demande à ICELANDAIR
9, bd des Capucines 75002 Paris
☎ (1) 47 42 52 26

حکومتی ادارہ

سكوننا الابل

sports

AUTOMOBILISME

Les rallyes nouvelle formule : vitesse et précipitation

Endeuillé par l'accident du Finlandais Henri Toivonen et de son copilote italien Sergio Cresto sur Lancia Delta S 4 (le Monde date 4-5 mai), le trentième Tour de Corse automobile a pris fin samedi 3 mai avec la première victoire dans une épreuve du championnat du monde des rallyes des Français Bruno Saby et Jean-François Fauchille (Peugeot 205 turbo 16 Evolution 2).

A la suite de ce nouvel accident mortel M. Jean-Marie Balestra, président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a annoncé son intention d'introduire dès l'an prochain les voitures de l'examen groupe B (construites à deux cents exemplaires minimum), et l'annulation du groupe S (voitures construites à dix exemplaires minimum avec limitation de puissance à 300 CV), qui devait succéder au groupe B en 1988.

Le championnat du monde des rallyes 1987 serait disputé par les voitures de tous les groupes A (construites à cinq mille exemplaires minimum). Le comité exécutif de la FISA devrait entériner cette proposition par un vote par correspondance, dont le résultat sera rendu public le 5 ou le 6 mai.

De notre envoyé spécial

Ajaccio. - Samedi, 18 heures. Le soleil brille encore sur la place d'Austerlitz à Ajaccio. Bruno Saby hisse sa 205 turbo 16 Evolution deux sur le podium, mais refuse de faire sauter le bouchon du magnum de champagne qui lui est tendu, par respect pour la mémoire d'Henri Toivonen et de Sergio Cresto. Comme au soir du drame, le docteur Duby, médecin de l'équipe Peugeot, lui a administré des calmants au cours de cette troisième étape disputée entre Calvi et Ajaccio, marquée pourtant par un pacte tacite de « non-agression » entre les quatre premiers du Tour de Corse, Bruno Saby, François Chatriot (Renault 5 maxi turbo), Yves Loubet (Alfa Romeo GTV 6) et Jean Ragnotti (Renault 11 turbo).

Deux heures plus tard, l'atmosphère est plus pesante encore dans le salon d'un hôtel proche de l'aéroport d'Ajaccio où l'état-major de Peugeot a réuni les journalistes. Dans l'après-midi, M. Jean-Marie Balestra a en effet annoncé la suspension du groupe B en 1987 et l'annulation du projet de groupe S pour 1988. Ces décisions pourraient marquer la fin de l'aventure pour la marque française dans le championnat du monde des rallyes.

Très sollicité, M. Jean Boillot, président d'Automobiles Peugeot, veut éviter de trop commenter sur le fond ces nouvelles modifications tant qu'elles ne seront pas précisées et surtout ratifiées par le comité exécutif de la FISA. Il dresse un bilan très positif pour sa société, en termes de « images » et de « retombées technologiques pour les voitures de série », de l'aventure lancée en 1982 et couronnée par les titres mondiaux des marques et des pilotes en 1985. « La compétition routière, dit-il, a contribué à rétablir l'équilibre financier de notre entreprise, après plusieurs années difficiles. Elle a redonné une identité aux soixante dix mille personnes que nous employons. »

Il s'étonne de la précipitation du président de la FISA. « Les mesures prises pour la suite de la saison 1986 (arrêt immédiat de toute nouvelle évolution des voitures des groupes B et A ; interdiction des jupes à partir du 20 mai ; limitation pour tous les rallyes de la durée des étapes et des épreuves de classement ; obligation d'équiper les voitures du groupe B d'un système automatique d'extinction pour le moteur et l'habitacle, s'ajoutant à l'extincteur déjà obligatoire), me paraissent raisonnables, dit-il ; mais l'enjeu est suffisamment important

pour que, s'agissant de définir une nouvelle réglementation pour 1987 et les années suivantes, il soit nécessaire de prendre quelques jours de recul au lieu de pratiquer le politique du tout ou rien.

C'est au moment où le championnat du monde des rallyes commença à un succès populaire sans précédent et attirait à nouveau les grands constructeurs que M. Balestra prend le risque de le saborder. Que veut décider les grands de l'industrie automobile ? Comment vont réagir Citroën ou Ford, qui devront amortir en quelques mois seulement les coûts de construction des deux cents BX 4 TC ou RS 200 qui étaient nécessaires à l'homologation en groupe B ?

« Le groupe A ne nous intéresse pas », dit M. Jean Todt, le directeur de Peugeot Talbot Sport. « La compétition automobile doit faire rêver les gens avec des voitures qui sortent de l'ordinaire. Le public ne se déplaçait pas à l'abri des accidents qui sont inhérents au sport automobile. »

Si les craintes de M. Todt peuvent être confirmées par la désaffection du public, constatée au Rallye du Portugal après le retrait des pilotes d'usine, il ne peut nier non plus le signal d'alarme constitué par la multiplication des accidents ayant impliqué les voitures du groupe B depuis quelques mois. D'ailleurs, les pilotes d'usine, en grande majorité Anglo-saxons, Finlandais et Suédois, s'inquiètent de cette évolution et réclament en vain au pouvoir sportif d'être associés aux décisions qui concernent les conditions d'exercice d'une profession particulièrement dangereuse.

Au soir du drame de Corte, M. Cesare Fiorio, le directeur de l'équipe Martini-Lancia, reconnaît que l'équilibre qui existait jusqu'ici entre les trois composantes de la compétition automobile (le terrain, la voiture et le pilote) était rompu. « On est allé un peu trop loin avec les vitesses des voitures sur de telles routes », dit-il.

Détail significatif : Michèle Mouton, qui pilotait pour la première fois la 205 turbo 16 Evolution 2, avait réclaté le retour de son ancienne équipe, Fabrizia Pons, pour pouvoir réagir plus vite à des notes lues en français, alors que son partenaire habituel, Terry Harryman, s'exprimait en anglais. « Ces notes, expliquait la copilote, ont d'ailleurs dû être raccourcies et simplifiées depuis 1981 pour s'adapter aux nouveaux rythmes de course. »

Le championnat du monde des rallyes 1987, réservé aux voitures de

tourisme du groupe A, offrira-t-il un meilleur compromis entre le spectacle, la sécurité et la recherche technologique ? La variété des avis, souvent contradictoires dans les rangs des représentants des constructeurs comme dans ceux des pilotes présents au Tour de Corse, démontre que la solution imposée, sans discussion ni concertation, par le président de la FISA, n'est pas la panacée.

Certains font déjà remarquer que le groupe A ne constitue pas une garantie contre l'escalade de la puissance des moteurs. Dès les prochaines semaines, Yves Loubet devrait bénéficier de la nouvelle Alfa Romeo 75 turbo de 300 CV. Or la nécessité de produire les voitures du groupe A à cinq mille exem-

plaires au minimum peut inciter les constructeurs à écarter des solutions techniques trop onéreuses.

« Dans le groupe B, on s'efforce de faire une voiture qui protège le mieux possible le pilote autour de ce que nous appelons l'espace de survie », explique André de Cortzen, chef du département technique de Peugeot Talbot Sport. « Ce n'est pas forcément le cas pour les voitures de tourisme du groupe A. » L'impressionnante série de tonneaux dont le Finlandais Ari Vatanen était sorti indemne lors du dernier Tour de Corse a d'ailleurs confirmé la sécurité de ces habitacles, si la voiture ne rencontre pas d'obstacle ou ne prend pas feu.

GÉRARD ALBOUY.

MOTO-CROSS



Vainqueur du Grand Prix de France disputé à Villars-sur-Oron (Douba), le Français Jacky Vimond a consolidé sa première place au classement du championnat du monde des 250 centimètres cubes avec 106 points.

JEUX OLYMPIQUES

Pierre Guichard, objectif Séoul

Pierre Guichard, quarante-deux ans, directeur technique national (DTN) du judo depuis 1976, sera chargé de préparer les sportifs français pour les Jeux olympiques de 1988 à Calgary (hiver) et à Séoul (été). Le nouveau directeur de la préparation olympique française a été choisi parmi cinq candidats proposés par le Comité national olympique parce que, selon Christian Bergelin, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, « c'est un ancien champion de valeur international et un technicien de très haut niveau, qui a de surcroît l'expérience des Jeux. Je compte sur lui pour affirmer nos qualités de rassembleur, de meneur d'hommes, pour créer un état d'esprit France. »

« Monsieur Jeux olympiques », dont le contrat court jusqu'en 1988, sera assisté dans sa tâche par Bernard Bourandy et Jean Foccolotto, anciens directeurs techniques nationaux de l'aviation et de l'athlétisme, ainsi que par Jacques Donnadieu, directeur du CREPS de Vichy.

Pierre Guichard, qui sera remplacé à son poste de DTN du judo par Jean-Luc Rougé, présentera son programme dès le 20 mai. « L'équipe, la structure administrative et les moyens financiers existent », a-t-il précisé. « Il convient maintenant de dresser un état des lieux, d'évaluer le nombre de médaillables et de retenir les idées les plus réalisables. »

MOTOCYCLISME

La crampe de Spencer

Devant près de 100 000 spectateurs, l' Australien Wayne Gardner (Honda-Rothmans) a remporté, dimanche 4 mai sur le circuit de Jarama, près de Madrid, le Grand Prix d'Espagne, première manche du championnat du monde de vitesse 1986. Mais dans cette catégorie des 500 centimètres cubes, c'est l'abandon du grand favori de l'épreuve l' Américain Freddie Spencer, qui a retenu l'attention.

Après avoir réussi le meilleur temps des essais, Spencer avait pris la tête de la course dès le départ, augmentant régulièrement son avance sur ses adversaires, mais, victime de crampes au bras droit, il dut renoncer dès le cinquième tour. Malade est hiver, le double champion du monde (250 et 500 centimètres cubes) n'a pas retrouvé la plénitude de ses moyens physiques, même si sa science est de la moto reste intacte. Le Français Christian Sarron (Yamaha) a terminé cinquième, devant Raymond Roche (Honda).

En 250 centimètres cubes, après une chute collective au départ, la course a été remportée au terme d'une rude bagarre par le Vénézuélien Leandro Yáñez devant l' Allemand de l' Ouest Mang (Honda) et l' Espagnol Pons (Honda).

ATHLÉTISME

Le marathon de Paris : des lièvres sans carotte

Cent mille gobelets, 1 tonne d'oranges et autant de pommes, 500 kilos de sucre, 250 kilos de fruits secs, 100 kilos de citrons, 15 000 tranches de pain d'épices, 7 000 épaves, 3 000 mètres de berrière, 1 000 policiers, 11 000 concurrents et deux beaux vainqueurs - le Djiboutien Ahmed Salah chez les hommes ; la Française Maria Lohr chez les femmes - mais pas de record dimanche à Paris sur le nouveau parcours olympique du marathon de Paris : les organisateurs avaient oublié de préparer un chèque à six chiffres.

A New-York, Chicago, Boston, Rotterdam, Fukuoka ou Londres, améliorer le record du monde des 42,195 kilomètres vaut à l'auteur d'une telle performance quelque 50 000 dollars. A Paris, descendre sous les 2 h 07 mn 12 s du Portugais Carlos Lopes ne rapporterait rien d'autre au coureur que la reconnaissance des organisateurs (1).

Cela explique le ton curieux pris dimanche par l' édition du marathon 1986 dont le parcours avait été singulièrement aplani, dans le but de rendre encore plus séduisante la candidature de la capitale à l'organisation des Jeux Olympiques de 1992.

L'ancien tracé - avenue Foch-avenue Foch - très vallonné, avait permis à Jacky Boxberger de couvrir la distance fatale au légendaire Philpides en 2 h 10 mn 49 s l'an dernier. Le nouveau - Concorde-château de Vincennes - aurait dû permettre de flirter avec la meilleure performance mondiale, d'autant que les conditions climatiques en ce début mai étaient idéales. Mais aucun des coureurs qui ont actuellement le potentiel pour couvrir la distance à 20 kilomètres/heure de moyenne n'était sur la ligne de départ, à l'exception d'Ahmed Salah. Un maître du marathon de la capitale à Djibouti de trente ans aux jambes comme des aiguilles à tricoter.

Il y a cinq ans, il montait la garde dans une caserne quand un entraîneur français, Jacky Fournier l'a découvert à l'occasion d'un accord de coopération. Salah n'avait pratiquement jamais couru, mais Jacky Fournier détecta chez lui une endurance exceptionnelle, comme en ont parfois les Ethiopiens et les Tanzaniens. Le gouvernement djiboutien accepta qu'il aille s'entraîner à Viry-Châtillon, dans la banlieue parisienne, avec quelques camarades. Ce fut d'ailleurs Djama Robleh qui obtint le premier des résultats en gagnant en 1983 le marathon Châteauneuf, au Canada, puis en 1984 celui de Lyon. Fin tacticien il se classa huitième aux Jeux de Los Angeles. Robleh est néanmoins limité par une vitesse de base médiocre. A cet égard, les possibilités de Salah sont beaucoup plus grandes. Après avoir gagné le marathon de Paris 1984 en 2 h 11 mn 58 s, il était un des favoris du marathon olympique mais il augmenta exagé-

rément sa dose d'entraînement et « cobra ». Plus rigoureux dans sa préparation, il devait « exploser » l'année suivante. A Hiroshima, il domina la Coupe du monde en 2 h 08 mn 09 sec. Puis à New York, il mena sur les bases du record jusqu'à 35 kilomètres de l'arrivée où une défaillance permit à l'Italien Pizzolo de le doubler.

Mauvais calculs

Quatrième au bilan mondial de tous les temps avant cette course mémorable, Salah, qui trouvait à cette occasion la dimension géographique des stades du marathon, perdait cependant les dizaines de milliers de dollars en jeu sur la ligne d'arrivée à Central Park. « C'est l'argent qui fait les grands coureurs », dit-il alors. Or, d'argent, il n'en était pas question dimanche à Paris. Autrement dit, Salah n'avait aucun intérêt à faire une grande performance dans une course où il s'alignait, au mieux, sur ordre. Une victoire lui suffisait. Il se contenta donc d'assurer.

Compte tenu du niveau de l'opposition française, Salah a pu se permettre de musarder, calquant son allure sur celle de Jacky Boxberger jusqu'à vingt-septième kilomètre. Une légère accélération lui suffit alors pour venir cueillir tranquillement à 3 kilomètres de la ligne, Jacques Lefrançois qui menait depuis 10 kilomètres. Sans paraître fournir d'efforts, le Djiboutien est arrivé devant le château de Vincennes 2 h 12 mn 33 sec après avoir quitté la Concorde. Un temps médiocre pour lui compte tenu du parcours et des conditions.

Cette victoire à l'économie est peut-être un mauvais calcul pour Salah qui n'est pas assuré de retrouver des conditions aussi favorables pour battre le record. Mais c'était aussi un mauvais calcul de la part des organisateurs qui de ne pas avoir « intéressé » la course. Son succès populaire est incontestable, mais il manque dans le dossier de candidature olympique une performance chronométrique qui aurait été du meilleur effet. Enfin, les coureurs français ont fait aussi les frais des économies de Salah. En quittant l'Europe de Stuttgart, ceux-ci comptaient sur le Djiboutien pour assurer un train rapide capable de les faire passer sous 2 h 13 mn. En laissant Levisse, puis Lefrançois, prendre successivement le commandement, Salah enleva tout espoir à Alex Gonzalez, pourtant bon troisième des économies de Salah. En quittant l'Europe de Stuttgart, ceux-ci comptaient sur le Djiboutien pour assurer un train rapide capable de les faire passer sous 2 h 13 mn. En laissant Levisse, puis Lefrançois, prendre successivement le commandement, Salah enleva tout espoir à Alex Gonzalez, pourtant bon troisième des économies de Salah. En quittant l'Europe de Stuttgart, ceux-ci comptaient sur le Djiboutien pour assurer un train rapide capable de les faire passer sous 2 h 13 mn. En laissant Levisse, puis Lefrançois, prendre successivement le commandement, Salah enleva tout espoir à Alex Gonzalez, pourtant bon troisième des économies de Salah.

ALAIN GIRAUDO.

(1) La prime de victoire est de l'ordre de 70 000 francs.

PLANCHE A VOILE

Robby Naish prend la torche

L'Américain Robby Naish a gagné l'épreuve de Coupe du monde de funboard course du 25 avril au 4 mai à La Torche (Finistère). Le premier Français, Raphaël Salles, a pris la quatrième place. La jeune héroïne Nathalie Le Lièvre s'est classée première chez les dames.

De notre envoyé spécial

Pont-Labbé. - A vingt-deux ans, Robby Naish collectionne depuis dix ans les titres de champion du monde en planche à voile. Mais si depuis 1983 il remporte la Coupe du monde de funboard, il n'avait jamais gagné l'épreuve de La Torche, connue jusqu'à cette année par un vent très insuffisant.

Si a gagné cette fois l'épreuve dans les conditions à la fois les plus probantes - le funboard est le sport de la mer, du vent et des vagues - et les plus épuisantes. Samedi 3 mai, alors qu'un vent de 35 à 40 nœuds soulevait des vagues de 4 mètres à 5 mètres de haut par une mer à 12 degrés, certains organisateurs songèrent à ne pas donner le départ des courses pour de pas risquer d'accident. C'est le secrétaire d'Etat à la mer, M. Alain Guellou, présent sur le site, qui devait lui-même les rassurer. Robby Naish put ainsi montrer que même en dehors des heures de la mer, où il vit et s'entraîne à longueur d'année, il domine tous ses adversaires dans les vagues. Battu, son éternel rival, un autre Américain d'Hawaii, Alex Aguerre, pouvait dire : « J'ai gagné en catégorie « humaine » car Robby Naish n'est pas de la même espèce que nous. »

Quant au meilleur Français dans les vagues, Erik Thoyms, classé cinquième, il avait aussi cru se noyer après que trois vagues l'eurent entraîné par le fond.

Dans la finale de la course en slalom disputée la même journée, un autre Français, Raphaël Salles, fut le seul à dépasser un instant le champion américain, mais celui-ci le rattrapa avant l'arrivée.

Malgré cette domination, Robby Naish, une jambe et une main mantrées par les coups tropus dans les vagues, ne mésestimait pas à la fin de cette compétition, les difficultés qu'il avait dû affronter pour gagner : « C'était très dangereux, il faisait très froid, j'avais comme les autres à franchir des murs d'eau qui pouvaient me balayer. »

Mais ce défi ne semble plus intimer de réaliser ce temps minimum. Fallait-il s'en étonner, il a suffi que le record du monde commença à être menacé pour que la performance établie en 1969 par l'Australien Clayton soit améliorée trois fois depuis 1981. Une évidence à méditer par les organisateurs du marathon de Paris s'ils ne veulent pas être définitivement dépassés.

CHRISTOPHE DE CHERNY.

LES RESULTATS

Automobilisme

TOUR DE CORSE
1. Saby-Fauchille (Peugeot 205 turbo 16), 11 h 52 mn 44 s ; 2. Chatriot-Perin (Renault Maxi 5 turbo), à 13 mn 48 s ; 3. Loubet-Andrieu (Alfa Romeo GTV 6), 1^{er} groupe A, à 53 mn 15 s ; 4. Ragnotti-Thimonier (Renault 11 turbo), à 1 h 3 mn 28 s ; 5. Torredelaso (Renault 5 turbo), à 1 h 9 mn 49 s.

Championnat du monde des marques - 1. Peugeot, 67 pts ; 2. Lancia, 51 ; 3. Audi, 29.

Championnat du monde des pilotes - 1. Kaakkonen, 36 pts ; 2. Ales, 27 ; 3. Saby, 26 ; 4. Toivonen, Mouton, Waldemar, 20 ; 7. Chatriot, Saksen, Sica, Torp, 15.

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE (Poule finale, dernière journée)
Villeurbanne b. Antibes, 78-73
Orthez b. Challans, 92-87
Limoges b. Tours, 99-89
Narbonne b. Saint-Etienne, 114-92
Classement - 1. Orthez, 22 pts ; 2. Villeurbanne, 20 ; 3. Limoges, 19 ; 4. Monaco, Challans, 18 ; 6. Antibes, 17 ; 7. Saint-Etienne, 16 ; 8. Tours, 14.

Écriture

COUPE DU MONDE
Battu 10 touches à 8, en finale du tournoi de Bonn, par le Soviétique Alexandre Romanov, le Français Philippe Omès termine troisième de la Coupe du monde de fleuret gagné par l'Italien Federico Cervi devant sa compatriote Borella.

Gymnastique

CHAMPIONNAT D'EUROPE JUNIORS A KARLSRUHE (RAF)
Le Français Stéphane Caserman s'est classé troisième au saut de cheval

dans une compétition dominée par les représentants des pays de l'Est. Chez les dames, Carine Boscher a terminé sixième du saut de cheval et huitième des exercices au sol.

Moto-cross

GRAND PRIX DE FRANCE
Première manche. - 1. Vimond (Fr., Yamaha) ; 2. Fanton (It., Yamaha) ; 3. Hansson (Suède, HVA).

Deuxième manche. - 1. Van Doorn (PB Honda) ; 2. Vimond ; 3. Nannini (It., KTM).

Championnat du monde. - 1. Vimond, 106 pts ; 2. Van Doorn, 70 ; 3. Hansson, 66.

Sports équestres

SCIO DE ROME
1. Kamps (RFA), Argonnet, 0 pt ; 2. Trevijano (Esp.), Futuro II, 0,5 ; 3. Rozier (Fr.), Jiva, 4.

Finale - Gomez (Eq.) b. Tullous (Fr.), 6-4, 7-6 (7-1).

TOURNOI DE MADRID
(90 000 dollars)
Demi-finales. - Nystrom (Suède) b. Maurer (RFA), 6-4, 6-4 ; Carlsson (Suède) b. Jarryd (Suède), 5-7, 7-5, 6-3.

Finale - Nystrom b. Carlsson, 6-1, 6-1.

Tennis

CHAMPIONNATS DES ETATS-UNIS
sur terre battue à Indianapolis (575 000 dollars)

Demi-finales - Gomez (Eq.) b. Arias, 7-5 (7-2), 6-0.

Finale - Gomez (Eq.) b. Tullous (Fr.), 6-4, 7-6 (7-1).

TOURNOI DE MADRID
(90 000 dollars)
Demi-finales. - Nystrom (Suède) b. Maurer (RFA), 6-4, 6-4 ; Carlsson (Suède) b. Jarryd (Suède), 5-7, 7-5, 6-3.

Finale - Nystrom b. Carlsson, 6-1, 6-1.

Vers 30 %



PLETISME
Non de Paris
sans carotte

Le Monde ECONOMIE

TURBULENCES DANS L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE

L'Europe cassée en deux... avions de combat

L'industrie aéronautique mondiale est en perpétuelle effervescence. Le pactole de plusieurs centaines de milliards de francs que représentent les gigantesques marchés civils et militaires fascine les industriels de la Terre entière, qui se précipitent pour en obtenir une part.

Les très hautes technologies qu'utilisent les avions modernes en matière d'électronique et de matériaux composites garantissent aux entreprises qui les maîtrisent des retombées fructueuses. Tous les gouvernements souhaitent que leurs constructeurs soient associés à un secteur industriel aussi stratégique et d'un tel rayonnement économique.

La concurrence est donc acharnée. Boeing affronte Airbus, Dassault, tous les constructeurs européens. Les Allemands de l'Ouest commencent à contester les primautés britannique et française. Aucun domaine n'y échappe : ni les avions de combat, ni les hélicoptères, ni les appareils civils de transport.

S'il est un domaine où le bataille économique mondiale fait rage, c'est bien celui-ci. Avec cette particularité qu'on ne sait plus très bien qui s'allie avec qui et pour combien de temps. En attendant que les Japonais, les Brésiliens et les Indonésiens rejoignent la mêlée...

Il y a place en Europe pour au moins deux nouveaux modèles d'avions de combat, qui entreraient en service après 1995. C'est la démonstration que sont en passe d'administrer les pays européens, à défaut d'avoir pu réussir à s'entendre sur la conception d'un seul modèle commun. Après tout, le marché intérieur américain s'accommode de l'existence de plusieurs types d'avions de combat. Pourquoi pas l'Europe ?

L'Europe a d'abord voulu se singulariser, en tentant - honnêtement - de donner la preuve de sa volonté d'union politique grâce à un même programme aéronautique particulièrement ambitieux qu'elle assurerait en coopération. Elle a dû y renoncer par la suite. Tout, aujourd'hui, incite à croire que les pays européens vont de nouveau en ordre dispersé, à la fin de ce siècle, comme déjà depuis des décennies lorsqu'ils ont à chaque fois échoué à coordonner leur politique d'équipement militaire à long terme. Aux dépens de leurs propres intérêts.

L'enjeu est d'une rare importance : 600 milliards de francs. Au bas mot, souligne ce haut fonctionnaire du ministère français de la défense, l'avion en question aura un coût de 400 millions de francs. Sans compter les exportations toujours prévisibles, malgré une concurrence internationale de plus en plus rude, le marché européen à conquérir

La société Dassault-Breguet seule face à un enjeu de 600 milliards de francs

représente mille cinq cents exemplaires au minimum. Soit, au total, les 600 milliards de francs avancés, auxquels il faut ajouter les dépenses occasionnées par l'entretien et la modernisation des avions durant la vingtaine d'années de leur existence opérationnelle dans les armées de l'air européennes.

La quadrature du cercle

Au départ, il y a quelques années, il s'est agi pour la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, la Grande-Bretagne, l'Espagne et la France de s'associer à la construction d'un avion qui serait le modèle de base de leurs escadrons de combat. Les cinq pays ont cherché à harmoniser leurs points de vue, c'est-à-dire qu'ils ont essayé de rapprocher des besoins opérationnels assez différents, en tenant compte des disponibilités financières de chacun, des capacités industrielles en présence et des calendriers de mise en service propres à chaque état-major. Un travail de bénédictin, qui requiert de la diplomatie et de la minutie.

En effet, chaque partenaire, malgré sa bonne volonté initiale, reste attaché à garantir les intérêts de son industrie de la défense

au nom de ce qu'il affirme être la sécurité nationale. La coopération internationale peut exiger parfois des abandons de souveraineté nationale en matière de savoir-faire industriel ou de connaissances technologiques dans des domaines - sensibles -.

L'été dernier, à Turin, cette Europe de l'aviation de combat s'est cassée en dépit des concessions accumulées au fil des discussions entre les cinq pays en cause. On en a conclu, peut-être trop

hâtivement, que les intérêts nationaux avaient été les plus forts. Sans doute. On sait, depuis, que les divergences techniques dès la conception même de l'appareil et les différences dans la définition des missions présentées par chaque état-major n'ont pas pu être surmontées par les négociateurs auxquels on demandait de résoudre, comme par enchantement, la quadrature du cercle.

D'un côté, les Britanniques, les Allemands de l'Ouest, les Italiens et les Espagnols ont formé le projet de concevoir un même avion de combat, l'European Fighter Aircraft (EFA), à partir d'un

appareil de démonstration, l'Experimental Aircraft Program (EAP), de la société anglaise British Aerospace. L'avion est un bi-réacteur dit « de supériorité aérienne ».

Si l'on en juge par les caractéristiques de l'EAP, présenté à la mi-avril aux spécialistes dans les usines de Watton, l'EFA qui en sera dérivé devrait être un appareil pesant à vide entre 11 et 12 tonnes. Ce poids fait d'ores et déjà l'objet d'un litige entre les quatre partenaires européens. L'Allemagne fédérale désirant acheter un avion moins lourd (et donc moins cher) que ne le veut le Royaume-Uni.

De l'autre côté, les Français se sont retrouvés seuls, avec leur programme d'avion de combat européen (ACE), dont le démonstrateur, baptisé Rafale, de Dassault-Breguet devrait voler en juin prochain depuis le centre d'essais d'Istres (Bouches-du-Rhône).

La version actuelle du Rafale est un bi-réacteur pesant 9,5 tonnes à vide, avec des réacteurs américains F404. L'avion qui doit en être dérivé, le Rafale-B, sera doté de deux réacteurs M-88 de la SNECMA française, et il devrait peser à vide 8,5 tonnes pour être en service dans l'armée de l'air et dans l'aéronavale à la fois.

JACQUES ISNARD.
(Lire la suite page 32.)



UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT D'AIRBUS

Vers 30 % du marché mondial

Boeing pourrait tomber à moins de 50 % des commandes internationales

QUATRE-VINGT-DOUZE Airbus vendus ferme en 1985, soit 2,6 fois le score de l'année précédente : M. Jean Pierson, numéro un du GIE (groupe d'intérêt économique) Airbus Industrie, a toutes les raisons de se féliciter du bilan de sa première année à la tête du consortium européen. L'ingénieur rugueux venu de l'aérospatiale qui, à sa nomination, en disait le moins possible s'est transformé en vendeur et en débiteur roublard, dont on devrait attendre souvent parler si la querelle avec le géant Boeing se prolongeait.

L'année 1985 ne vous a-t-elle apporté que des satisfactions ? Lorsque j'ai pris mes fonctions, beaucoup de contrats étaient en bonne voie, avec Pan Am et Air Inter notamment. Nous les avons menés à terme et surtout nous avons consolidé le lancement de l'Airbus A-320 grâce aux commandes de Pan Am (seize avions plus trente-quatre options), Lufthansa (quinze avions plus vingt-cinq options) et l'australien Ansett (huit avions plus neuf options).

Deux ans avant la mise en service de cet appareil de cent cinquante places, nous avons en portefeuille deux cent soixante-trois commandes fermes ou en option. Nous avons pratiquement résorbé les stocks des vingt-quatre A-300-B4 inventés. Il ne nous reste plus qu'une seule de ces « queues blanches », qui devrait trouver preneur incessamment.

Mes soucis à court terme concernent la série de nos A-300 gros porteurs. La déréglementation aérienne aux Etats-Unis a gelé les achats d'avions de ce type. Boeing non plus n'a pas connu de bonnes ventes avec son 767. Il se tourne donc vers les marchés étrangers, où la concurrence est féroce.

En fait, à nous deux, nous fabriquons environ cinq appareils de ce modèle par mois et je sens que le marché mondial ne pourra pas en absorber plus de trois par mois jusqu'en 1987. Il nous faut tenir le coup jusqu'à ce que le marché américain redémarre.

Boeing n'accuse-t-il pas Airbus de violer les règles d'une saine concurrence, en utilisant des avantages financiers et politi-

ques consentis par les gouvernements européens et en pratiquant des prix de dumping ?

Leur position a le mérite de la clarté : lorsque Boeing emporte un marché, c'est parce qu'il est le meilleur ; lorsqu'il le perd, c'est parce qu'Airbus triche !

Si nous pratiquions vraiment des prix de dumping, nous obtiendrions tous les contrats et on ferait la queue à Toulouse pour acheter nos avions. C'est Boeing qui tient le marché grâce aux marges énormes qu'il dégage sur ses « Jumbos », les 747. C'est simple : nos premières propositions de prix sont toujours supérieures aux siennes pour des avions comparables.



Les Américains vous accusent de pressions commerciales excessives, notamment dans l'affaire des dix-neuf A-320 qui ont été cotés sur le potain des Boeing-757 qu'Indian Airlines devait acheter.

Ils ont dit n'importe quoi : que les Français avaient promis de nettoyer le Gange et de vendre des Mirage-2000. Pourtant les Indiens ont choisi un avion, le A-320, dont la France fabrique 30 % de la cellule alors que le Boeing aurait pu être équipé d'un moteur que la France fabrique à 50 %. L'argument ne tient pas. Nous avions un bon vendeur en Inde et Boeing un moins bon. Voilà tout.

Qu'est-ce qui vous oppose en matière de financement ?

Le système européen d'avances remboursables est transparent. Nous avons fourni aux négociateurs américains les budgets votés, les questions écrites et les journaux officiels qui prouvaient que l'Europe n'a pas donné 10 milliards de dollars à Airbus, mais qu'elle lui a avancé 3 milliards de dollars.

Le malentendu provient de ce que les Américains et les Européens n'ont pas la même façon d'évaluer leur industrie aéronautique. Nous, nous recevons des avances remboursables portant intérêt. Les Etats-Unis font bénéficier leurs constructeurs d'énormes commandes militaires qui profitent aux produits civils. J'aimerais beaucoup que nos actionnaires, British Aerospace, MBB, CASA et Aérospatiale, reçoivent d'un seul coup une commande de cinq cents Mirage ou Tornados !

En outre, l'administration américaine (NASA, Air Force, transports) octroie à l'industrie d'énormes contrats de recherche. Quand la France dépense 7 millions de francs pour développer un moteur à hélice rapide, la NASA finance un programme de 2,1 milliards de francs. Nous avons estimé l'aide industrielle américaine à 45 milliards de dollars en dix ans.

La vérité, c'est que Boeing était en situation de monopole jusqu'en 1975 parce que Concorde avait monopolisé nos énergies. Ils n'ont pas cru à Airbus, qui a sorti un avion, puis deux, puis trois. Les Britanniques se sont joints aux Allemands, aux Espagnols et aux Français. Cette association va fabriquer deux nouveaux appareils, A-330 et A-340, et, dans les années 90, elle emportera 30 % du marché mondial de l'aviation civile. Boeing pourrait bien tomber de 61 % actuellement à moins de 50 % de ce marché. Il redoute cette échéance.

Pourquoi Boeing signe-t-il plus d'accords de partenariat que vous avec des constructeurs étrangers ?

Nous négocions avec les Hollandais, les Belges, les Italiens, les Indiens, les Australiens et même

les Japonais pour les associer financièrement et techniquement à la construction des futurs A-330 et A-340. La part de ces nouveaux partenaires pourrait atteindre 20 % du programme. Le néerlandais Fokker, par exemple, souhaiterait obtenir 5 %. J'ai proposé à Aerialia un « mariage à l'italienne » de façon qu'il puisse travailler en même temps avec McDonnell-Douglas, Boeing et nous.

Quand je vois que Boeing va faire financer son futur 737 par le contribuable japonais, je préfère que nous mettions à contribution nos propres contribuables. C'est plus moral.

Pourquoi ne croyez-vous pas au retour du moteur à hélice comme les Américains ?

Il ne satisfait pas aux certifications en matière de bruit et de sécurité. Je pense qu'il y aura une innovation industrielle qui améliorera le taux de dilution des moteurs actuels et qui abaissera leur consommation de carburant.

Laquelle ?

Fen importe. Le passager moyen ne trouvera rien de changé. Je travaille actuellement avec tous les motoristes sur ce sujet.

Arriveriez-vous à trouver les 2,5 milliards de francs nécessaires pour lancer l'A-330 et l'A-340 ?

Avec ces deux appareils moyen et long-courriers, nous serons et la première fois une gamme cohérente d'appareils. Vers 1991-1992, les compagnies aériennes auront besoin de ce type d'avions. Il nous faut les lancer ensemble pour bénéficier du plus grand nombre de parties communes : ils auront, par exemple, la même aile et le même cockpit.

Les actionnaires d'Airbus Industrie ont approuvé cette stratégie, et tout le monde recherche des solutions financières. Les Allemands sont prêts à financer. Les Britanniques ont étudié plusieurs scénarios qui associeraient British Aerospace, la City et le gouvernement. En France, il faut laisser au nouveau gouvernement le temps de prendre connaissance du dossier.

Propos recueillis par ALAIN FAUJAS.

CHEZ BOEING

Les « frayeurs » d'un géant

Airbus triche et ne peut pas être rentable, dit-on à Seattle

Le plus important constructeur mondial d'avions civils, l'américain Boeing, n'est pas du tout content de la concurrence que lui fait l'euro-peen Airbus. Il a fait savoir à la Maison Blanche qu'elle était aussi déloyale que celle des céréales européennes. Il a dénoncé les constructeurs allemands, britanniques, espagnols et français pour violation des règles admises au titre de la section 301 du GATT, le traité organisant les bons usages du commerce international. Il a rédigé des plaquettes argumentées pour clore au pilori ces tricheurs d'Airbus. Devant un tel déploiement d'énergie, on ne peut s'empêcher d'y voir d'abord une mascarade où un énorme chaperon rouge crierait sa terreur devant un tout petit méchant loup.

Comme un charme

Après tout, Boeing se porte comme un charme. En 1985, la firme, installée à Seattle sur la côte ouest des Etats-Unis, a reçu commande de trois cent quatre-vingt-dix avions pour un montant d'environ 15 milliards de dollars (105 milliards de francs), alors que le score d'Airbus ne dépassait pas quatre-vingt-deux avions pour 3,5 milliards de dollars (25 milliards de francs). Un rapport de quatre à un en faveur de l'américain. Les autres paramètres de Boeing ne sont pas moins favorables, puisqu'il annonce un bénéfice de 566 millions de dol-

lars (4 milliards de francs) et une trésorerie qui frise les 3 milliards de dollars (21 milliards de francs).

Sur les quatre modèles d'avions qu'il vend dans le monde entier, Boeing éprouve, certes, quelques déceptions avec son 757 (186 sièges, moyen-courrier) et son 767 (216-261 sièges, moyen et long-courrier), qui sortent d'usine à une cadence deux fois plus lente que celle qui avait été prévue. En revanche, le constructeur jouit des ventes tirées de ses deux vieilles « vaches à lait » : le 737 et le 747.

Le petit 737 (110 sièges, court-courrier) est né en 1963 ; mais il a bien évolué en capacité comme en propulsion. Ses versions les plus modernes se sont vendues en 1985 comme des petits pains : 282 avions, soit le record absolu de ventes d'un appareil en une année.

Le grand 747 (261-496 sièges, long-courrier) est né en 1969. Il a écrasé tous ses concurrents, DC-10 ou TriStar, et jouit d'un monopole sur le marché de l'avion gros porteur long-courrier. Il a dépassé les sept cents exemplaires achetés et rentre donc dans une phase de rentabilité accélérée. Certains experts estiment à 20 % la marge que Boeing empêche sur chaque exemplaire vendu, en moyenne, pour la bagatelle de 110 millions de dollars (770 millions de francs).

AL F.

(Lire la suite page 32.)

Lundi 26 mai 86

Micro-informatique d'entreprise & stratégies de formation

Réussite ou échec de la diffusion de la micro-informatique dans l'entreprise, c'est la formation qui fait la différence :

UNE JOURNÉE CONFÉRENCES-DÉBATS

pour vous donner les moyens d'élaborer les contenus de formation et d'organiser l'accompagnement efficace de votre politique informatique.

DEF
FORMATION

Renseignements et inscription
5, rue Michaël Faraday
78180 Montigny Tél. : (1) 30.58.44.20

حکومتی ادارہ

صحة من الاجل

Turbulences dans l'industrie aeronautique

L'Europe cassée en deux... avions de combat

(Suite de la page 31.)

Avion polyvalent, le Rafale-B devrait prendre la succession du Jaguar et de l'Etendard dans la panoplie française.

Après l'échec de Turin, les quatre pays européens qui continuèrent à travailler sur le programme EFA se sont montrés assez soulagés d'avoir été, en quelque sorte, débarrassés d'un partenaire difficile.

allemande, italienne et britannique.

Au sein d'Eurofighter, les répartitions sont les suivantes : 33 % pour la Grande-Bretagne, 33 % pour l'Allemagne fédérale, 21 % pour l'Italie et 13 % pour l'Espagne.

Des chefs de file industriels

En face, pour l'instant, Dassault-Breguet demeure apparemment assez isolé, même si, après coup, le gouvernement français, qui avait d'abord tenu rigueur à la société de son manque d'enthousiasme européen, s'est finalement rallié à sa stratégie.

La disparition de Marcel Dassault ne modifiera certainement pas la situation : l'équipe qui reste en place est persuadée, comme en témoigne le directeur général technique, M. Bruno Revellin-Falcoz, que la France ne pouvait plus aller au-delà des concessions

déjà consenties sans remettre en cause gravement la cohésion de sa politique d'équipement militaire. A savoir la production en série d'un avion de combat des années 2000 qui réponde aux besoins spécifiques de l'armée de l'air et de l'aéronavale.

L'Europe vient donc de rater sa dernière chance, pour les vingt à trente années prochaines, de se rassembler autour d'un seul et même projet d'avion de combat.

symbole politique et, en ce sens, l'échec de Turin marque l'effacement d'une vision communautaire de l'Europe de la défense, en dépit des propositions françaises de créer un Groupement d'études pour l'aviation militaire (GEPAM), qui examinerait les besoins à long terme pour renforcer la coordination interne.

Au sein de cette Europe de l'aviation de combat, remarquons un ministre français de la défense, il faut désigner, à chaque fois, des chefs de file industriels responsables de la conduite d'un programme, une fois que les différents partenaires se sont entendus sur des objectifs et sur une répartition du travail.

Précisément, ces conditions ne sont pas les plus difficiles à remplir. Trop souvent, en effet, le Royaume-Uni et la France, qui entretiennent les industries aéronautiques les plus technologiquement avancées, se disputent le leadership. Trop souvent aussi les besoins militaires et les aptitudes industrielles de chacun des pays partenaires ne sont ni équivalents ni de niveau comparable pour espérer constituer la base d'une entente équitable.

JACQUES ISHARAUD

Retour à l'hélice

Le monde des fabricants de moteurs d'avions est en effervescence. Après un quart de siècle, durant lequel les appareils militaires comme les avions de transport civil ont été propulsés par des turboréacteurs, la technologie moderne va réserver des surprises, avec le moteur de demain, le propfan, sur lequel travaillent tous les constructeurs.

Le propfan (contraction de propeller, ou hélice, et de fan, ou soufflante) est une innovation spectaculaire : grâce à un plus grand nombre de pales profilées comme un cimetière, l'hélice du propfan est plus puissante que l'hélice classique, permettant d'atteindre des vitesses de vol voisines des « jets » et garantissant une moindre consommation de carburant.

En principe, le propfan devrait apparaître vers 1992 dans les panoplies des principaux constructeurs. Ce pourrait être une révolution pour les compagnies aériennes. D'ici là, on s'agitera beaucoup dans les milieux aéronautiques de crainte d'être en retard d'une guerre.

L'Europe n'est pas absente du débat, avec la firme britannique Rolls Royce, qui s'est lancée dans de telles études, et avec l'association General Electric-Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui annonce pour 1987 son premier propfan de développement, le GE 36.

Plus que jamais, du reste, le couple General Electric-SNECMA, de part et d'autre de l'Atlantique, trouve en Rolls Royce un rival décidé à ne pas se laisser dépasser.

Déjà, dans le domaine militaire, les Japonais avaient beaucoup appris des Britanniques avec le réacteur Adour qui sort, sous licence, de leurs usines. La consécration du Soleil-Levant.

— la SNECMA française, par exemple — et où se révéleront d'anciens compétiteurs — comme General Electric.

La coopération, réuse, entre General Electric et la SNECMA depuis 1969 a modifié le paysage international. Deux modèles de réacteur, le CF-6 et le CFM-56, ont consolidé cette association au point que les chiffres d'affaires des deux sociétés, évalués en monnaie constante entre 1981 et 1984, ont progressé respectivement de 15 % et de 43 % quand, dans le même temps, ceux de Rolls Royce et de Pratt and Whitney diminuaient de 18 % et 15 %.

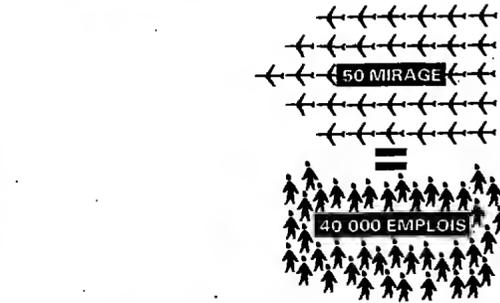
La consécration du Soleil-Levant

La reprise des commandes des avions commerciaux a, cependant, été sensible chez Rolls Royce en 1985 (+ 29 % pour les ventes de moteurs et, surtout, de pièces détachées). A la SNECMA on a enregistré, en 1985, une année record de prises de commandes pour les moteurs militaires aussi bien que civils.

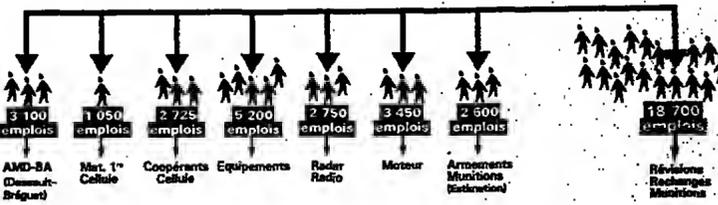
Dans cette vaste compétition, où les autres constructeurs européens, en particulier les Allemands et les Italiens, rallient le camp de leur choix en fonction des programmes, il apparaît depuis peu un événement original : l'entrée en lice des industriels japonais qui renouent là avec une tradition héritée de la dernière guerre mondiale.

Trois firmes japonaises se sont associées à Rolls Royce et à Pratt and Whitney pour la conception d'un moteur, le V 2500, qui semble être le principal concurrent du réacteur CFM-56-5 pour le nouvel Airbus A-320.

Déjà, dans le domaine militaire, les Japonais avaient beaucoup appris des Britanniques avec le réacteur Adour qui sort, sous licence, de leurs usines. La consécration du Soleil-Levant.



(Nota : il s'agit de Mirage F1.)



Boeing ou les « frayeurs » d'un géant

(Suite de la page 31.)

Quarante-deux Boeing 747 ont été commandés en 1985. De quoi combler les pertes du milieu de la gamme, lancer un nouvel appareil économique de 150 places, le 7J7, propulsé par deux moteurs à hélice et bourré d'électronique (le Monde du 30 avril) et développer des modèles actuels.

Reste que Boeing n'est pas rassuré par les succès remportés à l'exportation par Airbus en 1984 et 1985. Peut-être se souvient-il des milliers de licenciements qu'il avait dû décider à la fin des années 60 pour affronter une prépondérance de Boeing.

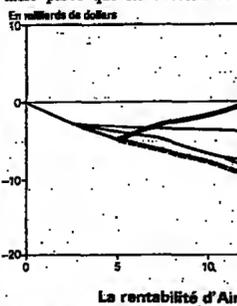
« Airbus ne peut pas être rentable », c'est le deuxième argument, massif de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte.

Le consortium tricherait surtout d'un point de vue financier. Les gouvernements accordent à leurs constructeurs des avances remboursables en cas de succès des programmes, ce qui représenterait un peu mieux que des prêts à des taux très avantageux.

Le constructeur a fait minutieusement les comptes : c'est selon lui 9 ou 10 milliards de dollars (56 à 70 milliards de francs) de subventions qu'ont reçus les Airbus A-300 et A-310, soit 15 millions de dollars (105 millions de francs) par appareil. Si

l'on ajoute le programme A-320, les aides atteignent les 12 milliards de dollars (85 milliards de francs) et, avec les frais financiers sur vingt-cinq années, 18 milliards de dollars (125 milliards de francs).

« Airbus ne peut pas être rentable », c'est le deuxième argument, massif de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte.



La rentabilité d'Airbus vue par Boeing.

trique aéronautique, qui figure dans la panoplie obligée des nations indépendantes. Les conclusions de Boeing sont donc, pour elle, irrécyclables, car le constructeur de Seattle lui propose ni plus ni moins de disparaître en tant que challenger.

« Après dix-sept ans d'efforts en faveur du consortium, le contribuable européen est en droit de se demander s'il verra jamais la fin de ses sacrifices. »

Contre-feux

Devant une telle attaque, les européens ont allumé quelques contre-feux. Ils ont souligné que 90 % des avions civils volant dans le monde étaient fabriqués aux Etats-Unis et qu'un tiers de chaque Airbus est composé de matériels américains.

Il y a peu de chances que ces réponses soient entendues des américains. En effet, les tenants d'un capitalisme rustique, où les bénéfices versés aux actionnaires

ne sont le seul critère de jugement d'une entreprise, ont le plus grand mal à comprendre le régime d'économie mixte de la vieille Europe.

« Airbus ne peut pas être rentable », c'est le deuxième argument, massif de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte.

« Airbus ne peut pas être rentable », c'est le deuxième argument, massif de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte.

Des hostilités déclarées, les compagnies aériennes de la CEE à renouer à acheter des avions américains, actuellement largement majoritaires dans le ciel européen, et de ce fait, pourraient faire les frais de l'érection de barrières financières, fiscales et douanières.

« Airbus ne peut pas être rentable », c'est le deuxième argument, massif de Boeing. Il n'est pas rentable parce que les subventions reçues l'incitent à vendre à perte.



- Programme 3e cycle créé et développé par l'Institut Franco Américain de Management (IFAM) en association avec PACE UNIVERSITY (New York)
11 mois d'études : 7 à Paris, 4 à New York
2 diplômes : MBA de PACE UNIVERSITY, Certificat IFAM 3e cycle
Admission : diplôme 2e cycle (grande école, maîtrise...) et ou expérience professionnelle + épreuves d'admission
Renseignements : IFAM-MBA university, 19 rue Cécile 75015 Paris



Enfin un livre non polémique DENATIONALISER Comment réussir la privatisation Jean Loyrette le livre document de l'après mars 86 85 F

Turbulences dans l'industrie aéronautique

La percée de la RFA

Grâce à la coopération internationale, les Allemands talonnent les Britanniques et les Français.

«RENDEZ-VOUS compte, Cospir Weinberger, le secrétaire d'Etat américain à la défense, nous a écrit pour nous dire que les Etats-Unis seraient intéressés à participer au programme de l'EFA (European Fighter Aircraft). C'est dire que les Américains nous prennent au sérieux; c'était impensable il y a dix ans.»

La phrase résume un peu naïvement, mais illustre néanmoins les progrès impressionnants d'une industrie aéronautique allemande qui, partie de rien en 1955, sinon de souvenirs, s'est hissée en trente ans au niveau des meilleures. Ses dirigeants jouent encore les modestes; mais, sur les marchés internationaux, leurs produits talonnent de plus en plus souvent ceux de la France comme ceux du Royaume-Uni.

Leur organisation professionnelle, la BDLI, a publié récemment un mémorandum dénonçant l'insuffisance des efforts de l'industrie nationale et réclamant un gouvernement, comme des entreprises, un effort accru en faveur de la recherche. L'idée sous-jacente est d'achever ainsi la phase de rattrapage, de faire part égale avec les partenaires concurrents européens.

Jusqu'en 1984, les autorités politiques, à l'exception importante de Franz-Josef Strauss, le ministre-président de la Bavière - le land qui abrite la moitié des usines du pays, - n'ont pas considéré l'industrie aéronautique comme un instrument de la puissance politique. Les déclarations d'Helmut Kohl en 1984 révèlent à cet égard un changement significatif. Bref, l'industrie aéronautique allemande participe sans complexe au mouvement de modernisation qui a saisi l'économie de la RFA depuis trois ans et s'apprête à bénéficier, elle aussi, d'une croissance accélérée.

Complètement détraquée, démantelée après la défaite, elle a dû renaitre de ses cendres. Un travail de rééducation opéré avec discrétion, mais habileté, dont le principal instrument fut la coopération internationale. Une coopération dont les Allemands ont accompli tous les stades: assemblages, sous-traitants, puis partenaires à part entière.

Paris moins présent

La France, principal partenaire avec les Etats-Unis, voire avant eux, durant les années 60 et 70, est devenue moins présente. «Ceux qui affirment, après l'échec des négociations sur l'EFA, que la coopération avec la France est fichue n'y comprennent rien», nous dit-on à Munich, au siège de la BDLI. Il est vrai que l'état-major de MBB (Messerschmitt-Bölkow-Blöhm) à Munich donne encore l'impression - est-ce là le talent de nos accompagnateurs - d'être un haut lieu de l'entente franco-allemande. Les liens tissés depuis trente ans ont été si fermes - on se souvient de l'Alpha-Jet, du Brequet-Atlantic, du Transall - que la coopération avec la France reste aujourd'hui importante.

Cependant, le souci de diversification des dirigeants allemands de la seconde génération, combiné à la maladresse parfois arrogante des Français, en ont limité la portée. La France ne participe pas à plusieurs des grands programmes actuellement développés en RFA, qu'il s'agisse d'avions ou de moteurs. Cette situation a valeur d'avertissement et donne un éclairage nouveau à l'idée de François Mitterrand de jeter au sein du GEIP (Groupe européen indépendant de programme, qui rassemble, sans lien avec l'organisation militaire intégrée, les pays européens de l'alliance atlantique) les bases d'une politique aéronautique militaire européenne.

La France - première prise de distance - n'a pas participé au programme du chasseur bombardier Tornado dont, d'ores et déjà cinq cents exemplaires ont été construits et plus de huit cents commandés, dont quatre-vingts à l'exportation, sur les marchés très compétitifs d'Arabie saoudite et d'Oman. Panavia, le groupe international qui coordonne l'opération, a été fondé en 1969; la participation de MBB, comme celle de British Aerospace, est de 42,5 %; celle d'Aeritalia de 15 %. Le premier appareil a volé en 1974, et la production en série a débuté en 1976.

Compte tenu des commandes supplémentaires et peut-être d'une exportation vers le Japon, le programme devrait durer jusqu'en 1992. Tornado a en la réputation d'un avion ruineux, les crédits inscrits dans le budget de la RFA pour son développement en 1980 s'étant révélés insuffisants. «Simple accident de parcours», fait-on valoir à Munich, au siège de Panavia.

Quoi qu'il en soit, ce programme, où il a fallu, pour la première fois à égalité avec les Britanniques, concevoir, développer, maîtriser tout un système de production, a été l'occasion pour MBB de «franchir un pas considérable» et de devenir un avionneur complet. Le successeur du Tornado sera l'EFA, dont le programme sera, lui aussi, coordonné par Panavia, où Allemands, Britanniques et Italiens ont appris, en quinze ans, à travailler ensemble, à normaliser leurs documents techniques, à créer des pratiques, sinon un droit commercial, qui leur sont propres.

A la dernière minute, l'Espagne s'est rattachée au train. La répartition est la suivante: RFA et Royaume-Uni, chacun 33 %; Italie, 21 %; Espagne, 13 %. Après des mois de pourparlers, la France, dont l'armée de l'air souhaitait un chasseur plus léger, a renoncé. «Nous regrettons, car il n'y a pas de vrai programme européen sans la France», dit-on aimablement à Panavia. Mais d'autres ajoutent plus crûment: «Les Français voulaient tout, la cellule et le moteur; les Anglais se sont révélés plus modérés.»

collaborent en RFA. «L'outil européen, nous dit-on encore, est au moins aussi performant que ce qui se fait de mieux aux Etats-Unis». Faut-il ajouter que Deutsche Airbus attend avec impatience les foux vertes politiques et financiers pour lancer le A330 et le A340, les deux nouveaux modèles.

Tornado, EFA, Airbus: trois familles d'appareils conçus et fabriqués par MBB, le conglomérat aéronautique allemand dont le siège est près de Munich et les usines réparties entre la plaine du Nord et les Länder du Sud. MBB, à l'instar de l'Aérospatiale, qui, au reste, détient quelques parts de capital, est le résultat de fusions successives. Seul Dornier, racheté récemment par Daimler-Benz, y a échappé. Le conglomérat témoigne de la vitalité de l'aéronautique allemande et, au-delà, des industries de pointe.

MBB s'est considérablement diversifié, dans des directions identiques d'ailleurs à celles choisies par l'Aérospatiale. C'est ainsi un fabricant d'armes prospère; la production de missiles antichars Milan et Hot et de missiles sol-air Roland, développée en collaboration avec l'Aérospatiale, connaît un succès exceptionnel. Cette collaboration se poursuit pour les missiles de la troisième génération.

C'est aussi le leader allemand de l'industrie spatiale. Là encore, la collaboration avec les entreprises françaises, et principalement l'Aérospatiale, est fructueuse. Le chiffre d'affaires de MBB en 1985 a dépassé 6 milliards de marks, et ses dirigeants prévoient qu'il atteindra 10 milliards de marks dans cinq ans. Cette montée en puissance inciterait-elle ceux-ci à faire davantage cavaliers seuls? Il n'en est apparemment pas question.

Intégration

M. Gustav Adolf Bidner, responsable des relations internationales, plaide au contraire pour plus d'intégration, si nécessaire au niveau du capital, entre des groupes aussi interdépendants que MBB et l'Aérospatiale. Il voit là une condition nécessaire pour que l'Europe parvienne à une réduction plus coordonnée vis-à-vis de l'extérieur, notamment de la concurrence américaine. Le renforcement du dialogue inter-industriel lui semble d'autant plus nécessaire qu'à son avis les pouvoirs publics sommeillent.

«Les défaillances de la coopération ne sont pas dues à l'industrie, mais aux gouvernements. L'Europe n'a pas de programme à long terme sur lequel nous puissions nous engager. Il y a un problème de financement. Airbus ou les programmes de missiles ont été lancés dans les années 60. C'est maintenant qu'ils s'épanouissent.»

«C'est aujourd'hui qu'il faut décider des lanceurs ou les avions qu'on construira dans vingt ans. Pour l'Europe, par exemple, la navette européenne, l'industrie voudrait que la décision soit prise tout de suite. Cette détermination, pour être fructueuse, devrait être partagée par tous les acteurs concernés. L'affaire Westland, où MBB et l'Aérospatiale se sont encore une fois ensemble cassés les dents, a montré que tel n'était pas le cas.»

PHILIPPE LEMAÎTRE.

Des prolongements

L'absence de la France dans ces deux programmes militaires a des prolongements en matière de moteurs. MTU, le motoriste allemand récemment racheté par Daimler-Benz (Mercedes), a créé, en association avec Rolls-Royce et Fiat (40 %, 40 % et 20 %), Turbo-Union afin de développer le RB 199, le moteur du Tornado, dont 2 000 exemplaires ont été fabriqués. L'espagnol Seneca se joindra aux trois firmes précédentes pour mettre au point le moteur de l'EFA. MTU, qui fait de bonnes affaires et qui, depuis quelques mois, recrute dans ses deux établissements de Munich et de Friedrichshafen, développe encore plusieurs moteurs en collaboration avec la France.

Construit en collaboration avec la SNECMA, General Electric et Volvo, le CF 6 se vend comme des petits pains; il est monté sur les Airbus A 300 et A 310, les Boeing 747 et 767. Conçu conjointement avec Turboméca, le MTU 385 est destiné à l'hélicoptère antichar franco-allemand PAH 2. Mais le projet connaît actuellement de grandes difficultés du fait d'exigences très différentes des deux armées.

Cependant la France est absente du projet vedette de MTU, le réacteur V 2500, qui est développé avec Rolls-Royce, Fiat, United Technology et JAEC, un consortium de motoristes japonais, en faisant appel à une technologie très nouvelle. Les performances du V 2500, concurrent du CFM 56/5 de la SNECMA et de General Electric, qui a été conçu pour équiper en particulier l'Airbus 320 et le Boeing 737-500, ne semblent pas tenir les promesses du constructeur. Pourtant, à Munich, on fait observer que cinq compagnies en ont déjà commandé 325 exemplaires.

L'Airbus est le programme presque parfaitement européen (les Italiens en sont absents) auquel MBB et l'Aérospatiale participent chacun pour 37,5 %; British Aerospace pour 20 %; l'espagnol Casa pour 4,2 %. A Munich, au siège de Deutsche Airbus, la société qui, au sein d'Airbus Industrie, coordonne la participation allemande (Dornier, le deuxième constructeur de RFA, contribue en sous-traitance à la fabrication des Airbus A 310, A 320, A 300-600), on parle du «succès considérable du programme, inimaginable il y a dix ans.»

On souligne les progrès accomplis au fil des années dans la gestion et la rationalisation du programme auquel six usines

APRES LE SUCCES DE : «TOUT CE QUE VOUS N'APPRENDREZ JAMAIS A HARVARD»

LES GAGNEURS

**LEURS STRATÉGIES...
LEURS ENTREPRISES...
LEURS RÉUSSITES...**

CARTER HENDERSON

TRADUIT DE L'AMÉRICAIN PAR MONIQUE LEGALLY

1985/ Les Echos

257 PAGES, PRIX : 85 F

LES SECRETS DES ENTREPRENEURS QUI ONT REUSSI

A PARTIR D'EXEMPLES CONCRETS D'ENTREPRENEURS, HOMMES ET FEMMES DE TOUS AGES QUI ONT REUSSI BRILLAMMENT DANS LA CREATION, LE DEVELOPPEMENT ET LA GESTION DE LEURS ENTREPRISES, L'AUTEUR NOUS LIVRE, A TRAVERS L'ANALYSE DE CES SUCCES, UN CERTAIN NOMBRE DE CLES DE LA REUSSITE DANS LE MONDE DES AFFAIRES D'AUJOURD'HUI.

RIVAGES Les Echos
DIFFUSION SEUIL

(Publicité)

Comment réussir dans les affaires

Étonnante histoire d'un échec transformé en succès.

«Au début, tout le monde se moquait de moi. Me mettre à mon compte? C'était trop risqué! Personne n'y croyait. Pourtant, aujourd'hui, j'ai trouvé les moyens. J'ai travaillé pour les autres, je fais ce qui me plaît, quand ça me plaît. Et je vois grossir mon compte en banque à vue d'œil.»

L'année dernière, j'ai présenté mes produits à plus de 200.000 personnes. Ces dernières habitent 18.000 villages et villes de France, de Suisse et de Québec. Je leur ai vendus plus de deux milliards de centimes de marchandises (et vous pouvez en faire autant, je vous en ai donné le secret).

Sans frais d'achat ou de vente.

Sans pour ou contre, sans perte de temps.

Je maitrise chez moi, j'ai quelques employés. Je vis tranquillement dans mon village. De ma fenêtre, je vois la forêt et les champs. Je profite de la vie. Que n'est-ce agréable!

Comment s'y fait? J'ai utilisé une nouvelle technique, le «Marketing Direct». J'ai appris à écrire des lettres si attractives, si persuasives, qu'elles donnent à un client qui est à 1.000 kilomètres l'impression de recevoir un chèque pour recevoir ma marchandise.

Et il existe maintenant une formule qui permet à tout le monde - et vous à vous - d'en faire autant. Voulez-vous la connaître? - Lisez ce qui suit.

Un vieux routier des lettres d'affaires m'a confié ses secrets. Il m'a appris tous les «trucs», toutes les «astuces» pour valider des chiffres fantastiques. Et depuis, j'en ai découvert de nouveaux. J'ai mis au point une «formule» infaillible.

En 7 ans, j'ai écrit toutes sortes de lettres: des lettres de vente, des lettres d'affaires, des lettres administratives et même... des lettres de contentement!

Tout ce qu'un représentant peut faire, je le fais maintenant avec des lettres.

Toujours avec succès.

J'ai révélé ma «formule» à quelques amis. Voici les résultats. Ils sont étonnants:

«Un seul décrire a doublé le nombre de mes

abonnements.

«Un autre a multiplié son chiffre d'affaires par 7.

Ainsi, une idée n'est venue: mettre au service des autres ce que j'ai appris et mon expérience dans une méthode.

C'est aujourd'hui chose faite. Cette méthode s'appelle «Comment faire les lettres qui vendent».

Elle comporte tous les secrets de lettres, les check-list, tous les secrets, toutes les techniques. Je n'ai rien caché, rien omis.

Que vous soyez homme d'affaires, commerçant, représentant ou tout simplement jeune homme ambitieux qui veut réussir dans les affaires - que vous écririez une lettre par jour ou cent par mois - cette méthode vous permettra d'atteindre vos objectifs.

Christine H. Godfrey

Remarque: Crédit Agricole, 27410, Beaumont, Cédex de Nord, rue Charlemagne, 27000 Evreux.

BON POUR UN DOSSIER GRATUIT

À retourner à:

Christine Godfrey B.P. 93
68000 Chamilly Colles

Sans engagement, envoyez-moi vite votre dossier sur «Comment écrire une lettre qui vend». C'est gratuit, et aucun démarcheur ne me rendra visite.

Nom _____
Prénoms _____
Adresse _____
Code _____
Ville _____

CV728.0

Conservatoire National des Arts et Métiers

Ecole nationale d'assurances

JUNES DIPLÔMÉS (BAC + 2), l'Ecole Nationale d'Assurances vous prépare aux métiers de demain, dans un secteur en pleine évolution: l'ASSURANCE CYCLE COMMERCIAL.

La formation (un an à temps plein) se compose:

- enseignement théorique dispensé par des professionnels;
- stage pratique de 2 mois en entreprise.

Gratuité et possibilité de bourses.

Pour de plus amples renseignements, contactez: Yolande Lebrun, Ecole Nationale d'Assurances, 292 rue Saint-Martin, 75141 Paris Cédex 03. Tél. 42.71.24.14.

سكوا من الأصل

صحة من الاجل

La chronique de Paul Fabra

La hiérarchie des taux d'intérêt

Ce n'est pas seulement parce qu'elles redoutent qu'une baisse trop profonde du loyer de l'argent ne favorise en France une résurgence de l'inflation...

La question qui se pose aujourd'hui est d'un ordre plus général: la volonté de maintenir un écart positif en faveur du long terme...

L'histoire montre que pendant les périodes de stabilité les taux du long terme ne sont pas nécessairement plus élevés que ceux du court terme...

Pour essayer d'y voir un peu plus clair, il convient d'observer comment les choses se passent normalement dans une entreprise bien gérée...

2,5 % et 6 %). L'Allemagne, aujourd'hui, est à moins de un point de ce niveau, et la Suisse est au-dessous...

CORRESPONDANCE

A propos du tiers-monde

Les lecteurs de la note de lecture consacrée, dans le Monde du 15 avril, au livre de Serge Latouche, Faut-il refuser le développement?

TURBULENCES DANS L'INDUSTRIE AERONAUTIQUE

Hélicoptères en dépression

L'INDUSTRIE occidentale des hélicoptères est inquiète: le marché est déprimé, la concurrence acharnée...

La clientèle civile va prendre le pas sur les acheteurs militaires. Les hélicoptères lourds et moyens devraient rester en nombre limité...

Le dynamisme américain. On retrouve une situation identique dans le domaine des hélicoptères armés, où l'Europe n'est pas davantage à l'unisson...

Le concept d'un hélicoptère de combat multinational résisterait-il aux remous créés en Europe par l'affaire Westland...

IFAM INSTITUT FRANCO-AMERICAIN DE MANAGEMENT. Une grande école internationale. Créé et développé en association avec des universités américaines...

Des « machines » en stock. On a vu, alors, des constructeurs aéronautiques stocker leur production d'hélicoptères dans les hangars ou les ateliers...

Westland: un cheval de Troie? La société britannique d'hélicoptères Westland est soulagée d'avoir évité la catastrophe lorsque ses actionnaires choisirent, en février dernier, d'accepter les offres du constructeur américain Sikorsky...

REPÈRES Dollar Emploi Pétrole

LES

économie

REPÈRES

Dollar : net repli à 6,97 F

Dans l'attente des résultats du sommet de Tokyo dans le domaine des changes (s'il y en a), les cours du dollar se sont repliés lundi 5 mai, après leur hausse de la fin de la semaine dernière, revenant de 7,02 F à 6,97 F, de 2,21 DM à 2,19 DM et de 170 yens à 166,75 yens. A Tokyo, samedi, M. James Baker, secrétaire au Trésor américain, a pratiquement rejeté la demande japonaise d'intervention concertée pour stopper la baisse du dollar, qui, en début de semaine, est retombé au voisinage de son plus bas cours historique (165,70 yens).

Emploi : hors des services point de salut aux Etats-Unis

Pratiquement tous les emplois créés aux Etats-Unis d'ici à la fin du siècle le seront dans le secteur des services, qui absorbent actuellement près des trois quarts de la main-d'œuvre, indique une étude publiée, le lundi 5 mai, par le Conference Board, organisme d'études économiques créé par les milieux d'affaires américains. D'après cette étude, les emplois industriels se stabiliseront autour de 28 millions et ne représenteront plus que 15 % de l'ensemble à la fin du siècle, contre 18 % actuellement. Une évolution que connaissent également les autres pays industrialisés. Toujours selon le Conference Board, les services concentrent 59 % des emplois en France, contre 47 % en 1970, les proportions étant respectivement de 57 %, contre 47 % au Japon.

Pétrole : Chevron menacé de sanctions pour ses activités en Angola

La compagnie pétrolière américaine Chevron pourrait être privée des contrats du Pentagone du fait de ses activités en Angola. Le secrétaire américain à la défense a demandé à ses services d'étudier les possibilités légales de mettre un terme aux contrats de livraison de pétrole (d'une valeur de 380 millions de dollars, soit 2,5 milliards de francs environ), qui lient à la compagnie. Il est reproché à Chevron d'exploiter, par l'intermédiaire de sa filiale Gulf, les principaux gisements de l'Angola, contribuant ainsi, grâce aux redevances versées (800 millions de dollars l'an dernier), à maintenir le régime marxiste de Luanda. Washington soutient le mouvement d'opposition armée de M. Savimbi, en lutte contre le régime en place, et aurait décidé récemment de lui fournir une aide militaire clandestine de quelque 15 millions de dollars (97,5 millions de francs environ).

Dettes : le Pérou diffère certains remboursements

Après avoir remboursé 22 millions de dollars aux banques disposant de créances à court terme, les dirigeants péruviens ont annoncé qu'ils n'affecteraient plus aucun paiement sur leur dette à moyen et long terme jusqu'à août prochain. Il s'agit de la troisième décision unilatérale du même type prise depuis l'arrivée au pouvoir de M. Alan Garcia, il y a neuf mois. Comme dans les cas précédents, Lima se met à jour sur le court terme et laisse s'accumuler sur les crédits à moyen et long terme des arriérés actuellement dévalués à quelque 450 millions de dollars. Le Pérou, dont la dette extérieure globale est estimée à 14 milliards de dollars, entend obtenir un assouplissement des conditions imposées par ses créanciers. Officiellement, Lima offre le choix entre des taux d'intérêt supérieurs de un point au prime rate (taux de base) américain ou de 1,25 point supérieur au taux interbancaire de Londres (Libor), ce qui est sensiblement moins avantageux pour les banques que les conditions actuelles.

La priorité donnée à la réduction du déficit est plus forte que prévu déclare M. Juppé

La politique menée par le gouvernement n'est pas une politique pour quelques mois, mais une politique de fond destinée à réformer en profondeur la façon dont l'économie fonctionne, a déclaré, dimanche soir 4 mai, M. Alain Juppé, ministre chargé du budget, qui était l'invité du « Club de la presse d'Europe 1 ». Cette politique doit donner des résultats. Il n'est pas hors de portée d'atteindre, dès 1987, un taux de croissance de 3 % qui nous permettrait de sortir de la spirale des suppressions d'emplois où nous sommes depuis 1981. On sent une embellie psychologique, elle sera réelle, effective dans les semaines qui viennent.

Donnant quelques aperçus sur la préparation du budget de 1987, M. Alain Juppé a annoncé : « Nous allons baisser le déficit. C'est une priorité plus forte que nous ne l'avions pensé ». L'objectif est une réduction du déficit de 45 à 50 milliards de francs en trois ans. Les écarts se portent notamment sur la fonction publique et les interventions de l'Etat. « Nous voulons briser la spirale de l'endettement, stopper ce mouvement et donc réduire le déficit. Notre deuxième orientation allant dans le sens d'une baisse des impôts. Quant aux recettes, il y a trois sources de ressources supplémentaires : le supplément apporté par la croissance, les recettes de privatisation, les économies. En la

matière, le « plat de résistance » viendra en 1987, concernant les effectifs de la fonction publique. Enfin, si nous pouvons défendre le taux d'intérêt, il y a là une source d'économie considérable.

Interrogé sur le rapport La Genière et d'éventuels trous (dépenses non financées par des recettes) qu'auraient découverts plusieurs ministres dans leur budget, le ministre à répondu :

« Si ce rapport doit être embarrassant pour quelqu'un, c'est pour le précédent gouvernement. Car en quelques semaines, M. de La Genière a mis les choses au clair sur le plan des chiffres : depuis 1981, déficit budgétaire multiplié par cinq, dette publique multipliée par trois, ruban bleu en matière de prélèvements obligatoires, 187 milliards de déficit réel. Nous en avions annoncé entre cent quatre-vingts et deux cents. Ce n'étaient pas le problème. Derrière la réalité des chiffres, il faut regarder la situation des différents secteurs de l'économie ou de la société française. C'est ce que le premier ministre a demandé à chaque ministre de faire. Tout ceci va nourrir la réflexion gouvernementale. Quant nous y verrons plus clair, le gouvernement prendra les mesures qui s'imposent. En matière de défense, par exemple, il n'est un secret pour personne qu'on a lancé, dans le cadre de la loi

de programmation militaire, des programmes, des opérations qui n'étaient pas financés. » Ce rapport contient donc tous les éléments d'un bilan des finances publiques

tel que nous l'attendions, et ce bilan fait par M. de La Genière fait ressortir que la France est dans une mauvaise posture après les cinq ans que nous venons de vivre.

Arguments préventifs

Il n'est jamais facile de rendre raisonnable un débat dans lequel la politique s'est intraduite, empoisonnant les chiffres et les arguments... M. Juppé a posé dimanche soir plusieurs questions importantes concernant l'état des finances publiques. Mais il les a posées en mêlant le vrai et les arguments qui lui permettront l'automne prochain de justifier des réductions d'impôts moins importantes que celles annoncées par la plateforme commune UDF-RPR.

Il est vrai que l'état de nos finances publiques n'est pas bon, ou pas satisfaisant, comme on voudrait. Il est vrai aussi que les déficits se sont accumulés au début de la législature précédente, privant le gouvernement actuel de marge de manœuvre appréciable. Mais il faudrait rappeler que le second choc pétrolier a provoqué dans tous les pays industrialisés un fort ralentissement de la croissance économique, privant les Etats des rentrées fiscales auxquelles ils étaient habitués.

Il faudrait donc, dans le bilan qui est fait de la gestion socialiste, tenir compte de ce facteur et ne pas imputer la situation actuelle aux seuls débordements de la relance 1981-1982, dont il ne faut pas non plus surestimer l'importance.

Notre faiblesse a été de réagir trop tardivement au second choc pétrolier, et de n'avoir pas pris rapidement, comme les Allemands par exemple, les mesures d'austérité qui s'imposent (réduction de la demande extérieure notamment). Mais la réaction est venue (à la mi-82 et au début de 1983). Il serait donc

abusif de faire croire que la situation actuelle est celle d'un désordre plus ou moins dissimulé ; les comptes sont à peu près en ordre, et le budget de 1986 s'exécute sur la base d'un déficit que M. de La Genière évalue - au vu des indications qui lui ont été données - à 159 milliards de francs, soit 3,2 % à 3,3 % du PIB. C'est probablement trop, mais les comptes sont connus, ils ont été votés par le Parlement.

Y-a-t-il un déficit réel plus important, gonflé par les dépenses que les gouvernements précédents ont « débudgétisées » ? M. de La Genière s'est contenté de poser la question, insistant sur le fait que ces dépenses étant financées (27 milliards de francs), il n'était pas possible de les ajouter au déficit prévu pour 1986 (159 milliards de francs). Ce que M. Juppé a trop tendance à faire. Mais il est vrai aussi que l'ancien gouverneur de la Banque de France n'épouse pas le débat, puisqu'on peut légitimement s'interroger sur le bien-fondé du recours à l'emprunt quand il s'agit de financer certaines dépenses qui pourraient l'être - ou devraient l'être - par l'impôt.

Reste l'essentiel politique qui commence à inquiéter le gouvernement : sera-t-il possible l'année prochaine de réduire le déficit - priorité de M. Juppé, cela vaut d'être souligné puisque telle est aussi la priorité des baristes - et d'alléger massivement les impôts ?

ALAIN VERNHOLES.

21^e FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS

(Association reconnue d'utilité publique)

MUSIQUE CLASSIQUE

90 concerts du 15 juillet au 21 septembre - 30 000 auditeurs
150 000 dépliant et programmes - 5 000 affiches

RECHERCHE MÉCÈNES ET PARTENAIRES FINANCIERS

(Avantages fiscaux : art. 238 bis 7 du C.G.I., loi du 12/4/1985)

CONTACT : F.E.P., 5, place des Terres, 75017 PARIS

Tél. 47-66-23-47

LE JOUR DE FORUM EST ARRIVÉ

Les entreprises brandissent l'étendard de la révolte. Contre la suffisance coûteuse de la grosse informatique. Contre l'insuffisance fonctionnelle des ordinateurs personnels.

Leur arme, c'est la Multimicro FORUM. Une nouvelle informatique de gestion, plus sûre, plus performante, moins chère. Fondée sur une philosophie de communication totale : les données sont partagées, la puissance est répartie. Enfin, les hommes travaillent ensemble.

Un système Multimicro FORUM peut fédérer jusqu'à 120 postes de travail reliés entre eux. Il s'adapte ainsi à la taille de l'entreprise sans remettre en cause les investissements successifs.

Les 60 concessionnaires/revendeurs FORUM, véritables conseils en organisation, se tiennent prêts à vous bâtir votre propre système Multimicro sur mesure.

Née en 1984, la Multimicro FORUM progresse chaque jour.

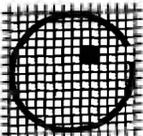
La première année, 1 500 postes installés.

6 000 à la fin de l'année suivante.

15 000 prévus pour fin 1986.

On n'arrête pas la révolution.

FORUM
LA REVOLUTION
MULTIMICRO.



FORUM
international

Z.A. Courtabœuf - Av. du Québec - 91940 Les Ulis
Tél. (1) 64.46.19.00. Télex. 690 033 F



سكزا من الاجل

صكنا من الاجل

CONJONCTURE

LES EFFETS DE LA CRISE DES MATIÈRES PREMIÈRES NON ÉNERGÉTIQUES

Des batailles sans vainqueurs

En février dernier, le gouvernement brésilien décidait de bloquer le plan éthanol (fabrication de carburant à base de sucre), lancé en 1975, qui avait marqué l'entrée en force de la canne dans les zones asséchées du Nordeste, au détriment parfois de cultures vivrières. Il faisait valoir que la production nationale dépassait les besoins du pays et, surtout, que le recul sensible des prix pétroliers réduisait chaque jour davantage la compétitivité de l'éthanol.

Quelques semaines plus tard, Mexico semait le trouble auprès des négociants internationaux en dévoilant son intention de vendre au plus vite et d'un seul coup 168 000 tonnes de sucre. Le Mexique tentait ainsi de compenser son manque à gagner en devises provoqué par la chute des prix pétroliers. Déconcerté par cette offre, aussi soudaine qu'inhabituelle (ce pays ne figure pas parmi les grands exportateurs de sucre), le marché de New-York enregistrait une forte secousse à la baisse.

S'ils illustrent les interactions ponctuelles qui apparaissent çà et là entre le pétrole et d'autres matières premières, ces exemples traduisent aussi un paradoxe permanent : de la même façon qu'en 1973 le quintuplement des prix du baril avait éclipsé la flambée quasi générale des produits de base (soja, phosphate, cobalt, titane, céréales, sucre, café...), la dépréciation de l'or noir masque, aujourd'hui, le déclin comparable, mais plus ancien, des matières premières non énergétiques. Depuis plus d'une décennie, le pétrole est l'arbre qui cache la forêt.

Les fluctuations des prix des matières premières « hors énergie », ont pourtant un impact mondial. Les grands pays occidentaux comptent, en effet, pour 50 % de la production agricole du globe : leur part dans l'extraction minière atteint, elle, 46 %. Si les proportions tombent respectivement à 28 % et à 22 % pour les

pays du Sud, la moitié d'entre eux dépendent de deux ou trois produits de base non pétroliers, pour les deux tiers de leurs recettes d'exportation (1). « Les matières premières sont importantes pour le tiers-monde, mais le tiers-monde n'est pas important pour les matières premières », résume le professeur Philippe Chalmin. Cette appréciation nuance la vision manichéenne qui oppose traditionnellement le Sud producteur à l'Occident consommateur.

La chute des cours des produits de base - à des niveaux voisins de ceux des années 30 - a certes contribué à la désinflation dans

les pays riches. Et pour 1985, le magazine *The Economist* a estimé à 0,7 % le supplément de croissance tiré de cette crise par les Etats de l'OCDE. Toutefois, en cherchant « à qui profite la baisse des prix des matières premières », une étude du CEPPI (Centre d'études prospectives et d'informations internationales) de février montre que, « parmi les perdants, on trouve à la fois les pays développés exportateurs et les pays en développement, à l'exception des nouveaux pays industriels d'Asie ».

Au total, les gains des Etats du Nord s'élevaient à 12,9 milliards de dollars, tous produits de base

confondus (minerais et métaux, denrées, gaz naturel, pétrole). La référence aux seuls postes non énergétiques donne en revanche un solde positif dix fois moindre : 1,2 milliard de dollars...

Le monde croule sous les stocks

Les Etats-Unis, avec 1,9 milliard de dollars de pertes sur les produits agricoles, et 0,5 milliard seulement d'excédent sur les substances minérales, sont exclus de la liste des gagnants. Ils grossissent le peloton des victimes de la baisse, où figurent l'Australie, le

Canada, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, les pays de l'Etat et le tiers-monde. Débarassée de sa dimension pétrolière, la crise des matières premières ne consacre aucun vainqueur.

Les raisons du marasme sont communes : depuis 1981, le monde croule sous les stocks de cuivre et de plomb, de zinc, de nickel et d'étain ; de blé, de sucre et de cacao, sans oublier le coton, la laine, la gomme naturelle. Cette pléthore est accentuée par le net recul de la consommation des pays du Nord. La course à la substitution - au profit des fibres, du plastique, des composites - et la modernisation des processus industriels - moins gourmands en matières premières - ont mis sur la touche nombre

de métaux non ferreux. De leur côté le sirop de maïs et l'aspartame (substitut chimique) entament la prépondérance du sucre, et le karité menace déjà de s'introduire dans le chocolat, au détriment du beurre de cacao.

Dans ce contexte, la surabondance est très vite apparue comme un facteur de division entre producteurs. Soucieux de justifier, des investissements massifs réalisés dans les années 70, ou de préserver des sources privilégiées de devises, la plupart ont choisi la fuite en avant. « La nécessité de rembourser les dettes et de se développer incite les pays du Sud à produire davantage, d'où une baisse supplémentaire des prix », note le magazine *Newsweek* (février 1986).

Dès 1980, le Chili a profité de ses faibles coûts de production, pour intensifier ses ventes de cuivre. « Un accroissement des volumes exportés, quitte à faire baisser temporairement les cours, lui permettait d'envisager, à brève échéance, la sortie définitive des producteurs marginaux américains, dont la part de marché restait considérable », explique M. Olivier Bonssol, dans un rapport remis en juillet au commissariat général du Plan. Cette stratégie de l'éviction a, en passage, touché de plein fouet la Zambie, liée au métal rouge pour 90 % de ses recettes d'exportation. Incapable de réduire suffisamment son coût d'exportation, Lusaka a le premier souffert de l'effondrement des cours mondiaux, consécutif à l'offensive de Santiago.

On demande un soutien public

C'est encore une bataille des quantités qui a précipité le krach de l'étain. En augmentant sa production de 233 % depuis 1980, le Brésil a sapé l'efficacité des restrictions d'exportation, adoptées par les membres de l'accord international. Son refus d'autodiscipline a provoqué une onde de choc dans les produits miniers, à coûts de production élevés, tels la Bolivie, la Malaisie ou le Royaume-Uni, qui s'apprette à fermer quelques gisements en Cornouailles.

« Nous accusons les autres de contribuer à la surproduction, mais nous sommes aussi responsables », reconnaît pour sa part un spécialiste français des « non ferreux ». Depuis le rapport Davignon d'octobre 1983, qui préconisait entre autres une « adaptation raisonnable » des capacités de production de zinc, les industries concernées n'ont consenti à aucun effort dans ce sens. « Il n'y a pas de candidat au *hara-kiri* », explique un professionnel.

Le réflexe consiste plutôt à demander un soutien des pouvoirs

publics. « Au second trimestre 1985, lorsque les marchés ont fortement chuté, les pays dits libéraux ont apporté des aides financières », déclarait il y a quelques mois le président français de la Fédération des minerais et métaux non ferreux, M. Pierre Grin-Jean. « Le ministre de l'Industrie japonaise a accordé des prêts à 2 %, aux vingt-deux producteurs nationaux de zinc et de plomb. Le gouvernement canadien a subventionné le secteur minier. Les Linder ont fait de même en Allemagne. »

La surproduction est ainsi devenue l'au-guillon de la surproduction. « Pour y remédier, conclut un observateur, il faudra des interventions de type chirurgical. »

Ces incitations à produire, qui ont souvent touché de façon semblable les céréales et les denrées, ont débouché sur une guerre commerciale.

On a vu, tour à tour, l'URSS écouler son nickel à prix de dumping dans la Communauté, l'Amérique de M. Ronald Reagan proposer ses excédents de blé aux clients traditionnels de la CEE, à coups d'exportations subventionnées (1 tonne donnée pour 4 tonnes vendues). Avant la sécheresse brésilienne, les producteurs de café ont alimenté un marché parallèle, approvisionnant les consommateurs non membres de l'accord international, à des prix inférieurs de moitié aux cours mondiaux. L'Argentine a poussé son soja dans la zone d'influence américaine, grâce à de substantiels rabais...

L'impossible gestion « pacifique » des excédents de s'est pas seulement traduite par la bataille des quantités et des prix entre producteurs. Leur affrontement avec les consommateurs sur la scène diplomatique a conduit à l'éclatement de trois grands accords de produits. En 1984, le refus des Australiens de voir attribuer à la CEE un quota d'exportations de 4,2 millions de tonnes a fait capoter l'accord sucre. Un an plus tard, le momentané Non-Sud sur le niveau des prix à protéger mettait hors jeu l'accord cacao.

Et, si aucune solution de sauvetage n'a pu renflouer le Conseil national de l'étain (CNE), en faillite depuis le 24 octobre, la responsabilité en incombe à ses membres. Les réticences de l'Europe (notamment le Royaume-Uni), puis de l'Indonésie et de la Thaïlande, à participer au règlement des dettes du CNE, ont condamné du même coup le marché et l'accord.

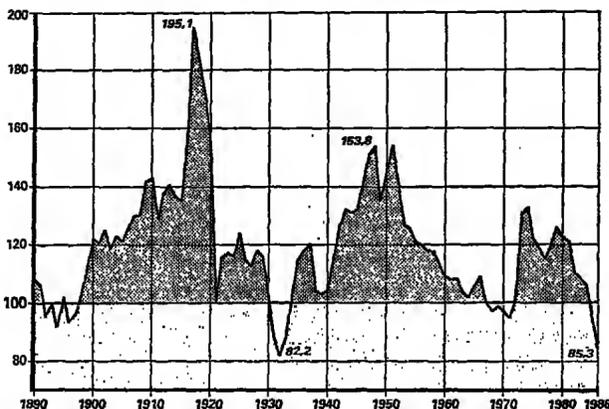
Echaudée par l'effondrement des prix du métal blanc, la Malaisie a mis sur pied, en début d'année, un plan de restriction à long terme, destiné à réduire sa dépendance vis-à-vis des exportations de matières premières et à développer une industrie de biens manufacturés. Cette initiative de désengagement reste cependant isolée.

Beaucoup de producteurs n'ont pas la possibilité (en raison de leur endettement), ou la volonté de remettre en question leur secteur agricole et minier. C'est pourtant par un ajustement de l'offre que passe la solution à la crise des matières premières, au moment où les marchés solvables vont en se rétrécissant.

ERIC FORTINORO.

(1) La Stabilisation des prix et des matières premières, Philippe Delmas et Christophe Guillemin. Editions Economica, 1983.

AU NIVEAU DES ANNÉES 30



Ce graphique retrace l'évolution des prix des matières premières depuis près d'un siècle. L'indice utilisé est l'indice des matières premières brutes destinées à un usage ultérieur (*crude materials for further processing*) publié par le département du commerce américain ; il intègre les prix pétroliers. Cet indice est « déflaté » par celui des prix de détail américain. Il montre ainsi l'évolution comparée des

revenus des producteurs de matières premières par rapport aux revenus des autres agents économiques. On remarque que les périodes de forte hausse correspondent à des conflits militaires (1914-1918, 1940-1945), et économiques (chocs pétroliers de 1973 et 1979). Mais au fil du temps, les flambées ont perdu de leur intensité. La crise actuelle est en revanche comparable à la dépression des années 30.

(Publicité)

EXPOSITION DES NATIONS ÉTRANGÈRES : UN CARREFOUR DES ÉCHANGES COMMERCIAUX

L'Exposition des nations étrangères se tiendra dans le cadre de la Foire internationale de Paris du 30 avril au 11 mai 1986. Elle s'étendra sur 7 500 m² dans la grande nef du bâtiment 1, Porte de Versailles.

Cette année, vingt-six pays présentent un panorama étonnant et prestigieux de leurs ressources économiques, culturelles, touristiques et artisanales.

L'Exposition des nations étrangères offre également aux visiteurs professionnels l'occasion de créer de nouvelles relations avec les pays participants, soit par contact direct avec les directeurs des pavillons étrangers, soit avec le concours de la direction des relations internationales de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris (World Trade Center).

Un terminal du système de banque de données Téléexport sera installé sur le stand de la CCIP. Les pays exposants, les importateurs et les exportateurs pourront donc, par un accès direct, le consulter.

Le système comprend :

- un service de gestion automatisée des offres collectées à travers le monde (Promimport et Promexport) facilitant la recherche de nouveaux débouchés pour les entreprises françaises et étrangères ;
- un fichier informatisé regroupant des entreprises exportatrices et importatrices (Firmexport) ;
- une présentation des formalités à accomplir et des documents à fournir pour exporter sur cent trente pays, ainsi que la réglementation inhérente à chacun d'entre eux (Docexport).

Le World Trade Center de la CCIP organise cette année deux petits déjeuners-débats dans l'enceinte de l'Exposition : le premier sur « l'industrie agro-alimentaire » aura lieu le mardi 6 mai à 9 h 30, le second sur « la compensation » sera animé par François Missoffe, le 7 mai à 9 h 30.

Parmi les pays présents cette année, deux participations de qualité :

- L'ARABIE SAOUDITE, sur 1 740 m², offrira un visage traditionnel, artisanal et moderne du Royaume en montrant son développement culturel et social à travers des universités (celle de Ryad est la plus grande du monde arabe), des collèges et des hôpitaux.
- L'URSS, sur 1 260 m² entend par sa présence montrer l'importance qu'elle attache au commerce avec la France qu'elle considère comme l'un de ses principaux partenaires occidentaux.

Quatre-vingts entreprises soviétiques importantes venues de plusieurs Républiques, vingt-huit ministères et les centrales du commerce extérieur soviétique, maintenant bien connus tant en France que dans le monde entier, présenteront un large échantillon (6 000 objets) de leurs productions.

Cette année la République socialiste soviétique d'Arménie sera mise en valeur. Une conférence-débat sur le thème « La coopération économique et commerciale franco-soviétique » aura lieu sur le stand de l'URSS le mardi 6 mai à 17 heures en présence de M. Youli Vorontsov, ambassadeur de l'URSS en France et de M. Constantin Bakhtov, représentant commercial de l'URSS en France.

UN PASSEPORT POUR LE COMMERCE INTERNATIONAL :

● EN EUROPE

- Les pays de l'Est seront largement représentés :
- La TCHECOSLOVAQUIE, dont les échanges avec les pays à économie de marché augmentent, où l'exportation française se développe en particulier pour les produits industriels élaborés et des biens d'équipement
- La RDA avec laquelle nos échanges commerciaux progressent, notamment depuis les accords conclus entre la Centrale du commerce extérieur Chemie, Rhône-Poulenc et Atochem.
- La POLOGNE, qui a besoin du matériel industriel et des technologies destinés à la modernisation et à l'accroissement de la productivité de l'équipement industriel existant.
- La HONGRIE, qui réalise actuellement 50 % de son commerce extérieur vers les pays occidentaux.
- La ROUMANIE, où nous exportons des pièces d'équipements automobiles et des produits chimiques de base.
- La BULGARIE, dont la richesse principale est la lignite, suivie du cuivre et du plomb.

Quant à l'ALBANIE, elle présentera des sous-produits du pétrole et les richesses de son sous-sol : chrome, nickel et fer.

Signalons aussi la présence de l'AUTRICHE où le développement du tourisme est primordial.

● LES PAYS MÉDITERRANÉENS

Ils seront représentés par l'ESPAGNE qui exporte des produits agro-alimentaires vers la CEE (agrumes et vins), et l'ITALIE qui exporte bonneterie, chaussures, meubles et vêtements.

TRANSPORTS

Air France monte... et baisse ses tarifs

Les tarifs aériens continuent d'être agités par des mouvements contradictoires, sous la pression de la concurrence et de la chute des prix du dollar et du pétrole. Ainsi, Air France s'efforce de contrer l'offensive américaine et la chute de la demande en provenance des Etats-Unis en instituant des tarifs attractifs. La compagnie nationale vient de créer un billet « jeunes » vers le Canada et les Etats-Unis qui diminue de 11 % à 35 % le prix du voyage aller-retour par rapport aux tarifs précédemment applicables.

Par exemple, Paris-New-York ou Paris-Montréal coûtent, du 15 mai au 18 juin, 2 990 F ; du 19 juin au 23 juillet, 3 590 F ; du 24 juillet au

6 août, 3 790 F (3 690 F pour Montréal) et du 7 août au 21 septembre, 3 190 F. Les conditions à remplir sont les suivantes : être âgé de vingt-quatre ans au plus, réserver sa place aller et retour au moment de l'achat du billet et rentrer au plus tard le 31 octobre 1986.

Sur ses destinations européennes, où la concurrence est moins sévère, Air France achève la remise en ordre de sa grille tarifaire et augmente ses prix de 5 % à 5 % pour la classe économique plein tarif. Vers le Portugal, l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas, la Scandinavie et l'Autriche, la hausse est de 5 %. Vers l'Allemagne de l'Ouest et la Suisse, elle atteint 4 %.

ment augment
penser la dé
AFFAIR
ditions L'HERMÈ
TRAVAIL DIRIGÉS
DE DROIT CIVIL
ETI

SOCIAL

ASSURANCE-MALADIE

Comment augmenter le prix des médicaments sans creuser le déficit de la Sécurité sociale ?

Comment sortir du casse-tête des prix du médicament ? D'une part, les prix français sont très bas ; les comparaisons internationales qui donnent des niveaux différents par rapport à l'étranger s'accroissent...

de la liberté des prix. Mais on peut se demander si le bas niveau des prix ne contribue pas à cette croissance. Ne vaudrait-il pas mieux ralentir la consommation et accorder à l'industrie des marges plus confortables pour développer la recherche ?

de médicaments opérés ces dernières années d'un guère en d'effet sur ce point. Sur le marché du médicament, en effet, le consommateur (le malade) n'est bien souvent pas le payeur. Mais celui-ci (l'assurance-maladie pour la plus grande partie) n'est pas non plus le prescripteur (le médecin)...

AFFAIRES

ENTREPRISES

Première bougie pour Innovacom

Cette société de capital-risque, créée par Sofinnova en association avec la direction générale des télécommunications, vient de fêter son premier anniversaire après avoir investi, au cours de cette première année d'activité, plus de 14 millions de francs...

D'autre part, Sofinnova indique que ses comptes relatifs à un exercice exceptionnel de dix-huit mois, clos le 31 décembre dernier (en raison des règlements révisés, depuis la loi bancaire de 1984, les sociétés dites financières), a enregistré un bénéfice courant avant impôts de 34,9 millions de francs (contre 18 millions précédemment) et un bénéfice net de l'ordre de 31 millions de francs (contre 17,6 millions pour l'exercice antérieur)...

La société L'Étalon crée un établissement financier

Spécialisée dans les services financiers, la société L'Étalon vient de créer un établissement chargé d'offrir une gamme complète de services sur un marché des capitaux à présent décliné...

M. Jean-Hugues O'Neill, PDG de L'Étalon, un nom qui est tout simplement l'engramme de son patronyme. Depuis sa création en 1983, cette société s'est spécialisée dans l'expertise financière en élargissant progressivement son champ d'activité à des services bancaires, avec notamment une base de données sur SICAV obligataires...

Licenciements dans une entreprise de l'Allier

« LA SUEUR DES TRAVAILLEURS ENDOCRINÉS »

(De notre correspondant.)

Victy. - « Nous ne sommes plus au XIX^e siècle, M. Delfin », s'écrie dans un tract le Collectif des travailleuses de Delfin, entreprise de prêt-à-porter dans l'Allier employant cent quarante-huit salariés à Gnanet et quatre-vingt à Cesset. Tract et collectif sont apparus fin mars dernier après que la direction ait annoncé qu'elle allait déposer une demande de licenciements pour motif économique en avançant la raison d'une baisse sensible des commandes...

Parmi les femmes menacées de perdre leur travail, quelques-unes, toutefois, n'acceptent pas le fait accompli. L'une d'elles, cinquante-trois ans, dix-sept chez Delfin, octoïde deux syndicalisées - un de la CGT et un de la CÉDT - au sein de la branche ouvrière du mouvement Chrétien dans le monde rural. Ce qu'elle leur raconte appartient à une époque qu'ils croyaient révolue.

« L'ambiance est infernale », témoigne une ouvrière. Pas le droit de parler, voire de sourire. Les données de données de subir intimidations et menaces pour les dissuader de se mêler de syndicalisme. Un tract fut élaboré avec l'aide du syndicaliste de la CGT mais les ouvrières n'osèrent pas le distribuer à la sortie de l'usine et le confièrent au syndicaliste. M. Delfin, le lendemain, lut au personnel rassemblé un texte intitulé : « Réponse de M. Delfin aux ennemis lâches et insipides, membres du collectif des travailleuses » de la société Jane Delfin.

« Les suppôts de Moscou »

« Comme d'habitude, les suppôts de Moscou cachent leur face, et étalent leur haine ». C'est-il à l'adresse « des anonymes au coteau bien vide et à l'œil bien vitreux » également qualifiés d'« imbéciles » et d'« incapables qui, tenés de rouge ou de rose, viennent subrepticement dans une propriété privée (...) semer la perturbation dans un atelier de production. » Après avoir rappelé que « grâce à la politique socialo-communiste, notre société a enregistré en 1985, pour la première fois de son existence, une perte de 240 millions de centimes », il ajoute notamment : « Comme M. Delfin respecte les purs, même s'ils sont de parfaits imbéciles et même s'ils sont manipulés par d'ignobles individus qui tirent leurs revenus de la sueur de certains travailleurs endocrinés, il se tient à la disposition des commandos de terroristes chinois, bulgares, roumains ou russes, pour assister à une réunion au cours de laquelle il espère trouver des Français et discuter avec eux des problèmes que peut rencontrer l'économie française. »

Le 16 avril, l'inspecteur de travail en charge du dossier, a autorisé tous les licenciements sans cinq devant l'insuffisance du plan social.

An sein du collectif, qui a réclamé en vain des informations sur la marche de la société et s'est opposé aux licenciements intervenus après sept autres sur les neuf demandés en février dernier, il est question de créer une section syndicale. Mais ce projet ne paraît soutenu par aucune ou presque des ouvrières qui restent.

PATRICE ROTIG.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles (COMDT) lance un appel d'offres international, révisé à la fourniture d'engrais cotons plans cotons via DAKAR et d'arrivés via DAKAR et ABIDJAN, sur financement Banque mondiale.

COMPTE RENDU ANNUEL DE LA BANQUE DE FRANCE POUR 1985

RÉSUMÉ DE LA LETTRE DU GOUVERNEUR AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Dans un environnement international instable et marqué par un degré de compétition rarement atteint, l'économie française a poursuivi en 1985 son redressement.

L'inflation a régressé grâce, en partie, à la baisse du prix des produits importés, au point que l'écart séparant les prix français de ceux de nos principaux partenaires s'est pratiquement résorbé. Les comptes des entreprises ont continué de s'améliorer ; le pouvoir d'achat des ménages a progressé. Ces évolutions ont stimulé l'activité en cours d'année sans, toutefois, améliorer la situation de l'emploi.

La politique monétaire a apporté sa contribution à la désinflation en contrôlant la création de liquidités. Si la progression (6,9 %) de la masse monétaire a finalement excédé le plafond initialement retenu, en raison du retour à un léger surplus de la balance des paiements courants et d'importantes entrées de capitaux, la croissance du crédit interne net est restée inférieure à celle du P.I.B. en valeur. Le développement de l'innovation financière, en facilitant le décaissement du marché de l'argent, a court terme, permis de substituer l'action par les taux d'intérêts et le menagement des réserves obligatoires à ceux proportionnels à la régulation quantitative du crédit ; celle-ci ne joue plus, désormais, que le rôle d'un filet de sécurité.

L'année 1986 se présente sous des auspices plus favorables en raison de la baisse du pétrole, de la détente des taux d'intérêt et de rapports de change plus réalistes. Mais pour en bénéficier pleinement, il nous faut venir à bout de handicaps importants : déficiences structurelles de notre commerce extérieur, facteurs d'inflation rémanents, temporairement voilés par la baisse des prix internationaux, déficits publics élevés, investissements insuffisants, excès de rigidités réglementaires de toutes sortes. La discipline s'impose donc particulièrement dans trois domaines :

- celui des revenus : pour un pays plongé dans la concurrence et si profondément frappé par le chômage des jeunes, la modération est ici la forme la plus efficace de la solidarité puisqu'elle est la voie obligée vers l'amélioration de l'emploi ;
- celui des finances publiques : les déficits des administrations doivent être réduits et cela par la compression de la dépense plutôt que par de nouveaux prélèvements ;
- celui, enfin, de la monnaie : l'objectif de croissance de la masse monétaire a été fixé à 3-5 % pour 1986 ; pour l'atteindre, une politique active de gestion des taux d'intérêt et des réserves obligatoires sera poursuivie, prônant prudemment un compte les progrès de la désinflation.

C'est à ce prix que la valeur de la monnaie pourra être préservée et que la modernisation de l'industrie, les progrès technologiques et le développement des libertés des agents économiques pourront efficacement concourir à une croissance saine et créatrice d'emplois.

Le rigueur, bien indispensable au redressement, doit devenir une exigence permanente. Ne pas s'y plier serait rater, alors que par la disponibilité de sa jeunesse et le degré de compétence de ses techniciens, la France a de bonnes

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Emission de 3 561 001 CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS (CIP) A BONS DE SOUSCRIPTION F 804 millions

Prix d'émission du CIP F 225 Prix d'exercice du bon F 260

- BANQUE NATIONALE DE PARIS CREDIT LYONNAIS SOCIÉTÉ GÉNÉRALE CREDIT INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DE PARIS - CREDIT CHIMIQUE - CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - CAISSE NATIONALE DU CREDIT AGRICOLE - CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES - CREDIT DU NORD - BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR - BANQUE DE NEUFUZE - SCHLUMBERGER, MALLET - BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS - BANQUE DU PHENIX - BANQUE MORIS - BANQUE POUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE - KLEINWORT BENSON - CHASE MANHATTAN BANK - MORGAN STANLEY INTERNATIONAL - COMMERZBANK - ORION ROYAL BANK - MERRILL LYNCH CAPITAL MARKETS CREDIT SUISSE FIRST BOSTON



Cette émission ayant été entièrement souscrite, le présent avis est publié à titre d'information seulement.

Advertisement for Editions L'HERMÈS, 31 r. Pasteur LYON 7, 23 r. de Départ PARIS 14^e. TRAVAUX DIRIGES DE DROIT CIVIL. Volume I: Introduction générale personnes, incapacités et biens. 384 p.; 26 éd.; 115 F. Volume II: Les obligations. 400 p.; 18 éd.; 125 F.

Advertisement for Avis d'Appel d'Offres. Le Centre National d'Études Spatiales lance un appel d'offres restreint pour choisir le transitaire qui effectuera, pendant une durée de 3 à 5 ans pour son compte et celui de la Société ARIANESPACE, les opérations de Transit Transport des matériels destinés au programme ARIANE et autres programmes développés par le CNES. Le trafic porte principalement sur la Guyane, lequel représente pour cinq lancements :

Handwritten text in Arabic script: 'مكتبة الأمل'

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Toutes ces obligations sont vendues. Le présent avis est publié à titre d'information uniquement.

CNT Caisse Nationale des Télécommunications

FF 600.000.000
Obligations Série A à taux révisable annuellement 1986 - 1996
permettant d'acquiescer par échange des
Obligations Série B 8 1/2% 1986 - 1996
Prix d'émission des obligations Série A: 100%

Les obligations Série A et Série B sont inconditionnellement garanties par la
République Française

Crédit Commercial de France

- Banque Bruxelles Lambert S.A. • Caisse des Dépôts et Consignations
- Algemene Bank Nederland N.V. • Bankers Trust International Limited
- Banque Indosuez • Banque Internationale à Luxembourg S.A.
- Banque Nationale de Paris • Banque Paribas Capital Markets Limited
- Baring Brothers & Co. Limited • County Bank Limited
- Crédit Lyonnais • Credit Suisse First Boston Limited
- Daiwa Europe Limited • Deutsche Bank Capital Markets Limited
- Dresdner Bank Aktiengesellschaft • Generale Bank
- Genossenschaftliche Zentralbank AG Vienna • Goldman Sachs International Corp.
- Industriebank von Japan (Deutschland) Aktiengesellschaft • Kleinwort, Benson Limited
- Kreditbank International Group • Merrill Lynch Capital Markets
- Morgan Grenfell & Co. Limited • Morgan Guaranty Ltd
- Nomura International Limited • Solomon Brothers International Limited
- Société Générale • Union Bank of Switzerland (Securities) Limited
- Westdeutsche Landesbank Girozentrale • Westpac Banking Corporation

Nouvelle Emission • le 14 mai 1986

سكزا من الاصل

LOCATEL

Réuni le mardi 29 avril 1986 sous la présidence de M. Jacques Guggenheim, le conseil d'administration a constaté l'augmentation du capital social résultant de l'exercice par les actionnaires de l'option offerte par l'assemblée générale du 20 décembre 1985 pour le paiement du dividende de l'exercice 1984/1985 en actions.

Plus que 80 % des actionnaires ont exercé cette option. Le produit global de l'émission s'élève à F 5 845 350, correspondant à concurrence de F 4 819 850 au montant de la prime d'émission et F 1 025 500 à l'aug-

mentation du capital qui se trouve ainsi porté de F 28 430 100 à F 29 455 600.

D'autre part, le conseil a pris acte de la prise de participation de la société dans le capital de Vidéospace aux côtés de France Câbles et Radio, la Société Lyonnaise des eaux et la Compagnie Financière de Suez.

La société Vidéospace, au capital de 3 millions de francs, a pour objet d'assurer l'étude des réseaux, l'installation, la maintenance et la location des équipements de réception des signaux audiovisuels émis par satellites.



COMPAGNIE DES SALINS DU MIDI ET DES SALINES DE L'EST

Lors de sa séance du 28 avril 1986, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1985 : le bénéfice net s'élève à 59 878 288 F contre 35 868 150 F en 1984, en augmentation de 67 %.

Ce bénéfice s'entend après déduction d'une moins-value à long terme s'élevant à 1 749 879 F en 1985, contre 11 400 76 F de plus-values à long terme pour le précédent exercice.

Il sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, qui se tiendra le 23 juin prochain, de distribuer un dividende de :

- 20 F par action « A », assorti d'un avoir fiscal de 10 F, soit un revenu global de 30 F (contre 27 F l'an dernier) ;

- 5 F par action « B », assorti d'un avoir fiscal de 2,50 F, soit un revenu global de 7,50 F (contre 6,75 F).

D'autre part, le conseil d'administration proposera aux assemblées générales extraordinaires et spéciales « A » et « B » des actionnaires, qui se réuniront à l'issue de l'assemblée générale ordinaire, d'autoriser la conversion des 144 000 actions « B », composant, avec les 1 882 716 actions « A », le capital de la compagnie d'un montant de 506 679 000 F, en 36 000 actions « A » nouvelles, jouissance du 1^{er} janvier 1986 :

- Les actionnaires porteurs d'actions « B », autres que la Compagnie La Héna, recevront une action « A » pour une action « B » ;

- La Compagnie La Héna recevra, en échange de la totalité de ses actions « B », le solde des 36 000 actions « A » disponibles après conversion des actions « B » appartenant aux autres actionnaires.

En effet, l'existence de ces deux catégories d'actions entraîne un certain nombre d'inconvénients sensibles tant pour les porteurs d'actions « B » (cession rendue difficile par un marché très étroit et sporadique, agrément obligatoire du conseil...), que pour la société

(lourdeur de gestion, difficulté d'accès au marché financier...).

A ce sujet, il est rappelé que les actions « B », créées en 1977, sont obligatoirement nominatives, que leur cession est soumise à l'agrément préalable du conseil d'administration, et qu'elles ont droit au quart seulement du dividende et de l'actif net revenant à chaque action « A », en cas de liquidation de la société.

Les actions « A » sont détenues, à raison de 64 % du capital environ par la Compagnie La Héna, à raison de 10 % par l'Union d'études et d'investissements, le solde étant réparti dans le public et parmi les investisseurs institutionnels.

Les actions « A » sont traitées au marché officiel (comptant), les actions « B » au marché hors cote. Le nombre total des actionnaires « A » et « B » est évalué à plus de dix-huit mille.

A la date du 1^{er} avril 1986, sur les 144 000 actions « B », 140 800 environ appartenant à la Compagnie La Héna, le solde, de 3 200 actions, étant détenu par une centaine d'autres actionnaires.

Tout actionnaire désirant avoir plus de détails sur l'opération proposée aux prochaines assemblées pourra recevoir une note complète et détaillée en faisant la demande à : Compagnie des salins du Midi et des salines de l'Est, Secrétariat général, 51, rue d'Anjou, 75008 Paris.

Enfin, le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale extraordinaire de prélever la somme de 47 967 750 F sur le poste « Ecarts de réévaluation » et la création, en contrepartie, de 191 871 actions nouvelles entièrement libérées, de 350 F chacune, portant jouissance du 1^{er} janvier 1986, qui seront attribuées gratuitement aux actionnaires à raison d'une action nouvelle pour dix actions existant après la conversion des actions « B » en actions « A » et après la réduction du capital résultant de cette opération.

SAGA

Réuni le 25 avril 1986 sous la présidence de M. Jean-Luc Fliou, le conseil d'administration a arrêté et examiné les comptes sociaux et consolidés de l'exercice 1985.

Les opérations d'apport-fusion CTC (FRANCE) / SAGA TRANSPORT, réalisées avec effet au 1^{er} janvier 1985, constituent l'événement marquant de l'exercice, et se traduisent dans les comptes présentés.

Le résultat net social s'établit, conformément aux prévisions précédemment annoncées, à 36,2 millions de F (19,83 F par action), en progrès sur ceux de l'exercice précédent atteignant (à struc-

ture comparable) 32,5 millions de F (17,80 F par action).

Le résultat net consolidé (part du Groupe) passe de 33,8 millions de F (29,50 F par action), à 64,3 millions de F (35,22 F par action) ; dans ce résultat la part en provenance de pays possédant des difficultés de transfert est limitée à 4 millions de F.

Le niveau satisfaisant des résultats de l'exercice 1985 et des perspectives 1986 favorables autorisent le conseil d'administration à proposer à la prochaine assemblée générale annuelle la distribution d'un dividende net par action de 7 F auquel sera attaché un avoir fiscal de 3,50 F par action, soit un revenu global de 10,50 F par action.

scac

Le conseil d'administration s'est réuni le 30 avril sous la présidence de M. Jacques Dupuydauby, et a arrêté les comptes de l'exercice 1985 avec un bénéfice de 18 525 000 F.

Avant plus-values et provisions exceptionnelles, la perte a été ramené de 121 millions de francs en 1984 à 45 millions de francs environ, correspondant à celle de l'activité matériaux de construction. L'assainissement très vigoureux qui a été mené dans ce secteur touche à sa fin, ce qui permet d'envisager son équilibre dès 1986.

Les combustibles ont réalisé de bonnes performances, mais les résultats ont dû prendre en compte une provision exceptionnelle de 19 millions de francs pour dépréciation de stocks fuel consécutive à l'effondrement des cours du pétrole constaté en janvier et février 1986.

Le bricolage évolue dans un environnement moins porteur caractérisé par une contraction des marges. Pour prévenir tout risque de dérapage, les restructurations nécessaires ont immédiatement été prises.

L'activité voyages connaît un durcissement de la concurrence, mais sa rentabilité a été renforcée et sa rentabilité demeure satisfaisante.

L'auxiliaire de transport, qui constitue la principale activité du groupe, a pu, malgré un second semestre moins favorable, améliorer globalement ses positions et ses résultats tant en France qu'à l'étranger.

Le résultat au bilan tient compte notamment de la plus-value enregistrée lors de la cession de 65 % de notre participation dans la société SCAC MADONE (propriétaire de l'immeuble du siège social) ; cet important désinvestissement, complété en fin d'année par l'émission avec succès d'un emprunt convertible de 50 millions de francs, a permis de rétablir comme prévu la situation financière de la société.

L'année 1986 devrait être marquée par le retour à l'équilibre du résultat courant de la société, ce qui nécessite pour toutes les exploitations françaises et étrangères une très grande adaptabilité aux fluctuations d'un environnement économique extrêmement mouvant.

PICARD
LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !
4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Etoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-85+

TOTAL

GROUPE TOTAL

TOTAL COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Soucieux de permettre à la compagnie de renforcer les moyens de son développement, le conseil d'administration de TOTAL Compagnie Française des Pétroles au cours de sa séance du 30 avril 1986 a donné son accord de principe à une émission d'actions et de bons de souscription d'actions sous forme de placement public. Les caractéristiques de ce type d'émission conduisent à demander aux actionnaires de renoncer à leur droit préférentiel de souscription à ces actions et bons.

Corrélativement, il serait attribué gratuitement aux actionnaires des bons de souscription d'actions identiques aux bons ci-dessus.

En conséquence et conformément aux dispositions légales, le conseil a décidé : - de convoquer pour le 11 juin 1986 une assemblée générale extraordinaire des actionnaires et pour le 26 mai ou, à défaut de quorum, pour le 11 juin 1986 une assemblée générale ordinaire des porteurs des obligations convertibles émises en 1979 ;

- de suspendre du 23 mai au 8 juillet la convertibilité de l'obligation convertible émise en 1979.

LITÉRIES CAPELOU



Les meilleures marques aux meilleurs prix
TRECA EPEDA SIMMONS PIRELLI
LIVRAISON GRATUITE TRÈS RAPIDE DANS TOUTE LA FRANCE
37, Av. de la République 75001 PARIS
Tél. 43.57.46.35 • Négo: PARMENTIER

Certificats d'investissement BNP
L'émission de certificats d'investissement de l'épargne nationale de Paris a connu un très vif succès, et les demandes de souscription recueillies dépassent d'ores et déjà largement le montant de l'opération.
En conséquence, la souscription sera close le samedi 3 mai au soir, et un conseil d'administration de la BNP examinera, mercredi 7 mai, l'opportunité de procéder à une émission complémentaire de certificats d'investissement qui serait affectée à la satisfaction partielle des demandes de souscription déjà recueillies.

merlin

Le Conseil d'Administration réuni le 28 Avril 1986, sous la présidence de Monsieur Merlin, a arrêté les comptes de l'exercice 1985 qui se traduisent par un résultat net de 17,08 millions de F contre 8,9 millions de F en 1984. Ce résultat tient compte du dividende exceptionnel de la filiale de commercialisation Merlin Mer et Neige qui s'inscrit pour F 346.500 et d'une plus-value nette de cession d'actifs de 3,3 millions de F.

Rappels que le chiffre d'affaires de l'exercice 1985 s'est élevé à 313,1 millions de F Hors Taxes contre 254,1 millions de F au titre de l'exercice précédent (+23,2%).

Le Conseil proposera à l'Assemblée Générale des actionnaires convoquée le 27 Juin, la distribution d'un dividende de F 18,50 par action, assorti d'un avoir fiscal de F 9,25 ce qui correspond à un revenu global de F 27,75, en progression de 32% sur le dividende de l'exercice précédent.

Après affectation à la distribution, les fonds propres s'élèveront ainsi à 140,5 millions de F contre 133,8 millions de F en 1984.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

2 MAI

BLAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Table with columns for 'ACTIF' and 'PASSIF' showing financial data in millions of francs.

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

Table showing weekly indices for various market categories like 'Indice général', 'Indice des valeurs étrangères', etc.

Main table of stock values (VALEURS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

Table for 'SECOND MARCHÉ' and 'Hors-cote' with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

DE CALONS DU MIDI LIGNES DE L'EST

Vertical text on the left margin, possibly a sidebar or advertisement.

PASSIF

Table showing 'PASSIF' (liabilities) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

COMPARAISON DES AGENTS DE CHANGE

Table comparing exchange agents with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

VALEURS

Table of stock values (VALEURS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

SICAV 2/5

Table for SICAV 2/5 with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

AUTOUR DE LA CORBEILLE

Textual content under 'AUTOUR DE LA CORBEILLE' discussing market news.

Étrangères

Table of foreign stock values (Étrangères) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates (COTE DES CHANGES) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

INDICES QUOTIDIENS

Table of daily indices (INDICES QUOTIDIENS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Table of money market rates (TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

Règlement mensuel

Table for monthly settlement (Règlement mensuel) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market (MARCHÉ LIBRE DE L'OR) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

VALEURS

Table of stock values (VALEURS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

VALEURS

Table of stock values (VALEURS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.

VALEURS

Table of stock values (VALEURS) with columns for 'Cours', 'Dernier cours', and 'Variation'.



Handwritten text at the bottom center of the page.

سكنا من الالوجن

Le Monde

DÉPLORANT LES DIVISIONS ET L'IMPUISSANCE DU MONDE ARABE

L'Algérie reporte ses espoirs et ses efforts sur la construction du Grand Maghreb

De notre correspondant

Alger. - Les Algériens sont amers. Le sommet arabe qui devait se tenir à Fez n'aura pas lieu. Cet échec survient après plusieurs réunions de l'OPEP qui d'ont pu que démontrer le désaccord profond entre pays producteurs. Ces déconvenues, ajoutées à l'incapacité des Arabes à se mettre d'accord sur la question palestinienne et sur le problème du proche-Orient, leurs divergences quant à la guerre Iran-Irak, l'insoluble conflit du Sahara occidental, la mesure de banissement qui éloigne toujours l'Égypte de la Ligue arabe, sont en train de faire déborder la coupe. Les dirigeants algériens ne masquent ni leur déception ni leur inquiétude et se laissent volontiers aller en privé à parler de « déliquescence de la nation arabe, qui n'a jamais été aussi bas ».

La presse se fait le reflet de cet état d'esprit. Dès samedi matin, le quotidien en langue arabe *Al-Chaab* (Le Peuple), s'acquiesciant en ces termes de ce qui pouvait hypothéquer les chances de réunir un sommet arabe extraordinaire à propos des bombardements américains sur Tripoli et Benghazi. « Derrière cet échec se profile la main de certaines parties arabes qui violent mal les souverainetés et chefs d'Etat se concentrent et examinent en commun la sécurité de la nation arabe, alors que

L'Europe profite de l'opportunité pour manifester sa hostilité au monde arabe, soutenue les Etats-Unis par un sommet européen au cours duquel des mesures sévères ont été annoncées contre la Libye au moment où les Arabes observaient un silence honteux. »

Samedi soir, l'agence officielle Algérie presse service (APS) diffusait un commentaire que le *Moudjahid* publiait dimanche en éditorial de première page, insistant sur le report du sommet « faute d'accord sur les points de l'ordre du jour, marquant encore une fois l'incapacité patente de ceux qui ont en main les destinées de la nation arabe ».

« Alors que toutes les conditions objectives sont réunies pour que la nation arabe se ressaisisse, poursuit l'APS, certains d'entre nous s'évertuent encore à mettre en avant de faux prétextes qui font que, depuis 1982, il est pratiquement impossible de tenir un sommet arabe. »

Appeler à l'unité dans les rangs arabes n'engage à rien. La direction politique de l'Algérie ne se fait plus d'illusions. Pour le court terme, elle donne la priorité à la région et au Grand Maghreb, qui monopolise l'essentiel de ses efforts actuels. Là encore, le pragmatisme doit faire place au réalisme. Le président Chadli sur son plan intérieur transparait en filigrane. Sa volonté est de tisser un réseau de relations économiques et politiques si dense qu'il puisse élargir une entité.

Sans tapage, la trame se met en place. Les pourparlers indirects entre Saoudiens et Marocains qui reprennent en principe cette semaine à New-York, sous l'égide du secrétaire général de l'ONU, sont considérés à Alger comme un premier pas.

Une rencontre Hassan II-Chadli ?

Les milieux diplomatiques prêtent une oreille de plus en plus attentive aux rumeurs d'une prochaine rencontre entre le roi Hassan et le président algérien. Celle-ci ne peut se tenir sans une « base sérieuse », qui serait, selon des sources informées, une réponse du souverain marocain à l'une des deux propositions que le président Chadli avait formulées à propos du Sahara occidental.

Le responsable du secrétariat permanent du comité central du FLN, M. Mohammed Cherif Messadia, se trouvait à Tripoli à la veille du bombardement américain. Sa visite venait couronner une série d'échanges (le *Monde* du 24 mars) qui conduisent à un niveau plus technique. Une délégation commerciale libyenne conduite par le ministre de l'Economie et du Commerce, M. Ibrahim Muhammed el Bachari, est arrivée samedi à Alger pour une visite officielle de plusieurs jours.

Bourse de la matinée

La hausse était au rendez-vous lundi matin rue Vivienne. Amorcé dès l'ouverture, le mouvement s'est légèrement accentué ensuite et initialement en progression de 0,58 %, l'indicateur instantané enregistré à la clôture de la séance préliminaire une avance de 0,7 % environ. (Pérod (+ 3 %) a joué les vedettes. Il a été suivi par L'Oréal, Club Méditerranée et Télécom (+ 2 %) et, un peu plus loin par Havas, Elf, Sonofi, Chargeurs, Mobit, CSF, Dowty, Compagnie bancaire et Michelin. Seules quatre valeurs ont baissé, Peugeot en tête (- 1 %).

A LA BOURSE DE PARIS

Indicateur de séance (%) : + 0,67

VALEURS	Cours précédent	Prime cours	Dernier cours
Accor	457	459	460
Agence France	1710	1710	1746
Air Liquide B.7.	210	210	216
Alstom	330	332	333
Banque Paribas	1210	1218	1218
Banque	2095	2095	2095
Banque	1170	1178	1178
B.S.M.	3535	3535	3550
Carrefour	3395	3395	3536
Chargers S.A.	1290	1296	1300
Club Méditerranée	540	552	550
Dunlop	1377	1389	1384
Elf-Aquitaine	348	355	364 50
Esso	2520	2530	2536
Europacapital	1468	1468	1468
Lafarge-Capital	1290	1300	1305
Michelin	3100	3100	3120
Midi (Café)	6250	6250	6250
Mid-Horizon	2400	2420	2410
Navig. Méditerranée	1120	1105	1123
Oréal B.1.	3354	3420	3420
Pérod	1194	1223	1230
Peugeot S.A.	1045	1043	1038
Sanofi	790	792	800
Sources Péninsule	703	706	706
Télécom	3220	3209	3240
Thomson-C.S.E.	1280	1286	1270
TOTAL-C.F.	385	385 10	385
T.S.T.	2850	2850	2850
Veolia	610	620	608

LE MINITEL DANS L'ENTREPRISE
VIDEOTELEX magazine

PROCHAIN RETOUR A PRETORIA DE L'AMBASSADEUR DE FRANCE

On apprend, de source informée, à Paris, que M. Pierre Boyer, ambassadeur de France en République sud-africaine, appelé en France il y a deux mois par le gouvernement de M. Fabius, va regagner son poste à Pretoria - dans les deux prochains jours.

Ce retour, qui ne sera pas nécessairement annoncé par un communiqué officiel, était à l'étude depuis plusieurs semaines. Dans l'entourage de M. Chirac, on estime que si l'apartheid doit être combattu, la méthode consistant à se priver volontairement de faire entendre la voix de la France sur le plan diplomatique n'était pas la meilleure.

En revanche, en matière des affaires étrangères, on déclare que les rumeurs concernant une visite en France du président Botha au milieu du mois de juin ne peuvent être confirmées. Pour le moment, aucune démarche relative à une telle visite, même privée, n'a été faite au niveau des ambassades; indique-t-on au Quai d'Orsay.

• Bilan des troubles du 1er mai en République Sud-Africaine.

Huit Noirs, dont deux policiers, ont été tués au cours de nombreux incidents survenus jeudi 1er mai et dans la nuit de jeudi à vendredi dans toute l'Afrique du Sud, à la suite du plus grand mouvement de grève jamais observé par la population noire, à l'occasion du 1er mai.

M. Mitterrand et la privatisation hospitalière. - Pour Mme Danielle Mitterrand, qui participait à l'émission de TF1 7 sur 7, dimanche 4 mai, « la Constitution a bien fait les choses », et la « coexistence politique » entre M. Mitterrand et M. Chirac « se passe bien ». Se refusant à polémiquer sur le programme de l'actuel gouvernement, l'épouse du chef de l'Etat s'est toutefois déclarée « choquée » par le fait qu'on ne laisse pas l'égalité des candidats devant la mort ou plus simplement la guérison », à propos de projets de réforme visant à établir un secteur privé dans les hôpitaux, annoncés par Mme Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille.

• Décoration soviétique pour Roland Leroy. - Le directeur de l'Humanité et député de Seine-Maritime, Roland Leroy, a été décoré de l'Ordre de l'amitié des peuples par le président du Soviet suprême de l'URSS, a annoncé, samedi 3 mai, l'agence de presse soviétique Tass. Cette distinction a été décernée à Roland Leroy, membre du bureau politique du PCF, à l'occasion de son soixantième anniversaire « pour ses mérites dans la lutte pour le paix et le renforcement de l'amitié et la coopération entre les peuples de l'URSS et de la France », a précisé Tass. Roland Leroy est l'un des dirigeants de l'association France-URSS.

• M. Lech Walesa interpellé. - D'imposantes forces de police ont empêché samedi 3 mai, jour anniversaire de la Constitution de 1791 qui donna son indépendance à la Pologne, la tenue dans plusieurs villes de manifestations de sympathisants de syndicats « Solidarité ». A Gdansk, M. Lech Walesa a été interpellé par des policiers qui l'ont ensuite conduit, à sa demande, à l'église Sainte-Brigitte. - (Reuter, AFP, AP.)

Le numéro du « Monde » daté 4-5 mai 1986 a été tiré à 445 008 exemplaires

Sur CFM
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Nantes-Saint-Nazaire (94,8 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Toulouse (88,8 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (98,6 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

LUNDI 5 MAI
de 19 heures à 19 h 30
Ainsi « le Monde »
42-20-82-87

Le Vatican et les sectes
avec HENRI TINCO
une émission présentée par FRANÇOIS KOCH

Chaque samedi et dimanche vers 8 h 27, la chaîne spécialisée de CFM, réémette avec le Céfali (jeune).

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15-91-77 + ISLM

Sur le vif Dans les nuages

C'est fou ce qu'il est attentif, gentil, le père Gorbatchev. C'est pas pour rien que les Américains l'ont surnommé affectueusement Gorby. Vous savez ce qu'il a fait la semaine dernière ? Il a convoqué dans son bureau Ligatchev et Rykov - après lui, c'est les deux mecs les plus importants du régime - et il leur a dit :

« Qui est-ce qu'il y a qui ne va pas ? Je vous trouve pâlichons, fatigués. Vous savez ce que vous allez faire ? Un petit séjour à Tchernobyl, il y fait chaud, il y fait bon. Vous allez respirer un grand bol d'air. Ce vous donnera bonne mine. Et ne vous dépêchez pas de rentrer. Profitez-en. Prenez tout votre temps. »

Il y en a qui ont de la veine. C'est pas comme nous. Il ne fait pas beau. Le ciel est à la pluie. Et pourtant pas trace de ce joli petit nuage radioactif qui se rapproche, qui se balade de la Bavière à l'Ecosse. J'entendais ce matin à la BBC, ils sont excités comme des poux, les British. Ils sont là, ils font les intéressants, ils retroussent le nez en flairant le lait de leurs vaches. Ils lui trouvent une drôle de goût. Ils ont l'impression qu'il est dégoûté. Les Allemands pareil.

NOUVELLES BRÈVES

• Brutalités policières en Tchecoslovaquie. - Un signataire de la Charte 77 (principal mouvement dissident tchécoslovaque), M. Stanislav Devaty, a adressé au ministre de l'Intérieur une lettre dans laquelle il se plaint d'avoir été passé à tabac par des policiers. M. Devaty affirme dans ce document publié samedi 3 mai, qu'il a été brutalisé et injurié, le 18 avril dernier, par quatre policiers qui effectuaient un contrôle d'identité dans un restaurant de Gottwaldov (Moravie du Sud) où il dînait avec quelques amis. M. Devaty avait demandé à un policier de lui montrer sa carte de service, celui-ci a refusé. Les autres policiers lui ont alors mis les menottes et l'ont traîné dans la rue où ils l'ont passé à tabac au point de lui faire perdre brièvement connaissance. - (AFP.)

• Révocation du directeur français d'Air Zaire. - M. Joël de Serpon, directeur général d'Air Zaire, de nationalité française, a été révoqué samedi 3 mai par ordonnance présidentielle, rapporte l'agence officielle d'information AZAP. Il lui est reproché « un comportement qui frise non seulement une indiscipline caractérisée, mais aussi un manque manifeste de respect et de courtoisie envers les autorités de la République du Zaire, y compris l'autorité suprême du pays ». Dans l'entourage du président Mobutu, on précise que les griefs retenus contre M. de Serpon sont de nature strictement personnels et n'ont rien à voir avec les relations de coopération qui lient la compagnie française UTA et la compagnie nationale Air Zaire. - (AFP.)

« Question de vents. Tu parles ! Les vents ont bon dos. Ils sont tout ce qu'ils y a de plus prévenants. Ils ont même été jusqu'à pauser l'avion de Chirac, pour lui permettre de rejoindre mon Mimé plus tôt que prévu aujourd'hui à Tokyo. Une chance ! S'il était arrivé à l'heure dite, il aurait loupé la publication des textes du sommet !
Vous allez voir, à peine seront-ils rentrés, ces deux-là, qu'il va se pointer, le nuage. Les services de l'Elysée vont le signaler dans le Lincousin. Et qui c'est qui va se précipiter - on n'aura même pas besoin de le lui suggérer, - qui c'est qui va vouloir être le premier à se mettre dessous ? Mon Jacquot ; les nuages, ça fait pas partie de votre domaine réservé, M'sieur le président, faut pas pousser. C'est pas à vous d'y aller. C'est à moi.
CLAUDE SARRAUTE.

Peut-on réussir dans la vie simplement en développant sa mémoire ?
ou l'étrange histoire d'un grand avocat

En ce jour de vacances d'été, qu'étais-je venu faire, avec mes 18 ans, dans ce grenier ouaté de poussière et de silence ?
Dehors, le reste de la bande s'ébattait dans la piscine de cette grande et belle demeure où m'avait invité mon ami François. Mais je n'étais jamais sorti de mon espace dans la compagnie des autres.
Alors, j'étais là, au milieu de ces meubles qui avaient cessé de plaire, je détaillais l'œil curieux les souvenirs d'une vie qui, visiblement, avait été brillante.
Fourez plusieurs tiroirs et découvrez dans l'un d'eux un petit livre qui je feuilletais machinalement.
Mais bientôt, m'essayant sur l'osier grinçant d'une penne, je continuai ma lecture. Page après page. Négligeant même la lumière du jour qui baissait.
Dans ce livre j'appris que tout le monde possédait une mémoire fantastique, mais que seuls quelques-uns savent l'utiliser.
J'étais sceptique, bien sûr, mais une méthode simple était décrite. Ce qui me conduisit à prendre un vieux manuel du téléphone oublié là, pour constater qu'en suivant la méthode, effectivement, j'étais capable après une seule lecture attentive de tout retenir : les noms, les professions et les numéros de téléphone de deux colonnes d'abonnés.
Oserais-je dire qu'après je me pinçai, averti de me livrer à d'autres expériences. Mais toutes furent aussi convaincantes. Et je pus même vérifier que, trois heures après avoir simplement lu 83 numéros de téléphone (car je les avais comptés), je n'en avais toujours oublié aucun.
C'était tellement étrange que, ce soir-là, je m'endormis tard. Attendant le lendemain et le chant du premier merle qui, avec un jour nouveau, me dirait que j'avais rêvé.
Or j'avais tort. Tout était toujours dans ma tête. Et la fin des vacances, pour cela, en fut transformée.
Mon ami François me dit : « Mais on t'a chargé ! » La bande me découvrit comme elle ne m'avait jamais vu. Je n'osais pourtant rien de plus. Simplement j'étais autre, inattaquable et serene. Répondant du tac au tac, après n'avoir eu si souvent que l'esprit de l'escalier.
Et plus tard, à la rentrée, moi qui peinais jusqu'alors sur mes cours de droit, je sus maîtriser les dates des lois et les articles du Code. J'appris même l'anglais en quelques mois.
Si vous voulez savoir comment obtenir les mêmes résultats et acquérir cette puissance mentale, qui est encore notre meilleure chance de réussir dans la vie, priez simplement l'éditeur de vous envoyer « Les Lois Eternelles du Succès », intéressant petit ouvrage écrit par W.R. Borg, comme introduction à sa méthode. Vous le recevrez gratuitement comme quiconque désire améliorer ses mémoires. Voici l'adresse : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 832 - G. place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex.
Pierre-Henri Marquand

BON GRATUIT !

A remplir en lettres majuscules et à retourner : Méthode W.R. Borg, chez Aubanel, dpt 832 - G. place St-Pierre, 84057 Avignon Cedex, France, pour recevoir sans engagement de votre part et sous pli fermé « Les Lois Eternelles du Succès ».

Nom _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____
Code postal _____ Ville _____
Age _____ Profession _____
Autun démarcheur ne vous rendre visite

T 495 F TIC

80 COLONNES MATRICIELLES
SERIES RS 232 ET PARALLELE
SERIES RS 232 ET PARALLELE
SERIES RS 232 ET PARALLELE

685 COMPUTER

VENTE ET MAINTENANCE 30, rue Rochechouart - 75008 PARIS Ouvert de 9h30 à 19h30
EN MICRO-INFORMATIQUE Méro Cadet Tél : 42.81.02.73 ou Lundi au Samedi

(Publicité)

ANGLAIS/ALLEMAND/ESPAGNOL/ITALIEN/RUSSE/GREC ATOUT LANGUES !

Valoriser votre formation, acquiescent votre compétence, en étudiant une langue ou en préparant tranquillement un examen à vocation professionnelle, comme ceux des : CHAMBRES DE COMMERCE ÉTRANGÈRES, UNIVERSITÉ DE CAMBRIDGE, BTS TRANDUCTEUR COMMERCIAL - INTERPRÈTE D'ENTREPRISE

Examens dans toute la France. Préparations accessibles à tous avec cours de mise à niveau pour débutants et ceux des bacheliers. Formations à distance (inscriptions toute l'année) avec possibilité de cours en entreprise. Orientation et service entreprises. Séjours à l'étranger.

Documentation gratuite à : LANGUES & AFFAIRES, service 4471, 35, rue Carrière, 92300 Paris-La Vallée. Tél. : (1) 42-70-81-88 ou 42-70-73-83 (établissement privé).

STAGE LECTURE RAPIDE
13-14-15 mai 1986
possibilités de stages en entreprises
GEICA-FORMATION/42-96-41-12
56 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

GARGANTUA
fête son 20^{ème} anniversaire.

Depuis 20 ans Roger Lechean propose :

- une CARTE - TRAITEUR INCROYABLE
- des PLATS CUISINES à emporter,
- une CAVÉ avec des dizaines de milliers de bouteilles (catalogue sur demande)
- un SERVICE - TRAITEUR de 10 à 2000 pers.

Chaque semaine remise de :
- 5, - 10 ou - 20 % sur certains articles.

284, rue St Honoré - 75001 PARIS
Tél : 42.60.63.38 et 42.60.52.54

ance
enne
Les Sep
leur

Tout

Paris

Demain